

# LES POINTS CHAUDS DE LA RUSSIE

ellipses

Géorgui  
VATCHNADZE



# LES POINTS CHAUDS DE LA RUSSIE

Géorgui VATCHNADZE

Docteur en histoire  
Chercheur à l'Institut de sociologie de  
l'Académie des sciences de l'URSS  
Enseignant à l'école de journalisme de Moscou



AH rights reserved. No part of this book may be reproduced or transmitted in any form or by any means, electronic or mechanical, including photocopying, recording or by any information storage and retrieval System, without permission in writing from the Publisher.

La loi du 11 mars 1957 n'autorise que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective». Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'éditeur, est illicite.

© COPYRIGHT 1993  
EDITION MARKETING  
EDITEUR DES PREPARATIONS  
GRANDES ECOLES MEDECINE  
32, rue **Bargue** 75015 PARIS  
ISBN 2-7298-4327-2

# TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

<b>LA RUSSIE CONNAÎTRA LE SORT DE L'URSS</b> .....	9
1. Un cadeau pour l'industrie de défense .....	11
2. Une catastrophe écologique.....	12
3. Le prix de la vie humaine.....	14
4. Pourquoi l'URSS s'est-elle disloquée? .....	15
5. La tragédie de la Russie .....	17
6. L'Ouest savait tout et se taisait .....	19
7. Objectif de ce livre.....	20

## PREMIÈRE PARTIE

### LES RÉGIONS MENACENT DE DIVORCER

<b>D'AVEC MOSCOU</b> .....	23
----------------------------	----

#### I. OURAL

*Les rejets nucléaires de Kychtym*

*valent 24 Tchernobyl*.....24

1. L'Oural était devenu le cœur industriel de la Russie dès le XIXe siècle .....	24
2. « L'Oural est le bouclier du pays, Ékatérinbourg, la troisième capitale de la Russie» .....	27
3. Les crimes contre l'humanité.....	29
4. En route vers la propriété privée .....	32

#### II. SIBÉRIE

*Les revenus du pétrole ont prolongé de trente ans*

*l'agonie du communisme* ..... 35 |

1. Notre tragédie, c'est la richesse du pays en ressources naturelles .....	37
2. Un tunnel de Moscou à l'Alaska .....	38
3. L'empoisonnement de la Sibérie.....	40
4. «Les savants peuvent couvrir d'or la Russie» .....	42
5. Les initiatives locales n'ont jamais plu à Moscou .....	44
6. Le déclin économique ne fait qu'encourager les velléités séparatistes .....	47
7. Tioumen est la capitale pétrolière de la Sibérie et de toute la Russie.....	49
8. Le gaz de Sibérie .....	51
9. Exporter le pétrole brut n'est pas avantageux .....	53
10. Une gigantesque usine sous l'Iénisseï.....	55
11. Les «cadeaux» du passé sont légion.....	57

III. NORD DE LA RUSSIE	
<i>Le génocide : des camps staliniens aux décharges et polygones nucléaires</i> .....	60
1. De l'Alaska à la Norvège.....	62
2. La CIA ne nous oubliera pas.....	66
3. Le Livre rouge des ethnies.....	69
4. Les richesses du nord de la Russie sont le dernier patrimoine naturel des Russes.....	72
IV. EXTRÊME-ORIENT	
<i>Avec les Japonais, Coréens, Chinois et Américains</i> .....	75
1. Le rapport des forces entre le Kremlin et la périphérie russe se modifie en faveur de cette dernière.....	77
2. Les îles Kouriles, Sakhaline et la presqu'île de Kamtchatka n'ont pas de prix.....	79
3. Le grand pillage.....	82

## DEUXIÈME PARTIE

### DES RÉPUBLIQUES RIEN MOINS QU'ORTHODOXES .....87

#### A. L'HÉRITAGE DES COMMUNISTES ET

##### DE LA HORDE D'OR .....88

##### I. BACHKORTOSTAN

###### *Des catastrophes grandioses*.....88

1. La république fait tout pour exporter.....90
2. Explosions nucléaires dans l'intérêt... de  
l'économie nationale.....91

##### II. BOURIATIE

###### *Renaissance du bouddhisme*.....95

1. Dans la région du lac Baïkal.....96
2. Retour au bon sens.....99

##### III. CARÉLIE

###### *Une Finlande en ruine*.....101

1. Le défilé des souverainetés.....103

##### IV. KOMIS

###### *La patrie du goulag*.....105

1. Le goulag est toujours vivant.....106
2. Il y avait même un consulat bulgare chez les Komis.....108

##### V. MARI EL

###### *L'industrie de défense*.....109

##### VI. MORDOVIE

###### *Le centre atomique Arzamas-16*.....111

##### VII. OUDMOURTIE

###### *Arsenaux d'armes chimiques*.....114

1. Une mort à retardement.....115

2.	Il est impossible de tromper éternellement tout le monde .....	117
VIII.	TATARSTAN	
	<i>Capitale de la Russie musulmane</i> .....	119
1.	Le Tatarstan va-t-il sortir de la Russie? .....	120
2.	Le Tatarstan déclare :«je veux être la Suisse» .....	124
3.	On voit mieux les problèmes du Tatarstan depuis Kazan que depuis Moscou.....	127
IX.	TCHOUVACHIE	
	<i>La célèbre bière noire</i> .....	130
X.	TOUVA	
	<i>Sans les Russes</i> .....	131
XI.	YAKOUTIE-SAKHA	
	<i>Diamants et or à gogo</i> .....	133
1.	Un gueux assis sur un sac de diamants .....	134
2.	Un an en Yakoutie sans le Comité central du PCUS .....	139
B.	LA DEUXIÈME GUERRE DU CAUCASE	
	A COMMENCÉ .....	143
I.	DAGHESTAN	
	<i>Douze langues d'État</i> .....	143
II.	KABARDA-BALKARIE	
	<i>Cent ans de guerre contre la Russie</i> .....	146
1.	Les fauteurs de troubles .....	147
III.	KALMOUKIE	
	<i>SIDA et mines d'uranium</i> .....	148
IV.	OSSÉTIE DU NORD	
	<i>Principale place forte des troupes russes au Caucase</i> .....	150
1.	La guerre des Ossètes contre les Ingouches .....	153
2.	Ce n'est pas un hasard si la première guerre en Russie depuis un demi-siècle a commencé à Vladikavkaz, car la tragédie de l'Ossétie du Sud dure depuis déjà trois ans.....	155
V.	TCHÉTCHNIE-INGOUCHIE	
	<i>Une république assiégée</i> .....	156
1.	Les Russes ont-ils apporté la prospérité aux Tchétchènes?.....	158
2.	Dieu a sauvé la Russie .....	160
3.	Les Tchétchènes convertiront-ils Moscou en Beyrouth?.....	163
4.	«J'exclus le scénario géorgien en Tchétchnie» .....	164
5.	Le blocus de la Tchétchnie est en principe impossible à réaliser.....	167
VI.	CAUCASE DU NORD	
	<i>C'est le Vietnam, le Liban et l'Afghanistan réunis</i> .....	169
1.	Il ne fallait pas « noyer » Gamsakhourdia, de même que ce fut une erreur de l'asseoir dans le fauteuil présidentiel.....	170
2.	La guerre géorgo-abkhaze... en Russie.....	174

3. Des généraux provocateurs aux national-patriotes.....177
4. Chaque mois, une nouvelle guerre commence au Caucase.  
La Russie n'a su mettre pacifiquement fin à aucun des  
conflits armés de cette région.....179
5. La communauté de Cosaques dans le Sud de la Russie.....182

### TROISIÈME PARTIE

#### LE POUVOIR 185

##### I. LE POUVOIR TERRESTRE

- Bombes nucléaires à l'exportation* .....186
1. Les militaires en Russie n'ont pas de logement.....186
  2. L'arme soviétique est très demandée .....189

##### II. LE POUVOIR SPATIAL

- Réacteurs nucléaires sur orbite*.....192
1. N'est-ce pas évaluer notre valeur à trop bas prix? .....193
  2. Notre cosmonautique militaire a été brutalement rudoyée  
par la vie.....194
  3. Nombre de types d'avions militaires soviétiques sont  
reconnus les meilleurs au monde .....198

##### III. LE POUVOIR MARITIME

- Des porte-avions à l'abandon* .....200
1. Notre flotte ne sert donc à rien .....201

##### IV. LE POUVOIR AU CENTRE

- L'industrie et la science axées sur  
les besoins militaires*.....205
1. S'il n'y avait pas de restrictions du COCOM.....207
  2. Qui pourrait nous acheter des dizaines de milliers  
de tanks? .....209
  3. La reconversion est possible en Russie .....211
  4. L'espionnage industriel n'a fait ni notre richesse  
ni notre bonheur.....214

##### V. ...ET LES DROITS DE L'HOMME

- Pas de vie digne de ce nom tant qu'existent  
censure et illégalité*.....215
1. Si la Loi sur la presse était tombée cinq ans plus tôt, il aurait  
été possible de sauver des millions de gens des  
effets de Tchernobyl.....216
  2. La presse russe n'est toujours pas libre .....217
  3. La presse de Russie est sévèrement punie pour  
ses discours critiques.....219
  4. La Russie ne saura pas bientôt ce qu'est l'État de droit.....221
  5. Nous avons besoin de la TV privée.....225

- APPENDICE .....226

La Russie, ayant répudié l'URSS, le communisme et la guerre froide, entreprend de désarmer, de réduire ses troupes, de reconvertir son industrie militaire et de privatiser.

La Russie compte défendre les droits de l'homme et ceux des peuples qui la composent, accorder à ses citoyens la liberté d'entreprise et sauver leur environnement.

Dans le présent ouvrage, la Russie est abordée sous l'angle des intérêts des dizaines de ses régions économiques, républiques, arrondissements nationaux, ainsi que des forces politiques influentes.

Les anciens « petits chefs » locaux de la nomenklatura sont devenus présidents, députés et maires en marquant leur indépendance vis-à-vis de Moscou et en subissant l'influence des électeurs.

Les destinées de la politique et des affaires ne sont plus tranchées dans les couloirs du pouvoir central mais dans les périphéries de l'Eurasie russe où, hier encore, aucun étranger ne pouvait mettre les pieds.

Il n'en est que plus passionnant de découvrir les provinces de Russie, où maintes surprises sont réservées.



INTRODUCTION

**LA RUSSIE CONNAÎTRA  
LE SORT DE L'URSS**

---

Les républiques et arrondissements nationaux de la Fédération de Russie sont tout décidés à ne pas verser d'impôts au gouvernement central, ainsi qu'à contrôler entièrement les ressources naturelles, la terre et les entreprises qui se trouvent sur leur territoire souverain.

Par ailleurs, l'Oural, la Sibérie et l'Extrême-Orient, régions foncièrement russes, se sont déjà unies et sont prêtes à obtenir une autonomie complète pour chacune de ces zones économiques.

Que reste-t-il donc sur la carte ? Un huitième à peine du territoire de la Fédération de Russie fait de régions qui n'ont pas encore affirmé leurs velléités d'indépendance.

Un environnement dévasté, une sphère sociale irrémédiablement délabrée et la paupérisation globale de la population créent une menaçante toile de fond politique. Encore quelques erreurs des autorités fédérales, et ce sera tout l'empire russe qui s'effondrera comme un château de cartes pour se morceler en petits États, comme ce fut déjà le cas dans les années vingt de notre siècle.

Tout ce conglomerat de terres et de peuples ne s'est maintenu, durant ces dernières soixante-dix années, que par la force des baïonnettes et le secret absolu. Mais l'argent nécessaire à l'entretien de ce goulag est désormais épuisé. L'armée est en débandade et tous les documents secrets sont tombés dans le domaine public.

Les cheveux ne peuvent que se dresser sur la tête à la lecture des journaux russes en 1993. Qu'avons-nous fait de notre propre peuple ? Soljénitsyne avait décrit les horreurs des camps de concentration léninostaliniens ; il faudrait un autre Soljénitsyne pour montrer ce que les Soviétiques ont fait de leur pays dans les années 1950-1990. Le complexe militaro-industriel a écrasé sous lui les hommes, la nature et les ressources. Et à peine a-t-on entrepris de réduire la production militaire que l'économie s'est effondrée.

Dans les années 1980, la Russie a enterré Brejnev, Andropov, Tchernenko ; en 1991, elle a éconduit Gorbatchev et accepté le serment d'Eltsine. Chaque changement au sommet s'accompagnait d'une longue relève de l'équipe aux commandes, depuis les ministres jusqu'aux gérants d'immeubles. Au cours de la désagrégation de l'URSS, des dilettantes sont arrivés au pouvoir en Russie, et leurs erreurs, leurs crimes ne sont nullement moindres que ceux de l'ancienne nomenklatura du parti.

La Russie continue d'être pillée par ceux qui ont le contrôle de ses ressources et de ses usines. Auparavant, les matières premières et les armes étaient exportées pour satisfaire aux besoins de la révolution mondiale et maintenir à flot une économie mal en point. A présent, sont exportés le pétrole brut et le bois, les kalachnikovs et les avions de chasse Soukhoï, l'uranium, etc. pour alimenter surtout les comptes bancaires à l'étranger

de quelques milliers de nouveaux riches russes, les « princes » des provinces russes ne le cédant en rien aux représentants du pouvoir démocratique à Moscou.

## **1. Un cadeau pour l'industrie de défense**

Le 15 septembre 1992, l'agence ITAR-TASS annonça que le gouvernement de la Fédération de Russie avait entériné, dans le domaine de la défense, les commandes d'État pour 1993 en augmentation par rapport à l'année en cours.

Le complexe militaro-industriel continue d'employer la meilleure part du personnel compétent, d'absorber le plus grand nombre de devises, de matières premières et de moyens de production. C'était justement les usines de guerre qui produisaient la majeure partie des articles civils: mécanismes, machines-outils, fers à repasser, casseroles... Sans oublier que, pour toute entreprise civile, une commande militaire était et reste prioritaire, car les militaires ont toujours grassement payé.

Aujourd'hui encore, les usines de guerre et les autres entreprises préfèrent recevoir une commande pour participer à la construction d'un sous-marin nucléaire ou d'un satellite, plutôt que d'avoir des problèmes avec une production destinée au civil, et qu'il est impossible d'exporter en raison de sa mauvaise qualité, voire d'écouler sur le marché national du fait de son coût trop élevé et du manque d'argent généralisé.

L'armée a elle aussi repris du poil de la bête dès la fin de 1992. Les généraux moscovites, après avoir piétiné dans les pays Baltes tels des éléphants dans une boutique de vaisselle, ont reporté leur attention sur les avant-postes du Caucase et d'Asie centrale. Nombre de chefs militaires ont fait carrière et amassé des fortunes non négligeables en Afghanistan. Et, y ayant pris goût, ils essaient de faire la même chose dans les régions méridionales de l'ex-URSS. Ils vendent d'importants lots de tanks et d'avions aux belligérants en Arménie et en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Tadjikistan et en Pridnestrovié (Transnistrie).

Les principales structures du ministère de la Défense, ainsi que des tout-puissants et autonomes GRU (services du renseignement militaire) et KGB sont pratiquement restées inchangées en matière de cadres. Leur mentalité n'a pas évolué non plus : des milliers de généraux et d'officiers sont toujours prêts à dilapider l'argent des contribuables pour servir l'idée russe impériale.

Est-ce que les Polonais, les Finlandais et les Baltes vivaient plus mal après avoir quitté la Russie au lendemain de 1917 ? Ou bien la nation russe sera-t-elle appauvrie sans l'Asie centrale, le Kazakhstan, la Transcaucasie et la Tchétchnie ? Pourquoi les Russes ont-ils eu besoin de s'immiscer dans tous les conflits européens au cours des deux derniers siècles ? Pourquoi leur a-t-il fallu conquérir le Caucase-Nord, verser des flots de sang russe dans les innombrables guerres des XIXe et XXe siècles ? Qu'avaient-ils besoin de céder aux provocations de l'Occident pour se

laisser entraîner dans une ruineuse course aux armements ? Pourquoi n'avons-nous pas le courage de stopper la machine de guerre et de mort et continuons-nous, en dépit d'un peuple affamé et ruiné par l'inflation galopante, à mettre en chantier des bâtiments de guerre, à produire des milliers de chars et à élaborer des systèmes d'armements onéreux ?

L'empire russe fut bâti durant des siècles grâce aux efforts de dizaines d'ethnies non russes, sans que les Russes eux-mêmes y trouvent à gagner. Aussi bien les tsars russes que les secrétaires généraux du PCUS se souciaient d'abord non pas d'élever le niveau de vie des concitoyens, mais de réaliser toutes sortes de projets géopolitiques aux dépens de territoires étrangers. Seule différence : les bolcheviks ont développé jusqu'à l'absurde les plans impériaux de la monarchie russe. Ainsi que Dostoïevski l'avait prédit, les idées communistes ont coûté cent millions de vies.

Les autorités fédérales prouvent toujours plus leur inaptitude complète à agir dans l'intérêt de ceux qui vivent en province. Le pouvoir moscovite a été contraint de quitter la Pologne, les républiques baltes. Et il lui faudra partir de partout ailleurs s'il ne parvient pas à céder aux administrations locales le fardeau des problèmes économiques.

Propriété privée et administration locale autonome, efficace, jouissant de la confiance des électeurs : voilà ce dont le pays a besoin. Autrement, la Russie se convertira en nation d'invalides, si elle persévère ne serait-ce qu'une dizaine ou une vingtaine d'années dans cette voie. D'ores et déjà, la Russie est un pays en déperissement.

## **2. Une catastrophe écologique**

L'abolition de l'URSS a fait tomber le voile de secret qui recouvrait un grand nombre de statistiques. L'on a ainsi appris que notre pays vient au premier rang en Europe pour la mortalité infantile : 27 nouveau-nés sur 1 000 meurent chaque année, même jusqu'à 110 dans certaines régions.

Un enfant soviétique sur dix naissait avec des carences génétiques. Quarante-cinq pour cent des appelés sous les drapeaux sont atteints de troubles psychiques. Au total, en 1989, on comptait 10,2 millions de malades mentaux en URSS.

Cinquante-trois pour cent des écoliers ex-soviétiques ont une santé déficiente ; jusqu'à 8 % des enfants sont psychiquement ou physiquement anormaux. Près de 152 millions de Soviétiques sur 287 millions avaient des carences de santé, dont environ 50 millions de malades chroniques ou handicapés physiques. Une femme sur quatre ne peut pas, pour des raisons génétiques, mettre au monde un enfant sain, un homme sur quatre est atteint d'impuissance.

L'espérance de vie d'un Soviétique atteignait 69 ans et demi, soit 8 à 10 ans de moins que la moyenne de 44 pays capitalistes.

Il s'agit des chiffres de 1991. En 1992, la situation n'a fait que s'aggraver et est devenue de plus en plus alarmante, suite à la brusque détérioration du niveau de vie : hyperinflation, arrêt de la production, chômage,

guerres, migration forcée des populations, criminalité, dégradation de la qualité des produits alimentaires, etc.

La durée moyenne de vie d'un Moscovite (65 ans) vient en soixante-dixième position parmi les 91 plus grandes villes du globe. Jusqu'à un tiers des produits laitiers de Moscou sont contaminés par le colibacille. La teneur en gaz sulfureux dans l'air de la capitale russe est deux fois plus grande qu'à New York et huit fois plus qu'à Paris. Non seulement nous respirons du benzopyrène, mais nous le mangeons avec le pain, car les céréales alimentaires sont séchées avec les gaz provenant de la combustion de l'huile diesel. 30 % des denrées alimentaires vendues à Moscou contiennent des agents chimiques en quantités nocives pour la santé. D'après les statistiques du ministère de la Santé de l'URSS, 21 % des articles de charcuterie étaient chimiquement toxiques en 1987.

Tout ceci, nos dirigeants le savaient. C'est pourquoi quelques dizaines de milliers d'apparatchiks, parmi les plus « cotés » de Moscou, et leurs familles se nourrissaient de produits propres, de pain, saucissons, légumes, bière, limonade, etc., en provenance d'exploitations agricoles et d'«ateliers» spéciaux. Ils passaient le plus clair de leur temps dans les datchas spéciales des environs de Moscou, dans des régions écologiquement propres. En outre, ils avaient à leur service des polycliniques et hôpitaux spéciaux, pourvus d'équipements et médicaments occidentaux. Le plus souvent, ils passaient leurs vacances dans des stations balnéaires à l'étranger. Bien entendu, sans bourse délier. Mais en fin de compte, ils ne faisaient que se leurrer eux-mêmes et tromper leurs propres enfants, car même si l'on ne boit pas l'eau courante empoisonnée, si l'on fait la cuisine et se lave avec une eau de source « spéciale », l'air reste le même pour tous. Et il est difficile, dans ces conditions, d'espérer avoir des petits-enfants bien portants.

Les normes sanitaires limites de substances radioactives, établies par le ministère de la Santé de l'URSS, sont dix fois supérieures à celles admises en Occident. En sorte que la progéniture de la nomenklatura fait bien d'aller étudier à l'Ouest, de s'y marier et d'y attendre la venue de jours meilleurs dans leur patrie.

Qu'en allait-il de la périphérie ? Il n'était pas rare qu'un feudataire du parti, venu de Moscou, fasse construire des usines chimiques et d'autres entreprises nocives, dénuées d'installations d'épuration, mais flanquées de logements construits à la va-vite et offrant des salaires de misère. Et que pour l'économie de moyens obtenue de façon aussi barbare, il se voie ensuite attribuer par l'État des décorations, un logement et une datcha aux abords de la capitale. Car après les «exploits» de pareil secrétaire dans sa région (république, territoire), il lui était impossible d'y rester au moment de prendre sa retraite : on l'aurait trucidé, ou bien il lui aurait été trop nauséux de vivre au milieu de la ruine et de la calamité générale.

Chaque année, les combinats du bois rejettent à eux seuls dans l'atmosphère plus de dioxines que toutes celles déversées par les États-Unis pendant la guerre du Vietnam. Rien que dans la Fédération de Russie, les entreprises industrielles évacuent dans l'air plus de 37 millions de tonnes de substances nocives, à quoi il faut ajouter 20 millions de tonnes d'échappements du transport antédiluvien et 23 milliards de mètres cubes

d'eaux polluées qui gagnent sans encombre les bassins naturels. La consommation annuelle de substances nocives est en Russie de 400 kilos per capita.

Il serait difficile de trouver ailleurs dans le monde une nature en si piteux état. Où déverse-t-on aussi sur le sol un baril de pétrole sur dix ? Quel autre pays attribue un prix d'État pour la construction d'un canal perdant jusqu'à 40 % de son eau ? Fallait-il avoir toute sa raison pour effectuer plus de 120 essais nucléaires «à des fins pacifiques» ? Et combien faut-il aimer la Russie pour la convertir en une décharge mondiale des détritiques nucléaires ? Nous avons réussi à décimer les forêts de Sibérie et d'Extrême-Orient qui, pour la «respiration» du globe, ne valent pas moins que les forêts tropicales du Brésil. Où trouverait-on un autre pays où la moitié des produits alimentaires est chimiquement contaminée ? Il y a chez nous bien trop de villes où la majorité de la population n'atteint pas l'âge de la retraite.

### **3. Le prix de la vie humaine**

Jusqu'à octobre 1990, les assurances versaient un millier de roubles en cas de mort survenue dans un accident des lignes aériennes du pays. Ensuite, le montant fut fixé à 15 000 roubles pour tous les moyens de transport. La somme maximale de l'assurance volontaire sur la vie était de 25 000 roubles en URSS. Depuis janvier 1991, la vie d'un militaire est également estimée à 25 000 roubles, indépendamment des circonstances de la mort. Soit près de 500 dollars au cours de l'époque.

On sait que dans les pays développés, les sommes de l'assurance-vie sont 100 ou même 10 000 fois supérieures. Ce qui, à proprement parler, pousse les patrons occidentaux à assurer le maximum de sécurité dans les transports et dans l'entreprise.

L'évaluation soviétique (russe) du prix de la vie humaine est si ridicule, même selon les barèmes actuels, que les autorités ne se sentent nullement incitées à améliorer les conditions de travail et de sécurité. Au temps de la guerre contre Hitler, nos chefs militaires n'avaient aucun scrupule à sacrifier par millions leurs compatriotes. En temps de paix, les chefs du parti fournissaient encore plus de victimes chez les détenus des camps et les bâtisseurs des grands chantiers du communisme : canal Baltique-mer Blanche, Komsomolsk-sur-l'Amour, Angarsk, Magnitogorsk, Sterlitamak, Salavat, etc.

En 1989, notre pays venait déjà en tête pour le nombre de suicides : près de 30 sur 100 000 habitants. Ce chiffre était de 12 aux États-Unis. Et depuis, le fossé s'est creusé davantage.

Il n'existe pas d'asiles de nuit en Russie ni dans les autres États de la CEI, bien qu'il y ait pour le moins 6 à 7 millions de sans-abri, de vagabonds (Délovoï mir, 22 août 1992). Et ceci seulement dans la partie européenne de la Russie. Sous le tsar, on s'occupait de cette catégorie de malheureux, mais par la suite on cessa même d'y songer. Les communistes

bâtissaient des palais pour abriter les comités de district et de région, tandis que l'Église s'emploie aujourd'hui à reconstruire les temples. Albert Likhanov a révélé le chiffre suivant, naguère gardé secret, lors du 1er Congrès des députés du Peuple de l'URSS : la milice arrête chaque année jusqu'à 900 000 enfants sans domicile fixe. Il faut y ajouter les millions de réfugiés de Tchernobyl, ceux qui fuient les tremblements de terre, les conflits interethniques, etc., ainsi que les millions de militaires et membres de leur famille qui se retrouvent aujourd'hui sans toit. Et plus d'un million de sans-abri sortent chaque année des prisons, des établissements spéciaux de toutes sortes, des orphelinats et internats, la plupart d'entre eux étant atteints de troubles psychiques et de maladies à l'état chronique. Et comme la paupérisation des masses, l'hyperinflation, le chômage ne font que s'étendre, ce sont en perspective des millions de sans-abri, de gens sans feu ni lieu qui pourront alimenter l'«impitoyable révolte» russe dont parlait Alexandre Pouchkine. Nous sommes confrontés à une situation des plus barbares : le gouvernement n'a pas conscience qu'il faut veiller en priorité au bien-être du peuple. Boris Eltsine, au moment de son élection à la présidence du Soviet suprême de Russie, s'était engagé à consacrer 100 millions de roubles (prix de 1990) pour la construction d'asiles de nuit. Il n'a pas tenu parole. Bien plus, le ministère de la Protection sociale applique aux fonds de bienfaisance des taux d'impôts aussi énormes qu'aux entreprises.

Tout étranger venu en URSS, puis dans les pays de la CEI est frappé par l'absence de voitures d'invalides dans la rue, par l'inadaptation de l'infrastructure urbaine aux besoins de cette catégorie de citoyens. Il y a à peine un ou deux ans que notre presse a cessé de passer sous silence ce problème qui, naguère, n'existait pas officiellement. Près de dix millions d'handicapés étaient ainsi expulsés d'une vie active, à part entière. Tout type de prothèse fabriqué chez nous retarde en général d'un demi-siècle sur les technologies occidentales dans ce domaine.

#### **4. Pourquoi l'URSS s'est-elle disloquée ?**

N'importe quel citoyen était à même de comprendre qu'on ne pouvait pas continuer de traiter la terre, la production, la nature et les gens comme le faisait le PCUS : c'était aussi pernicieux que peu clairvoyant. L'anecdote suivante circulait au sein du parti. Question : sommes-nous en mesure de mettre en place le socialisme dans le monde entier, pas seulement en Afrique, en Asie et à Cuba, mais aussi aux États-Unis ou en France ? Réponse : bien sûr, mais qui nous vendra des céréales et où nos femmes iront-elles alors faire leurs emplettes ?

Un habitant normal des campagnes devine — même s'il ne connaît pas les chiffres exacts — que la moitié des vingt millions d'hectares irrigués souffrent d'excès de sel et requièrent une aide urgente. Tout homme sensé a toujours su que tant que le sol et les autres ressources naturelles n'auront pas chez nous de prix sur le marché (valeur de consommation), tant que les communistes et les «grandes gueules» continueront de répartir tous les

biens, il nous faudra manger des produits saturés de nitrates, boire une eau polluée et respirer un air empoisonné.

Landsbergis, le président du parlement lituanien, démontre que la nature de sa république et des deux autres États baltes a été dévastée par les seules troupes soviétiques, aujourd'hui russes, si bien que la tâche prioritaire des Verts est de bouter les occupants hors de ces pays. Pour quelles autres raisons devrait-on y « aimer » les Russes ? Pour avoir déporté en Sibérie et dans la région polaire des centaines de milliers d'habitants au cours des années 1940 ? Pour les avoir contraints à émigrer en masse, pour une expropriation généralisée et pour l'implantation forcée d'un mode de vie bestial ?

Le président du parlement ukrainien, Pliouchtch, quant à lui, a déclaré que la politique mise en œuvre par les ministères fédéraux et le Comité Central du PCUS était une des causes de la très grave crise écologique à laquelle l'Ukraine est aujourd'hui confrontée. Les régions industrielles du Sud, surpeuplées, dépérissent depuis des dizaines d'années par manque d'installations d'épuration : les zones du Donbass, de Zaporoujié et de Marioupol ont tout leur environnement empoisonné. Selon ce même Pliouchtch, l'Ukraine était un « appendice colonial de l'empire ». Le PCUS s'ingérait dans tout chose, dirigeait tout — et ne répondait jamais de rien. Le président ukrainien, Kravtchouk, qui prit l'initiative d'enterrer l'URSS, a été le premier à rompre entièrement avec le Kremlin, en arguant surtout que l'Ukraine avait attendu en vain que les dirigeants de l'URSS lui apportent une aide efficace pour combattre les séquelles de Tchernobyl.

Quatre ans après la catastrophe nucléaire de 1986, Gorbatchev se rendit en Biélorussie et où il put constater la totale absence de compréhension entre lui et la population ; c'est que le Moscou officiel avait fait preuve de l'indifférence la plus complète à l'égard des victimes biélorusses de Tchernobyl.

En Transcaucasie, au lieu du dialogue et des concessions réelles aux mouvements de libération nationale surgis à la fin des années 1980, le Bureau politique du PCUS préféra noyer dans le sang les manifestations pacifiques de Tbilissi et Bakou. Les intrigues en coulisse du GRU, du KGB et du CC du PCUS ne contribuèrent qu'à attiser le conflit azéro-arménien au Nagorny Karabakh. L'empoignade avait été provoquée par les écrivains arméniens. Ter-Petrossian, le président de l'Arménie, a lui-même avoué par la suite que son pays n'aurait pas dû se fourrer au Nagorny Karabakh. Mais le conflit commença alors que les communistes étaient au pouvoir. Des pogromes anti-arméniens provoqués par Moscou eurent lieu à Bakou. Gorbatchev évoqua confusément, à cette occasion, la passivité des troupes russes cantonnées en Azerbaïdjan : soi-disant, elles n'avaient pas eu le temps d'intervenir, ayant eu un retard de quatre jours.

En 1991, les hauts chefs militaires de l'URSS cessèrent d'éprouver le moindre embarras : les tanks écrasèrent des habitants pacifiques et s'emparèrent de la tour de télévision à Vilnius et Riga, les centres de télévision à Tbilissi et Bakou furent dynamités, d'immenses lots d'artillerie, de chars, d'avions, etc., furent vendus à tous ceux qui en voulurent au Caucase, en Asie centrale et en Moldavie.



Moscou avait obtenu, dès la fin de 1991, le résultat souhaité de ces manipulations qui, par ailleurs, s'accompagnaient de ruptures systématiques des livraisons d'énergie, d'aliments, de pièces de rechange et d'autres articles industriels. Ainsi fut dévastée l'économie des pays baltes et de Transcaucasie, de la Moldavie et en partie de l'Asie centrale.

Durant quarante années, une véritable guerre chimique s'est déroulée dans les champs de coton du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et d'autres républiques de cette région. On nourrissait le sol avec des poisons génétiques, l'arrosait de défoliants ; bref, on agissait à peu près de la même façon que les Américains au Vietnam. Mais alors que ces derniers combattaient l'ennemi, nous nous employions à augmenter les récoltes en empoisonnant des millions d'hommes au passage. En effet, il n'était pas jusqu'aux citadins, y compris les écoliers de 12 ans, qui ne fussent envoyés pendant au moins deux mois, en automne, à la récolte du coton. Or, les agents mutagènes ont des conséquences terribles et imprévisibles, leur action est comparable à l'explosion d'une bombe atomique : il s'agit non pas d'une tragédie en un acte mais d'un drame qui n'a jamais de fin, et qui se traduit par le nombre grandissant de malformations congénitales, par des pathologies de la grossesse et de l'accouchement.

Les séides du PCUS en Asie centrale et au Kazakhstan n'avaient même pas trouvé la force de renoncer aux engrais funestes, de contraindre Moscou à abandonner les essais nucléaires dans la région de Sémipalatinsk et aux tests de l'arme biologique (!) dans la mer d'Aral desséchée. Au temps où Gorbatchev était secrétaire général du PCUS, une des premières et principales initiatives de Moscou dans la partie musulmane de l'URSS fut d'envoyer plusieurs centaines d'enquêteurs en Ouzbékistan pour une mission qui allait durer des mois. Sous prétexte de combattre la corruption, ils mirent tout sens dessus dessous dans cette république, jetèrent en prison des milliers de responsables du parti et de l'économie, y compris les « bonzes ». Mais en fait, il s'agissait de le soumettre inconditionnellement au Bureau politique du CC du PCUS.

Toutes les républiques de l'URSS ont reçu leur part des cercueils ramenant les jeunes soldats tués en Afghanistan. Toutes les républiques nationales ont eu à supporter le joug de la russification : la population locale était artificiellement convertie en minorité ethnique par l'envoi massif de main-d'œuvre dans les géants industriels que, souvent, on y construisait justement à cette fin.

## **5. La tragédie de la Russie**

L'agression soviétique en Afghanistan et Tchernobyl ont conduit, entre autres raisons, à l'effondrement de l'URSS. L'époque d'édification du communisme en Russie fut couronnée par le drame politique du Kremlin avant 1985 et l'immoralisme du pouvoir au temps de la perestroïka. Les Russes, tous les habitants de Russie n'ont pas été affligés dans leur ensemble par la disparition du PCUS et de l'URSS. Même les dirigeants rajeunis du Bureau politique, Gorbatchev en tête, se sont révélés incapables de résoudre les problèmes majeurs du pays.

Il a fallu attendre 1992 pour découvrir peu à peu que l'énergie atomique n'était que le « terrain d'essai » du ministère de la Défense de l'empire, tandis que le bloc nucléaire RBMK-100 avait été conçu et élaboré par l'académicien Alexandrov avec des erreurs proprement pathologiques, sans la moindre protection en cas d'accident. Il fallait que ce soit le moins cher possible, voilà tout. La première centrale nucléaire en Ukraine, Moscou l'avait installée sur une faille du granit, à la confluence de trois cours d'eau — Dniepr, Pripiat et Desna —, sur le sol fragile de la partie boisée de l'Ukraine, avec des vents soufflant le plus souvent vers Kiev, à une centaine de kilomètres de là. Mais il aurait été encore possible, malgré cela, d'éviter facilement la catastrophe de 1986, si l'on avait tenu compte des leçons d'un autre accident survenu à Tchernobyl, en 1982.

Ce n'est qu'en août 1989 que la presse fut autorisée à évoquer les suites de Tchernobyl sur le territoire de la Russie. Toutefois, même en 1993, on ne dispose toujours pas, contrairement à l'Ukraine et à la Biélorussie, de carte des effets radioactifs de Tchernobyl en Russie proprement dite. D'une façon générale, aucune carte écologique de la Russie n'a jamais été publiée. Le résultat en est que, depuis sept ans déjà, près de cinq millions de personnes vivent sans le savoir dans douze régions de Russie polluées par les radiations de Tchernobyl. Qui viendra en aide aux habitants des régions de Briansk, Toula, Kalouga, Orel, Belgorod, Voronège, Koursk, Leningrad, Lipetsk, Riazan, Smolensk et Tambov ? Et qui s'occupera du restant de la population de Russie contrainte de consommer la récolte desdites régions qui circule dans tout le pays ? La corruption et la vénalité de tous les maillons et échelons de l'appareil bureaucratique, depuis le kolkhoze jusqu'au ministère, crève en effet les yeux. Même les quelques milliards de roubles alloués à la fin des années 1980 par le gouvernement pour aider les victimes de Tchernobyl en Russie ont pratiquement été volés avant d'atteindre leurs destinataires (c'est ce dont témoignait le n°6 du journal gouvernemental Rossiiské vesti, en février 1992).

Ce même périodique (n°4, janvier 1992), qui s'appelait alors Pravitelstvenny vestnik (Courrier gouvernemental), avait publié l'aveu de S.Volochtchouk, tout juste nommé à la tête du nouveau Comité d'État pour la Protection sociale des citoyens et la réhabilitation des territoires victimes de Tchernobyl et d'autres catastrophes radioactives (à l'époque du PCUS, une telle appellation eût été inconcevable, mais les catastrophes se produisaient quand même) :

*« La plupart de ces catastrophes sont encore tenues secrètes. Qu'ai-je en vue ? Le bouclier nucléaire du socialisme a coûté une cinquantaine de Tchernobyl, voire davantage. Il s'agit des émanations radioactives qui se sont abattues sur le territoire du pays comme conséquence de l'industrie nucléaire, des essais pour créer l'arme atomique, en partie des accidents dans les ouvrages correspondants... L'accident de Kychtyma est « évalué » à 1,2 milliard de curies. Je rappelle que Tchernobyl n'en valait « que » 50 millions. Autrement dit, la catastrophe dans l'Oural équivalait à vingt Tchernobyl. Il y a là-bas de nombreuses personnes atteintes du mal des rayons, mais ici également les séquelles non spécifiques seront graves, avec bien plus tard des tumeurs cancéreuses. »*

Il reste à ajouter que la majorité des Soviétiques n'ont jamais rien su de la catastrophe dans l'Oural. Pas d'informations, pas de problèmes. Les victimes n'avaient pas droit à la moindre compensation, les livrets médi-

caux ne faisaient aucune mention de l'irradiation, sous peine de châtiement immédiat et brutal : prison, déportation pour divulgation de secrets d'État. La population des villes et villages sinistrés ne fut ni déplacée, ni informée de quoi que ce soit, si bien que les gens tombaient malades et mouraient sans en connaître même la cause. Or ils étaient observés par des spécialistes qui mesuraient régulièrement l'état de l'environnement et étudiaient les livrets médicaux. On en avait chargé le Troisième département du ministère de la Santé de l'URSS, déjà créée sous Staline pour surveiller la santé des employés de l'industrie atomique et de ceux qui extrayaient ou traitaient les substances radioactives. C'est ce même département qui, quelque temps plus tard, s'occupa de la formation des cosmonautes et, en général, de toute la médecine secrète. Ses archives pourraient révéler au monde d'interminables séries d'horreurs et fournir matière à plusieurs procès de Nuremberg.

Ce qui sauve la Russie, ce sont ses espaces sans borne. Si tous les rejets de l'industrie et de l'activité militaire avaient été, par exemple, concentrés dans la partie européenne de la Russie, le pays aurait déjà succombé.

## 6. L'Ouest savait tout et se taisait

D'un côté, notre adversaire au temps de la guerre froide agissait en fonction de ses propres intérêts ; de l'autre, l'Ouest n'a jamais été certain que les gérontes du Kremlin ne se décident pas les premiers à appuyer sur le bouton nucléaire.

La situation a radicalement changé en 1992. George Bush a pu affirmer :

*« Les démocrates du Kremlin sont en mesure d'assurer notre sécurité de façon même plus fiable que les missiles nucléaires. »*

Un accord écologique a été signé par l'Allemagne et la Russie indépendante. Les Allemands nous aideront à mettre au point une législation dans ce domaine et formeront nos spécialistes, le premier projet visant à améliorer l'eau de la Volga, ce cloaque de la Russie (comme le Danube est celui de l'Europe).

Les experts estiment cependant que la situation de l'environnement ne fera que s'aggraver en Russie au cours des prochaines années. Une perspective qui, pour l'heure, ne paraît inquiéter que les pays Scandinaves. La Norvège, la Finlande et la Suède sont les seuls pays étrangers qui se disent prêts à rééquiper, presque gratuitement, les entreprises du Nord-Ouest de la Russie qui polluent le milieu environnant. Ces pays l'auraient même fait plus tôt, mais, aujourd'hui encore, ils ne sont pas certains que les sommes allouées par eux seront utilisées à ces fins.

V. Danilov-Danilian, ministre de l'Écologie, de la Géologie et des Ressources naturelles de Russie, invite les pays occidentaux à investir leur argent non pas dans le réaménagement de leurs industries passablement propres, mais bien plutôt... dans le reboisement de la Sibérie. Les autorités polonaises, tchécoslovaques (en leur temps, celles aussi de la RDA) et

soviétiques — de même qu'à présent celles de la CEI, dont la Russie — ont avoué leur totale incapacité à sauver leur propre écosphère. Il apparaît, au lendemain de l'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale, que l'assainissement du milieu d'habitat dans les pays en question coûtera plus d'un billion de dollars.

## 7. Objectif de ce livre

La guerre froide est terminée, les anciens pays socialistes ne menacent plus d'attaque nucléaire l'Occident.

Toutefois, si ce dernier ne se décide pas enfin à aider activement la Russie à s'affranchir du fardeau des problèmes écologiques, économiques et politiques, ce n'est certainement pas un avenir radieux qui attend les pays développés.

Les habitants d'une moitié du territoire européen tentent de survivre après cinquante Tchernobyl et une guerre chimique qui n'a pas pris fin. Dans cette moitié du Vieux Continent, ce sont des centaines de millions d'hommes à demi affamés, appartenant à de nombreuses ethnies et confessions, qui «s'expliquent» aujourd'hui de façon tapageuse, rien moins que civilisée. Ce ne sont pas les griefs à l'égard de Moscou et réciproques qui leur manquent.

A la place du secrétaire général au Kremlin de Moscou, il y a maintenant en Europe de l'Est des dizaines, voire des centaines de principautés autonomes qui ont leur président et leurs chefs militaires. Et tout ceci a pour toile de fond une incroyable quantité d'armements nucléaires, chimiques et bactériologiques, ainsi que des masses d'armes conventionnelles. A quoi il convient d'ajouter des centaines de centrales nucléaires, de pipes-lines, d'importantes productions chimiques nocives vétustés et délabrés.

Il n'existe pas pour l'instant, en Russie, de forces, ni de moyens capables de renverser le cours des événements. Le PCUS, «esprit, honneur et conscience de notre époque», a été pourri jusqu'à la moelle. Mais aucune autre force politique ne s'est encore affirmée. Il n'y a pas non plus d'assise juridique adéquate, de presse libre, d'argent disponible, etc.

En revanche, on dispose désormais d'une information plus ou moins accessible sur nos propres malheurs. Presque chaque page de ce livre décrit tel ou tel secret d'Etat de l'URSS. Le mérite majeur des nouvelles autorités démocratiques de la Russie est sans doute d'avoir levé le voile du secret qui s'étendait sur toutes les sphères de la vie sociale.

L'héritage légué par le pouvoir communiste est ahurissant. Les services de renseignement occidentaux étaient parfaitement au courant des méthodes répressives employées par le PCUS et en informaient ponctuellement leurs gouvernements respectifs.

Mais en vertu des règles du jeu appelé «guerre froide», l'Occident ferait les yeux sur les plus odieuses violations des droits de l'homme en URSS.

Il faut que l'Ouest vienne aujourd'hui à la rescousse de la Russie.

D'autant que la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique offrent un répit aux grandes puissances industrialisées qui peuvent donc libérer des ressources importantes, naguère consacrées à la course aux armements. Sans parler du gain que représente pour l'Occident l'émigration des meilleurs cerveaux de l'ex-URSS, tant dans les sciences que dans les arts. Ni de la possibilité qu'a maintenant l'Ouest d'acheter pour une bouchée de pain le personnel des plus grands centres scientifiques de Russie qui, pour l'instant, restent au niveau mondial.

Le complexe militaro-industriel — ce monstre et parasite de la Russie —, les républiques de la Fédération de Russie qui pâtissent de la politique de Moscou, le peuple russe condamné à dépérir dans des conditions de vie intolérables : tels sont les thèmes du présent ouvrage, écrit à partir des matériaux parus dans la presse russe et étrangère, des documents provenant des archives soviétiques qui viennent seulement de s'ouvrir. Le livre examine les événements d'aujourd'hui qui permettent de mieux discerner l'avenir.

C'est le sort de l'URSS qui attend la Fédération de Russie si l'Ouest refuse de nous apporter un soutien immédiat, efficace, pour mener à bien les réformes et régler les problèmes écologiques. Et si la politique des autorités centrales à l'égard des provinces et périphéries de la Russie, dont les républiques musulmanes, continue d'être un enchaînement de malentendus et d'erreurs, et si l'on n'en vient pas, enfin, à la propriété privée et à la démilitarisation de l'économie.

Ce livre est un manuel pour politologues et hommes d'affaires. C'est l'inventaire des malheurs et problèmes de la Russie, à partir desquels il n'est pas difficile de pronostiquer l'avenir. Ce livre est un cri du cœur. Une mise en garde de l'auteur qui, dans sa propre chair, a été marqué par la vie soviétique.

PREMIÈRE PARTIE

**LES RÉGIONS MENACENT DE  
DIVORCER D'AVEC MOSCOU**

---

# I. OURAL

## *Les rejets nucléaires de Kychtym valent 24 Tchernobyl*

L'une des plus importantes zones économiques de la Fédération de Russie pourrait se constituer en République de l'Oural, avec les régions de Sverdlovsk, Perm, Orenbourg, Tchéliabinsk et Kourgan. Au printemps 1992, une proposition allant dans ce sens fut soumise au Soviet suprême de la Russie par plusieurs organisations démocratiques de l'Oural. Cette république aurait un parlement et son propre président : du reste, la capitale — Sverdlovsk, qui a retrouvé son nom d'Ekaterinbourg — a déjà donné au monde le président de la Russie Boris Eltsine et celui de l'Académie des sciences de Russie, Youri Ossipov.

C'est à Ekaterinbourg que, sur ordre de Lénine, furent massacrés en 1919 le tsar Nicolas II, qui avait déjà abdiqué, son épouse et toute la famille impériale, y compris les enfants de tous âges et les domestiques.

Ce crime absurde donna en quelque sorte le ton à la terreur qui allait déferler au cours de la guerre civile, suscitant d'autres férocités en réponse, ainsi que dans toute l'histoire ultérieure du pays. L'exécution des 19 membres de la famille impériale ouvrit le martyrologue de plus de 60 millions d'hommes assassinés sous Lénine et Staline.

En 1977, Boris Eltsine, qui était premier secrétaire du comité du parti de la région de Sverdlovsk, fit dynamiter, sur ordre de Mikhaïl Souslov, alors idéologue numéro un de l'Union soviétique, la maison Ipatiev dans les caves de laquelle avaient été tués le tsar Nicolas II et sa famille.

### **1. L'Oural était devenu le cœur industriel de la Russie dès le XIXe siècle**

Au moment de la dernière guerre furent transférées là les principales usines de la région européenne du pays.

C'est sans doute ce qui explique l'imperfection des technologies d'extraction minière, car on pratique dans ce domaine la politique du moindre effort, et jusqu'à 90 % de la matière première la plus précieuse se retrouvent dans les terrils. Il en va de même, dans l'Oural comme partout ailleurs chez nous, de l'exploitation des forêts : pas plus de 5 à 10 % du bois abattu dans la taïga parvient aux consommateurs, le reste pourrissant sur place et au fond des fleuves, ou se retrouvant comme déchets dans les combinats de transformation du bois. La raison en est que la terre et ses richesses, tant sous le tsar que sous les communistes, ont toujours été pour l'essentiel, la propriété de l'État. Et le travail lui-même n'a pratiquement jamais cessé en Russie d'être fourni par des serfs, des esclaves. Sous Staline, c'est-à-dire de 1924 à 1953 tous les camps de concentration d'URSS se trouvaient auprès des mines et des terrains d'abattage du bois, employant des dizaines de millions d'hommes. Les vestiges du système du

goulag n'ont pas disparu, car notre État préfère toujours garder les détenus non pas en prison mais au bagne, afin de réduire au minimum les dépenses d'entretien. De Khrouchtchev à Gorbatchev, les condamnés et les soldats ont été la principale force de production dans le secteur du bâtiment et les industries les plus insalubres.

C'est seulement avec l'arrivée de Boris Eltsine au pouvoir et la disparition de l'URSS que la Russie semble enfin avoir renoncé à voir dans les ministères de la Défense et de l'Intérieur les organes de gestion de deux armées de plusieurs millions de travailleurs « bénévoles ». Qui donc, durant soixante-dix années, a consenti les plus gros efforts lors des moissons et dans les chantiers grandioses du communisme, depuis Magnitogorsk et la centrale hydroélectrique du Dniepr jusqu'au BAM (voie ferrée Baïkal-Amour) et les centrales gigantesques sur la Volga, la Léna et l'Iénisseï ? Les journaux soviétiques ont toujours prétendu que c'était l'œuvre de komsomols enthousiastes, mais tous les gens doués de bon sens savent bien qu'à chaque salarié correspondait une centaine de soldats ou de détenus. Sous Eltsine, il n'est plus question de planifier, comme cela se pratiquait auparavant, le nombre des prisonniers, et l'on prévoit de passer du service militaire obligatoire à des unités professionnelles. Pareils changements pouvaient-ils ne pas se répercuter sur notre économie ? En 1992, à Ekaterinbourg et dans toute la région moyenne de l'Oural, il a fallu limiter la consommation d'essence à 40 litres par mois et par voiture.

L'Oural est d'une richesse minière proprement féerique. Il n'est pas jusqu'aux terrils et aux forêts déjà exploitées qui n'offrent une grande valeur, sans parler du potentiel de cette région riche en traditions laborieuses. Les Occidentaux sont aujourd'hui nombreux à vouloir collaborer avec les industriels locaux, mais ce qui manque aujourd'hui à l'Oural, ce sont les propriétaires ainsi que les garanties d'investissement pour le capital privé national et étranger.

Récemment encore, dans les années 1980, on construisait ici des usines et des villes, afin de réaliser des programmes d'État de grande envergure, mais avant même l'augmentation des prix de l'énergie en été 1992, la production métallurgique de l'Oural avait baissé de 25 % par rapport à 1985, les constructions mécaniques et le secteur énergétique ayant connu un fléchissement de 10%. Or, en 1991, plus de 500 entreprises de l'Oural exportaient leur production à l'étranger, essentiellement du bois, des métaux non ferreux et rares, des pierres semi-précieuses et des articles métalliques.

Les mauvaises langues n'ont pas tout à fait tort d'affirmer que le projet de créer une république de l'Oural est nourri par ceux qui voudraient garder ici une sorte de réserve communiste, c'est-à-dire maintenir le pouvoir dans l'intérêt du complexe militaro-industriel, de la nomenklatura du parti et de la nouvelle bourgeoisie qui s'est enrichie grâce aux transactions et spéculations sur les matières premières.

En mars 1992, l'appareil du gouvernement de la Fédération de Russie avait adressé au président Boris Eltsine un mémorandum l'avertissant de la pression accrue des administrations locales en vue d'obtenir des facilités et privilèges pour différentes régions. Les auteurs du document



écrivait que la redistribution des pouvoirs en faveur des territoires, ainsi que les forfaits à l'exportation, risquaient d'entraîner une désagrégation rapide et catastrophique pour la Russie. Le 16 mars 1992, Sergueï Chakhraï, député du parlement de Russie, a déclaré, sans ambiguïté, que le Traité fédéral « n'accordera pas de statut étatique aux territoires et régions », ni le droit constitutionnel à abandonner la fédération.

Pourtant, les habitants de l'Oural pourraient très bien vivre en se passant de Moscou. Les spécialistes de l'Institut de géophysique de la section de l'Oural de l'Académie des sciences de Russie ont affirmé, en juillet 1992, que toute la région était riche en pétrole, les réserves s'élevant à plus de 400 millions de tonnes, mais que l'or noir se trouve dans des terrains à structure tectonique complexe.

Ladite section de l'Académie des sciences surpasse en potentiel les centres scientifiques de plusieurs anciennes républiques de l'URSS prises ensemble. Néanmoins, on assiste d'ores et déjà à l'exode des scientifiques de l'Oural, dont des milliers sont déjà partis pour l'étranger ou préfèrent travailler dans le commerce. Les crédits à la recherche pour la section de l'Oural ont diminué de moitié par rapport à 1990, tandis que le degré d'obsolescence des équipements s'élève à 50%.

La recherche était au service du complexe militaro-industriel qui dépérit à vue d'oeil. Trente-quatre des entreprises parmi les plus puissantes de l'industrie lourde dans l'Oural sont pratiquement abandonnées à leur triste sort par Moscou, qui n'a plus besoin des tanks de Taguil, des bombes nucléaires de Sverdlovsk-44 et Sverdlovsk-45. Quant à la célèbre usine Ouralmach, elle doit se reconverter dans le civil, mais rien n'est encore fait dans ce sens et il n'est même plus possible de vendre à l'étranger des armements désormais inutiles.

La « lumpénisation » du peuple s'accélère ; un nombre grandissant de gens se trouvent placés devant le dilemme suivant : voler ou vivre dans la misère. La région de Sverdlovsk est aujourd'hui au premier rang pour la progression de la criminalité. Les cambriolages grimpent en flèche, mais le vol s'étend surtout aux métaux de qualité. Interpol et le ministère de l'Intérieur de Russie ont sur les bras un tas de dossiers concernant des centaines de tonnes de barres de titane volées dans l'Oural et envoyées à l'Ouest en dépit de tous les interdits et des barrières douanières. Le groupement métallurgique de Verkhniaïa Sabda produit 80 % du titane russe, soit 20 fois plus que la consommation annuelle du marché européen, qui est de 6 000 tonnes. Il suffit d'un seul bateau chargé de titane russe clandestin pour ébranler le marché mondial. Et il en va de même avec d'autres métaux non ferreux et rares, qu'on envoie illégalement à l'Occident en en faisant des articles à haute densité, comme les trappes de haut fourneau ou les tubes de cuivre et de nickel, car il est interdit d'exporter pour « trois fois rien » les matières stratégiques (sinon, qui nous l'achètera officiellement ?).

Nulle part au monde le vol et l'incurie n'ont sans doute une telle envergure, du fait que les richesses de la Russie sont incalculables, et livrées à l'abandon car elles n'ont jamais appartenu à des personnes concrètes et sont donc restées sans propriétaires dignes de ce nom. L'État vend à l'étranger pour quelque mille dollars le kilo (!) la demi-tonne d'émeraudes extraites chaque année dans l'Oural, qui n'ont pas leur

équivalent en Russie. Conformément aux accords signés au plus haut niveau à Moscou, la Russie ne pourra pas disposer de ses propres émeraudes dans les dix prochaines années : jusqu'à la dernière pierre devra être envoyée à l'étranger pour quelques sous. Pareil cadeau est hérité du ministère de l'Industrie atomique de l'URSS, qui contrôlait les gisements d'émeraudes. Ses anciens fonctionnaires et les intermédiaires ont aujourd'hui hors de nos frontières des comptes en devises étoffés, comme a pu l'écrire Machkov, représentant du président de Russie à Ekaterinbourg.

## **2. « L'Oural est le bouclier du pays, Ekaterinbourg, la troisième capitale de la Russie »**

C'est ce que l'on dit parfois. Rien de plus juste, car il s'agit d'une région naturelle exceptionnelle, dont la chaîne de montagnes divise le continent russe en Europe et en Asie. 80 % du potentiel de l'Oural était auparavant au service du complexe militaro-industriel, qui produisait notamment des millions de réfrigérateurs, machines à laver, fourneaux électriques, magnétophones et transistors, et aussi meubles, lignes automatiques pour le traitement des produits agricoles, équipements médicaux, ordinateurs.

Le système de vote installé au parlement de Russie l'a été par la firme Prominform de Perm, et ce système est bien supérieur à celui mis en place par Philipps au Kremlin pour les séances de l'ancien Soviet suprême d'URSS. En fait, les Hollandais nous avaient vendu un système périmé depuis vingt ans.

L'usine Lénine de constructions mécaniques, à Perm, fabriquait jusqu'à l'été 1992 la pièce d'artillerie autotractée 2023, le canon semi-automatique 2A60 (120 mm), les systèmes à réaction Ouragan et Smertch. A présent, cette usine doit se mettre aux équipements pétroliers, houillers et métallurgiques. Mais le gouvernement n'est en mesure ni de payer les armements déjà fabriqués, ni de financer la reconversion. Résultat : la direction de l'usine fait pression sur le gouvernement pour qu'il l'autorise à vendre les armes à une firme intermédiaire privée de Bulgarie qui, ensuite, les revendra à des pays tiers. Il faut dire que les produits de cette usine étaient les plus côtés sur le marché mondial...

Le combinat électrochimique de l'Oural a commencé à construire près d'Ekaterinbourg, en collaboration avec la société américaine Engelhard, la première usine de neutraliseurs de gaz d'échappement en Russie. Ainsi, au lieu d'utiliser la technologie de fractionnement isotopique mise au point par ce combinat, et qui est la meilleure au monde, au lieu de fabriquer des générateurs électrochimiques pour appareils spatiaux, au lieu de produire ses propres neutraliseurs pour automobiles, cette usine archiscrète a dû acheter aux Américains non seulement un brevet pour les convertisseurs catalytiques, mais même accepter le patronage d'une société mondialement célèbre. Deux millions de ces catalyseurs américano-russes seront vendus chaque année à l'étranger, la consommation européenne devant s'élever à vingt millions en 1995. Les États-Unis, qui les utilisent

depuis une vingtaine d'années, ont, grâce à eux, réussi à réduire de 96 % la pollution causée par les gaz d'échappement. Il n'est concevable de les utiliser qu'avec une essence sans plomb, que la Russie prévoit d'adopter en 1995.

C'est en mars 1992 que les dernières machines à destination militaire ont été montées à l'usine Pnevmostroïmachina d'Ékaterinbourg. Une licence de la firme américaine Bocket permet à présent de fabriquer là 1 200 chargeurs de gabarit moyen avec 15 types d'outils portés et dispositifs de rechange. C'est également cette usine qui produit désormais des lits pour les grands brûlés (au prix d'un million de roubles chacun).

Les usines de l'Oural produisirent, pendant la dernière guerre mondiale, la majeure partie des armements avec lesquels notre pays écrasa l'Allemagne nazie. On peut aujourd'hui obtenir à Ekaterinbourg de beaux catalogues prônant le char moderne 1-72. « Ouralwagonzavod » (littéralement « Usine de wagons »), à Nijni Taguil, est convaincue qu'il est trop tôt pour cesser la fabrication de ces tanks, bien qu'on en ait produit cent fois moins en 1992. Et où fourguer les T-72 existants ? « Vendez-les à l'étranger, vous pourrez garder pour vous 80 % des devises », a promis Boris Eltsine lors de sa visite de ladite usine en juin 1992. Le plus désagréable, c'est que la production de wagons de marchandises, dont le pays a tellement besoin, a baissé vu le manque d'argent au ministère des voies de communication. Et l'usine, pour ne pas dépendre d'un ou deux commanditaires monopolistes, s'est mise aux excavateurs hydrauliques d'une capacité d'un mètre cube, aux dispositifs pour brasseries, aux autochargeurs et pièces pour l'automobile Moskvitch.

L'usine d'appareils radios Formant, à Katchkanar, a troqué, en 1992, toute sa production militaire contre celle de téléviseurs d'après une licence de la firme suisse Rodstar, de même que celle d'aspirateurs et machines à laver (en commun avec des compagnies japonaises et allemandes).

L'usine électromécanique d'Ékaterinbourg s'est déjà fait une réputation pour ses magnétoscopes produits conjointement avec Philipps. Ce sera bientôt le tour des tubes-images (1,5 millions par an) pour téléviseurs couleurs et des disques laser.

L'expérience n'en atteste pas moins que les firmes occidentales ne sauraient « sponsoriser » toutes les entreprises de notre complexe militaro-industriel. Les bienfaiteurs sont toujours moins nombreux que ceux qui ont besoin d'eux. Quant à Moscou, il n'a pas d'argent : les commandes militaires passées par le centre restent impayées ; on procède à de fortes compressions du personnel ; le chômage croît en même temps que la tension sociale. Rien que dans la région de Sverdlovsk, 30 000 soldats sont revenus d'Afghanistan. En outre, on voit maintenant débarquer là les troupes auparavant stationnées dans les anciens pays socialistes et dans les républiques de l'ex-URSS. Tous ces gens sont aujourd'hui décidés à obtenir des autorités qu'elles tiennent leurs promesses en matière de logements, de pensions, de lopins de terre, d'exonération fiscale, etc. Le gouvernement de Russie, quelque peu effrayé par les manifestations des « Afghans », a accordé à Ekaterinbourg un crédit de deux milliards de roubles pour la construction de logements.

Encore un peu plus de glasnost, de liberté, et les gens de l'Oural, se ranimant après des décennies de terreur bolchevique, feront procès sur procès au gouvernement pour qu'au moins ils soient dédommagés en argent des dégâts que leur santé a subis. Trois accidents nucléaires dans le Sud de l'Oural, peu connus parce que la presse soviétique les avaient passés sous silence jusqu'à l'abolition de la censure en août 1990, ont fait de cette vaste région la plus radioactive au monde.

### **3. Les crimes contre l'humanité**

Les dirigeants de notre industrie atomique avaient, durant quarante ans, produit du plutonium destiné aux armes nucléaires dans un centre spécialement construit près de Kychtym, à 150 km de Tchéliabinsk, et baptisé Tchéliabinsk-65. Le combinat chimique Mayak ne se posait aucun problème avec ses déchets radioactifs : il se contenta pendant plus de vingt ans de les déverser dans la rivière Tetcha et dans le lac Karatchaï.

Le système fluvial Tetcha-Isset-Tobol était pollué par les radionucléides sur un millier de kilomètres, les 134 000 victimes de la radiation (chiffres officiels aujourd'hui divulgués) n'ayant jamais été évacuées ni soignées... D'ailleurs, ces personnes ne soupçonnaient même pas de quel mal elles étaient atteintes. Et elles continuent de vivre sur des terres où nul ne devrait habiter. Au village de Mouslioumovo, le dosimètre révélait, au printemps 1992, une radiation de 800 à 2 500 mR alors que la norme officielle est de 20 mR. Il n'y a pas un seul enfant sain parmi la troisième génération des irradiés. Pas de médecins compétents ni de médicaments. Eltsine, venu en visite le 5 juin 1992, a promis de « débrouiller les choses », mais rien n'a changé depuis.

On ignore toujours ce qu'il faudrait faire du lac Karatchaï qui, de 1967 à 1972, a perdu presque toute son eau après qu'on y eut déversé les déchets liquides très radioactifs du cycle nucléaire Mayak, puis s'est retrouvé pratiquement à sec, suite à un hiver peu neigeux, à l'absence de pluies, à un été chaud, etc. Par ailleurs, les vents violents et les trombes de petite envergure mais nombreuses ont amené dans l'atmosphère des tonnes de poussière radioactive arrachée au fond du lac et répandue ainsi la radioactivité sur une superficie de 200 000 hectares. Et peu importait à qui que ce soit, semblait-il, que 30 000 personnes vécussent sur le territoire contaminé, que les pâturages et les prés eussent été pollués par le césium-137, que la récolte empoisonnée eût régulièrement servi à nourrir des dizaines de milliers d'autres gens. Or il aurait suffi de recouvrir pendant cinq ans d'une pellicule de polyéthylène les parties asséchées du lac, ou bien de verser de la terre « propre » sur le fond sale, radioactif, du lac. Mais aucun responsable, au centre atomique Mayak, ne daigna se soucier de la population locale.

Aujourd'hui, le Karatchaï est saturé. Il n'est pas exclu que son eau, s'infiltrant dans le karst de calcaire, aille polluer la baie de l'Obi, la mer de Kars. Le lac et d'autres lieux d'écoulement voisins ont accumulé des

déchets présentant plus d'un milliard de curies de radioactivité (les rejets de Tchernobyl sont évalués à environ 50 millions de curies). On continue d'amener ici les ordures radioactives de toutes les centrales nucléaires de la Russie et de certaines centrales étrangères, ainsi que celles de tous nos brise-glace et sous-marins atomiques. « La décharge nucléaire mondiale » invite également les possesseurs de dollars à recourir aux prestations de Tchéliabinsk-65.

Cette ville fut construite à la hâte par des détenus et dans le plus grand secret. Si les deux premières catastrophes — Tetcha et Karatchaï — étaient pour ainsi dire programmées, la troisième fut une surprise. Le 29 septembre 1957, se produisit un des plus graves accidents nucléaires de l'histoire, connu sous le nom (sauf du peuple soviétique, bien sûr) de catastrophe de Kychtym. L'explosion des conteneurs de déchets radioactifs rejeta alors dans l'atmosphère 20 millions de curies. Le nuage radioactif, où prévalait le strontium-90, couvrit 217 villages, 272 000 personnes.

Mais les victimes, répétons-le, n'en surent jamais rien. La Pravda annonça, le lendemain de l'explosion de Kychtym et du ciel rouge framboise qu'elle avait suscité, qu'on avait pu observer dans la région de Tchéliabinsk une aurore boréale exceptionnelle sous cette latitude... A présent, il n'y a pas, en Russie, un seul organisme qui accepte de rédiger un diagnostic officiel (« mal des rayons »), en en spécifiant les causes et les circonstances. D'ailleurs, si les gens meurent plus tôt qu'ils ne le devraient, ce n'est pas à cause des radiations, mais par suite d'autres maladies qui s'emparent de l'organisme affaibli.

On vient seulement d'admettre officiellement que la médecine soviétique était impuissante à guérir la leucémie, la leucose et d'autres maladies du sang. Premiers en matière de contamination radioactive, la Russie est restée au niveau de l'Éthiopie pour ce qui est des moyens d'y faire face. Nous avons raté le coche au moment où l'Occident réussissait à révolutionner la médecine dans les années 1970. Résultat : la moitié des enfants meurent dans les services d'hématologie et d'oncologie. Et le nombre des patients ne cesse d'y croître. La dernière génération saine est en train de disparaître en Russie. Même si un miracle se produisait et si notre environnement redevenait subitement propre, le préjudice génétique causé à la population de l'ex-URSS continuerait à se faire ressentir durant au moins un demi-siècle. Or la situation ne fait qu'empirer.

Le principe stalinien d'édification du socialisme « à n'importe quel prix » était durablement ancré chez nous. Le premier réacteur plutonique industriel fut mis en marche dès 1948 à Tchéliabinsk-40 (aujourd'hui, Tchéliabinsk-65). Cette même année, le premier essai atomique eut lieu au polygone de Sémipalatinsk (Kazakhstan). Depuis 1977, il existe à Tchéliabinsk-65 une usine radiochimique, la seule de l'ex-URSS, où l'on procède à la régénération du combustible des centrales nucléaires (réacteurs VVER-440), des navires atomiques et des réacteurs de recherche.

On affirme aujourd'hui que les activités militaires de Tchéliabinsk-65, comme de l'ensemble du complexe militaro-industriel Mayak, cèdent le pas à l'énergie nucléaire pacifique. Fin 1992, on comptait, dans l'ancienne URSS, 189 entreprises concernées par l'extraction et l'enrichisse-

ment de l'atome, par la production d'éléments et systèmes d'armements nucléaires. 151 de ces entreprises se trouvent en Russie.

Face aux revendications des trois régions les plus touchées, celles de Tchéliabinsk, Kourgan et Sverdlovsk, un programme fédéral de réhabilitation des territoires pollués de l'Oural et d'aide à la population a été mis au point pour 1992-1995. Le Comité d'État pour Tchernobyl a assigné 1,1 milliard de roubles (prix de 1990, soit moins de 50 millions de dollars) à ce programme et confié les travaux... à ce même Mayak. Lequel garde le secret au sujet des mesures de protection de l'environnement et ne livre donc aucune donnée au ministère de l'Écologie. Mayak est satisfait de cette nouvelle commande de l'État, aussi infime soit-elle. Étant donné que Mayak dispose de plusieurs lacs comme celui de Karatchaï, ce sont à n'importe quel moment des tonnes d'eau et de vase radioactives qui peuvent être soulevées et dispersées par le vent. Des incidents graves se sont déjà produits en 1949-1956, 1957 et 1967. Cela fait près d'un demi-siècle que l'air, l'eau et le sol sont quotidiennement pollués, sans que le complexe Mayak s'en ressente le moins du monde. Entre-temps, les médecins militaires continuent de soutenir des thèses secrètes, étudiant depuis des dizaines d'années la santé des habitants de l'Oural-Sud, victimes de la radioactivité. Le premier Livre blanc de l'ex-URSS, publié en octobre 1992, cite 935 Ouraliens victimes de radioactivité chronique, tandis que la mortalité de la population sinistrée est deux fois plus forte que dans les autres groupes.

Les manœuvres militaires avec explosion d'une vraie bombe atomique, les premières de ce genre au monde, eurent lieu le 13 septembre 1954 dans la circonscription de l'Oural-Sud, à Totsk près d'Orenbourg (alors Tchkalov) et eurent des effets sur les 44 000 soldats qui y prenaient part. Sans compter la population locale, qui ne fut évidemment jamais informée. C'est le maréchal Joukov qui avait pris l'initiative de ces manœuvres. Après l'explosion atomique, il n'y eut aucune désactivation du matériel, des armes et des uniformes. En outre, il fut interdit aux « vétérans » de Totsk de parler à quiconque, durant vingt-cinq ans, de ces manœuvres nucléaires. Et, par conséquent, les soldats n'eurent droit à aucun papier, à aucun traitement spécial, à aucun dédommagement. Ce n'est qu'en 1990, avec la fin de la censure, qu'il a été possible d'évoquer ces « soldats atomiques ». En 1992, le Comité des vétérans des détachements à haut risque, tout juste créé, n'a pu recevoir des témoignages que d'un millier de participants aux manœuvres de Totsk. Près de la totalité des 43 000 soldats sont morts des suites de l'irradiation, complètement oubliés par l'État qui s'était désintéressé de leur sort.

La population irradiée à la suite des catastrophes de l'Oural et de Tchernobyl a été examinée par une légion de médecins et de chercheurs, mais ce n'était pas pour venir en aide aux malheureux : il s'agissait, dans la grande majorité des cas, de les étudier comme de simples cobayes. Là, on ne manquait jamais d'argent. Les résultats étaient toujours tenus secrets. On allait jusqu'à requérir l'assistance d'experts étrangers. Ainsi, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) recevait chaque année de l'URSS 21 millions de dollars, soit la troisième cotisation après les États-Unis et le Japon, et des dizaines de spécialistes soviétiques travaillaient au siège de cet organisme, à Vienne. Tout ceci amenait l'AIEA à

diffuser des chiffres, concernant la pollution nucléaire en URSS, qui étaient favorables au Comité Central du PCUS. Quant à nos académiciens atomiques, Kourtchatov, Alexandrov, Ilina et beaucoup d'autres, ils ne semblent avoir éprouvé aucun remords.

Le bourg Ozerny (district de Rej, à 50 km de Sverdlovsk) abritait depuis 1949 une « boîte postale », c'est-à-dire une usine secrète pour l'enrichissement de l'uranium et du thorium. Les déchets allaient dans des « tombes » qui continuent d'émettre, aujourd'hui encore une poussière meurtrière. Bien plus, les pierres contenant des déchets radioactifs ont été utilisées pour construire des maisons dans tout le district. Les habitants d'Ozerny sont aujourd'hui gravement atteints : certaines maisons présentent une radioactivité de 400 à 1000 MR/h. Toutes les autorités, y compris celles de Sverdlovsk, étaient au courant depuis vingt années mais gardaient jalousement le secret. Il en va de même avec la centrale nucléaire de Béloïarsk, également dans la région de Sverdlovsk : ses déchets radioactifs sont déversés depuis des années dans les marais d'Olkhovsk, à cinq kilomètres à peine d'un immense lac artificiel.

On continue de rechercher les coupables de la « peste sibérienne » qui avait fauché en 1979 des dizaines de gens à Sverdlovsk, dans l'arrondissement de Tchkalov où se trouve la cité militaire n° 19, c'est-à-dire un important centre de microbiologie du ministère de la Défense. On ignore toujours si ces hommes furent victimes des rejets d'armes bactériologiques ou s'ils furent contaminés par les fosses d'inhumation du bétail mal protégées. Les autorités ne montrent aucun empressement à faire la lumière car il faudrait alors dédommager les familles des victimes. Il existe en Russie trois autres centres pareillement touchées : Ekaterinbourg, Kirov et Se-guiev-Possad (l'ancien Zagorsk, près de Moscou). Et aussi sur les îles de la mer d'Aral, où eurent lieu, jusqu'en 1992, des essais d'armes bactériologiques qui ne se terminaient pas toujours sans dommages. En mai 1988, près d'un demi-million d'antilopes des steppes de Tourgaï, au nord-est de la mer d'Aral, moururent brusquement en dépit de l'abondance d'eau et de nourriture. Les militaires vinrent enterrer leurs cadavres avec des bulldozers et obligèrent les habitants à garder bouche cousue. En juillet 1989, un brouillard épais resta suspendu au-dessus de la région de l'Aral. Et des cas de « peste » se déclarèrent parmi la population. Un mal inconnu s'abattit également sur les troupeaux de moutons qui perdaient leur laine puis périssaient. Il va de soi que personne n'en parla dans la presse soviétique. Même en 1992, on jetait en prison les journalistes et les savants qui osaient en parler. On continue de produire en Russie des armes bactériologiques (la Komsomolskaïa pravda révéla, le 19 septembre 1992, que des dizaines de milliards de roubles étaient dépensés à cette fin en URSS).

#### **4. En route vers la propriété privée**

Nous avons miné la santé de la nation, détruit l'environnement, sans être pour autant capables, même à ce prix insensé, de mettre sur pied une industrie moderne. Bien plus, l'usure extrême des fonds fixes (de 36 à 46%

entre 1980 et 1990, pour l'ensemble de l'URSS) a fait que notre industrie est menacée d'avaries globales et que l'ensemble des productions sont en chute libre. Les équipements vétustés et les technologies périmées consomment des quantités incroyables d'énergie, de matières premières, tout en faisant le désert autour et en nous rendant invalides.

Cela fait plus d'un demi-siècle que le ciel de l'Oural est enfumé par Magnitogorsk, dans la région de Tchéliabinsk, qui est le plus grand complexe métallurgique du globe. Un monstre industriel aux équipements obsolètes — un vrai musée ! — qui est coupable de la haute mortalité infantile, de la diffusion des maladies cancéreuses. Le rejet des substances nocives y a été réduit, au cours des trois dernières années, de 850 000 à 650 000 tonnes. En juillet 1992, la direction du complexe a trouvé cent millions de dollars et signé avec Krupp un contrat portant sur des installations de traitement du gaz de coke. Il est prévu de ramener à 150 000 tonnes par an, dès 1996, le rejet des substances nocives.

L'usine de Magnitogorsk a des chances de survivre si elle consacre au moins dix milliards de dollars à sa reconstruction, ce qui permettra de produire un acier conforme aux critères mondiaux sans détruire l'environnement. En attendant, l'acier produit ne convient que pour les tanks et nullement pour les automobiles ou les ordinateurs.

Depuis quatre ans, Magnitogorsk exporte avec succès ses produits. Et l'on s'attache actuellement à privatiser le complexe pour en faire une société par actions.

Les pays riches d'Europe ont aujourd'hui tendance à installer à l'Est leurs usines métallurgiques polluantes. Peut-être parviendra-t-on donc à stopper la chute de production de Magnitogorsk, qui est passée de 16 millions de tonnes en 1988 à 13,5 millions en 1992. Dès aujourd'hui, 10 % de la production de Magnitogorsk sont exportés non plus vers les pays d'Europe de l'Est, mais vers l'Europe occidentale, le Japon, la Chine, l'Afrique du Nord, le golfe Persique et l'Asie du Sud-Est.

Autre moyen de survivre : vendre à l'Europe à un prix raisonnable ce que, de toute façon, nous sommes en train de perdre comme, par exemple, les terrils solides qui proviennent des activités minières, de l'industrie énergétique et de la métallurgie et qui, depuis des dizaines d'années, ne font qu'empoisonner l'air, les eaux et le sol. Il est tout à fait envisageable de donner des concessions à long terme pour l'utilisation de ces terrils, en sauvegardant ainsi la vie des gens et les ressources naturelles. La direction du complexe métallurgique de Magnitogorsk, le groupement moscovite Tiajpromexport (exportations de l'industrie lourde) et la firme allemande COMEX ont dernièrement signé un accord pour la réutilisation des scories dudit complexe, les équipements devant être fournis par le partenaire occidental. A Nijni Taguil, un contrat analogue porte sur le traitement des scories des concentrés de minerai de cuivre. Quatre industriels occidentaux ont même proposé de payer la dette extérieure de l'ex-URSS, soit 70 milliards de dollars, en échange de l'autorisation d'utiliser les terrils non ferreux. Il va de soi que les équipements les plus modernes seront fournis par eux.

La Fédération de Russie s'est d'ores et déjà dotée de lois pour la protection de l'environnement, mais le mécanisme de leur réalisation n'est



pas au point, de même qu'il n'y a pas d'actes juridiques d'accompagnement ni d'antécédents judiciaires à cet égard. Sans compter que la pauvreté générale du pays y fait obstacle. Comment oserait-on fermer une usine polluante alors que son personnel risque de se retrouver sans moyens de subsistance ? L'État n'est pas encore en mesure de verser des allocations de chômage, et les économies des gens ont été dévorées par l'inflation galopante en 1991 et 1992.

Si l'on est irrité par les exportations massives de pétrole, gaz, houille, coke, lignite, fer, fonte, métaux non ferreux, chutes métalliques, laminés, bois de toute sorte, tracteurs, camions, tanks, etc., c'est que les dollars ainsi obtenus n'ont qu'une faible répercussion sur le niveau de vie et les conditions de travail des ouvriers et des employés.

Si bien que les travailleurs et les dirigeants de la région ouralienne sont prêts à encourager toute forme de séparatisme. La corporation par actions, Grand Oural, a été fondée au milieu de 1990 par les responsables de sept régions de l'Oural. La Pravda du 24 avril 1991 déplorait que la majorité des habitants de la région de Sverdlovsk eussent été les seuls en Russie à ne pas voter « pour une Union soviétique rénovée » lors du référendum portant sur cette question.

Lorsque Boris Eltsine faisait campagne à Sverdlovsk, en vue des élections au Soviet suprême de Russie, il insista sur la nécessité de soutenir le mouvement «pour une république de l'Oural». En juin 1991, élu à la tête du Soviet suprême de la Fédération de Russie, il signa une ordonnance instituant une association d'interaction économique de plusieurs régions de l'Oural. A la même époque, on vit surgir le «parlement ouralien», association des Soviets régionaux, tandis qu'était créée une Banque du commerce extérieur de l'Oural. Toutes les structures dirigeantes de la communauté économique de l'Oural ont leur siège à Ekaterinbourg. Les gens de l'Oural visent en premier lieu à s'affranchir de la tutelle de Moscou et à lui verser le moins d'impôts possible. Il faut que soit mis fin à un pillage pour ainsi dire colonial : en 1991, par exemple, le budget régional avait obtenu moins de 1 % des impôts sur les revenus des entreprises d'abattage du bois dans le Prikamié (ouest de l'Oural).

Le gouvernement russe, soucieux de venir en aide à la région d'Orenbourg, a autorisé celle-ci, en 1992, à vendre à l'étranger un million de tonnes de pétrole sur les 8 millions qu'on y extrait annuellement, ainsi que 700 000 m<sup>3</sup> de gaz. Le budget régional aurait obtenu de la sorte près de six milliards de roubles (environ 20 millions de dollars au cours de l'été 1992). Mais ce quota destiné à Orenbourg a été réduit de moitié par les douanes russes qui pratiquent de fortes taxes. Et cela vaut pour tous les secteurs.

Ce n'est pas un hasard si la région d'Orenbourg, un des principaux greniers de Russie, a décidé, en 1992, de ne pas vendre à l'État du blé d'exportation mais de fonder une Maison des céréales de l'Oural.

L'Oural a aussi sa « capitale chimique » : Bézniki, dans la région de Perm, et deux universités, à Tchéliabinsk et Ekaterinbourg, ainsi que la grande usine automobile de Miass (camions militaires) et celle d'autocars, à Kourgan.

C'est également dans cette dernière ville que se trouve le Centre de traumatologie et d'orthopédie mondialement connu, fondé par le défunt académicien, Gavriil Elizarov.

Ajoutons les usines de fonte de Kouvchinka, Kamensk, Koussa et Kasli, les plus célèbres de Russie. Celle de Kasli était réputée dès le XIX<sup>e</sup> siècle pour ses objets d'art en fonte.

Enfin, l'Oural dispose d'immenses terrains de chasse pour les riches, que la firme Diena-Tour de Tchéliabinsk se fait un plaisir d'accueillir. Il y a encore des chevreuils et des élans, des loups et des ours, des sangliers et du gibier d'eau sur un petit territoire montagneux et boisé de l'Oural-Sud.

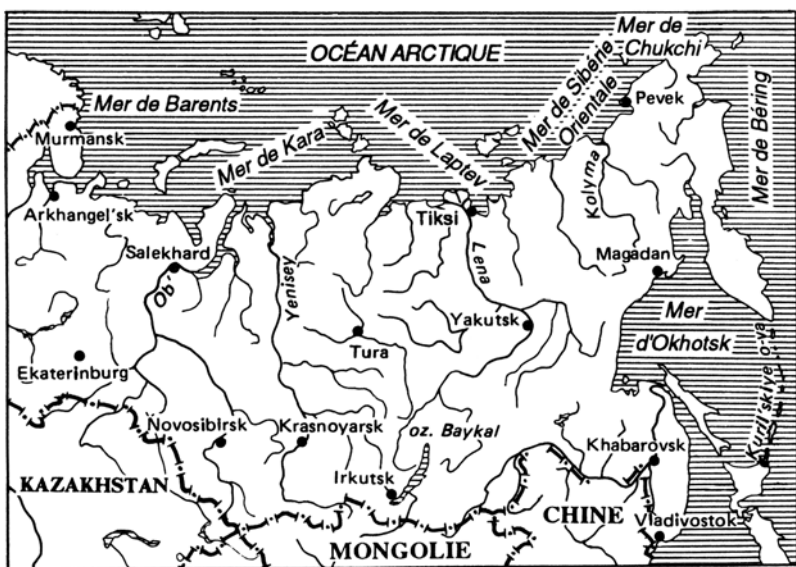
La moitié des entreprises de l'Oural ont trouvé acheteur au cours de la campagne de privatisation en 1992.

## II. SIBÉRIE

### *Les revenus du pétrole ont prolongé de trente ans l'agonie du communisme*

Les exportations de pétrole et de gaz ont rapporté à l'Union soviétique de 500 à 600 milliards de dollars au cours des trente dernières années. N'était cet argent, les «tickets de pain» auraient dû être introduits dès le début des années 1970. Staline rêvait, en 1946, qu'en produisant 60 millions de tonnes de pétrole, l'avènement du communisme serait pour ainsi dire assuré. A la fin des années 1970, la production annuelle de l'URSS s'élevait à 600 millions de tonnes.

Et lorsque l'Union soviétique cessa d'exister, la dette extérieure atteignait 140 milliards de dollars. L'économiste Vassili Séliouline estime qu'il faudrait 28 000 tonnes d'or pour couvrir les dettes, devises et roubles confondus, du PCUS (c'était en effet le parti qui commandait tout chez nous). Or, après le départ des communistes, il ne restait qu'une réserve de 200 tonnes d'or. Sous Staline, à la fin de la Seconde guerre mondiale, il y en avait au moins quinze fois plus. En 1985, les caves de la Banque d'État renfermaient encore 2 500 tonnes d'or. D'après Séliouline, même si la Russie cesse de s'endetter (ce qui est pratiquement impossible), ce n'est que vers le milieu du prochain siècle que les exportations de pétrole parviendront à résorber l'actuelle dette extérieure. Quant à l'or, cent années ne suffiraient pas pour en extraire 28 000 tonnes en Russie.



Selon les statistiques officielles, l'URSS a exporté, en 1986-1990, une « mer » de pétrole brut (647 millions de tonnes) et tout un « lac » de produits pétroliers, notamment de mazout, essence, carburant diesel, huiles de graissage, soit plus d'un milliard de tonnes au total. Vu qu'une tonne coûte environ 100 dollars (en prix mondiaux), cela donne 100 milliards de dollars de bénéfices en cinq ans, à quoi il faut ajouter au moins 50 milliards de dollars provenant des exportations de gaz : 420 milliards de mètres cubes.

Sans doute, ces 150 milliards de dollars ne nous ont-ils pas été payés entièrement. En effet, il nous « plaisait » d'arroser gratuitement de pétrole l'Afghanistan, Cuba, le Vietnam, la Pologne et les autres pays de l'Est, sans compter les firmes « amies » qui subventionnaient les partis communistes « frères » et autres à l'étranger. Et les 36 millions de tonnes de houille annuellement exportées dans les dernières années ? En outre, l'Union soviétique exporta rien qu'en 1991 un million de tonnes d'aluminium, 1,3 millions de tonnes de nickel, 354 000 tonnes de cuivre, etc. La liste serait longue : électricité, minerai de fer, métaux, bois, coton... Cinq mille wagons traversaient chaque jour les frontières de l'URSS en emportant ces matières stratégiquement importantes (sans compter le gaz et le pétrole).

Une part considérable de cette centaine de milliards de dollars, revenu annuel de l'exportation des matières premières, était dépensée chaque année par les dirigeants du PCUS à des fins militaires, à toute sorte d'aventures à l'étranger, quand elle n'était pas tout bonnement dilapidée.

## 1. Notre tragédie, c'est la richesse du pays en ressources naturelles

Par un jour d'été 1960, la première « fontaine » de pétrole jaillit dans la région de Tioumen. Un petit monument à Ouraï, sur la rive de la Konda, commémore cet événement. C'est seulement ensuite que surgirent en Sibérie les célèbres villes pétrolières de Sourgout, Nijnéartovsk et Neftéyougansk. Durant deux décennies, les gisements sibériens ont fourni la moitié du pétrole de l'URSS (la part est plus grande encore si l'on ne prend que la Russie).

Toutefois, l'extraction de pétrole diminue de 20 % par an en Russie. Moscou a déjà perdu la plupart de ses moyens de pression sur les autorités locales et n'est plus en état de financer l'extension des gisements pétrolières. La seule chose dont le gouvernement soit encore capable, c'est de dépouiller les producteurs de pétrole en leur achetant en roubles jusqu'à 90 % de l'or noir extrait, sans leur donner un seul dollar des revenus provenant de l'exportation. Afin d'éviter la fermeture des gisements, les « généraux du pétrole », autrement dit les directeurs des petits groupements territoriaux, ont obtenu de Boris Eltsine le droit d'exporter eux-mêmes un dixième du pétrole brut vers les pays étrangers. Mais les instances fédérales établissent de tels impôts et taxes sur ces exportations « libres » qu'il ne reste en fait que 25 dollars sur 100 aux producteurs locaux. De sorte qu'à présent, les directeurs réclament de Moscou le droit d'exporter 50 % du pétrole extrait, auquel cas les ouvriers et employés des gisements pourront acheter à l'État une partie des actions de leurs entreprises.

C'est en URSS qu'existaient les plus pénibles conditions d'extraction du pétrole. Or nous disposons de main-d'œuvre, de spécialistes, et de technologies de pointe, comme dans le reste du monde. Le pays produisait à lui seul non moins de 80 % des équipements pétroliers nécessaires, y compris dans les usines d'Ukraine et d'Azerbaïdjan. A présent, la moitié des ports par lesquels la Russie exporte son pétrole se trouvent à l'étranger, tandis que les oléoducs traversent la Biélorussie, l'Ukraine et les pays baltes.

Si le pétrole soviétique était bon marché, c'était grâce à des modes d'extraction proprement barbares du point de vue écologique. Plus de la moitié du pétrole restait dans les entrailles des gisements exploités. Il y avait jusqu'à 700 grandes explosions d'oléoducs et gazoducs par an. A l'Ouest, les robinets sont installés tous les cinq kilomètres, mais chez nous, tous les 50 kilomètres, si bien qu'en cas d'avarie, beaucoup de pétrole se déverse : au total, ce sont des dizaines de millions de tonnes perdues, 7 à 20 % de tout le pétrole extrait.

La Russie indépendante aspire aujourd'hui à une économie normale et est confrontée à la perspective d'une nette augmentation du prix du pétrole : si l'extraction se fait de façon « civilisée », il sera bien plus cher qu'au Proche-Orient. L'extraction du pétrole en Russie, c'est-à-dire en Sibérie, se déplace vers les régions au rude climat. Seulement 15 % du pétrole peuvent être obtenus « par jet continu », le reste réclamant des méthodes plus

compliquées. Ce faisant, des millions de tonnes de tubes en acier de grande qualité restent à jamais dans le sol.

Il pourrait arriver que l'extension des exportations de pétrole soit remise en question chez nous. Néanmoins, vu le délabrement économique du pays en 1993, la production de pétrole baisse en même temps que l'exportation augmente. La population de Sibérie s'en indigne, car les sommes allouées à l'aménagement social et écologique ne font que diminuer.

Le gouvernement russe rêve de voir augmenter les prix du pétrole en raison de l'instabilité au Proche-Orient et par suite du manque de confiance à l'égard de l'énergie nucléaire. Quoi qu'il en soit, il est inévitable que la Russie réduise sa consommation de pétrole en diminuant ses besoins énergétiques, ainsi que les dimensions du complexe militaro-industriel. Rien n'assure que les tentatives d'augmenter l'extraction de pétrole et de gaz ne se solderont pas par un nouvel échec. La mise en valeur des gisements de gaz dans la péninsule de Yamal peut réclamer un investissement de 50 à 70 milliards de dollars, est-il affirmé dans un rapport de la Fondation de politique extérieure de Russie, signé par un groupe de chercheurs et par les vice-ministres du gouvernement (Les Nouvelles de Moscou, 30 septembre 1992). Un nouveau « chantier du siècle » ? Cette fois-ci, dans un contexte de prix libres, donc pratiquement de niveau mondial, sur les matières premières, l'énergie, les marchandises et les services. Mais sans assurance que les administrations locales ne viendront pas réclamer des droits accrus pour disposer de tout ce qui existe sur leur territoire, voire une séparation totale vis-à-vis du centre.

## **2. Un tunnel de Moscou à l'Alaska**

Il n'est pas impossible de le construire. A condition que, contre l'avis des sceptiques, nous continuions à recevoir des dollars pour notre sous-sol de plus en plus pauvre. N'avait-on pas construit, sur ordre de l'ancien mineur Nikita Khrouchtchev, des dépôts de déchets radioactifs à proximité de Krasnoïarsk en creusant sous les collines un système de tunnels dix fois plus long que tout le métro de Moscou, soit la distance entre Moscou et Tachkent ? Quant aux autres réalisations impressionnantes du socialisme dans la ville interdite de Krasnoïarsk-26, nous en parlerons plus loin.

Nous nourrissons maintenant de nouveaux projets, comme, d'abord, l'aménagement d'une route reliant Minsk à Ekaterinbourg puis à l'Inde, ensuite d'Ekaterinbourg à Yakoutsk, à la Tchoukotka et à l'Alaska, enfin, aux pays d'Asie de l'Est par Vladivostok. D'autant que le consortium Rossavtodor (Routes de Russie) a obtenu l'accord de plusieurs hommes d'affaires de Hambourg, qui se disent prêts à consacrer jusqu'à 300 milliards de dollars à un tel projet, qui sera réalisé en dix ans. Pourquoi pas ? Si tout se fait de façon judicieuse, sans dépouiller au passage les citoyens...

Mais, pour l'instant, les biens publics sont plutôt vendus à nos dépens. Il nous arrive souvent de baisser artificiellement les prix des matières pre-

nières, cependant que d'énormes sommes en dollars vont nourrir les comptes privés des fonctionnaires russes chargés de telle ou telle transaction. Les journaux écrivent par exemple que Huston, dans le Texas, est en train de devenir le centre de coordination des pétroliers russes.

Ceux qui acceptent à Moscou des pots-de-vin pour les licences d'exportation ou ceux qui vendent illégalement notre pétrole à l'étranger gardent évidemment le silence. Quant aux « généraux du pétrole » sibériens, ils avouent avec crânerie aux journalistes, dans des entretiens confidentiels : « Oui, nous exportons illégalement, mais ce n'est pas du vol, c'est une guerre contre le gouvernement. » Moscou, soi-disant, ne leur fournit que 4% des tubes de forage nécessaires, aussi leur faut-il se débrouiller comme ils peuvent. Les voleurs patriotes ajoutent sans la moindre gêne qu'ils récoltent au passage des dollars, mais que c'est une juste récompense pour les risques et les efforts consentis.

Les autorités de Sibérie et celles de Moscou ne cessent de s'accuser mutuellement. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que les Sibériens soupçonnent parfois le gouvernement de vouloir mettre fin à l'activité des directeurs sibériens en vendant en sourdine, pour trois fois rien, des concessions à l'Ouest sur maints champs de pétrole et de gaz entre Tioumen et Yamal, à des conditions avantageuses uniquement pour Moscou. Si cela ne s'est pas encore produit, le mérite en revient aux directeurs de Sibérie, du moins à les en croire.

En 1993, la zone de Démian, dans la région de Tioumen, a été mise aux enchères. Qui paiera le plus, obtiendra le droit d'y explorer et exploiter tous les minéraux durant vingt-cinq années. Les plus grandes compagnies américaines, anglaises, françaises et allemandes sont en compétition, ainsi que pour des dizaines d'autres projets. Toute la question est de savoir à qui iront leur argent et les futurs bénéfices.

Le gâteau pétrole-gaz sera bientôt partagé entre quatre partenaires égaux (?) : Moscou, la région de Tioumen, les arrondissements nationaux des Khanty-Mansis et des Yamalo-Nénets qui viennent d'arracher leur autonomie. Il n'existe pas encore de divergences entre les trois derniers qui, en octobre 1992, étaient unanimes à réclamer de Moscou 30% (pour l'instant !) de toutes les actions des entreprises pétrolières pour les administrations territoriales en question.

Le gouvernement et les provinces asiatiques continuent de tirer sur chaque bout de la corde. Avec un succès variable. En juin 1992, le président de Russie avait promulgué un décret limitant l'exportation de treize groupes de matières premières, depuis le pétrole et les métaux jusqu'aux céréales, aux bois et aux fourrures. Ce qui supprimait du coup toutes les licences d'exportation antérieures dans ce domaine. Un autre décret de Boris Eltsine concerne les règles de privatisation dans le secteur de l'électricité. L'ancien ministère, reconverti en société d'État par actions pour l'énergie électrique, a immédiatement voulu s'emparer de 49 % des actions des centrales les plus rentables — Oust-Ilimsk, Bratsk, Irkoutsk —, ainsi que des principales lignes à haute tension. Tout en laissant aux gens d'Irkoutsk les centrales thermiques non rentables. Il va de soi que ces deux décrets n'ont pas accru la popularité d'Eltsine auprès des Sibériens. Et qui dédommagera les habitants de Sibérie pour les préjudices causés par les

trois centrales mentionnées, pour l'énergie électrique prétendument bon marché ? Les évaluations n'incluent pas, en effet, les dégâts provoqués par l'inondation de centaines de milliers d'hectares des terres les plus fertiles et de la taïga. Il n'est pas jusqu'au climat qui ne se soit modifié ! Les récoltes ont baissé, les gens sont davantage malades.

### **3. L'empoisonnement de la Sibérie**

Toute la Russie, d'ailleurs, est empoisonnée. 30 % des gens y meurent avant d'avoir atteint l'âge de la retraite. L'URSS manquait d'argent pour protéger tant la santé des citoyens que la nature. La Russie n'en a pas non plus : c'est devenu un axiome.

Pourtant, la population soviétique n'a jamais su ce qu'était un compteur d'eau chaude, de gaz, d'eau courante, de chauffage, etc. Il n'y avait, dans le meilleur des cas, qu'un compteur d'électricité. Des millions de robinets, à travers la CEI, ont des fuites. Les portes et fenêtres de la Russie, pays nordique, ne retiennent pas la chaleur. C'est un paradoxe de voir qu'en 1993, malgré une chute manifeste de la production, la consommation d'énergie n'a pas baissé à l'intérieur du pays.

Les auteurs du rapport de la Fondation de la politique extérieure de Russie, déjà cité, sont persuadés que de petits investissements suffiraient, à condition de fixer un certain niveau de prix et d'impôts, pour réduire de 40% la consommation d'énergie en Russie, sans que cela fasse baisser l'actuel volume de production et de services.

Le socialisme n'a cessé de nous dépraver, de nous dépouiller et d'atenter à notre vie. Dans les gisements pétrolifères de Russie, c'est toutes les six heures qu'a lieu une « catastrophe » comparable à celle du pétrolier « Exxon » qui, il y a quelques années, avait heurté un récif sur les côtes de l'Alaska en déversant plus de 11 millions de gallons de pétrole brut dans l'océan. Or, en Russie, ce sont 920 000 barils de pétrole qui viennent polluer chaque jour le milieu environnant. D'après le U.S. News and World Report, il existe déjà, dans une région de Sibérie, toute une « mer » de pétrole, de 1,8 m de profondeur et de 4 miles sur 7.

Ensuite, au cours du transport et du traitement du pétrole, jusqu'à 7 % de déchets sont déversés avec l'eau aux différentes étapes. Ce mélange de produits pétroliers n'est même pas réutilisé : quiconque peut venir le prendre gratuitement car, de toute façon, ils iront échouer dans les bassins de décantation. Si le prix du pétrole continue de croître, les Russes auront tout intérêt à user de technologies écologiquement propres pour l'extraction et le traitement du pétrole comme du gaz.

Pour ne prendre que les gisements de Tioumen, le gaz associé y est entièrement brûlé. Ce sont ainsi jusqu'à 10 milliards de m<sup>3</sup> qui chauffent annuellement le ciel. Cela fait déjà de nombreuses années que les Japonais négocient avec l'URSS, et à présent avec la Russie, sans pouvoir décider s'il est plus avantageux de construire sur place un complexe gazochimique ou d'emporter dans des citernes le gaz associé jusqu'au Pacifique puis par

bateau au Japon. Nous comprendrons peut-être, dans peu de temps, qu'il est plus avantageux pour nous de payer les Japonais, afin qu'ils éteignent nos « flambeaux » de gaz au-dessus de la Volga, de l'Oural et de la Sibérie. Depuis l'espace, la région de Tioumen apparaît en pleine nuit comme l'endroit le plus éclairé de la Terre. Quant à la couche d'ozone, c'est pratiquement au-dessus de la Russie, surtout de la Sibérie, qu'elle est le plus érodée.

A présent, il est envisagé de pomper tout le gaz de la péninsule de Yamal. Les experts estiment que cela entraînera la disparition des Khantys et des Mansis, dont l'espérance de vie est déjà de vingt ans inférieure à la moyenne en Russie, et que la presque île disparaîtra elle-même en raison des nombreux creux et des glaces souterraines qui ne résisteront pas à l'action de forces extérieures. La firme allemande Ruhrgas propose sa collaboration à la Russie pour remettre de l'ordre dans ce secteur en construisant des usines de compteurs de gaz et de tubes en polyéthylène. Il suffirait en effet de moderniser les équipements des centrales thermiques et de toutes les usines qui consomment beaucoup de gaz pour économiser 30 milliards de m<sup>3</sup> par an, c'est-à-dire un vingtième de la production de gaz en Russie, et les Allemands acceptent de se faire payer avec une partie de ce gaz. Quant aux bénéfices écologiques, ils seraient entièrement pour la Russie.

Le journal Megapolis express (n°26, 1992) a rapporté les faits suivants : les entreprises de la région de Bratsk, sur les rives du lac Baïkal, rejettent dans l'atmosphère jusqu'à 95 % des gaz toxiques, aérosols, acides fluorhydriques, etc., qui détruisent la couche d'ozone, et cela à travers les filtres qui ne valent plus rien. Il en va de même dans tout le pays : sans compter les déchets liquides, les terrils et décharges, ce sont jusqu'à 1,5 milliard de tonnes de matières premières (les statistiques d'État ne parlent que de 65 millions de tonnes) qui s'envolent dans l'atmosphère. Or, à l'usine d'aluminium de Bratsk, l'ingénieur chargé des installations d'épuration, A. Kazakov, fut licencié parce qu'il avait proposé des appareils brevetés capables de retenir les pertes et que la direction ne souhaitait pas installer.

Qui viendra au secours des habitants de Bratsk, qui compte parmi les villes les plus polluées de Russie ? Par exemple, la proportion de sulfure de carbone y est 190 fois supérieure à la norme limite admise dans le pays. Au cours des dernières années, les maladies cancéreuses ont frappé cinq fois plus d'enfants à Bratsk. Par ailleurs, l'accumulation de substances nocives dans l'atmosphère a fait disparaître en seize ans plus de 111 000 hectares de conifères. Le gouvernement russe imite ses prédécesseurs en interdisant la construction de nouvelles entreprises dans la région, tout en autorisant l'extension des ateliers polluants à Bratsk même et sur tout le pourtour du Baïkal. Et comment des centaines de gens, nullement des aborigènes, peuvent-ils vivre en permanence dans le golfe de l'Ob, au bourg Yambourg et dans les environs, sur le 68e parallèle, alors que les marins de passage affirment qu'il est impossible d'y tenir plus de trois mois de suite ?

Que doivent faire les habitants de Salekhard, Sourgout et d'autres villes de la région de Tioumen, où plus de 14 millions de m<sup>2</sup> de logements sont empoisonnés par le phénol et le formaldéhyde ? La concentration



maximale de substances nocives dans ces maisons de bois, plus exactement dans les matériaux de protection contre le froid, pourtant autorisés par le ministère de la Santé de l'URSS, est de 350 fois supérieure aux normes admises. Les locataires sont souvent malades, mais aucune instance médicale n'ose poser le diagnostic d'empoisonnement par le phénol. Car le gouvernement serait alors contraint de construire d'autres logements, de soigner les victimes et de les dédommager.

#### **4. « Les savants peuvent couvrir d'or la Russie »**

C'est sous ce titre que les Izvestia du 2 juin 1992 publiaient une interview d'Ivan Nestérov, directeur de l'Institut ouest-sibérien de la prospection géologique et du pétrole, à Tioumen, qui est célèbre pour avoir inventé et mis au point la production en série de putidoïl, le produit le plus efficace pour éliminer le pétrole polluant l'eau et le sol. Il n'est pas étonnant que les commanditaires étrangers soient légion, depuis l'Espagne et les États-Unis, jusqu'au Koweït et l'Argentine. Le prix de la réhabilitation d'un hectare de terre est environ de 50 000 dollars dans le monde entier, alors que les pétroliers de Sourgout, Noyabrsk et Nijnévartovsk n'offrent à cet institut que l'équivalent de 200 dollars.

Nestérov déborde d'idées et de projets qu'il n'est pas en mesure de réaliser dans les conditions d'une économie de type coloniale, primitive et gaspilleuse. Il démontre à tout le monde qu'il y a aussi du pétrole dans les argiles, dans les zones à schiste noir, un pétrole qui pourrait être transformé en combustible solide foncièrement nouveau, générateur de bien plus de chaleur que le pétrole ordinaire. Nestérov propose ainsi un type d'énergie inconnu qui pourrait remplacer le nucléaire, tout en étant écologiquement inoffensif.

C'est à ses propres risques et périls qu'il a construit à Novy Ourengoï une usine pour le montage de maisons en diatomite, incroyablement légères. En effet, dès les années 1970, on a découvert dans la région de Tioumen 500 000 milliards de m<sup>3</sup> de diatomites, avec plus de mille ouvertures en surface. Les diatomites représentent aussi bien du verre liquide que des fibres de verre, du cristal et des absorbants, des engrais et des matériaux de construction. Dans les années 1980, quarante instituts ont vérifié et approuvé les calculs et propositions de Nestérov. Mais, alors que le Conseil des ministres de la Fédération de Russie s'appêtait à décider la construction de 50 usines, le Comité Central du PCUS s'y opposa.

Nestérov, géologue, membre correspondant de l'Académie des Sciences de Russie, déclare également, dans l'interview aux Izvestia, que son institut a entrepris en 1992 de créer artificiellement une couche pétrolière. Cela prendra, dit-il, non pas des millions d'années, mais seulement plusieurs semaines.

Les Russes sont en mesure de tout faire eux-mêmes, s'il y a de l'intérêt ou si on les y oblige non pas avec des mitraillettes, mais au moyen de lois qui fonctionnent au lieu de rester lettre morte. C'est précisément aux

pétroliers sibériens, au consortium international Konversia, qui a pour directeur B. Korobotchkine, que le Koweït avait proposé de rétablir sur place les puits de pétrole et de mettre en place des réservoirs pour l'or noir. Nos pétroliers ont pu, avec l'aide de l'aviation militaire, transporter au Koweït 200 tonnes d'équipements lourds et réaliser la commande. Il n'est pas impossible que les usines du complexe militaro-industriel mettent au point, en un an ou deux, toute une gamme d'équipements pétroliers les plus modernes, ce qui permettra de renoncer dès 1995 à toutes les importations de matériel. En attendant, 25 000 puits sont fermés en Russie à cause du manque de pompes à tige et d'autres équipements.

Ah, si notre sol et nos ressources naturelles, le travail et la vie des gens étaient estimés à leur valeur réelle, si le gouvernement assurait un respect intangible des lois... ! Alors, nous écouterions nos spécialistes, qui s'efforcent en vain de prouver aux autorités que chaque rouble investi dans les systèmes d'épuration en rapporte deux, et même 4,5 quand il s'agit de protéger le milieu aquatique. Mais, depuis 1917, nous avons cessé de vivre en vertu du bon sens. Notre système se distingue des systèmes répressifs en ce qu'ils pillaient les autres peuples alors que nous dépouillons le nôtre.

Partout ailleurs, il est jugé raisonnable d'enrichir la houille en abaissant sa teneur en cendres et en augmentant celle en calories (jusqu'à 5 000 ou 6 000 kcal par kilogramme). Chez nous, en revanche, le consommateur se satisfait d'un charbon aux qualités dix fois moindres. Ce qui fait accroître les dépenses de transport, détruit les fours, augmente les rejets nocifs dans l'atmosphère. Le Congrès américain, en 1987, avait alloué 12 milliards de dollars pour un programme de dix ans visant à obtenir du charbon propre destiné aux centrales thermiques et aux chaufferies.

Chez nous, les usines d'enrichissement de la houille sont pratiquement en panne, alors que nous vendons notre houille de mauvaise qualité à la Turquie, où elle est ensuite retraitée et vendue trois fois plus cher sur le marché intérieur. Pareille transaction n'a été rendue possible que par des manœuvres secrètes dans les cabinets du pouvoir. C'est pour s'opposer à un tel pillage qu'a été créé l'Union des exportateurs de charbon du Kouzbass qui, en 1992, a mis en place son propre système d'information, des laboratoires modernes de contrôle de la qualité, afin de faire obstacle au dumping.

En 1989, les Sibériens furent les premiers, dans toute l'histoire du pouvoir soviétique, à se faire écouter et à s'affranchir de la tutelle accablante des fonctionnaires ministériels. Les autorités de Kémérov, capitale de la houille sibérienne, ont alors entrepris de vendre à l'étranger le charbon, sans passer par les intermédiaires moscovites. En été 1992, Moscou a contre-attaque en essayant de rétablir son pouvoir sur le complexe énergétique du pays, mais les Sibériens ont répliqué en créant la Compagnie des houilles du Kouzbass, qui déclare sans ambages que le maître de la région de Kémérov, c'est elle et non pas les autorités fédérales.

Il y a beau temps que les mineurs du Kouzbass font avec succès de la politique. Cessant d'être de naïfs provinciaux, ils ont noué des contacts étroits avec l'Union européenne des patrons à Bruxelles et mis sur pied dans cette ville une firme juridique, avec des avocats russophones qui sont

prêts à se rendre dans n'importe quelle région du globe pour examiner sur place les griefs éventuels. Auparavant, le Kouzbass perdait des dollars sur chaque tonne de charbon, ou presque, parce qu'elle n'avait pas la possibilité de vérifier l'objectivité du client. Les mineurs du Kouzbass s'employaient désormais à contrôler la qualité de la houille exportée. C'est porté par cette vague qu'Aman Touleïev, président du Soviet régional de Kémérovo, fut, en 1991, candidat à la présidence de la Russie.

Les mineurs sibériens furent également les premiers, en 1989, à frapper du poing sur la table du gouvernement pour réclamer une expertise écologique indépendante dans les villes du Kouzbass. Des spécialistes en vue, pour la plupart étrangers, examinèrent pendant plusieurs semaines les installations d'épuration de la région et prodiguèrent leurs conseils aux ingénieurs russes. Ensuite, la Station internationale de contrôle de l'environnement, filiale du Laboratoire mondial, créa un centre permanent à Kémérovo, les autorités locales mettant à sa disposition un édifice, du personnel et des devises pour acheter les installations nécessaires. Les écologistes étrangers affirment que ces autorités sont parfaitement capables de régler, sans dépenses excessives, 30 à 40 % des problèmes écologiques de la région.

Rien ne pourrait empêcher les Sibériens de mettre un terme au pillage systématique et à la ruine des forêts. Quel autre pays pouvait se permettre de façonner pas plus d'un tiers du bois abattu ? Plus de cinq millions de mètres cubes de bois ont été noyés rien que dans les eaux du bassin Angara-Ienisseï. L'écrivain Valentin Raspoutine a raison de dire que notre moralité a été noyée avec le bois...

Les prix du bois ont été multipliés par 500 au cours des deux dernières années. Avant l'effondrement de l'URSS, seuls 20 millions de m<sup>3</sup> de bois, soit 7 à 8 % de la production globale, étaient exportés annuellement, ce qui rapportait environ 1 milliard de dollars (les exportations des États-Unis s'élèvent à 25 millions de m<sup>3</sup> par an). Dans le premier semestre de 1992, le volume des exportations de bois russe a baissé de moitié, bien que la production de bois n'ait diminué que de 10 %. Les experts estiment que les républiques de la CEI, profitant de la différence des prix en Russie et à l'étranger, achètent activement du bois russe pour le réexporter en devises fortes. Ce qui amène les municipalités de Sibérie et d'autres régions boisées à déclarer que les forêts sont leur propriété.

## **5. Les initiatives locales n'ont jamais plu à Moscou**

Les autorités locales ont, entre autres fonctions, celle de représenter dignement le pouvoir central. Mais la Sibérie, comme les républiques de Russie, avait depuis longtemps une manière bien à elle de voir les choses. C'est à Irkoutsk que fut créé, en été 1992, un détachement municipal de protection de la nature, le premier de ce genre en Russie.

Quant aux habitants de Krasnoïarsk, cela fait plusieurs années qu'ils veulent traduire en justice le Gosénergo, ministère de l'Énergie, qui a construit la centrale de Krasnoïarsk, sur l'Ienisseï, de telle sorte que le

fleuve, en hiver, n'est plus gelé sur des centaines de kilomètres. Il en résulte un brouillard permanent, imbibé de rejets technologiques, tandis que les habitants de Krasnoïarsk (près d'un million) doivent respirer des cristaux cancérigènes. Le nombre des maladies respiratoires y est 2,5 fois supérieur à la moyenne russe. En attendant, c'est Moscou qui empêche les bénéfices de ladite centrale, sans vouloir verser le moindre kopeck pour que l'Ienisseï retrouve son carcan de glace. Aussi les gens de Krasnoïarsk sont-ils bien décidés à faire de la centrale une propriété municipale.

Il faut dire que les Sibériens ont généralement une notion adéquate de la propriété. Ainsi, la ville d'Omsk vient en troisième position, après Moscou et Saint-Petersbourg, pour les rythmes de privatisation : au 1er octobre 1992, 161 ouvrages ayant une valeur globale de 1,4 milliard de roubles y avaient été privatisés. Peut-être la raison en est-elle que les Allemands sont numériquement la deuxième ethnique de la région d'Omsk (ils sont au total un peu plus de cinq millions dans toute la Russie).

On ne peut s'attendre, dans un proche avenir, qu'à de grands procès à Omsk. Les militaires d'Aviagorodok réparaient leurs hélicoptères en enterrant simplement les appareils radioactifs défectueux. Et il en allait de même au pénitencier local comme dans tous les secteurs industriels dangereux. En conséquence, les experts venus de Moscou à la fin de 1992 ont découvert à Omsk 155 terrains contaminés par les éléments radioactifs. La municipalité n'a pu débloquer que 2,5 millions de roubles pour les nettoyer, la moitié de cette somme servant tout juste à désactiver le territoire d'une école. Notons que le gouvernement central a assigné en tout et pour tout 102 millions de roubles pour les travaux de ce genre... durant le quinquennat.

Les habitants de Tomsk sont également voués à se rebiffer, car ils ne sauraient s'accommoder du voisinage de Tomsk-7, une ville interdite où se trouvent des fosses radioactives, qui sont si mal conçues que peut se produire à tout moment un rejet d'isotopes radioactifs dans l'atmosphère, qui surpasserait de 20 à 100 fois la «salve» de Tchernobyl.

D'après Les Nouvelles de Moscou (11 octobre 1992), notre ministère de l'Énergie atomique a entamé avec le gouvernement américain des pourparlers portant sur l'octroi de 300 millions de dollars pour la construction près de Tomsk d'un silo de combustible nucléaire traité. Les gens de Tomsk évoquaient cette possibilité dès l'été et s'en montraient indignés.

La presse locale révèle que la contamination radioactive d'un des affluents de la Tom, a augmenté, que les braconniers vendent au marché de la viande d'élan fortement radioactive. Tomsk puise son eau potable dans un lac attenant au silo de stockage des déchets liquides radioactifs du combinat chimique sibérien ; bien qu'ils se trouvent à différents niveaux, une augmentation de la teneur en sels de l'eau potable a été constatée.

Les habitants de la région de Tomsk s'inquiètent du projet en vertu duquel l'uranium de centrales nucléaires françaises serait enrichi au combinat chimique sibérien.

Les successeurs et disciples du PCUS continuent d'éluder la mise en garde faite il y a dix ans par des chercheurs honnêtes et les «ermites»

vieux-croyants qui vivent et travaillent péniblement dans la forêt, loin des vanités de ce monde et de ses tentations. L'un de ces derniers, Afanassi, écrivait, dès 1984, dans un livre manuscrit conservé à la Cité académique de Novossibirsk, que la nature est en train de périr à vue d'oeil :

*«Tout meurt à cause de la chimie. La forêt se dessèche, les plantes se flétrissent, les insectes et les animaux disparaissent. L'air fait s'effriter et se désagréger les pierres. Les gens sont atteints de maladies inconnues que rien ne peut soigner. Ou bien des maladies comme le cancer et d'autres, qui étaient auparavant d'une grande rareté, sont devenues fréquentes et nombreuses. Où sont passées les grandes bandes d'oies et de grues qui volaient vers le nord au printemps et, en automne, regagnaient le sud en défilant au-dessus de nous ? Enfants, nous levions les yeux à leurs cris et admirions leurs alignements rigoureux. Pourquoi ont-elles trahi leur instinct et ne volent-elles plus comme autrefois ? En mars, elles allaient vers le nord en franchissant l'Himalaya et la chaîne du Caucase, faisaient une halte dans les vergers d'Asie centrale arrosés d'insecticides. A peine avaient-elles becqueté un vers ou une mouche qu'elles rendaient l'âme sans être arrivées jusqu'à nous. Des dizaines d'espèces sont en voie de disparition ; celles que Noé avait sauvées du déluge, la chimie les tue à notre âge atomique. Si, aujourd'hui encore, cinq ou dix oiseaux pépient dans les buissons, il n'en restera plus aucun dans dix ou quinze ans. »*

Tout récemment, de telles réflexions pouvaient valoir la prison pour propagande antisoviétique.

On peut maintenant voir flotter en Sibérie un étendard blanc et vert qui est plus populaire que les couleurs officielles du drapeau russe. Ce n'est pas un hasard si les hommes politiques et les administrateurs économiques les plus influents de Sibérie sont appelés à faire leurs preuves dans les couloirs moscovites du pouvoir. V. Tchernomyrdine, le président du tout-puissant consortium Gazprom, fut élu vice-premier ministre de Russie en 1992. En 1993, tous les courants sociaux de Sibérie ont commencé de débattre les formes de souveraineté et les variantes de rapports économiques et juridiques avec la Russie.

Le programme maximum consiste à obtenir pour la Sibérie un statut analogue à celui du Kazakhstan : forces armées autonomes, constitution spécifique, budget indépendant, fisc, douanes, police et tribunaux sibériens, mais en restant membre de la CEI et en maintenant des liens économiques étroits avec la Russie, y compris une zone du rouble unique.

Cela n'a d'ailleurs rien de nouveau. Les archives de l'Okhranka tsariste et du KGB soviétique regorgent de dossiers sur ceux qui préconisaient l'autonomie de la Sibérie, voire sa séparation de la Russie. La dislocation de l'URSS, en décembre 1991, n'a fait que ranimer les vieux espoirs, comme au moment de la chute de la monarchie en février 1917. L'idée de l'autonomie économique de la Sibérie avait été soutenue par le président russe Boris Eltsine lorsque, trois mois après son élection, il fit une visite à Novossibirsk et participa aux travaux de l'association interrégionale Entente sibérienne, allant jusqu'à apposer sa signature au bas du programme de cette dernière. Si tous les points avaient été réalisés dès 1993, la question d'une république sibérienne ne se poserait guère. Mais le fait est que Moscou n'a appliqué aucune des mesures prévues et que les adversaires du centre ont donc repris du poil de la bête.

Il existe même des cartes où la Sibérie est désignée comme les États-Unis du Nord de l'Asie. Le plus curieux, c'est que les projets de sécession de la Sibérie sont aujourd'hui approuvés par les républiques de l'ex-URSS. Car la Russie, privée des richesses de la Sibérie, deviendrait aussitôt un partenaire vraiment égal de l'Ukraine ou du Kazakhstan.

Comme l'a écrit le régionaliste Andreï Sobolevski, de Novossibirsk, dans la Litératournaïa gazéta (1er septembre 1992) :

*« Pourquoi est-ce en Sibérie que je voudrais commencer à bâtir un État digne de ce nom ? Parce que je veux vivre normalement dans ma Sibérie. Et m'affranchir enfin de cette honte perpétuelle qui s'appelle la Russie. »*

L'association Entente sibérienne regroupe d'ores et déjà 19 républiques, territoires et régions de Sibérie et d'Extrême-Orient. Lors de sa conférence de juillet 1992, à Oulan-Oude, on a voulu rassurer les journalistes en disant qu'il ne s'agit pour l'instant que de constituer un marché commun, de mettre en place un consortium régional pour le traitement des produits agricoles et un système unique de liaison par satellite.

Nul doute que la Sibérie aura droit à une certaine forme d'autonomie. Mais il est difficile de dire ce qui, présentement, inquiète le plus Moscou : le fait que les dirigeants du territoire de Krasnoïarsk ont commencé à imprimer leur propre monnaie en été 1992 ou l'ampleur du pillage général ? Sur ce plan, en effet, la province est en passe d'en remonter à la capitale de Russie.

La situation n'est pas meilleure en Sibérie. On y vole tout ce qui est mal gardé. C'est ainsi qu'en avril 1992 on avait tenté d'emporter 12 tonnes de zirconium de Novossibirsk à Kaunas, en Lituanie, qui auraient ensuite été vendues pour au moins 2 millions de dollars dans un pays occidental. La Sibérie est la contrée par excellence où la police et le KGB devraient travailler de la meilleure façon, car ils y ont été les maîtres durant des dizaines d'années. Il y a encore à Novossibirsk, et ce depuis un demi-siècle, un établissement protégé des regards curieux et unique en son genre : les Cours supérieurs de contre-espionnage militaire du ministère de la Sécurité de Russie (il y a deux ans, l'appellation était bien sûr quelque peu différente).

## **6. Le déclin économique ne fait qu'encourager les vellités séparatistes**

A présent, on évoque aussi l'éventualité de Républiques de l'Iénisseï et de Transbaïkalie. Le détachement de la Sibérie était une idée déjà en vigueur au XIXe siècle lorsque, à la fin des années 1860, eut lieu le célèbre procès des séparatistes sibériens, ayant abouti à la condamnation de 40 personnes, bien qu'au tournant du XXe siècle, la partie centrale de la Russie tsariste n'eût manqué de rien et qu'il n'y eût aucun raison de dépouiller la Sibérie.

Celle-ci est une contrée aux rudes conditions climatiques, où s'est formé un peuple singulier, doué d'une grande endurance physique, de

patience et de tolérance à l'égard du prochain. Une sélection naturelle s'était opérée parmi les pionniers, parmi les habitants de la taïga : les plus faibles devaient s'en aller ou mourir, seuls survivaient ceux qui étaient génétiquement plus robustes. Le Sibérien se distingue par une hospitalité et une confiance à toute épreuve, au point que dans les vieux villages de Sibérie, on ignore encore ce que c'est qu'une serrure.

Dans le site classé de Chouchenskoïé (lieu de déportation sibérienne de Vladimir Lénine), on peut voir de belles et solides maisons anciennes, souvent de deux niveaux, avec de grandes dépendances tout aussi hautes. A l'époque, les paysans sibériens d'aisance moyenne possédaient de trois à cinq chevaux, une charrette, un traîneau et jusqu'à 10 hectares de terre. Ces fermiers étaient la majorité, seuls les paresseux ou les ivrognes étant pauvres en Sibérie.

Il faut dire que cette Sibérie frappa énormément le jeune marxiste qu'était Oulianov (Lénine). Alors qu'il s'attendait à voir une périphérie arriérée, il découvrit des hommes instruits, fiers et indépendants. Le blé sibérien, bon marché et d'excellente qualité, envahit si bien le marché russe, que le tsar fut contraint d'obliger les habitants de cette contrée prospère à payer une taxe quand ils venaient vendre leurs marchandises sur les rives de la Volga. Vers 1900, le commerce du célèbre beurre sibérien a rapporté plus d'argent que l'extraction d'or annuelle moyenne dans tout l'empire de Russie. Le beurre de Sibérie fut bientôt reconnu comme le meilleur au monde et 70 % de sa production étaient exportés une fois par semaine en wagons réfrigérés par le transsibérien jusqu'aux ports du pays, d'où ils étaient amenés dans des fûts de chêne à Copenhague, Londres et Hambourg. A la fin de la Première Guerre mondiale, les Sibériens se passaient déjà des intermédiaires traditionnels qu'étaient les firmes danoises pour vendre leur beurre sur le marché mondial. En 1915, la Sibérie exporta 4,6 millions de pouds (un poud = 16,38 kilos) de beurre, 1,7 million en 1918 et 395 000 en 1922. Ces solides exploitations paysannes furent à jamais ruinées par les bolcheviks.

Les paysans sibériens ne recevaient aucune instruction « d'en haut » et ne relevaient d'aucune distribution « planifiée », aucune administration n'étant habilitée à s'ingérer dans leurs affaires. Par ailleurs, la commune paysanne jouait en Sibérie un rôle bien moins grand que dans la Russie centrale, où elle avait son mot à dire sur le mode d'exploitation de la terre. Certes, en Sibérie, le sol avait toujours appartenu à l'État, mais les agriculteurs y avaient pour seule règle : « Ce que tu as cultivé est à toi ».

Aujourd'hui, la majorité des régions de Sibérie importent des céréales, de la viande et des produits laitiers des États-Unis et du continent européen. La Sibérie est plus que jamais pour la Russie une riche colonie d'où l'on peut exporter tout ce qui a de la valeur et, au contraire, apporter tout ce dont on n'a plus besoin, depuis les déchets nucléaires jusqu'aux criminels les plus endurcis. D'Omsk à Irkoutsk ou à Tchita, la population sibérienne continue de vivre dans une sorte de goulag, alors qu'elle pourrait être des plus prospères. Il n'est donc pas à exclure qu'au XXI<sup>e</sup> siècle la Sibérie constitue un État indépendant. Rappelons d'ailleurs qu'en 1919, à Tomsk, la Sibérie se détacha de la Russie pour plusieurs mois...

L. Poléjaev, le chef de l'administration d'Omsk, a déclaré aux journalistes, en avril 1992, que sur chaque rouble gagné dans la région d'Omsk, 86 kopecks sont accaparés par Moscou. Soixante-dix pour cent des industries de la région alimentent les besoins du complexe militaro-industriel, si bien que ce fut une zone interdite aux étrangers jusqu'en 1991. Mais avec l'avènement de la liberté, du désarmement et de la crise économique, les chars soviétiques, qui étaient concurrentiels sur le marché mondial, cesseront bientôt être produits à Omsk. C'est que l'URSS produisait bien trop de tanks par rapport au reste du monde.

Le niveau de vie en Sibérie est de moitié inférieur à celui des régions européennes de la Russie, sa chute étant bien plus rapide qu'au centre. Ce qui n'empêche pas au gouvernement fédéral de laisser au territoire de Krasnoïarsk moins de 2 milliards de roubles sur les 9 milliards d'impôt qui y sont collectés chaque trimestre.

Les 27 et 28 mars 1992, s'est tenu à Krasnoïarsk le Premier congrès des députés du peuple des territoires de Sibérie : aux délégués des régions d'Irkoutsk, Kémérovo, Tomsk, Omsk et Novosibirsk, des territoires de l'Altai et de Krasnoïarsk s'étaient joints les observateurs de Khakassie, Touva, Bouriatie, Yakoutie, Gorni Altai, Tchita, Tchéliabinsk et Perm. Ces protagonistes, adeptes du séparatisme ou adversaires de cette idée, furent unanimes à rejeter le comportement de Moscou, qui continue de vouloir être le centre où l'on partage tout, depuis le papier hygiénique jusqu'au pétrole.

## **7. Tioumen est la capitale pétrolière de la Sibérie et de toute la Russie**

C'est dans l'immense région de Tioumen, presque aussi grande que l'ensemble des anciennes républiques fédérées que se trouvent les trois quarts des réserves de pétrole et de gaz de la défunte URSS. Cependant, les habitants y vivent dans des conditions extrêmement misérables, même quand on les compare à la vie pourtant médiocre du reste du pays. C'est pour freiner la chute catastrophique de l'extraction de pétrole et de gaz que le président de Russie, Boris Eltsine, a signé le 19 septembre 1991 un décret « Sur le développement de la région de Tioumen » : à partir de 1992, les autorités et les entreprises locales ont ainsi pu disposer à leur guise de 10% de la production globale de pétrole et de gaz, c'est-à-dire à vendre à des prix libres et non à ceux fixés par l'État.

Rien qu'en 1992, la production de pétrole à Tioumen a diminué de 100 millions de tonnes. La raison en est la rupture des accords avec nombre de firmes occidentales qui travaillaient dans cette région, car les « généraux » du pétrole russe refusent d'admettre même 10 % de capital étranger, habitués qu'ils sont à faire main basse sur la production des gisements pétroli-fères de l'État. Ce faisant, ils ont recours à l'habituel refrain bolchevik de la « Patrie vendue » ; il y a, cependant, l'exemple de la florissante Norvège, qui produit plus de pétrole par habitant que la Russie et



qui, il y a 20 ans, admettait 80 % de capital étranger dans l'industrie pétrolière. Ce pourcentage fut ensuite ramené à 40 %, mais en 1992 les Norvégiens l'ont de nouveau porté à 50 %.

En décembre 1991, un consortium formé de la mondialement célèbre British Petroleum et de la Stat Oil norvégienne, afin de mettre en place de grands projets en URSS, refusa, après un an de collaboration, de continuer à investir dans les gisements de pétrole et de gaz de la région d'Irkoutsk. Les Anglais expliquèrent aux Sibériens que le marché russe du pétrole ne se conformait pas aux prix mondiaux, tandis que le transport des régions du Nord jusqu'aux raffineries d'Angarsk est trop cher, et les impôts trop élevés. Et de se rabattre sur le pétrole de Sakhaline-Sud, facile à extraire, sur la rive du Pacifique. En mars 1992, une grande délégation conduite par le ministre britannique de l'énergie s'est rendue à Tioumen pour étudier les possibilités d'investissement dans le pétrole russe. Youri Chafranik, chef de l'administration de Tioumen, a déclaré à cette occasion que « le centre accepte désormais que les décisions soient prises sur place ».

Chafranik est un homme intelligent qui considère que la Russie ne saurait garder son unité que si l'État délègue un maximum de droits économiques aux régions fortes. Il juge que les pouvoirs de Tioumen doivent être autorisés le plus rapidement possible, conformément à la loi de la Fédération de Russie « Sur les ressources du sous-sol » déjà adoptée, à délivrer elles-mêmes le permis pour l'exploitation des gisements. Il va de soi que les industriels peu consciencieux se verront retirer ce permis, que les gisements déficitaires seront réorganisés en sociétés par actions et seront passibles de privatisation. Un autre projet de Chafranik consiste à mettre sur pied des corporations transnationales, indépendantes de l'État, avec la participation d'entreprises d'autres anciennes républiques de l'URSS. On ne saurait en effet se passer de l'Ukraine, où les capacités de raffinage du pétrole sont 10 fois supérieures à son niveau d'extraction, ni de l'Azerbaïdjan, qui produisait plus de la moitié des équipements pétroliers de l'URSS. Chafranik estime également que ces corporations constituées à partir des groupements pétroliers de la région de Tioumen doivent être l'ossature de la future économie de la Russie.

Valéri Néverov, industriel privé de la région de Tioumen, qui jouit de prestige dans le pays et qui a mis sur pied en deux ans le groupe pétrolier polyvalent Hermès, juge également que l'État doit renoncer au monopole sur l'extraction pétrolière. Selon lui, si les compagnies étrangères se voient octroyer, non sans mal, des concessions sur les gisements, les hommes d'affaires russes ont beaucoup moins de droits et de libertés, ce qui est une discrimination absurde qui n'a pas de précédent historique à l'étranger.

Les citoyens de « l'État de Tioumen », y compris les autochtones Khantys et Mansis, sont prêts à combattre pour leurs droits, c'est-à-dire pour leur part de produit national per capita qui n'est pas inférieur à celui des florissants États pétroliers du golfe Persique. En attendant, c'est Moscou qui empêche presque tous les revenus, alors que la population locale doit se contenter de miettes, faire la queue dans les magasins et vivre dans des baraquements de fortune. Les entreprises pétrolières de Tioumen en veulent aussi aux autorités moscovites de geler, depuis trois ans déjà, à la Banque du commerce extérieur, les millions de devises qu'elles y ont

déposé. Cette banque de l'État s'est formellement déclarée en faillite, et a pu ainsi confisquer des milliards de dollars aux entreprises soviétiques. Les responsables de l'industrie pétrolière de Tioumen ayant menacé de faire grève, la Banque centrale de Russie a dû faire des concessions. Afin de compenser l'argent perdu, elle a cédé en propriété aux entreprises pétrolières de Tioumen sa filiale autrichienne, la Donnan Bank.

La décomposition de l'économie russe, qui se poursuit, coûtera cher au pays mais aussi à l'Occident. La demande de pétrole est supérieure à l'offre : or la chute de son extraction en Russie fera doubler dès 1995 le prix du baril du pétrole brut par rapport à 1992. Ce qui veut dire en clair qu'un nouveau choc pétrolier menace la planète.

## 8. Le gaz de Sibérie

Le Nord de la région de Tioumen recèle un trésor inimaginable : le gisement de gaz d'Ourengoï, qui représente 40% des réserves mondiales connues. En 1992, Ourengoï aura été presque l'unique source d'entrées en devises de l'État russe. Si, en treize ans, presque la moitié du gaz d'Ourengoï, soit 280 milliards de mètres cubes par an, a été pompée, l'utilisation industrielle de cette matière des plus précieuses est des dizaines de fois (!) moins efficace que, par exemple, aux États-Unis.

Lorsque Ourengoï sera épuisé, nous disposerons encore des grandes réserves de la presqu'île de Yamal. Alors, le réseau d'acier des gazoducs s'étendra jusque là-bas : mais, pour l'instant, il est peu rentable d'amener le gaz sibérien sur le marché national car son prix était en 1991 de 13 roubles (environ 10 à 20 cents américains) pour 1 000 mètres cubes, contre 60 dollars aux États-Unis. En 1992, les prix de l'énergie auront été multipliés par 150.

Mais même si l'on continue de multiplier ces prix, les fonctionnaires moscovites seront sans doute incapables de comprendre qu'ils ont d'ores et déjà créé un nouveau Tchernobyl dans la région arctique du pays. Aucun argent ne pourrait plus suffire à rétablir la nature détruite dans l'arrondissement national Yamalo-Nénetz. Les pétroliers ont déjà détruit 3,5 millions d'hectares de lichen dans le district de Pourou et près de 2 millions dans celui de Nadym. Il faudrait des dizaines d'années pour remédier à ces dégâts.

Et c'est maintenant le tour de la presqu'île de Yamal, où sont amenés une voie ferrée et le gazoduc. Est-il cependant nécessaire de mettre aujourd'hui en valeur l'Arctique, cette réserve de minerais et de matières premières de la Russie ? Cela ne fera que ruiner une immense contrée et nous attirer la malédiction de nos enfants. Les spécialistes de la section de l'Oural de l'Académie des sciences avaient estimé, dès 1982, à 8,8 milliards de roubles le coût de l'exploitation du gisement de Bovanenkovo à Yamal, tandis que le montant du préjudice causé à l'environnement dépassait déjà les 5 milliards de roubles. Le gouvernement de l'ex-URSS fut contraint, devant ces faits qui crevaient les yeux, de renoncer au projet de la mise en valeur de la presqu'île de Yamal. Mais, en février 1992, le

gouvernement de la Fédération de Russie a décidé de reprendre ici le « chantier du siècle » donnant ainsi son aval au pillage colonial et impuni des richesses naturelles de cette contrée. Et personne, à Moscou, n'a pensé aux intérêts de la population autochtone.

La Russie va bientôt devoir importer du pétrole des pays du Proche-Orient, comme en témoignent les pronostics pour 1995. En 1992, les paysans de la région de Tioumen ne disposaient pas de gaz dans les villages, alors que le pétrole et le gaz y étaient exploités, au-delà du Cercle polaire, par des équipes d'ouvriers venus de toutes les régions du pays. Dans n'importe quel aéroport de l'ex-URSS, l'on pouvait voir des groupes d'ouvriers partant régulièrement travailler pour deux ou trois semaines à plusieurs milliers de kilomètres de leurs foyers. Pourtant, le sud de la région de Tioumen est une contrée balnéaire. Il y a là des forêts de sapins très anciennes, des lacs riches en poissons, assez de radon et de boue pour des bains traitants. Mais il n'y a toujours pas de stations de cure et la construction de logements est, elle aussi, inexistante. C'est seulement maintenant que Moscou s'est mise à sonner l'alarme en voyant que la Sibérie manque d'habitants et que les nouveaux venus retournent à l'Ouest, dans la partie européenne de la Russie, mieux aménagée, et que les républiques souveraines refusent désormais d'envoyer leurs ouvriers dans la région de Tioumen. Quant au prix du pétrole et du gaz, ils ont tellement grimpé que les républiques d'Asie centrale et du Caucase, l'Ukraine et les pays baltes, auront bientôt intérêt à acheter leurs produits pétroliers non pas en Russie mais au Proche-Orient.

Rien qu'en plaçant les gisements de pétrole et de gaz peu puissants sous la juridiction de la région de Tioumen ou de celle, voisine, de Tomsk, où Egor Ligatchev régna longtemps en maître, il serait possible d'attirer des millions de roubles et de sauver la Sibérie de la ruine qui la menace. En avril 1992, le salaire mensuel moyen des ouvriers du génie civil dans la presqu'île de Yamal était de 1 400 roubles (compte tenu des coefficients nordiques et territoriaux), le prix de la voiture oscillant entre 300 et 500 000 roubles.

D'un autre côté, force est de reconnaître qu'en permettant aux autorités locales de disposer à leur guise de 10 % du pétrole et du gaz, le président Eltsine a laissé sortir le djinn de la bouteille. Les fonctionnaires aujourd'hui sont beaucoup plus nombreux à s'occuper de commerce. Le vice-premier ministre, Egor Gaïdar, a reconnu, en février 1992, que l'industrie pétrolière est « un des secteurs à plus forte criminalité ». Sur décision du gouvernement de la Russie, la privatisation des entreprises du secteur énergétique est ajournée, pour l'instant.

Contrairement aux ouvriers de la houille et du pétrole qui menaçaient le président et le gouvernement de la Russie de « fermer le robinet », ceux du gaz gardent le silence. Gazprom, monopoliste en URSS puis en Russie, a dépensé plusieurs millions de dollars pour s'acheter du bétail de race en Hollande et créer à la place des villages ruinés du Tioumen des complexes d'élevage (Gazovik et Fakel), un réseau de serres dans tout le pays et des entrepôts de légumes dans la région polaire. C'est ainsi qu'au début du printemps 1992, alors qu'on assistait partout ailleurs à une véritable bacchanale des prix, les étalages des lointains bourgs miniers de

Nadym, Yambourg, Novy Ourengoï et d'autres, pouvaient offrir du raisin frais, du lait, du poisson, des jus de fruit, des légumes et de la viande à des prix 10 fois inférieurs à ceux des marchés de Moscou, et de surcroît, sans aucune file d'attente. Les ouvriers du gaz amènent tout cela en été, quand l'Océan glacial arctique est navigable, et l'entreposent de façon appropriée. Ce genre de commerce n'est évidemment pas rentable dans le Grand Nord, mais, sans cela, personne ne voudrait plus y rester.

La part du gaz russe dans la consommation de la France (31%), de l'Allemagne (33%), de la Finlande (100%), de l'Italie (28%), de la Yougoslavie (65%), de l'Autriche (65%), de la Pologne (60%), de la Tchéco-Slovaquie (90%), de la Bulgarie (100%) et de la Hongrie (50%) ne fait que croître. Il est moins dangereux de transporter notre gaz courant par gazoduc que le gaz naturel liquéfié, plus cher, par citernes ou tankers. C'est pourquoi la Grande-Bretagne et la Grèce seront à leur tour bientôt consommateurs de gaz russe. En l'an 2000, la Russie exportera 180 milliards de mètres cubes de gaz, soit près de deux fois plus que l'URSS en 1991. En 1992, 37 % des exportations mondiales de gaz naturel ont incombé à la Russie.

Il est cependant trop tôt pour se réjouir car, rien qu'en Sibérie occidentale, on laisse chaque année brûler en pure perte jusqu'à 15 milliards de mètres cubes de gaz associé au pétrole et il est impossible de traiter 5,5 millions de tonnes d'hydrocarbures volatils.

## **9. Exporter le pétrole brut n'est pas avantageux**

Le perfectionnement des technologies de raffinage du pétrole en Russie (pas à l'étranger, bien sûr) permettrait d'économiser, par exemple en 1992, quelque 250 millions de tonnes d'or noir.

La région de Tioumen produit à elle seule presque autant que les États-Unis (365 millions de tonnes annuelles) et 45 millions de tonnes de plus que l'Arabie Saoudite. Il n'empêche que nos exportations de pétrole continuent de baisser, étant passées de 126 millions de tonnes en 1988 à 61 millions en 1991.

Jusqu'à la moitié des investissements dans l'industrie soviétique étaient absorbés par le secteur énergétique, mais sans guère de profit, car les équipements et les technologies dataient des années 1950 et n'avaient jamais été modernisés. Technologiquement, nous avons un retard de plusieurs décennies, si bien que les réserves de pétrole n'étaient extraites qu'à un tiers, les couches inférieures des gisements demeurant intouchées.

Au printemps 1992, rien qu'en Sibérie occidentale, 15 000 à 20 000 puits de pétrole sont restés en suspens par manque d'équipements. La baisse de production du pétrole russe confirme, par une ironie du sort, les pronostics de la CIA, qui firent grand bruit dans les années 1970, à l'époque du plus grand afflux de pétrodollars en URSS.

La chute a atteint une telle ampleur en Russie, qu'elle met en péril la sécurité économique de la nation. Néanmoins, nous pourrions

économiser une tonne sur trois de notre pétrole si nous renoncions aux technologies obsolètes, dévoreuses d'énergie.

En outre, quand cesserons-nous enfin d'envoyer du pétrole brut à l'étranger ? Au temps du tsar, dans les années 1880, la Russie exportait environ 0,5 % de pétrole brut, le reste étant raffiné dans le pays. L'opinion publique contraignait les industriels du pétrole à ne pas gaspiller un patrimoine national. Le kérosène, produit fini, coûtait à Bakou dix fois plus que le pétrole brut, et les huiles de graissage russes (les plus difficiles et coûteuses à raffiner en ce temps-là) étaient au début du siècle les meilleures au monde, surpassant en qualité les américaines et valant 20 à 30 % plus cher qu'elles. Possédant une grande viscosité, elles ne comportaient pas d'hydrocarbures solides.

La presse russe en était parfaitement consciente et accusait les exportateurs de pétrole brut de mépriser les intérêts nationaux. En conséquence, la Russie exportait 1 010 000 de pouds de pétrole brut en 1886 et seulement 74 000 en 1887 (jusqu'au 1er novembre). Et, en dépit des pressions de l'Occident, elle refusa de construire un oléoduc de Bakou à Batoum. Au contraire, elle aménagea un « kérosénoduc », le plus long du monde et le meilleur à l'époque. La zone pétrolifère de Bakou fournissait à elle seule la moitié de la production mondiale (12 millions de tonnes au total pour la Russie en 1901). Nous avions alors la première industrie d'extraction et de raffinage de pétrole au monde.

Un siècle plus tard, nous nous demandons à quelles conditions acheter pour la Russie des mini-raffineries américaines et des équipements pétroliers allemands. D'après les estimations officieuses des experts, les investisseurs étrangers étaient prêts, en 1992, à injecter 60 à 70 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière russe. Il est vrai que, compte tenu de l'instabilité qui règne en Russie (contrairement, par exemple, au Kazakhstan et à l'Ukraine), les étrangers risqueraient fort de ne pas toucher leurs dividendes. Mais qu'obtiendra la Russie ? Vu que, seulement en 1991, un tiers du pétrole extrait en Sibérie occidentale était vendu sur le marché noir, avec des licences d'exportation fictives, et qu'en été 1992 Piotr Aven, le jeune ministre des relations économiques extérieures, disait qu'il serait bon, en perspective, de ne pas distribuer des quotas d'exportation pour le pétrole et d'autres matières premières au gré des fonctionnaires, mais de vendre ces quotas par enchères publiques.

Cependant, aucun ministre, sous Brejnev comme sous Gorbatchev ou sous Eltsine, n'a réclamé de mettre fin à l'exportation de pétrole brut. Le plus riche de nos gisements actuels est celui de Samotlor d'où, jusqu'en 1990, a été extrait pas moins de 1 919 millions de tonnes de pétrole, soit environ 250 milliards de dollars aux prix actuels, et bien davantage si l'on estime les produits raffinés. Mais le Kremlin ne continue de vendre que le pétrole brut, à la grande joie des partenaires occidentaux qui, pour cette raison même, encensaient Brejnev. Les meilleurs temps sont toutefois révolus. Samotlor commence à s'épuiser. Les Sibériens, dévalisés par Moscou, par l'Occident et par les autorités locales, montrent des signes d'impatience.

Non, par son niveau de vie, la région de Tioumen n'est pas le Koweït. Il est donc possible que veuillent s'en détacher bientôt les arrondissements autonomes de Yamalo-Nénetz et de Khantys-Mansis pour se

convertir en... républiques, au sein de la Fédération de Russie. Trente mille ouvriers du pétrole et du gaz de la presque île de Yamal tirent le diable par la queue dans les bidonvilles, les wagonnets et les cabanes de fortune ouvertes au vent glacial de l'Arctique. Ils sont étrillés et dévalisés par le système, au même titre que les indigènes, condamnés à dépérir.

Le délabrement et la ruine frappent non seulement les villages perdus de Sibérie, mais aussi les grandes villes, telles que Novosibirsk et sa célèbre Cité académique (Akademgorodok).

Il s'agit en effet d'un centre scientifique connu dans le monde entier pour ses écoles de physique nucléaire, d'archéologie et d'ethnographie. Les académiciens Tatiana Zaslavskaïa et Abel Aganbéguian, deux économistes qui furent les conseillers du président Mikhaïl Gorbatchev, avaient longtemps travaillé à Akademgorodok, dont beaucoup de chercheurs sont aujourd'hui contraints d'émigrer vers les pays de l'Ouest, où se trouve la crème de la science et de la culture russes.

Il faut dire que les ouvriers des grandes villes de Sibérie sont moins payés que dans les régions du Grand Nord et que les conditions de vie et de travail dans les usines du complexe militaro-industriel (et elles sont chez nous la majorité) ont commencé à s'aggraver depuis le début des années 1990, après la fin de la guerre froide. Ainsi, l'usine d'aviation d'Irkoutsk, à côté du Baïkal, le lac le plus profond du monde, produit les fameux SU-27 et MIG-29, mais, en avril 1992, toute la région d'Irkoutsk a été officiellement déclarée en faillite financière.

## 10. Une gigantesque usine sous l'Iénisseï

Dans le territoire voisin de Krasnoïarsk se trouvent nombre de « monstres » de l'industrie de la défense. C'est le cas du principal combinat de cuivre et de nickel de Russie, à Norilsk, presque sur le Cercle polaire, qui fut construit sur les os de dizaines de milliers de détenus soviétiques, et du combinat minier et chimique près de Krasnoïarsk, qui fournit le plutonium destiné aux bombes nucléaires. C'est également là, à Krasnoïarsk-26, que se trouve le principal silo de déchets nucléaires de l'ancienne URSS. Alors qu'en 1991 ce combinat recevait 94 000 roubles pour chaque tonne de déchets en provenance des centrales atomiques d'Ukraine, la Corée du Sud a proposé de payer un million de dollars pour cette même tonne, et les Sibériens ont immédiatement accepté, en refusant de recevoir désormais les déchets nucléaires ukrainiens sous prétexte que l'Ukraine refusait d'engager des pourparlers à propos de l'envoi de denrées et d'articles industriels dans le territoire de Krasnoïarsk, en 1992.

Dès le début des années 1950, les détenus de droit commun creusèrent, sur ordre de Staline, une « tanière » à 250 m de profondeur dans les rochers de la rive du Iénisseï — près de 7 millions de mètres cubes de volume, soit trois pyramides de Cheops et demie. Une centaine de milliers de ces ouvriers rien moins que qualifiés ne mirent que trois ans (!) à édifier sous terre cet ouvrage secret. Y eut-il jamais au monde quelque chose d'aussi grandiose, bâti sur l'indifférence à l'égard des êtres humains ?

Staline sacrifiait la vie et la santé des malheureux détenus, mais ce sont pourtant tous les secrétaires généraux suivants, de Khrouchtchev à Gorbatchev, qui seront maudits par nos enfants car, dans cet enfer sous l'Iénisseï, deux réacteurs nucléaires pour la production de plutonium 239 ont ensuite été installés. Et depuis trente-cinq ans, la zone active de ces réacteurs est refroidie de la même façon : l'eau du fleuve est pompée avant d'être renvoyée, sans la moindre épuration, sous forme de flux brûlant qui contient des radionucléides. C'est simple et, surtout, bon marché. Le prix de cet effroyable cynisme n'est toujours pas connu dans sa dimension véritable. Les photos radiométriques aériennes montrent que l'Iénisseï est radioactif sur tout son cours jusqu'à l'océan. Dans certains endroits du territoire de Krasnoïarsk, en aval du fleuve, le degré de pollution atteint 160 curies par kilomètre carré, soit davantage que dans certains secteurs de la zone interdite sur 30 km autour de Tchernobyl.

En été et en automne 1992, les deux énormes réacteurs militaires ont été arrêtés ; ils vont « tiédir » durant plus d'une décennie, et être refroidis selon le même système rudimentaire de rejet direct. En outre, à proximité, continue de fonctionner le troisième réacteur qui fournit en chaleur et en énergie électrique le combinat minier et métallurgique de Krasnoïarsk, ainsi que Krasnoïarsk-26, la ville secrète de cent mille habitants qui lui est rattachée.

L'État n'accorde pas d'aide financière aux atomistes de Krasnoïarsk, ce qui les place devant au moins cette alternative : chercher du travail à l'étranger ou bien accepter de recevoir dans leur immense entrepôt souterrain les déchets nucléaires du monde entier pour les retraiter et les stocker. C'est qu'il est beaucoup plus avantageux de rétablir, d'enrichir une fois de plus les déchets nucléaires, plutôt que d'extraire de l'uranium. Il y a d'ailleurs dans notre pays un tel stock de ces déchets non traités que cela suffirait à toutes les centrales atomiques de l'ex-URSS pour une période de 200 à 300 ans. La première usine de régénération du combustible nucléaire est déjà construite à Krasnoïarsk-26, mais n'a pas été mise en fonction par manque de moyens.

Les grands fleuves de Sibérie — Obi, Iénisseï, Irtych, Léna —, aux eaux jadis cristallines, continueront longtemps encore à déverser dans l'Océan glacial arctique leurs ordures radioactives. Pour l'instant, une grande partie des déchets (en provenance des réacteurs des submersibles, des essais nucléaires de Sémipalatinsk, au Kazakhstan, et sur l'île Novaïa Zemlia, des explosions dans les gisements d'or et de diamants en Sibérie, des rejets atomiques de Tchéliabinsk et de Krasnoïarsk) se déposent sur les rives lors du cycle annuel de gel et de fonte des fleuves sibériens. Mais le climat est partout en train de se réchauffer, la glace fond aujourd'hui plus vite, et il n'est donc pas à exclure que, dans cinq à dix ans, les premiers dangereux indices de pollution nucléaire fassent leur apparition dans l'Océan Glacial Arctique. Ainsi, les substances radioactives du Sud de l'Oural et de la Sibérie se retrouveront bientôt dans les zones de pêche de l'Atlantique Nord et du Pacifique, menaçant la Russie, mais aussi la Scandinavie, le Canada et l'Alaska.

Nos contemporains semblent avoir tout mis en œuvre pour priver de vie les générations futures. En été 1992, la presse russe désormais libre a révélé

une autre « sensation » : Krasnoïarsk, avec son million d'habitants, et les cités secrètes, productrices d'armements nucléaires, qui l'entourent et tous les territoires de Sibérie orientale, jusqu'à l'Arctique, vivent au milieu d'un péril mortel qu'ils ignorent pourtant. Il suffirait qu'une des grandes crues annuelles de l'Enisseï soit bien plus forte que jusqu'à présent pour que le barrage de la centrale hydroélectrique de Sayano-Chouchenskoïé s'effondre et qu'une vague de 200 m de haut balaie tout ce qu'il y a de vivant en aval du fleuve. Il faudrait un demi-million de dollars pour parer à cet accident. Mais, quoique le danger soit clair depuis les crues moyennes qui ont eu lieu en 1985 et 1988, personne n'a encore rien entrepris.

## 11. Les « cadeaux » du passé sont légion

Le territoire de l'Altaï reste en tête en Russie pour le nombre de maladies cancéreuses (286 sur 100 000 habitants), cet indice étant même plus élevé à la campagne que dans les villes, pourtant, semblerait-il, écologi-quement plus dangereuses. Notre presse affranchie de la censure a détérré ce qui crevait les yeux, à savoir que c'est là la conséquence de notre premier essai nucléaire à Sémipalatinsk en août 1949. La découverte de documents ultra-secrets du ministère de la Défense montre qu'on avait strictement établi, avec l'aval des bonzes du parti, le cadre de ces essais, afin que les conditions météorologiques empêchent la « trace » radioactive de franchir les frontières de l'URSS. On attendit donc que souffle un vent qui emporterait les particules radioactives du côté des régions de l'Altaï, très peuplées, et le long de la voie ferrée ouest-sibérienne. Tout avait été correctement calculé. Voilà déjà un demi-siècle que cette région dépérit lentement. On enterre ici plus souvent qu'on ne baptise. Personne ne veut plus accoucher tellement il y a d'enfants qui naissent avec des marques d'oligophrénie et d'autres maladies peu agréables. Il s'agit de cancérogé-nèse, d'empoisonnement par l'environnement, qui touche déjà trois générations. Le président Eltsine fut frappé, lors de sa visite de la région, en 1992, par la vérité concernant cette tragédie de l'Altaï. Et il a promis une aide gouvernementale prioritaire.

Le gouvernement de Russie a signé, le 26 mars 1992, l'autorisation de reprendre la construction de centrales nucléaires, ce qui ne suscite guère d'optimisme. Un sondage auprès des 200 principaux spécialistes des plus grandes organisations de l'industrie atomique russe a donné les résultats suivants (5 points au maximum) : sécurité des centrales actuelles (3) ; technologies d'arrêt des centrales (2) ; enterrement des déchets (2,3) ; obtention, traitement et transport du combustible nucléaire (3,5) ; degré de sécurité des centrales de type RBMK (2), VVR (3), VVZ-1000 (4), AST (5) ; qualité des réacteurs de nouvelle génération (4) ; degré de solution des problèmes de Tchernobyl dans les domaines social (2), médical (2), physico-techniques (3) ; sécurité du « sarcophage » enfermant le quatrième bloc détruit de la centrale de Tchernobyl (de 0 à 2, nombreuses réponses : « je n'en sais rien ») ; préparation du nucléaire à sortir de sa crise (3) ; possibilités de gros sabotages des centrales nucléaires (nombre de spécialistes y voient une éventualité plus que réelle).



Le complexe militaro-industriel, à Krasnoïarsk, abonde en prodiges de tous genres. Les instituts de recherche en électromécanique y construisent des satellites. Mais quand la cosmonautique militaire n'a plus été financée, il est apparu que cela réduirait aussi le nombre de satellites météorologiques et prospecteurs de ressources naturelles, car le métal nécessaire à leur fabrication ne peut maintenant être obtenu qu'en échange de bois ou de très fortes sommes non prévues par les devis.

Les missiles équipant navires et sous-marins sont faits à l'usine de constructions mécaniques de Krasnoïarsk. Mais Moscou ayant cessé de les acheter en 1992, l'usine se nourrit surtout de sa production civile : les fameux réfrigérateurs Biriousa (un million d'unités par an, dont un tiers exportés à l'étranger) et congélateurs. Le clou de cette usine, ce sont les équipements médicaux sophistiqués, mais les esculapes de Russie n'ont plus suffisamment d'argent pour acheter cette production si indispensable. Le dispositif de confection ultrarapide des solutions de lavage stériles Geyser réduit de trois à quatre fois la mortalité dans les interventions chirurgicales. Il faudrait que chaque polyclinique de Kaliningrad à Vladivostok possède au moins deux de ces appareils fabriqués à Krasnoïarsk. L'usine est prête à les produire en n'importe quelle quantité, mais comme rien n'est autant déprécié que la vie en Russie, nos médecins sont au nombre des parias.

Ladite usine a commencé à construire, en commun avec les Japonais, des ateliers de compresseurs frigorifiques (un million et demi d'appareils par an). En quelques mois à peine, ont été mis sur pied des fours pour la culture de monocristaux de silicium, sans quoi aucune percée sur le marché de l'électronique n'est concevable. L'usine a aussi entrepris de fabriquer des complexes pour le traitement de la viande qui ne le cèdent en rien à leurs analogues italiens ou français.

C'est dans le territoire de Krasnoïarsk, à 6 km de Kansk, une des plus grandes villes de la région, que se trouve, depuis la dernière guerre, l'arsenal de nos forces navales. Si ce superentrepôt est dynamité, comme cela est arrivé à l'arsenal de Vladivostok en 1992, la moitié de Kansk sera balayée par les torpilles et les mines. Se trouvent également à Kansk, le principal arsenal des forces aériennes et, tout près de là, dans le district d'Atchinsk, l'arsenal du Département principal de missiles et d'artillerie du ministère de la Défense.

Non moins écologiquement dangereuse est la production d'aluminium aux usines de Krasnoïarsk et d'Irkoutsk. La demande d'aluminium ne cessant de croître à l'Occident, des compagnies américaines ont déjà entrepris de remplacer les équipements de ces usines et de mettre en place une production conjointe. La modernisation complète des deux usines requiert 20 milliards de dollars et doit s'étendre sur dix à vingt ans. La première installation pilote de la compagnie Kaiser Aluminium and Chemical sera mise en service en 1994. Les deux usines sibériennes produisent actuellement près d'un million de tonnes d'aluminium par an. En 1992, elles ont décidé de ne livrer que 50 000 tonnes aux grossistes habituels et de vendre tout le reste par troc sur le marché intérieur et à l'étranger. Les usines d'aviation ont évidemment poussé des hauts cris.

Qui l'emportera dans ce duel économique avec Moscou ? On l'ignore.

D'autant plus qu'il y a aussi à Novosibirsk et à Omsk des usines d'aviation ultramodernes. La Sibérie mène sérieusement aujourd'hui son jeu politique. Comme ce fut d'ailleurs le cas au début du siècle.

Dans un vieil hôtel particulier au centre d'Omsk, où se trouvait jadis la résidence de l'amiral Koltchak, « gouvernant suprême de la Russie » au temps de la guerre civile, et où est aujourd'hui installé le Musée des Arts plastiques, un banquet solennel s'est récemment tenu à l'occasion de l'enregistrement officiel de l'organisation des Gardes-Blancs. Des hommes en uniformes anciens levaient leurs verres de Champagne Soviétski à la victoire sur les Soviét. D'autres détachements de la Garde blanche ont été créés à Novosibirsk, Barnaoul, Rostov-sur-le-Don, Saint-Petersbourg, Irkoutsk, Tallinn, Oufa, Kinechma et d'autres villes de la défunte Union soviétique. Mais ce n'est qu'à Omsk qu'ils ont été officiellement reconnus.

Les raffineries d'Omsk fournissent le quart des capacités russes. C'est aussi dans cette ville que le groupe aérospatial Poliot fabrique fusées, satellites, moteurs pour nefs spatiales, machines à laver domestiques, etc. Les Sibériens ont un port sur l'océan, Igarka, leurs chaînes de télévision indépendantes, une immense technopole à Krasnoïarsk, le fameux centre scientifique de Novosibirsk et quatorze centres de recherches internationaux, le pétrole abondant de la région de Tioumen et l'or des cours inférieurs de l'Iénisseï et de la Léna, sans compter les artères de transport menant à l'Asie du Sud-Est, des réserves mondiales de gaz et de charbon, enfin, de la main-d'œuvre.

On a sans doute compris que le débat « Sibérie-Russie » ne fera que se développer de multiples façons à mesure que les Sibériens verront s'effondrer leurs espoirs liés aux réformes d'Eltsine et Gaïdar. Dans un avenir proche, les partisans de la souveraineté de la Sibérie devraient accentuer leur avantage. Il ne s'agira plus de savoir si cette souveraineté est utile ou non, mais quelle variante choisir. Les hommes de cette contrée ont connu de trop rudes épreuves, ils ont trop appris sur leur passé récent et leur présent, ils ont trop peu d'espoir que le Kremlin les aide à régler ne serait-ce que les problèmes écologiques. Ils sont décidés à prendre en mains leurs propres malheurs.

Il reste que, bien avant les fossoyeurs atomiques, la nature a commencé à se venger. Le bombyx, qui a mis trente-cinq ans pour arriver en Sibérie depuis les régions du sud, détruit désormais de grandes surfaces boisées. En outre, les forêts sont contaminées par l'ixode encéphalique. Sans parler des incendies qui se déchaînent durant des mois en l'absence de pompiers pour les éteindre, de l'abattage anarchique du bois, de la pollution en masse des fleuves... Quand on survole en hélicoptère la taïga de Touroukhan, on voit s'étendre à perte de vue, sur des milliers de kilomètres, une forêt dévastée et abandonnée sur les rives de l'Iénisseï, depuis l'embouchure de l'Angara et le Baïkal jusqu'à l'océan Glacial Arctique. Si tous ces troncs coupés étaient transformés en argent, on pourrait aller de la mer de Krasnoïarsk à celle de Kara, en ayant des coupures de 100 roubles jusqu'à la ceinture. Malheureusement, c'est seulement aujourd'hui qu'on commence, dans quelques endroits, à emporter le bois abattu en péniches et même par hélicoptères, au lieu de le laisser flotter comme cela

s'est pratiqué durant des décennies. Le dernier inventaire des forêts d'URSS eut lieu en 1935. Des 125 milliards de mètres cubes de bois industriel alors comptabilisés, il ne reste même pas un tiers en 1993.

La Sibérie orientale s'étend de Krasnoïarsk à Tchita. Sur le cours moyen de la Podkamennaïa Toungouska, il est déjà possible de commencer à exploiter un gisement unique en son genre. Sous le bonnet de gaz se trouve, en effet, toute une mer de pétrole : une couche de 40 mètres. D'après les prévisions unanimes de géologues, les réserves de pétrole de la Sibérie orientale ne le cèdent en rien aux gisements de la Sibérie occidentale déjà mis en valeur. Or cela va se traduire par des milliers d'hectares d'épanchements pétroliers, par une extension des zones de sinistres écologiques dans toute la Sibérie et, malheureusement, par une dégradation des conditions de vie des indigènes et des nouveaux habitants.

Ceux-ci, par ailleurs, cherchent maintenant à quitter la Sibérie. Ceux qui étaient venus d'Ukraine y retournent par crainte de perdre leur droit à la retraite et au logement. En Sibérie, l'État ne consacre pas plus de 30 % des fonds principaux à l'infrastructure sociale — logements, écoles, hôpitaux, magasins, etc., soit beaucoup moins que dans l'ensemble de la Russie. Et les gens, ayant perdu tout espoir de mener une vie convenable pour eux-mêmes, pour les enfants et les vieillards, prennent donc leurs jambes à leur cou. Ainsi, de 1986 à 1990, 4,6 millions de personnes sont arrivées en Sibérie occidentale et 4,1 millions en sont parties. L'exode est devenu massif dans les années 1990, avec le début des réformes et du délabrement économique.

Qu'est-ce que la Sibérie aujourd'hui ? 20 à 25 millions d'hommes qui vivent essentiellement le long des quelques grandes voies de transport dans le Sud de la Sibérie. Or, c'est précisément ce territoire qui, grâce à ses richesses en minerais et matières premières, peut donner à la Russie un avantage face à la dizaine de pays les plus industrialisés du monde. En Russie, il n'y a pas en fait de limites à la croissance pour les deux à trois prochains siècles : elle est pour ainsi dire vouée à être un grand État car ses vastes espaces peuvent assurer la vie de 1 ou 2 milliards d'hommes au lieu des 150 millions d'habitants actuels.

### III. NORD DE LA RUSSIE

#### *Le génocide : des camps staliniens aux décharges et polygones nucléaires*

Si l'on déploie la carte du Nord-Est de la Russie, comme il est écrit dans le Délovoï mir (22 septembre 1992), et qu'on place le pied du compas quelque part entre les bourgs Débine et Yagorny pour tracer un cercle d'environ mille kilomètres de diamètres, on retrouve à l'intérieur de ce cercle dantesque la plupart des mines, filons, chantiers, bases de camions et centres d'abattage du bois qui dépendaient du Dalstroï, autrement dit, 500 à 600 camps de toutes sortes, filiales pour invalides, prisons, bagnes

secrets, zones militaires interdites et casernes des gardiens du NKVD, qui proliféraient ici comme des cafards dans une mauvaise isba.

Pourtant, on ne trouve pas trace de la moindre tombe. Les restes des morts sont congelés dans les terrils, dispersés par les renards et les loups à travers les marécages et les taillis. Les détenus mouraient par milliers de faim, de froid, de maladies et d'un travail au-dessus de leurs forces. Il existait des centaines, des milliers d'îles de l'archipel du goulag sur l'immense territoire de l'URSS.

Mais c'est justement dans le cercle que nous avons tracé, à la Kolyma et en Tchoukotie, que, pendant la dernière guerre, il y eut plus d'Américains qu'à Moscou. Le principal itinéraire du fameux accord de prêt-bail passait en effet par Magadan pour relier la Californie et l'Alaska à la Russie. En 1942-1945, cette ligne aérienne, la plus longue du monde, s'étendait sur 14 000 kilomètres. Dotée de moyens et d'équipements modernes, puissants, ce fut aussi la meilleure d'URSS. Tous les aérodromes, y compris aux environs d'Oimekon, le « pôle du froid », avaient été construits par des prisonniers. 8 000 avions américains, sur les 14 000 reçus par l'URSS, desservaient cette ligne secrète. Les militaires et diplomates américains faisaient semblant, par courtoisie, de ne pas remarquer quelle sorte de contrée ils franchissaient.

Et tous les hommes politiques occidentaux faisaient de même, ayant choisi de lier amitié avec Staline. Même après la guerre, ils continuèrent de garder le silence, alors qu'on savait déjà que pour le moins trois millions de prisonniers de guerre étaient morts ou avaient été portés disparus en Union soviétique en 1945-1951 — plus d'un million d'Allemands, 234 000 Japonais, 70 000 Italiens, 45 000 Français, plus d'un million de Hongrois, Roumains, Autrichiens, Espagnols... Cette terrible extermination de l'ennemi vaincu et désarmé ne suscita presque aucun commentaire en URSS ou dans les capitales occidentales.

Une cabane nordique, « lituanienne », figure aujourd'hui au Musée des mœurs populaires à Rumsis, près de Kaunas. Telles étaient les huttes où devaient vivre les Lituaniens déportés, il y a un demi-siècle, dans les îles de la mer de Laptev, au-delà du cercle polaire. Les « Laptéviens » restés en vie ont construit eux-mêmes cette cabane à l'inauguration de laquelle assistèrent les anciens déportés de toute la Lituanie.

Voici une quarantaine d'années que s'étire entre Salekhard et Igarka une voie ferrée qui ne fut jamais utilisée : le 501<sup>e</sup> chantier du goulag. Plus d'un million de prisonniers construisirent en quelques mois, en pleine zone du permafrost, cette ligne secrète avec gares et haltes, voies de garage et dépôts. Mais elle ne fut plus nécessaire dès l'instant où Staline eut décidé de placer plus à l'est, sur le littoral de l'Océan glacial arctique, la grande base navale où devait déboucher ladite voie ferrée.

Aucun train n'a donc jamais roulé sur ces 1 300 kilomètres d'acier, à travers la toundra boisée et marécageuse, au milieu des mélèzes de la taïga. A l'époque de Khrouchtchev, la voie respirait encore un peu dans sa moitié occidentale, où l'on avait fait circuler une draisine postale. C'est justement alors qu'on trouva du gaz dans la région, et des villes se mirent à pousser le long de la voie ferrée presque détruite : Novy Port, Nadym, Ourengoï. Néanmoins, Brejnev trancha le « débat » au détriment de la

malencontreuse voie ferrée. Était-il judicieux de mettre ainsi définitivement à mort une ligne ferrée construite à ce prix incroyable, fût-ce par la volonté démente de Staline qui, sous Nicolas II, fut justement déporté dans ces mêmes parages, à Touroukhansk ?

## 1. De l'Alaska à la Norvège

Les autorités de la Kolyma et de la Tchoukotka espèrent pouvoir mener à bien la construction d'une route automobile sur le littoral de l'Océan glacial arctique, entre Tcherski et Ouelen en passant par Bilibino, Pevek, le cap Schmidt et Ioultine. Ensuite, il n'y aura qu'à franchir le détroit de Behring pour se retrouver en Alaska. Il existe, par ailleurs, des projets de tunnel entre la Tchoukotka et l'Alaska, dont le coût est estimé à dix milliards de dollars aux États-Unis. Peut-être les Américains, par la même occasion, apprendront-ils aux Russes à mieux se comporter à l'égard des Tchoukches et des Esquimaux en Tchoukotka ?

Après que les prix ont centuplé, voire davantage, en 1992, les autochtones de la Kolyma et de la Tchoukotka se retrouvent en danger d'extinction. Les représentants de ces ethnies au parlement de Russie ont écrit à Boris Eltsine pour lui demander d'autoriser les Soviets des deux régions précitées à vendre eux-mêmes jusqu'à 20 % de l'or, de l'étain, du wolfram, de la houille et des pierres semi-précieuses afin de constituer des fonds territoriaux, des stocks de marchandises et de matières premières. De même, ils voudraient pouvoir signer des contrats d'exportation de ces dernières.



Paradoxalement, en effet, les habitants de l'extrême nord de la Russie végètent dans la misère tout en étant assis sur de l'or. Des dizaines de romans ont été écrits sur les Klondike à l'est de Iakoutsk. Aujourd'hui, dans les aéroports locaux, les passagers sont pratiquement passés au peigne fin. L'État ne paie aux orpailleurs que dix cents par gramme d'or et garde pour lui-même un dollar. Du reste, il essaie même de ne pas verser ces dix cents : à la fin de 1992, l'État devait encore trois millions de dollars aux 250 équipes d'orpailleurs pour l'or extrait en 1990.

En réponse à cette sollicitude proprement « goulaguienne », les 100 000 orpailleurs qui, en 1991, ont rapporté la moitié des 200 tonnes d'or russe (300 tonnes furent extraites dans l'ensemble de l'URSS), choisissent de cesser leur travail. Certains signent des contrats en Colombie, au Pérou, en Equateur, au Venezuela, au Panama, en Bolivie ou au Sierra Leone. Or, les mines d'État ne furent jamais capables, même sous Staline, de s'en tirer sans l'aide des chercheurs d'or autonomes.

Beaucoup pensent que les nombreux territoires russes menacés de ruine ne pourront être sauvés qu'en renforçant le pouvoir local, en l'autorisant à disposer de toutes les richesses indigènes. Avec pour unique obligation de verser au pouvoir central un pourcentage d'impôts concerté par les deux parties.

C'est seulement dans ce cas que la flore et la faune, sans parler des hommes, cesseront de périr dans l'ex-Union Soviétique, notamment en Russie. En été 1990, des millions d'étoiles de mer sont mortes dans la mer Blanche. Puis ce fut le tour des phoques de la mer Blanche et de celle de Barents, victimes par milliers de cancers du sang. Les changements qui se sont produits dans l'organisme des animaux attestent une longue action toxique et radioactive.

Selon Youri Timochenko, chef du laboratoire des mammifères marins à la Section nordique de l'Institut polaire de pêcheries et d'océanographie (Délovoï mir, 24 avril 1992), les phoques sont victimes des essais nucléaires de la Nouvelle-Zemble (Novaïa Zemlia), les eaux de cet archipel ayant été converties en décharge de déchets radioactifs solides et liquides. En outre, des munitions chimiques — ypérite, lewisite, — ont été enterrées au fond des mers Blanche et de Barents.

Ce tableau écologique peu reluisant se retrouve dans les bassins aquatiques fermés du Nord russe. Prenons par exemple le lac Ladoga dont l'eau, par l'entremise de la Néva, arrive dans le golfe de Finlande. Les Finlandais, justement, sont prêts à financer une analyse globale des eaux du Ladoga et ont même offert, en été 1992, leur navire océanographe « Miükkü » pour une expédition conjointe. Le ministre russe des Affaires étrangères avait promis à son homologue finlandais, dès le début de l'année, d'autoriser l'entrée de ce bateau dans les eaux russes. Mais nos militaires ont refusé, bien que les secrets du Ladoga, comme ceux de toute la Russie, soient depuis belle lurette connus de quiconque prenait la peine de s'y intéresser. Tout le monde aurait pourtant pu, avec l'aide des Finlandais, disposer de données exactes sur l'état de l'environnement, après que le ministère de la Défense de l'URSS eut procédé sur le Ladoga, il y a quelques années, à des simulations d'explosions nucléaires et de dispersion des isotopes radioactifs à proximité de la ville de Priozersk et de

l'île Valaam. La direction des Verts de Saint-Pétersbourg se plaint de ce que les autorités ne répondent à leurs demandes que par le silence ou des chiffres manifestement truqués. D'ailleurs, le Ladoga n'est rien en comparaison d'autres choses.

Au lendemain de la guerre, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS ont, selon diverses estimations, enterré dans la Baltique entre 100 000 et 400 000 tonnes de substances toxiques produites par tous les bel-ligérants. Comme la préservation de ces fûts métalliques et des obus n'é-tait conçue que pour cinquante ou cent ans, le délai critique est arrivé. Un groupe de députés soviétiques avait demandé au maréchal Yazov, alors ministre de la Défense, de divulguer les cartes correspondantes, en lui indiquant même dans quelles archives il convenait de les chercher. Yazov ne répondit pas. Le président Gorbatchev voulait venir en aide à ces députés, mais cela n'empêcha pas le KGB de livrer de faux renseignements. La réponse du KGB aux Verts à propos des pollutions radioactives du Ladoga fut la même.

En octobre 1992, le navire « Solo » de Greenpeace quitta Amsterdam pour l'archipel de la Nouvelle-Zemble, dans les eaux arctiques, qui est une zone d'inhumation des déchets radioactifs. Le représentant de Greenpeace en Russie avait au préalable demandé l'autorisation au ministère russe de la Défense, car il s'agit d'une zone interdite. Il n'y eut pas de réponse. Et « Solo », alors qu'il se trouvait dans les eaux neutres, a été arrêté par les garde-frontière russes puis conduit sous escorte à Mourmansk.

Les activistes de Greenpeace tentaient par ce défi d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur le niveau de radioactivité dans les mers de Barents et de Kara, où l'URSS, d'après certaines données, a enfoui, dans les années 1960-1980, 17 000 conteneurs de déchets radioactifs, ainsi que plus d'une dizaine de réacteurs atomiques de navires.

Le « Solo » s'apprêtait à prélever des échantillons d'eau dans le golfe de Stépovago, où furent noyés en 1982 les réacteurs du sous-marin atomique expérimental K-27. Il s'y était produit en mai 1962 une déshermétisation du premier circuit du réacteur sur le côté gauche. Cet accident put alors être jugulé, mais neuf matelots moururent à l'hôpital et beaucoup d'autres sont restés invalides à vie. Le sous-marin fus mis « en conserve » pendant de nombreuses années avant que l'on décide de découper les réacteurs et de les noyer près de la Nouvelle-Zemble, à une profondeur de 50 mètres.

Les écologistes de Greenpeace avaient « feinté » nos garde-frontière, en septembre 1990, et pris des échantillons d'eau dans la zone de la Nouvelle-Zemble qui était le lieu d'essais nucléaires. Il apparut qu'une semaine de séjour dans cette région vous donne une irradiation équiva-lente à la norme annuelle. Cela provoqua un nouveau scandale, car le ministre russe de la Défense avait juré ses grands dieux que le niveau de radioactivité dans son bureau de Moscou était plus dangereux qu'à la Nouvelle-Zemble.

Les militaires, soucieux de ne pas perdre la face, refusèrent, en octo-bre 1992, à un groupe de députés de la Commission du Soviet Suprême de la Russie pour l'écologie les chiffres exacts que ceux-ci réclamaient sur le

nombre de réacteurs et conteneurs atomiques enfouis dans ladite zone, et à quels endroits. Bien plus, ces députés furent obligés de constater, après s'être rendus à la Nouvelle-Zemble, que personne ne contrôle l'état actuel des déchets radioactifs ensevelis dans la mer. Ni le Soviet suprême ni Greenpeace n'ont pu obtenir de l'état-major des Forces navales la moindre carte à ce sujet, les moindres coordonnées.

Il faut rendre grâce à Mikhaïl Gorbatchev d'avoir arrêté après le 28 octobre 1990 les essais souterrains à la Nouvelle-Zemble, notre plus grand polygone nucléaire, et au président Boris Eltsine qui ne les a pas fait reprendre. Mais à quelle aune morale faut-il juger le comportement des militaires qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour interrompre ce moratoire ? N. Vorontsov, ex-ministre de l'Écologie d'URSS, confiait aux Américains, en présence des journalistes, lors d'une conférence au ministère de l'Écologie de Russie (Rossiiskaïa gazéta, 5 juin 1992) :

*« Notre ancien ministère soviétique de l'énergie atomique, peu après l'arrêt des essais, jugea « moral » de réclamer pour la réparation des galeries de la Nouvelle-Zemble une somme équivalente... au coût de dix universités moscovites parfaitement équipées ! Et une nouvelle question se pose : est-il moral que notre pays, qui reçoit une aide humanitaire, dépense des sommes énormes pour les essais nucléaires ? »*

Le plus tragique, c'est que les hauts fonctionnaires ont toujours menti chez nous. Ils s'estiment tout bonnement obligés de mentir. Surtout lorsqu'il s'agit des intérêts du complexe militaro-industriel et du nucléaire. V. Mikhaïlov, l'actuel ministre russe de l'énergie atomique, s'obstine à assurer que les essais souterrains ne sont pas dangereux et qu'il convient donc de les reprendre à la Nouvelle-Zemble. Sinon, paraît-il, nos spécialistes perdront leur savoir-faire.

Mais pourquoi nous faudrait-il perfectionner les formes de la mort atomique ? Nous possédons déjà des dizaines de milliers d'installations nucléaires qui suffisent à dissuader n'importe quel agresseur potentiel. En outre, un essai nucléaire ne peut pas être absolument sans danger, encore moins dans les conditions présentes de la Russie, où les probabilités d'erreur humaine sont bien plus élevées que partout ailleurs. Lorsque, dans les années 1950, à Orenbourg, des explosions atomiques furent réalisées au-dessus de milliers de soldats, puis des centaines d'autres essais eurent lieu à la Nouvelle-Zemble et à Sémipalatinsk, les plus grands savants soviétiques assuraient également maîtriser toutes les conséquences éventuelles. Enfin, toute explosion nucléaire dans les couches du permafrost ne peut en aucun cas être inoffensive. Comment expliquer les cas de leucémie chez les enfants du bassin de la Biliouï ? Selon le conseiller d'État de Russie, Alexei Yablokov, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte des profils géophysiques des essais nucléaires effectués en Russie dans les années 1970 pour se rendre compte qu'une explosion se répercute sur des milliers de kilomètres (Rossiiskaïa gazéta, 18 mai 1992).

Tout est prêt pour de nouveaux essais nucléaires dans les baies Tchernaïa et Mitiouchine de la Nouvelle-Zemble. Les parlementaires russes qui s'y sont rendus proposent, en guise de compromis, de réduire d'un tiers le territoire du polygone et de construire un « complexe touristique » sur les terres ainsi libérées. Il y aura sans doute beaucoup de gens souhaitant aller sur les lieux des essais nucléaires : ne vit-on pas aujour-



d'hui à la Nouvelle-Zemble en se nourrissant des produits de la flore et de la faune locales ? Et en étant soumis à une radioactivité pour ainsi dire chronique...

Le décret présidentiel « Sur les sites naturels de Russie spécialement protégés » prévoit de tripler leur superficie pour la porter à 3 % du territoire national. Comment y parvenir ? Surtout aux dépens des polygones militaires qui, jusqu'à présent, occupent en Russie un territoire bien plus vaste que les réserves et parcs nationaux. Ce même Yablokov estime, par exemple, que des milliers de touristes viendront se reposer sur la mer de Behring et voir nourrir les baleines grises, les morses et d'autres animaux marins.

Alexeï Yablokov a fait une autre proposition raisonnable : il serait avantageux pour l'Etat de favoriser par tous les moyens la croissance naturelle de la population du Nord russe, au lieu d'y faire venir des millions de gens des régions méridionales et centrales du pays. Car les méridionaux, contrairement aux autochtones, s'adaptent mal aux conditions du Nord et tombent souvent malades. La méthode des relèves d'équipes de travail a peut-être du bon, mais le séjour provisoire des ouvriers a converti en décharge tout le littoral de l'Océan glacial arctique.

## **2. La CIA ne nous oubliera pas**

Ce n'est pas une étendue blanche, silencieuse et romantique, mais une pollution globale des eaux et du sol qui s'est révélée, dans la zone polaire de Russie, aux yeux de l'explorateur néo-zélandais Graham Ding qui, au printemps 1992, conduisait une expédition exceptionnelle du groupe écologique international Arcticos le long du 66 de latitude Nord, entre Ouelen et Mourmansk.

Ils ont visité 50 villes et villages en enregistrant des « images horribles de la destruction de la nature » : cours d'eau empoisonnés par les métaux, prolifération des maladies chez les hommes, les animaux et les poissons par suite des carences écologiques. Ainsi, Ding qualifie Norilsk, la capitale polaire du nickel, de « lieu le plus hostile au milieu ambiant », étant donné que la concentration de substances nocives et la pollution de l'atmosphère n'y ont pas d'analogie dans toute la région polaire.

Les voyageurs ont plus que tout été frappés par les montagnes d'ordures qui, avec le matériel abandonné et les fûts de carburant rouillés, encerclent toutes les villes et bourgades du Nord russe. Par endroits, ils s'étirent sur 3 à 5 kilomètres et, à mesure que la neige fond au printemps, émettent une puanteur horrible, car l'eau ne peut pas s'infiltrer dans le sol éternellement gelé.

Heureusement pour nous et pour lui-même, l'Occident ne se borne pas à critiquer mais souhaite nous prêter assistance. Les Finlandais, soucieux d'assurer leur propre salut, ont installé en automne 1992 aux centrales nucléaires de Lituanie, de la presqu'île de Kola et des environs de Saint-Pétersbourg leurs systèmes d'alerte directement reliés à la Finlande.

Tous les gouvernements Scandinaves se sont mis d'accord pour financer, sans compter même sur l'Agence internationale de l'énergie atomique, le contrôle de toutes les centrales d'Europe de l'Est. Nul doute que la Norvège, par exemple, finira par obtenir de la Russie l'autorisation d'effectuer une expédition commune à la Nouvelle-Zemble pour vérifier l'état des fosses radioactives.

Quant aux Finlandais, ils ont élaboré avec les Américains un projet d'envergure pour l'implantation en Russie de technologies et d'équipements modernes qui consomment peu d'énergie. La compagnie finlandaise Imatran Vojma a étudié la consommation d'énergie à Saint-Pétersbourg, ville voisine de Helsinki : toutes deux se trouvent dans une même zone climatique, leurs saisons de chauffage coïncident. Mais Saint-Pétersbourg consomme pour se chauffer cinq fois plus d'énergie en moyenne que Helsinki. Et il va de soi que les rejets pétersbourgeois dans l'atmosphère atteignent sans obstacle le territoire finlandais. En conséquence, le gouvernement finnois saura tôt ou tard persuader les contribuables d'apporter leur écot pour régler les problèmes écologiques de Pétersbourg.

En attendant, nous continuons de « faire des saletés ». En juillet 1992, des pilotes militaires norvégiens ont transmis à leur gouvernement et à la presse des photos du pétrolier russe « Sérébrianka » en train de déverser ses eaux radioactives dans la mer de Barents.

Tout indique qu'une nouvelle forme de « business » apparaît en Russie : elle consiste à soutirer de grandes sommes d'argent aux pays occidentaux pour reconstruire chez nous les systèmes de protection de l'environnement. Les forêts aux frontières de la Finlande et de la Norvège sont transformées en déserts, tout comme des milliers de kilomètres carrés de la toundra russe, à cause des déchets de la ville Nickel sur la presqu'île de Kola. En effet, les entreprises rejettent chaque année dans l'air 170 tonnes de nickel, 110 tonnes de cuivre et 10 tonnes de cobalt. Quant aux rejets de soufre, ils atteignent 300 000 tonnes par an, soit cinq fois plus que l'ensemble des entreprises de la Norvège. Une commission russo-norvégienne essaie depuis 1988 de trouver une solution. En octobre 1992, le ministre russe de l'Écologie, V. Danilov-Danilian a demandé à la Norvège 560 millions de dollars pour réaménager Nickel. Mais la Norvège et la Finlande n'ont accepté de fournir que 100 millions de dollars.

Les Verts norvégiens assurent qu'ils continueront de se battre par tous les moyens, y compris par le « terrorisme et la diversion écologiques », pour obtenir la fermeture des usines de nickel à Nickel et dans la région de Mourmansk. Le niveau de vie des ouvriers et employés de ces usines est bien plus élevé que dans le reste de la Russie, mais l'écart ne cesse de se réduire. Et les menaces des Verts peuvent être épaulées par les « Afghans » (anciens combattants en Afghanistan) russes, comme ils l'ont déclaré en octobre 1992. Mais, une fois enclenchés ces actes de protestation illégaux, les organisateurs risquent d'en perdre le contrôle.

Les habitants du Nord russe ont mille raisons de s'indigner. Les hommes de Russie vivent en moyenne sept à dix ans de moins que ceux des pays développés ; ceux de nos régions septentrionales ont une vie raccourcie de 22 ans par rapport aux pays scandinaves.

La situation écologique du Nord russe est si grave qu'elle a fait l'objet d'auditions du Comité spécial du Sénat américain pour les services de renseignement, à Fairbanks en Alaska (août 1992). Robert Gates, directeur de la CIA, y était le rapporteur principal. Ceux qui étaient venus s'installer dans le Nord russe quittent aujourd'hui cette région pour toutes sortes de raisons. Or c'est précisément dans le cercle polaire et dans d'autres endroits du Nord que plusieurs dizaines de sous-marins atomiques des forces navales de Russie attendent d'être découpés et envoyés à la ferraille. La conservation d'un tel sous-marin coûte, si l'on veut éviter tout accident, 50 millions de roubles par an (prix de 1991). Mais les militaires assurent qu'ils ne disposent pas des sommes nécessaires... Les membres du comité sénatorial précité sont également allés en Alaska pour assister à la Conférence internationale de prévention de la pollution de l'Arctique.

Il reste que la CIA ne devrait pas être la seule à se préoccuper du fait que la couche d'ozone a eu, en 1992, une épaisseur minimale au-dessus de Saint-Pétersbourg et d'Arkhangelsk, de tout le Nord de la Russie. Les récoltes diminueront. Les infections virales vont croître en nombre, les victimes de cancer de la peau et du SIDA se compteront par dizaines de milliers. L'URSS avait adopté dès 1987-1990 un programme d'implantation des technologies aptes à épargner la couche d'ozone, mais il ne s'est pas encore trouvé d'argent pour le financer.

Nul ne se décide non plus à admettre au plus haut niveau que, pendant soixante-dix années de socialisme, le PCUS et le gouvernement soviétique ont fait flèche de tout bois pour gagner des mois et des jours dans la course aux armements : le principal était d'avoir une industrie bon marché, fût-ce aux dépens de la santé des gens et de la nature. Il eût été risible, voire dangereux à l'époque d'évoquer cet aspect des choses. Il faudrait enfin l'admettre, mais les dirigeants du complexe militaro-industriel ne souhaitent toujours pas le faire, bien qu'ils aient justement perdu l'URSS pour cette raison.

La productivité des bûcherons suédois, équipés d'ordinateurs, est dix fois supérieure à celle de leurs confrères russes (Lesnaïa gazéta, 16 avril 1992). En conséquence, nous sommes contraints de remettre à nos partenaires occidentaux des terres pour leur contribution au déblaiement des territoires forestiers. Ainsi, dans la région d'Arkhangelsk, les bûcherons suédois s'installent d'ores et déjà dans des maisonnettes confortables apportées de chez eux. Significativement, ni les Suédois ni les Finlandais n'envisagent de nous vendre des technologies de pointe, par exemple pour la fabrication de papier à partir du bois des arbres feuillus. Ils préfèrent nous acheter le bois et s'occuper eux-mêmes du reste. Il faudrait que le gouvernement russe encourage plutôt les étrangers à construire chez nous des entreprises pour le traitement des matières premières, vu que les technologies occidentales sont cent fois meilleures que les nôtres. Mais nos apparatchiks, qui viennent tout juste de quitter les fauteuils du parti pour de nouveaux sièges, n'ont aujourd'hui qu'un souci : se remplir au plus vite les poches (grâce aux exportations rapides de matières premières à bas prix) et réaliser à leur propre avantage la privatisation. Comment, dans ces conditions, permettraient-ils aux entrepreneurs étrangers de s'implanter chez nous ?

En attendant, des centaines de bûcherons de l'ex-URSS vont chercher du travail en Suède et au Canada, où un contrat de six à huit mois peut rapporter jusqu'à 30 000 dollars. Ce qui permettra à nos bûcherons de ne plus vivre comme des zeks, comme des bagnards, mais dans des wagons chauffés, avec téléviseur, magnétoscope et autres articles électroménagers. L'un de ces hommes, en revenant de Suède, a déclaré au correspondant du Moskovski komsomolets, que pour la première fois il avait senti être un homme.

### 3. Le Livre rouge des ethnies

La transition au marché et la hausse des prix s'accompagnent d'un dépeuplement du Nord. Les crédits destinés à cette région diminuent. Nombre d'arrondissements nationaux autonomes se détachent des territoires et régions de Sibérie et d'Extrême-Orient pour dépendre directement de Moscou et, de cette façon, disposer de leur propre budget sans avoir à verser d'impôts à la capitale territoriale.

Moscou, il est vrai, n'oublie pas non plus ses intérêts spécifiques. Ainsi, la région industrielle de Norilsk, dans la péninsule de Taïmyr, avait collecté, dans le second semestre de 1992, près de 23 milliards de roubles d'impôts, dont 11 milliards sont allés au gouvernement central et 8,5 milliards au Soviet du territoire de Krasnoïarsk. Ce dernier reçoit en outre régulièrement les amendes payées par Norilsk pour les dégâts causés à l'environnement, sans qu'un seul de ces millions de roubles soit ensuite investi dans l'assainissement écologique de ce même Norilsk. Le district autonome de Taïmyr rêve de se constituer en zone franche. Mais qui sait si le nickel de Norilsk restera compétitif sur le marché mondial, étant donné que l'extraction des matières premières est de plus en plus onéreuse chez nous. Les autochtones de Taïmyr ne constituent que 17 % de la population (50 000 habitants). Peut-être qu'une redistribution des pouvoirs fera du combinat minier et métallurgique de Norilsk, encore riche, le meilleur tuteur des petits comptoirs et des élevages de rennes appartenant aux maîtres originels de cette partie du cercle polaire, aux Dolganes, Nganassans, Nénets et Enets ?

Ce même territoire de Krasnoïarsk comprend aussi le district autonome des Evenks : 22 000 personnes seulement vivent sur un territoire plus grand que la France (770 000 km). Les quelques entreprises ont déjà mis la clé sous la porte ou sont sur le point de le faire. Les autorités de ce district autonome ne songent pas encore à se détacher du territoire de Krasnoïarsk et à donner en concession à des compagnies étrangères l'exploitation de ces vastes et riches terres (mentionnons entre autres le gisement de condensé de gaz à Soltchinsk et celui de pétrole à Yourobtchensk). C'est qu'il n'y a pas de routes chez les Evenks et que la liaison avec l'Ouest, par l'Océan glaciaire arctique, en été, est de courte durée.

Les « raisonneurs » de Moscou et des capitales territoriales arguent de l'infime pourcentage d'autochtones dans lesdites autonomies. Par exem-

pie, les Khantys et Mansis ne sont que 1,7 % dans le district autonome qui porte leur nom (population globale de 1,2 million d'habitants). La part des Koriaks s'élève à 15 % dans leur district autonome. Les députés locaux demandent par conséquent de ne pas s'inquiéter, promettant de créer chez eux des réserves d'aborigènes, comme celles que les Américains ont établi pour les Indiens. Il est possible qu'en mettant sur pied leur propre milice et leurs douanes, les autorités locales parviennent à protéger les éleveurs de rennes du district autonome yamalo-nénets contre les « businessmen » qui ne font que les soûler pour mieux les dépouiller. Et les autochtones échangent les cornes de rennes contre des bouteilles de vodka et des denrées. C'est que le bois de ces cornes est à la base de nombreux médicaments, dont la rantorine qui ne le cède en rien au fameux ginseng. Le troupeau de rennes de cette région est le deuxième du monde en importance. Mais cela fait des décennies que les sovkhozes locaux envoient à la décharge des montagnes de cornes de rennes après que ceux-ci sont passés à l'abattoir. Il se peut donc que, dans les conditions d'une autonomie politique et économique réelle, les gens de Yamal puissent enfin approvisionner le continent en oies sauvages, comme le faisaient déjà les marchands au temps des tsars, tandis que les gisements de gaz et de pétrole seront conservés pour les générations futures.

Si l'on trace sur la carte une ligne de Saint-Pétersbourg au point d'intersection des frontières de la Russie, du Kazakhstan et de la Chine, c'est au-dessus d'elle que se trouve ce qu'on appelle communément les régions septentrionales de la Russie, excepté une étroite bande de terre, large de 100 à 1 000 km, qui longe les frontières de la Russie et du Kazakhstan jusqu'au Pacifique.

L'État accorde toutes sortes d'avantages et de facilités aux 11 millions de personnes qui vivent dans les 16 territoires, régions et arrondissements autonomes rattachés au Grand Nord. Les entreprises y sont pratiquement exemptées d'impôts.

La dislocation de l'Union soviétique, avec l'accession des républiques du sud à l'indépendance, a fait de la Russie un État nordique, car près de 70 % de son territoire se trouvent effectivement dans le Nord. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement de Russie a mis sur pied, en 1991, un comité d'État pour le développement socio-économique du Nord. Le nouveau ministre a évoqué la nécessité de construire des ports dans les mers du Nord de la Russie, et l'on s'est rappelé qu'Amundsen avait décrit en son temps la « grande voie par traîneau » longeant le littoral de l'océan Glacial Arctique. La presse a cependant mentionné à cette occasion que le Nord russe, relativement peu peuplé, constitue une zone de sinistres écologiques, même là où ne vivent que rennes et ours blancs, où il n'y a que les marécages de la toundra et les forêts de la taïga.

Il y a eu, au cours des trente dernières années, 29 résolutions et arrêtés d'État concernant le Nord. Mais aucun n'a été appliqué. 26 petites ethnies du Nord sont menacées de disparition : Nénéts, Khantys, Mansis, Tchouktches, Evenks... Chez les Nivkhs, par exemple, l'espérance de vie est de 42 ans pour les femmes et 35 ans pour les hommes... Ces 182 000 personnes encore vivantes (données d'avril 1992) tiennent une place plus que modeste dans la population du pays. Il n'est pas inutile de rappeler à

cet égard que 1993 a été proclamée par les Nations Unies Année internationale des peuples autochtones et aborigènes.

Au rythme actuel, il est à craindre que, dans quelques années, il ne restera tout simplement plus aucun aborigène dans cette région, contrairement à ceux des États-Unis, du Canada ou d'Australie. La surface des pâturages se réduit, il y a moins de poisson et de gibier, tandis que les avantages sociaux des peuples indigènes et leurs revenus sont en constante diminution. Leurs enfants ne peuvent entrer dans les établissements d'enseignement supérieur que sur un pied d'égalité avec les autres, alors qu'il y a trois ans, il existait encore des quotas spéciaux pour eux. Si l'espérance de vie des aborigènes est courte à ce point, c'est surtout parce qu'ils perdent leur nourriture traditionnelle : le poisson et la viande. La moitié de la population adulte n'a plus de famille car il est impossible de nourrir une femme et des enfants. Il y a un grand nombre de mères seules et beaucoup d'hommes s'adonnent à la boisson et au vagabondage. Si les peuples autochtones, pour des raisons d'ordre historique et religieux, physiologique et autres, sont capables de vivre dans des conditions climatiques très rudes, ils ne peuvent cependant le faire qu'en parfaite communion avec la nature. Les Evenks et les Tchouktches, les Nanaïs et les Nivkhs, sont depuis toujours convaincus que les esprits — maîtres des forêts, des eaux et de l'air — lisent toutes les pensées de l'homme et punissent ceux qui ne les respectent pas ou encouragent ceux qui se comportent bien à leur égard.

L'État soviétique, dans les dix dernières années de son existence, avait dépensé pour les peuples et ethnies du Nord 31 milliards de roubles, une somme faramineuse à l'époque ! Si on la divise entre 182 000 aborigènes, cela donne un résultat impressionnant : plus de 167 000 roubles par an et par habitant (une Lada, la voiture la plus convoitée, ne coûtait alors pas plus de 10 000 roubles). Malheureusement, les petites ethnies du Nord n'ont jamais vu cet argent. Tout était empoché par les autorités locales qui construisaient des logements et des bureaux dans les chefs-lieux, évidemment pour elles-mêmes. Ce n'est que tout récemment qu'on a supprimé le système humiliant qui voulait que toute personne venant travailler dans le Nord avait droit à un triple salaire, contrairement aux autochtones qui, pour le même travail, ne bénéficiaient pas de ce coefficient.

Les nouveaux venus s'efforçaient d'améliorer à leur façon la vie des indigènes (en font officiellement partie aujourd'hui tous ceux qui s'adonnent à une activité artisanale et qui vivent sur ces terres depuis l'incorporation du Nord à l'État russe). C'était presque de force qu'on enlevait les enfants indigènes à leurs familles pour les élever dans les internats. Parvenus à leur majorité, nombre de jeunes autochtones s'étaient tellement habitués aux bienfaits de la civilisation qu'ils ne voulaient plus être éleveurs de rennes ou chasseurs comme leurs parents. Il faut enfin que Moscou renonce à mettre en valeur les richesses du Nord, à des rythmes trop élevés et avec des technologies barbares.

La situation peut changer si les communautés autochtones se voient remettre gratuitement, en possession ou en location, les pâturages, les lieux de pêche et de chasse. C'est pour le moins ce que leur promet un récent décret du président de Russie Boris Eltsine. Il vaudrait toutefois

mieux mettre la terre en propriété privée à ces hommes pour qu'ils soient leurs propres maîtres et décident eux-mêmes à quelles conditions autoriser les géologues, les ouvriers du pétrole, prospecteurs ou mineurs à y déployer leurs activités.

#### **4. Les richesses du nord de la Russie sont le dernier patrimoine naturel des Russes**

En outre, cette région est inestimable pour le reste du monde, car elle constitue une vaste réserve écologique dont la sauvegarde est cruciale pour le maintien de l'équilibre naturel dans tout l'hémisphère nord.

Des recherches récentes attestent que les poumons de la planète se trouveraient plutôt dans la taïga et la toundra que dans les forêts tropicales. Étant donné la dégradation écologique croissante de la planète, la menace de catastrophe née de l'activité peu judicieuse de l'homme, il est primordial de disposer d'immenses territoires libres qui, aujourd'hui, n'existent plus que dans le Nord. Par ailleurs, on s'attend à un réchauffement éventuel de nombreuses régions du Nord où la température annuelle moyenne risque d'augmenter de 3 à 4 degrés dans trois ou quatre décennies ; amélioration climatique qui ne pourra que faciliter les conditions de vie et de production, étendre les ressources de l'agriculture.

La visite d'Eltsine dans la région d'Arkhangelsk, au printemps 1992, a attiré l'attention de la presse sur une contrée qui semblait oubliée de Dieu. Mais là aussi les ouvrages militaires sont innombrables. La ville de Sévérodvinsk est la seule de Russie où l'on puisse construire des sous-marins atomiques et où on continue à le faire ; et c'est justement autour de ces chantiers navals que la flotte du Nord élargit sa base militaire principale.

Quant à Mirny, petit bourg de la région d'Arkhangelsk, interdit aux étrangers, il est entièrement asservi au cosmodrome de Plessetsk, l'unique centre spatial de la Russie depuis que Baïkonour appartient au Kazakhstan. On vient de créer à Mirny un centre spatial international, une sorte de cosmobourse universelle, et il n'est pas exclu que Plessetsk devienne le principal port spatial de la Russie, d'où partiront des vaisseaux pilotés. Ce cosmodrome de Plessetsk existe depuis 1963 en tant que terrain d'essai des armements balistiques et spatiaux.

Arkhangelsk est en passe de devenir le principal port maritime de la Russie, le cœur des constructions navales dans notre pays. Nul doute que les villes du Nord pourront connaître une vie nouvelle dans la Russie libre et démocratique. C'est notamment le cas des antiques centres de civilisation, comme la plupart des dix-sept villes suivantes du Grand Nord : Apatity, Bilibino, Vorkouta, Vouktyl, Doudinka, Igarka, Inta, Kovdor, Mourmansk, Nickel, Nadym, Norilsk, Salékhard, Sévéromorsk, Ourengoï, Minoussinsk, Yakoutsk. Les maires de ces agglomérations, réunies à la maison Blanche de Russie en mars 1992, ont constitué l'Union des villes du Cercle polaire et du Grand Nord.

Les hommes d'affaires du Nord se montrent de plus en plus attirés par la région centrale de la Russie. Les mines et combinats septentrionaux, ayant renoncé au travail des détenus, doivent maintenant garantir à leurs ouvriers qu'après une dizaine d'années dans les conditions climatiques très rudes ils pourront se réinstaller sans problèmes dans des zones plus clémentes. Quiconque vient travailler dans la région du Cercle polaire rêve d'avoir une maison et un lopin de terre non pas sur un sol éternellement gelé, où la nuit dure la moitié de l'année, mais dans les régions de la Russie centrale. Il n'est vraiment pas naturel que les mineurs retraités soient contraints de vivre au-delà du Cercle polaire ; c'est une contrée où les non-autochtones ne peuvent pas et ne doivent pas vivre plus de dix ans.

Les immigrants ne devraient pas augmenter ici dans un proche avenir. Le marché mondial de l'énergie est planifié jusqu'en 2005, aussi n'a-t-on pas besoin de marchandise superflue. On se demande même parfois si les compagnies occidentales ne voudraient pas plutôt acheter nos gisements pour les geler ensuite sur une longue période.

Quant à nos propres plans de mise en valeur de nouvelles richesses du Nord, quelques doutes sont permis. Plusieurs de nos entreprises de l'industrie militaire parmi les plus grandes (Institut Kourtchatov de Moscou, usines Rubin, Lazurite, Malachite qui construisent des sous-marins atomiques, l'usine de Sévérodvinsk conjointement avec celles de Kirov et d'Ijorsk) ont voulu, une fois retirées les subventions de l'État en 1992, conjuguer leurs efforts pour... extraire du pétrole.

La nouvelle compagnie Roschelf, avec à sa tête le vice-président de l'Académie des Sciences de Russie, Evgueni Vélikhov, a décidé, soutenue en cela par le gouvernement central, d'exploiter les gisements de Chtokmanovskoïé et Prirazlomnoïé sur la plate-forme continentale de la mer de Barents. La nouvelle expérience consiste à utiliser au maximum et à des fins pacifiques le potentiel de l'industrie des sous-marins atomiques.

Le projet d'un coût de 10 milliards de dollars prévoit la création de stations d'extraction sous-marines. Mais peut-être n'est-ce qu'un nouveau subterfuge de ceux qui voudraient maintenir à flot le complexe militaro-industriel ? La Russie souffre chroniquement de cette folie communiste des grandeurs. Nous avons exterminé les ennemis de classe en la personne de l'intelligentsia bourgeoise et des paysans aisés, enfermé tous les ruraux dans les kolkhozes, dans les usines et derrière les barbelés, défriché les terres vierges, construit la voie ferrée Baïkal-Amour, asséché les marécages, creusé les plus longs canaux du monde, bâti les plus grandes centrales hydroélectriques et nucléaires, les plus grands lacs artificiels et arsenaux, nous voulions détourner les principaux fleuves sibériens pour les faire couler vers le sud du pays.

Mais c'est seulement aujourd'hui que les gens sensés nous expliquent — et tout le monde l'a enfin compris — qu'aucun de ces projets grandioses n'aurait dû être réalisé. Il ne fallait pas faire la course aux armements nucléaires, se lancer à la conquête de l'espace alors que le peuple restait misérable. La vie a montré que nous sommes absolument incapables de réaliser le moindre grand projet qui serait plus utile que nuisible à la société. Tchernobyl nous suffit. Et les 4 000 milliards de mètres cubes de gaz potentiel au gisement côtier de Chtokmanovskoïé, il vaut mieux les



garder pour nos enfants ou les vendre en concession aux étrangers.

Nous possédons déjà un Nord nucléaire. La presqu'île de Kola comporte à elle seule 239 réacteurs atomiques. Sans compter les quatre réacteurs de la centrale de Kola, six brise-glace atomiques, trois autres en chantier et près de la moitié des sous-marins nucléaires de l'ex-URSS. La base principale de la Marine de guerre atomique se trouve à Sévéromorsk. Des délégations finlandaises et norvégiennes se rendent régulièrement dans la presqu'île de Kola, puis réclament du Kremlin qu'un peu d'argent soit consacré à accroître la sécurité de la centrale atomique de Kola, que l'on cesse de déverser en mer les déchets radioactifs et dans l'atmosphère les substances toxiques provenant de l'extraction des minéraux (apatite, fer, nickel, aluminium). Le vent emporte à des centaines de kilomètres de la zone industrielle les sables de néphéline, les bioxydes de soufre et les oxydes d'azote. Les Finlandais, disposés à payer toutes les installations d'épuration, accordant 400 millions de dollars en 1990, ont ensuite refusé de le faire, n'étant pas sûrs que ces dollars étaient employés à ces fins.

Parlant du polygone nucléaire de Novaïa Zemlia, qui est le principal de Russie, le président Boris Eltsine a réaffirmé en avril 1992, que notre pays maintiendrait son moratoire pour les explosions nucléaires, rejoint en cela par la France, et que tout dépend maintenant d'un accord avec les États-Unis sur l'interdiction complète ou partielle des essais nucléaires.

Un quart de la Russie est occupé par la zone arctique. Sous le voile blanc immaculé se trouvent plus de 60 % de nos réserves de pétrole et de gaz, de ressources minérales et biologiques. C'est d'ores et déjà le centre de l'extraction du gaz, le plus gros fournisseur de métaux rares, d'or et de diamants. Cette activité de l'homme soviétique s'est accompagnée d'une dégradation du milieu naturel, difficile à réparer, sur tout le littoral de l'Océan glacial arctique. Ainsi, les médecins déconseillent de manger de la viande de renne, car cet animal se nourrit de lichen et d'autres plantes qui croissent lentement : la mousse, avant même que le renne ne la mange, absorbe de très nombreuses substances radioactives venues de l'atmosphère.

L'Arctique est d'une richesse féerique. Les réserves d'hydrocarbures, rien que sur sa plate-forme continentale, s'élèvent à plus de 50 milliards de tonnes selon les premières estimations. Cependant, l'extraction dans le Grand nord coûte 10 à 20 fois plus cher que sous les latitudes moyennes. L'exploitation d'une plate-forme de forage en mer arctique revient à plus d'un million de dollars par jour. Et si on organise tout avec des roubles, les ours blancs auront tôt fait de se convertir en ours de pétrole.

Le Nord russe fut déjà un jour la porte principale du pays : pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est à travers la Tchoukotie, Mourmansk et l'Extrême-Orient qu'on amenait par voie maritime plus de la moitié des 17 millions de tonnes de marchandises militaires fournies à l'URSS par les Alliés. Aujourd'hui même, les circuits touristiques exotiques les plus appréciés par les étrangers traversent les régions nord-orientales de la Russie.

## IV. EXTREME-ORIENT

### *Avec les Japonais, Coréens, Chinois et Américains*

Cette partie de la Russie commence là où se termine la Sibérie, c'est-à-dire au-delà du lac Baïkal, et s'étire jusqu'au littoral du Pacifique le long de la frontière avec la Mongolie et la Chine. L'URSS fut, durant plusieurs décennies, au bord d'une guerre avec la Chine communiste, aussi n'y a-t-il plus dans cette vaste zone frontalière que des ouvrages de fortification et des tanks. Ni logements, ni industries, rien que des pâturages de loin en loin. Ces steppes sont en proie à la canicule et au vent sec en été, aux grands froids et au vent sans neige en hiver.

C'est toutefois en Transbaïkalie que passe le Transsibérien construit au XIXe siècle. Zabaïkalsk paraît avoir été choisi par la nature comme la seule issue de la Russie, et d'ailleurs de toute l'Europe, vers les pays de l'Est asiatique. Mais pour l'instant, rien n'indique sur place que notre porte principale sur l'Orient se trouvera ici demain, ni que cela deviendra un centre du commerce international et de la zone franche Daouria dans la région de Tchita. Le gouvernement russe a déjà pris des décisions à ce sujet. Quant aux Chinois, ils ont aménagé chez eux tout ce qui est indispensable à la petite zone commerciale « Zabaïkalsk-Mandchourie », en y investissant 75 millions de yuans (15 millions de dollars). Li Peng s'est rendu lui-même dans cette région, tandis que 200 grandes firmes chinoises et 14 ministères ont ouvert des représentations en Mandchourie. A Zabaïkalsk, en revanche, tout restait encore calme à l'automne 1992. La frontière avec la Chine est franchie chaque jour par deux ou trois convois de marchandises, des milliers de wagons attendent pendant des mois l'autorisation de quitter cette région de Russie. Les Chinois nous ont déjà proposé maintes fois de construire à notre place plusieurs voies ferrées au lieu d'une seule, avec toutes les installations techniques et douanières indispensables.

Nous attendons, semble-t-il, les Japonais, les Américains et autres businessmen d'Afrique du Sud, de Thaïlande, de RFA et de Corée du Sud. Certains sont déjà venus à Tchita pour assister à la présentation de la zone franche, et peut-être investiront-ils pour leur future prospérité sur le territoire de Daouria, qui s'étend sur 432 000 km<sup>2</sup> et compte 1,4 millions d'habitants. Les impôts y seront abaissés, le bail de la terre sera avantageux (jusqu'à 70 ans avec droit de sous-location). Ajoutons à cela la privatisation de nombreuses entreprises industrielles vendues aux étrangers, qui auront droit au paquet d'actions majoritaire ou même total, un enregistrement simplifié des entreprises à capital étranger, des taxes réduites de 50 % pour l'importation et l'exportation des marchandises, des formalités simplifiées de passage de la frontière.

C'est dans la zone franche de Tchita que se trouve un des plus grands gisements de cuivre au monde, celui d'Oudanskoïé, dont les réserves non prospectées s'élèvent à 1,3 milliards de tonnes. Le gisement de Noyon Tolovoï pourrait fournir, d'après les prévisions des géologues, 350 000 tonnes de plomb et de zinc, 420 tonnes d'argent, 9 tonnes d'or, 2 000

tonnes de lithium, d'importantes quantités de tantale. Et tout ceci à ciel ouvert. En outre, on peut couper annuellement 1,7 millions de mètres cubes de bois. L'accès à ces richesses sera accordé par concours aux firmes étrangères.

L'énorme usine de réparations de tanks à Tchita s'est désarmée, fabriquant depuis 1992 les remorqueurs tout-terrain Bérézina et ayant signé avec la Chine un contrat de coopération pour la production en série de voitures de tourisme Sungari.

Les Coréens (du Nord), eux, sont depuis longtemps à nos côtés. Voilà belle lurette qu'ils nous achètent de nombreux armements, les MIG-29 récents, etc. Pour une somme de 4,5 milliards de dollars au cours des dernières années, dont près de 3 milliards nous sont encore dus. En revanche, les Nord-Coréens ont chez nous, en Extrême-Orient, leurs propres camps de travail depuis 1967. Fin février 1992, à la session du Comité onusien des Droits de l'homme à Genève, le représentant de la Russie confirma que 22 000 bûcherons nord-coréens travaillant dans les zones au nord de Khabarovsk sont en fait des détenus, « dont l'effroyable condition ne se distingue pas de l'esclavage moyenâgeux ». Dans ces camps « on pratique la justice sommaire, le lynchage, la torture et l'assassinat sans jugement de personnes tout à fait innocentes ». Le dernier accord soviéto-coréen sur les colonies de la Corée du Nord dans le territoire de Khabarovsk et la région de l'Amour fut signé le 8 août 1991 pour une période allant jusqu'au 31 décembre 1993.

Parmi les Coréens d'Extrême-Orient, certains sont des citoyens russes, nés ici. Il y a aussi des hommes d'affaires de Corée du Sud. En août 1992, cent collaborateurs de la firme Hyundai ont commencé à prospecter et extraire de l'étain dans le territoire de Khabarovsk, en commun avec le groupement Dalguéologuia. Les Sud-Coréens comptent investir un milliard de dollars et espèrent récupérer cet argent dans 9 à 10 ans. Selon les experts, le prix mondial de l'étain devait atteindre 8 300 dollars la tonne en 1993, contre 6 600 en août 1992.

Bien des choses ont changé en Extrême-Orient en 1992, après que nombre de restrictions à l'entrée des étrangers ont été levées. Vladivostok est devenu une des trois villes de Russie, avec Ekaterinbourg et Novosibirsk, où se sont ouvertes des représentations commerciales françaises. A Vladivostok, il y a désormais un consulat américain, une mission commerciale australienne et une corporation d'assistance au commerce de Corée du Sud. Vladivostok est par ailleurs la première ville du pays où il conviendrait d'introduire la conduite à gauche : les voitures nippones d'occasion y sont si nombreuses que les Ladas paraissent absurdes. Quant aux habitants, ils sont vêtus «made in China».

Après le partage des biens de l'URSS, les navires les plus modernes sont restés sur la Baltique et la mer Noire. De même que les principaux chantiers navals spécialisés. Deux siècles après Pierre le Grand, il va falloir percer une nouvelle fenêtre pour la Russie, non plus sur l'Europe mais sur la zone Pacifique-Asie.

Il est possible qu'on en vienne à constituer une zone franche dans la minuscule région du Primorié, avec les ports civils Vanino et Sovietskaïa Gavan, les baies Postovaïa et Zapadnaïa d'où s'en vont à

présent les marins militaires. En effet, il y a suffisamment de marchandises à envoyer en Europe par la voie Baïkal-Amour, et suffisamment aussi de clients européens et asiatiques qui souhaiteraient expédier des conteneurs par voie maritime, à partir des ports du Primorié, dont l'infrastructure n'est pas mauvaise. Sans parler des investisseurs étrangers qui se présentent aujourd'hui en grand nombre. Mais rien n'avance.

Les autorités russes sont incapables d'offrir des garanties juridiques suffisantes pour protéger les investissements étrangers, alors que les entreprises et organisations locales doivent verser à l'Etat la majeure partie de leurs entrées en devises.

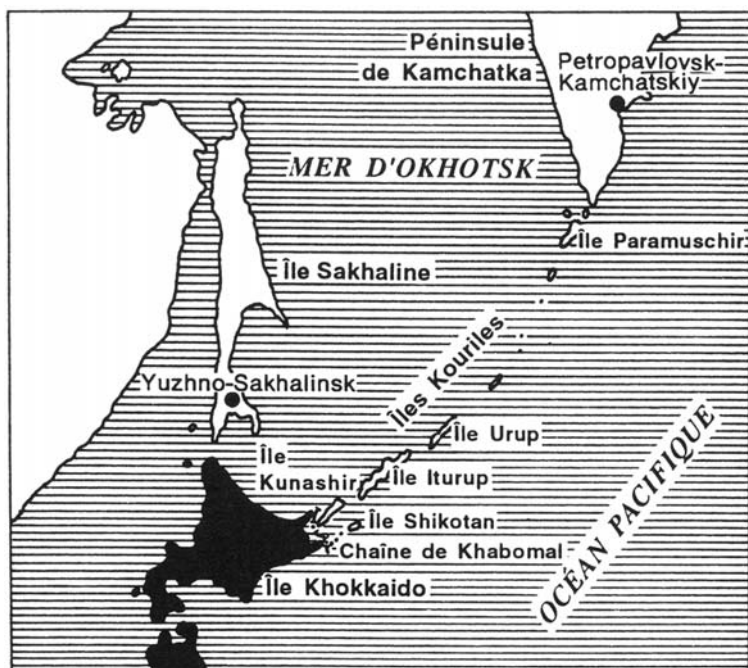
## **1. Le rapport des forces entre le Kremlin et la périphérie russe se modifie en faveur de cette dernière**

D'ailleurs, l'Extrême-Orient est bien plus qu'une simple province. L'écrasante majorité des liens économiques et des intérêts de la région extrême-orientale sont désormais inséparables du Pacifique-Asie. Lorsque nos frontières en Extrême-Orient se sont ouvertes, bien des relations avec l'Europe (les tomates et les conserves de Bulgarie étaient envoyées à Vladivostok) sont devenues peu avantageuses, car maintenues de façon artificielle par Moscou.

En 1992 s'est formée l'Association d'interaction économique d'Extrême-Orient, dont font partie une foule de territoires locaux : Bouriatie, Yakoutie, territoires de Khabarovsk et Primorié, régions de l'Amour et de Tchita, Kamtchatka et Sakhaline, région autonome juive, arrondissement autonome de Tchoukotie. Peut-être le Kazakhstan et les républiques d'Asie Centrale s'y joindront-elles aussi. Face à une telle pression, le centre devra accorder toutes les concessions possibles. Car l'Etat russe d'Extrême-Orient n'est nullement une chimère.

Il exista, dans les années 1920, une République d'Extrême-Orient. Et en 1992, ce statut est de nouveau réclamé par le territoire de Khabarovsk, Vladivostok, la presqu'île du Kamtchatka et l'île de Sakhaline. Cette dernière a beau être le point le plus éloigné de la Russie, les journalistes en parlent aujourd'hui davantage que de n'importe quelle autre province russe.

Au printemps 1992, les Américains ont aidé Sakhaline, à la suite de Saint-Pétersbourg, à se relier au reste du monde grâce au réseau de téléphone par satellite. Précisons qu'en Russie presque chaque conversation téléphonique avec n'importe quel pays du monde, excepté les républiques de la Communauté d'Etats indépendants (CEI), continue de passer par Moscou. Youjno-Sakhalinsk, capitale de la région de Sakhaline, devait voir s'ouvrir en 1993 le premier hôtel international de quatre étoiles (200 chambres) en Sibérie et en Extrême-Orient. Ce contrat conclu avec une firme japonaise a déjà rapporté à la mairie 20 millions de dollars grâce à la vente du terrain nécessaire.



Un vaste immeuble moderne a été destiné, dès 1992, non plus aux autorités locales, mais aux représentants des structures commerciales internationales et étrangères. Toutes ces firmes sont reliées par un réseau informatique, à partir de cet immeuble, au centre du commerce international à Moscou et au reste du monde.

Sakhaline a mis le cap sur l'économie de marché. Mais, en même temps, elle menace de se détacher de la Russie si le Kremlin accepte de restituer au Japon les quatre îles méridionales des Kouriles, cette chaîne insulaire qui s'étire sur un millier de kilomètres de Hokkaido à la vaste presqu'île du Kamtchatka.

Artem Tarassov, alors député du parlement de Russie, avait déclaré au début de 1991 que le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, était prêt à restituer au Japon les quatre îles litigieuses contre 200 milliards de dollars. Gorbatchev en fut si vexé que le procureur général de l'URSS exigea de traduire en justice ce député pour atteinte à l'honneur et à la dignité du président.

En 1992, en revanche, c'est de façon sérieuse qu'on a discuté à Moscou de la possibilité d'échanger ces îles contre les crédits japonais d'un montant de 2,5 milliards de dollars.

La différence entre les deux sommes, 200 et 2,5 milliards, peut paraître certes risible. Mais rendre les îles occupées de force à leurs propriétaires légitimes, c'est obéir aux impératifs de la morale et de la justice. Mais, à vrai dire, ce n'est nullement un hasard si les Japonais réclament avec insistance de Moscou la restitution de « leurs territoires du Nord ».

## 2. Les îles Kouriles, Sakhaline et la presqu'île de Kamtchatka n'ont pas de prix

La Russie, en perdant les quatre îles, verrait se réduire de plus d'un tiers sa pêche en Extrême-Orient. Car le Japon risquerait de reprendre aussi une zone côtière de 200 milles en mer d'Okhotsk et dans le Pacifique.

Les pêcheries des Kouriles du Sud rapportent annuellement 1,5 million de tonnes de hareng, saumon et autres poissons, de crabes et de crevettes, de laitue de mer (à titre de comparaison la pêche des pays baltes s'élève à 350 000 tonnes au total). Toutes ces richesses sont estimées au moins à 2 milliards de dollars par an. Les Kouriles rapportent à la Russie jusqu'à la moitié de sa consommation de laitue de mer, laquelle sert à confectionner des médicaments contre l'irradiation. Les ressources biologiques et minérales des îles sont estimées à 44 milliards de dollars, si bien que leur exploitation intense pourrait donner jusqu'à des dizaines de milliards de dollars. De plus, la perte des îles fermera à la Russie la voie de migration des saumons et d'autres poissons, le préjudice économique sera immense pour tous les territoires et régions d'Extrême-Orient.

Les Kouriles Sud se situent sur une cassure de l'écorce terrestre, où les eaux littorales s'enrichissent de flux de gaz, de sels, qui activent la productivité des micro-organismes. Voilà pourquoi on pêche ici des millions de tonnes de poisson dont les réserves ne paraissent pas diminuer. En outre, il sera plus tard possible d'obtenir de l'énergie électrique grâce aux marées. C'est dans la pointe méridionale des Kouriles Sud que se trouve un détroit permettant la navigation toute l'année car les eaux n'y gèlent pas. Un point est essentiel pour la Russie : si ces îles sont rendues au Japon, il faudra payer en devises pour le droit de passage de nos vaisseaux.

La restitution au Japon desdits territoires du Nord pourrait être l'affaire du siècle en matière de biens immobiliers. Mais, à vrai dire, ces belles îles lointaines du Pacifique Nord ne peuvent pas être vendues car personne n'en donnera le prix véritable. Ces îles sont riches en or, en argent et autres métaux précieux, ainsi qu'en volcans (dix-neuf rien que sur l'île Itouroup), en geysers et plages sablonneuses. « Impossible de rendre de tels trésors », a dit le président de Russie après avoir visité ces îles. Eltsine semble bien vouloir laisser la solution de ce litige à la génération suivante de dirigeants du pays.

Nikita Khrouchtchev, quant à lui, était prêt, semblait-il, en 1956, à rendre aux Japonais les territoires convoités en disant : « Ces îles délaissées ne sont utilisées que par les pêcheurs et les Forces armées ».

Les Kouriles Sud furent russes jusqu'en 1855, puis japonaises, avant de revenir à notre pays au terme des accords de Yalta et de Potsdam. On pourrait ergoter à l'infini sur cette question, mais un principe reste intangible, celui de l'inviolabilité des frontières, crucial pour la paix du monde. Il est certes regrettable que l'empereur russe ait vendu l'Alaska aux États-Unis au siècle dernier et Khrouchtchev offert la Crimée à l'Ukraine, mais rien ne sert de vouloir revenir sur ces problèmes des territoires. Si les Japonais n'en peuvent plus, on peut les leur louer à long terme, et pas seulement elles, sans modifier pour autant les frontières de la Russie.

La vie des 47 000 personnes venues habiter les Kouriles Sud en serait alors changée comme par enchantement, d'autant plus qu'ils sont aujourd'hui obligés d'habiter des maisons vétustes, pareilles à des casernes de bois et de pierre. Il n'y a plus d'aborigènes, les Aïnis autochtones et les 17 000 Japonais qui vivaient là ayant été évacués au Japon en 1948 par les troupes soviétiques. Le pays du Soleil Levant avait plus d'une fois proposé à Gorbatchev un autre compromis : créer sur les quatre îles un parc international avec une zone de loisirs. Les grandes îles et d'autres plus petites, non peuplées, voient aujourd'hui se reproduire les veaux marins et ce qu'on appelle le « castor marin », qui est la bête à fourrure la plus précieuse.

Le Japon avait possédé pendant près de 100 ans les Kouriles Sud et, durant 40 années, la partie sud de l'île Sakhaline. Youjno-Kourilsk, sur l'île de Kounachir, et toutes les agglomérations de Sakhaline Sud, furent électrifiées par les Japonais, qui entretenaient aussi de façon exemplaire un réseau ramifié de routes de terre, des aérodromes, un chemin de fer, des débarcadères et les mines de charbon avec les usines d'enrichissement du minerai, sans compter l'abattage du bois et les usines de conserves de poisson.

A l'époque de la perestroïka, c'est-à-dire à la fin des années 1980, même le poisson congelé était rationné dans les magasins de Sakhaline. Aujourd'hui encore, il n'y pas une seule halle aux poissons dans cette île énorme. Durant toutes les années du pouvoir soviétique, on avait construit à Sakhaline 18 entreprises de poissonnerie, mais, rien qu'en 1991, le capital privé (épargne et crédits) en a fait surgir 30. Par ailleurs, on a vu apparaître 200 commerces privés. Jusqu'en 1992, la pêche était interdite aux particuliers, tandis que les professionnels ne pouvaient pas vendre le poisson à la population locale. Tous les vivres, ou presque, devaient être importés du continent.

Le gouverneur de la région de Sakhaline, Valentin Fédorov, auparavant professeur d'économie à Moscou, ayant perdu tout espoir de bâtir le capitalisme sur un territoire isolé, propose désormais de ne pas toucher aux frontières d'État, mais de constituer dans les Kouriles Sud, à Sakhaline et sur une partie de l'île japonaise de Hokkaido, une « zone économique spéciale » commune. Et de procéder le plus tôt possible à la suppression des visas sur ces territoires. Cependant, ni la Russie ni le Japon ne veulent écouter Fédorov.

Ce dernier compare les ressources de Sakhaline à celles de Taïwan, notamment en ce qui concerne les perspectives de mise en valeur de la très riche côte pacifique de l'île Sakhaline. Les réserves des gisements de Piltoun-Astokhski et Lounski s'élèvent à elles seules à environ 100 millions de tonnes de pétrole et 400 milliards de mètres cubes de gaz ; or il ne s'agit que d'un dixième du littoral de Sakhaline. Le gouvernement fédéral de la nouvelle Russie n'est pratiquement pas en mesure d'apporter une aide radicale aux 700 000 habitants de Sakhaline dans leur lutte pour survivre.

Au début de 1992, à Moscou, on a désigné les vainqueurs de l'appel d'offre international où s'affrontaient des firmes désireuses de mettre en valeur les côtes de Sakhaline, soit une surface maritime de 17 000 kilo-

mètres carrés. La victoire est revenue aux Japonais (firme Mitsui) et aux technologies d'extraction américaines (compagnies Marathon et McDermott). Les enchères internationales à propos de l'exploitation côtière de Sakhaline durent depuis 20 ans au moins et elles ne paraissent pas devoir finir. Les divergences viennent de ce que Sakhaline voudrait consacrer aux besoins de l'île tous les bénéfices des travaux côtiers, tandis que les autorités centrales insistent sur leur contrôle du sous-sol de toute la Fédération. En particulier parce que le territoire de Khabarovsk et tout le littoral du Pacifique manquent cruellement de combustible et d'énergie : en hiver il n'y a même pas de quoi chauffer les locaux.

C'est au printemps 1992 que la démilitarisation a commencé à Sakhaline et dans les Kouriles Sud. Rien que dans ces dernières, il va falloir enlever une division d'artillerie, ainsi qu'une escadrille de 28 avions de chasse MIG-23.

La presqu'île du Kamtchatka a cessé, elle aussi, d'être une zone frontalière interdite et archisécète. Les militaires disposent ici de trois aérodromes, d'une flottille de sous-marins atomiques, d'un immense polygone où retombaient les châssis métalliques lors des tirs d'essai des fusées intercontinentales. Moins d'un demi-million d'habitants vivent sur cette presqu'île qui comporte des gisements d'or prometteurs, une nombreuse faune non encore égaillée par l'homme, et du saumon précieux, ainsi que des volcans en action et des sources chaudes, des geysers exceptionnels, des espèces de fougère qui n'existent que là et d'autres phénomènes exotiques. Etant donné que les filons d'or sont presque épuisés à Magadan, au-delà de la mer d'Okhotsk, il faudra alors exploiter celui du Kamtchatka. Mais si on le fait à ciel ouvert, en éventrant la terre à coups d'excavateurs, ce sont toutes les espèces de saumon qui disparaîtront. Car ceux-ci déposent, en effet, leurs œufs dans les cours d'eau jouxtant les gisements d'or.

La nature septentrionale est extrêmement vulnérable. Une sente abandonnée ou même une trace de pneu ne se recouvrent d'herbe qu'au bout de 15 à 20 ans. L'air du Kamtchatka est si pur que depuis les sommets des volcans on peut contempler le paysage à 200 km à la ronde. La nature originelle, non encore annihilée, du Kamtchatka, a bien plus de valeurs que tous les profits qu'on pourrait retirer d'une extraction de l'or par des méthodes barbares. Les touristes américains et japonais venus ici pour la première fois en 1991 disent qu'un tourisme civilisé peut être plus bénéfique que les filons d'or.

Notons par ailleurs que les États-Unis, le Japon et la Russie ont en commun un même océan, les mêmes espèces de poisson, une population indigène semblable : Aléoutes, Itelmènes et Indiens. Et aussi les rudes conditions de vie du Pacifique Nord. Car c'est seulement à Seattle, Tokyo et Moscou que le printemps est synonyme de dégel et de routes déblayées. A Pétropavlovsk-Kamtchatski, en cette saison, même la tempête de neige peut détruire des maisons. Et en été ce sont les tsunamis qui déferlent. Dans les importations du Kamtchatka, la première place revient au Japon, une part dix fois moindre revenant aux États-Unis. On parle de reconstituer la Compagnie russo-américaine qui, au temps des tsars, déployait des activités décisives dans une région allant d'Anchorage à Hawaï.



Pour l'instant, ce dont on manque le plus au Kamtchatka et à Sakhaline, ce sont des conteneurs pour emporter les objets domestiques et le mobilier. En effet, les gens abandonnent cette région pour s'installer dans la partie européenne de la Russie. Il y a cependant l'exemple d'une joint-venture qui est parvenue à nourrir Petropavlovsk-Kamtchatski. Un supermarché soviéto-néerlandais « Holkam » vend ici ses articles à des prix très modérés, deux fois moins cher que dans les magasins privés de Moscou. Et ceci bien que les salaires soient presque doubles, puisque multipliés par le coefficient nordique.

### 3. Le grand pillage

La « philanthropie » de « Holkam » s'explique le plus simplement du monde. Les revenus de ce joint-venture proviennent essentiellement de la vente de poisson et de fruits de mer au Japon, à des prix défiant toute concurrence. De même, ce sont des centaines de bateaux de pêche russes qui, au lieu de vendre leur capture sur la rive natale, se rendent directement dans les ports japonais ou bien, en haute mer, transbordent leur poisson sur des bateaux étrangers.

Le gouvernement russe a déjà fait une croix sur le Primorié (région du littoral pacifique) comme sur l'armée. Les garde-frontière ont désormais intérêt à déclarer que leurs bateaux manquent de carburant et que, de toute façon, leurs moteurs sont trop faibles, en laissant ainsi le champ libre aux braconniers russes et nippons. Ces derniers ne cessent de violer sans la moindre gêne les frontières et les eaux territoriales russes, sans parler des dates saisonnières et du matériel de pêche.

La Russie a vu baisser nettement les bénéfices de ses exportations à cause des bas prix de notre poisson à l'étranger. Du reste, le volume de la pêche a lui-même grandement diminué, selon les chiffres officiels. Selon le journal *Rossia* (26 août 1992), il s'agit en réalité d'un milliard de dollars qui s'en va chaque année, sans le moindre contrôle, avec ces ventes de poisson « au noir ».

L'État n'a plus les moyens, en raison de ce manque à gagner, de rénover sa flotte de pêche et les poissonneries. En 1989, des centaines de milliers de tonnes de poisson de choix ont dû être enterrées à Sakhaline, parce qu'il avait été impossible de le traiter en temps voulu. Plus de la moitié des bateaux de pêche et presque tous les navires-usines de la flotte d'Extrême-Orient devront être envoyés à la ferraille en un an ou deux en raison de leur vétusté. C'est d'autant plus dommage que les usines flottantes de Dalmoreprodukt produisent justement les meilleures conserves de crabe au monde. La solution consisterait à construire des fermes d'élevage des huîtres et du poisson à des endroits écologiquement propres (on a déjà investi de l'argent dans l'élevage de moules sur la mer Blanche et dans le territoire de Krasnodar).

La Russie cesse d'être une puissance maritime. Conformément à l'accord conclu, mais non encore ratifié par la partie russe, les États-Unis pourront disposer de plus de 16 000 km au milieu de la mer de Behring, là

où nos pêcheurs capturaient auparavant jusqu'à 150 000 tonnes de poisson par an.

La situation est depuis longtemps dramatique pour nous dans la mer d'Okhotsk, qui se trouve à 97 % dans les 200 miles de zone économique de la Russie. Seulement 3 % sont accessibles aux pêcheurs étrangers qui, néanmoins, s'ingénient à y capturer officiellement jusqu'à 200 000 tonnes de poisson par an, chiffre bien inférieur à la réalité, d'après l'Inspection des pêcheries d'Extrême-Orient.

Formellement, la Russie et le Japon n'ont pas signé de traité de paix depuis la fin de la dernière guerre. Il y a peu de chances que le Japon restitue à la Russie l'« or des Romanov », soit 22 caisses du Trésor tsariste que l'Armée blanche confia provisoirement aux Japonais en novembre 1920, dans une gare de Manchourie. Avec les intérêts accumulés en soixante-dix ans, cet or doit valoir entre 700 et 800 millions de dollars aux prix actuels. Ce sont des milliers de caisses standard de l'État russe qui, fuyant les bolcheviks, furent alors emportées de Pétrograd en direction de Kazan, Samara, Tchéliabinsk, puis en Extrême-Orient. Durant toute la guerre civile, cet or servit à acheter du matériel et des vivres pour les troupes du général Koltchak. Comment ne pas songer avec amertume que la plus grande partie des réserves d'or de la Russie, jusqu'à 10 000 tonnes, ont été volées au peuple russe à la fin des années 1910, puis au terme des années 1980 de notre siècle ?

Nombre d'arguments tirés d'un passé historique récent attestent que les Russes pourraient prétendre tant à l'île Hokkaido qu'aux Hawaï. Mais c'est à l'inverse que nous assistons aujourd'hui. Les Japonais, comme d'ailleurs les Chinois, ne cachent pas que la présence des Russes en Sibérie de l'Est et sur le littoral du Pacifique est à leurs yeux de nature coloniale et impérialiste. Nombre de russologues de Tokyo prédisent la formation d'une Russie orientale avant l'an 2000, Russie qui s'orientera sur le Japon et fera partie de la zone économique de la mer du Japon, aux côtés de la Chine et de la Corée.

En attendant, il est clair que les autorités de Sakhaline s'accrochent davantage aux Kouriles que le gouvernement central. Il en va de même à propos des bûcherons sud-coréens dans le Primorié. Le petit nombre d'autochtones, les chasseurs oudégués et les Cosaques locaux sont carrément opposés depuis déjà trois ans à la compagnie Hyundai, qu'ils accusent de piller les forêts de l'endroit, y compris en abattant les épicéas et les cèdres dont le bois a une grande valeur. Ils estiment qu'après le passage des Coréens, il ne reste qu'un espace sans vie, abandonné par la faune et où les cours d'eau voient baisser leur niveau. Or le contrat signé avec Hyundai est de trente ans, ce qui veut dire qu'un million de mètres cubes de bois seront emportés par an.

L'organisation internationale Greenpeace a plus d'une fois reproché à Hyundai, avec faits à l'appui, de procéder à des coupes barbares dans les forêts de différents pays. C'est le même sort qui attend 300 000 hectares de l'exceptionnelle taïga de l'Oussouri, avec ses tigres, son ginseng, cette « racine de vie », ses espèces de poisson très recherchées, etc. Le ministère de l'Écologie et des ressources naturelles de Russie et le Soviet du Primorié recommandent de convertir la région en site pro-

tégé et d'en confier le contrôle aux Oudégués. On a appris en octobre 1992 que la Cour suprême de Russie était appelée à régler le litige entre ledit Soviet et l'administration territoriale du Primorié à propos de la légalité de l'abattage du bois en amont du Bikin, abattage qui est mené à bien par le joint venture Svetlaïa et Hyundai. Greenpeace soutient également la révision du contrat passé avec cette compagnie de Corée du Sud.

Il faut dire qu'en général ce pays riche se sent comme chez lui dans l'Extrême-Orient russe et s'apprête même à concurrencer le Japon et les États-Unis pour l'extraction de pétrole et de gaz au large de Sakhaline. D'autant que plus de 40 000 Coréens, sujets de la Russie depuis très longtemps, vivent sur l'île de Sakhaline.

La Russie a cédé à la Chine 4 000 îles de l'Amour, aux termes d'un accord ratifié en 1992 par le parlement russe. Il n'est pas exclu que, dans un proche avenir, les Chinois parviennent en plusieurs endroits à repousser la frontière d'État sur des dizaines de kilomètres à l'intérieur du territoire russe, en interprétant à leur propre avantage les particularités du cours des fleuves frontaliers, l'Amour et l'Oussouri.

L'impuissance des autorités russes s'est manifestée avec éclat dans la question des ouvriers vietnamiens, que l'URSS avait eu l'imprudence d'inviter naguère. Le gouvernement vietnamien empochait leur salaire, ne leur laissant que des miettes pour survivre. En réponse, cette masse rendue sauvage par le manque d'argent et une vie plus que précaire se convertit peu à peu en un facteur de criminalité, soudoyant les douaniers russes et l'administration, mettant au point l'envoi au Vietnam d'énormes lots de métaux précieux et d'autres marchandises. C'est ainsi que la Russie perd chaque année des centaines de millions de dollars rien qu'en raison de l'écart considérable entre les prix intérieurs et les prix mondiaux.

Le problème réside aussi dans le fait que les Vietnamiens n'ont nullement oublié par la faute de qui le socialisme fut implanté chez eux. Pour ce qui est des Japonais, ils ont toujours été en guerre avec la Russie et n'ont pas manqué de faire ce qu'ils voulaient dans notre Extrême-Orient jusqu'en 1945.

C'est tout ce lourd héritage qui explique le mur d'incompréhension entre la Russie et les autres pays d'Extrême-Orient. Des griefs sérieux doivent également être adressés à Moscou. Ainsi, les habitants du Primorié n'apprécient guère le refus des autorités militaires d'aller chercher au fond des eaux, à 200 kilomètres de Vladivostok, les 80 tonnes d'ypérite, substance fortement nocive, qui y furent jetées dans d'ordinares tonneaux d'acier, en juillet 1941.

Et que dire de l'incendie qui, en mai 1992, a détruit tous les arsenaux de la Marine dans un faubourg de Vladivostok, si bien qu'il fallut évacuer près de la moitié des habitants de la ville ?

Que dire aussi des responsables de l'Institut de l'énergie atomique Kourchatov de Moscou qui proposaient au président Eltsine d'installer une centrale nucléaire aux Kouriles, et cela malgré nos technologies « incomparables », sans parler des séismes et typhons fréquents dans cette région ?

Que penser d'un pouvoir central qui était sur le point d'annuler la victoire des Japonais et des Américains à l'issue d'un appel d'offre international portant sur la mise en valeur de la plate-forme littorale de Sakhaline (on apprit en octobre 1992 que la victoire du consortium russe MMM avait été « entérinée » par toutes les instances de Russie) ? C'est que cette société nationale voudrait tout faire elle-même, en utilisant le matériel déjà commandé aux usines militaires. Et en nous « garantissant » bien entendu que le pétrole et le condensât de gaz iront empoisonner les rivières de montagne et le littoral de la mer d'Okhotsk, où l'on dénombre 300 espèces de poisson, dont un tiers qui n'existent que là.

Que dire également du fait que la durée moyenne de vie en Extrême-Orient est inférieure de 4 ou 5 ans à celle de la Russie ? Les ministères fédéraux ont agi à leur guise dans cette région durant des décennies. Résultat : l'Amour qui fut le fleuve le plus poissonneux du monde, qui nourrissait et abreuvait toute une région, est aujourd'hui miné par les déchets industriels. L'eau de l'Amour n'est même pas potable après épuration. C'est en effet sans filtrage, ou presque, que l'on y déverse les déchets empoisonnés des combinats minier, de pâtes et papiers et biochimique, de l'usine métallurgique et de dizaines d'autres entreprises parmi les plus nocives.

Il est certes risible de voir que cette région si mal adaptée à une vie normale abrite encore les Juifs qui y furent isolés au temps de Staline. C'est seulement aujourd'hui, après l'effondrement de l'URSS, qu'on a autorisé l'enseignement de l'hébreu et du yiddish dans les écoles de la Région juive autonome, aux confins de la Russie.

Seuls ceux qui ont de quoi commercer peuvent vivre en Extrême-Orient. A Komsomolsk-sur-l'Amour, l'usine d'aviation ne vit pas trop mal en fabriquant pour la Chine le chasseur SU-27, que l'Armée soviétique employait depuis 1986.

DEUXIÈME PARTIE

**DES RÉPUBLIQUES RIEN MOINS  
QU'ORTHODOXES**

---

## A. L'HERITAGE DES COMMUNISTES ET DE LA HORDE D'OR

### I. BACHKORTOSTAN *Des catastrophes grandioses*

Les Bachkirs furent les premiers en Russie, sous les bolcheviks, à obtenir le statut de République autonome et à frayer ainsi la voie aux autres, y compris aux républiques fédérées.

Dans la Russie postcommuniste de 1993, tous les territoires, arrondissements, régions et républiques autonomes sont bien décidés à être des sujets à part entière de la Fédération russe, autrement dit toutes les provinces aspirent à une souveraineté réelle et refusent d'être désormais l'otage des ambitions impériales du Kremlin.

La population du Bachkortostan (jusqu'en 1991 cette république autonome, puis « socialiste soviétique fédérée », s'appelait Bachkirie) compte un peu plus de 4 millions d'habitants, dont un quart habite la capitale Oufa. Les Bachkires proprement dits n'en constituent que 22 %, et pas plus de 12 % à Oufa même. Il y a, par ailleurs, 40 % de Russes, 28 % de Tatars et 3 % de Tchouvaches. Seulement 16 % d'habitants de la république tiennent le bachkir pour leur langue maternelle, et encore n'est-elle parfaitement maîtrisée que par ceux qui en font usage dans leur activité professionnelle : philologues, journalistes, artistes et enseignants. Certains linguistes sont enclins à considérer la langue que parlent les Tatars de la république et les Bachkirs occidentaux comme un dialecte du bachkir. L'enseignement se fait en quatre langues, et il en va de même des journaux et livres, de la télévision et de la radio, du théâtre et des ensembles folkloriques.

Le Bachkortostan a son propre parlement (Soviet suprême), son président et son gouvernement, tandis que plus de soixante-dix mouvements et organisations sociales et politiques sont enregistrés, parmi lesquels on peut distinguer trois principaux pôles d'influence : le Congrès national bachkir, le Centre social tatar et la Communauté slavo-russe.



Pour le moment, tout se passe sans heurts dans cette république, car ses dirigeants ont su obtenir du Kremlin des concessions importantes dans tous les domaines. Le président du parlement, Moukhtarz Rakhimov, a personnellement convaincu Boris Eltsine de signer un accord en vertu duquel le Bachkortostan peut disposer depuis 1992 de 75 % de ses entrées en devises (environ un milliard de dollars). Point n'est besoin d'ajouter que celui qui tient les cordons de la bourse assume le pouvoir réel.

La république a pu constituer pour la première fois un budget autonome. En février 1992, le Soviet suprême du Bachkortostan a décrété que les lois locales devaient prévaloir sur celles de la Russie. Cette ancienne autonomie s'est donc engagée fermement dans la voie de la souveraineté et de l'indépendance.

Moscou a accordé en mars 1992 au Bachkortostan un quota à l'exportation, soit 9 % des produits pétroliers et 16 % du pétrole extrait dans la république (la production annuelle est de 32 millions de tonnes, soit à peu près autant que le Koweït). Mais la différence entre les prix pratiqués en Russie et les prix mondiaux du pétrole a toujours défié toute comparaison : en moyenne 25 roubles la tonne en 1991 contre 140 à 180 dollars à l'étranger... Ce qui est énorme quand on sait qu'en 1991 le cours officiel du dollar était environ 100 roubles en URSS.

La Bachkirie, une des plus grandes républiques au sein de la Russie, attire aujourd'hui les milieux d'affaires par sa stabilité relative. Elle est en fait la seule, en Russie, à avoir maintenu, en 1991, la production au niveau de 1990, en dépit de la décomposition générale des liens économiques dans l'ex-Union soviétique. Et 80 % de l'essence russe est produite dans les raffineries d'Oufa. L'industrie pétrochimique bachkire continue d'être la première en Russie.

Les réformes en Bachkirie vont sans doute suivre le modèle hongrois, étant donné que son gouvernement a pour conseiller officiel le « père de l'économie de marché en Hongrie », Demian Szandor, qui est un industriel de premier rang. Il y a également à Oufa une bourse bachkire dotée d'un système de communications moderne, d'une banque boursière, d'un réseau de maisons commerciales, de compagnies de fret et d'assurance.

Les moteurs d'avion et de voiture fabriqués à Oufa sont vendus dans 35 pays du monde ; l'industrie locale a reçu, en 1992, des crédits de banques et firmes autrichiennes, américaines, italiennes et espagnoles. Le groupement d'aviation à Koumertau est connu pour son hélicoptère K-32, version civile et militaire, exporté dans 12 pays, ainsi que pour son matériel de débarquement.

## 1. La république fait tout pour exporter

Le Bachkortostan a besoin pour survivre de débouchés sur les marchés extérieurs. Pour commencer, il a inauguré en 1992 sa propre représentation commerciale en Autriche, ce qui va lui permettre de réaliser trois grands projets pour une somme globale d'environ 100 millions de dollars. Le premier contrat porte sur l'octroi à la république de crédits à un taux annuel de 3 % ; le second concerne l'achat de marchandises et le troisième prévoit la reconstruction d'une série d'ouvrages en Bachkirie, y compris du combinat de fibres chimiques et de l'aéroport d'Oufa. La corporation financière internationale DCE a accepté d'apporter sa garantie bancaire, assumant ainsi le rôle de la Vneshekonombank (Banque du commerce extérieur) en faillite, et de verser 10 % des crédits prévus. Quant à la garantie politique, le parlement bachkir s'est vu conseiller de promulguer un arrêté spécial dont la base juridique est plus que solide : il s'agit aussi bien du décret numéro 197 du président de Russie, en date du 27 février 1992, aux termes duquel le Bachkortostan est autorisé à réaliser lui-même une partie du pétrole et des produits pétroliers, que de l'arrêté correspondant du cabinet des ministres de Russie, sans oublier l'annexe au Traité fédéral concernant le Bachkortostan et signé par Eltsine et Khasboulatov, le président du parlement russe. Ce dernier document spécifie que le Bachkortostan participe de façon autonome aux relations internationales et économiques extérieures, excepté celles qui sont transmises de plein gré à la Fédération de Russie. De plus, le parlement bachkir a adopté le 10 août 1991 une loi sur les investissements étrangers qui, soumise à l'expertise de juristes occidentaux, a été dûment appréciée.

Répondant à une question du correspondant de la Nézavissimaïa gazeta (21 avril 1992) à propos du personnel de ladite représentation commerciale en Autriche, Rafil Garifouline, président du Comité d'État du Bachkortostan pour les relations économiques extérieures, a assuré qu'une ou deux personnes suffisaient aux besoins de la république.

*« Nous parviendrons peut-être à un accord avec l'ambassade de Russie, a-t-il précisé, mais dans le cas contraire, il ne nous sera pas difficile d'être abrités par une des firmes qui collaborent avec nous. »*



Les Autrichiens ont accepté de signer un accord économique bilatéral avec l'ex-autonomie, en prenant pour modèle celui signé entre la Hongrie et le Bachkortostan. La Hongrie a d'ailleurs déjà ouvert une représentation commerciale à Oufa, tandis que la Tchéco-Slovaquie, la Bulgarie, certains États des États-Unis, des provinces du Canada et des Länder de RFA se disent prêts à faire de même.

L'activité économique extérieure du Bachkortostan ne suscite guère l'enthousiasme du centre dont toutes les recommandations se bornent, selon Garifoulline, à la phrase suivante : « De quoi vous mêlez-vous ! » En janvier 1992, Garifoulline avait demandé d'envoyer au Bachkortostan des experts pour vérifier le niveau de compétence des spécialistes bachkirs en matière de délivrance de licences d'exportation pour les produits pétroliers. Il n'y a pas eu de réponse : la première citerne des produits pétroliers n'a pu ainsi être livrée à son commanditaire qu'à la fin de mars 1992 ; tout un trimestre a donc été perdu. Le ministère du Commerce extérieur de Russie, soucieux de régler toutes les questions à Moscou, fait preuve d'une lenteur coupable en matière d'exportation, ce qui fait perdre au Bachkortostan aussi bien du temps que des devises, la confiance des partenaires et des contrats. Qui plus est, il n'y a pas dans tout ce ministère une seule personne chargée de s'occuper des problèmes du Bachkortostan.

*« On ne nous a même pas téléphoné une seule fois, personne là-bas, ne s'intéresse à nos affaires, poursuit Garifoulline, et ce manque d'intérêt de la part des ministères de Russie nous contraint à réinventer la bicyclette, à nous instruire par nos propres erreurs qui, pourtant, auraient pu être évitées. Les représentants de Russie sont incapables de se débarrasser de leur vieille habitude qui consiste à conférer une teinte politique aux questions purement économiques. Nous ne parvenons vraiment pas à nous entendre avec le centre, et c'est cette incompréhension qui donne lieu aux soupçons de toutes sortes, aux rumeurs de séparation, de sortie de la Russie, d'isolement de notre part. Pour l'instant, la solution des questions techniques réclame des démarches au plus haut niveau. Dans ces conditions, notre logique ne peut-être que la suivante : si tu veux avancer, recherche la confrontation... »*

## **2. Explosions nucléaires dans l'intérêt... de l'économie nationale**

Lorsque les habitants de l'ancienne URSS entendent les mots Oufa et Bachkirie, ils se souviennent aussitôt des trois grandes catastrophes qui y ont eu lieu au cours des dernières années. De 1960 à 1980, une série d'explosions nucléaires souterraines fut réalisée en Bachkirie, dans le but prétendu d'accroître l'extraction du pétrole. Toutes ces explosions eurent lieu dans une région à haute densité de population, près des villes de Méléouz, Koumertau, Salavat et Ichimbäï. Et dans un rayon de 1 à 10 km, se trouvaient des dizaines de villages qui n'avaient même pas été évacués. Pour la population locale il s'agissait seulement de « manœuvres de défense civile ». A la suite de ces explosions, par exemple, près de Sterlitamak, les eaux de surface et des puits étaient devenues radioactives. Il y eut des rejets de pétrole et de gaz radioactifs. Tant les ouvriers de forage que les paysans

continuent de mourir des suites de la radioactivité. Or, les autorités centrales de Russie et le complexe militaro-industriel persistent à refuser toute culpabilité pour ces expériences inhumaines, aucune allocation ou compensation n'étant versée aux victimes.

Le 4 juin 1989, sur la voie ferrée Oufa-Tchéliabinsk, près d'Acha, se produisit une des plus grandes catastrophes ferroviaires au monde. Le sort voulut que, dans une dépression de terrain, rempli de gaz par la rupture d'un pipe-line, se croisent à toute allure, deux trains, Novosibirsk-Adler et Adler-Novosibirsk. Il a suffi d'une étincelle sous les roues pour que la conflagration balaie les deux trains où furent brûlés vifs 575 passagers et 623 autres furent grièvement blessés, dont 90 décédèrent par la suite.

Deux ans après, la Cour suprême de Russie, réunie en session à Oufa, condamna sept responsables d'échelon intermédiaire, épargnant ainsi les véritables coupables, ceux qui avaient conçu dans les bureaux de Moscou la « plus longue bombe du monde », c'est-à-dire tous les généraux du pétrole et du gaz qui avaient voulu construire le moins cher et le plus rapidement possible les oléo- et gazoducs sans systèmes de contrôle et de communication automatiques, à proximité des voies ferrées et des agglomérations, cela en dépit de l'interdiction formelle de l'Expertise centrale d'URSS. Dans le monde entier, la fraction élargie des hydrocarbures légers, meurtrière, est traitée sur place et non pas envoyée dans des pipelines sur des milliers de kilomètres. Après ce procès, le ministère du Pétrole et du Gaz de l'URSS, qui n'avait pas été inquiété, entreprit, dès l'été 1991, de construire un pipe-line de même nature, long de 3 841 km entre Tioumen et le Tatarstan.

Les autorités d'un Bachkortostan souverain, responsables devant leur propre peuple, n'auraient jamais autorisé la construction d'usines chimiques presque toujours polluantes. Or, elles n'eurent jamais voix au chapitre jusqu'en 1991, toutes les questions étant réglées à Moscou.

Oufa est encerclée d'usines pétrochimiques géantes, et la situation n'est pas meilleure à Salavat, Sterlitamak et Ichimbaï. Les habitants de toutes ces villes vivent dans des conditions écologiques intolérables.

Sur le territoire de la Bachkirie sont accumulés des millions de tonnes de déchets toxiques, dont une grande part mortellement dangereux. La politique des ministères fédéraux de l'ancienne URSS s'apparentaient en province à un véritable brigandage écologique.

Au printemps 1990, la population d'Oufa a ingurgité de l'eau courante empoisonnée par le phénol et une dioxine synthétique qui est une des plus toxiques au monde. Un an après, on vit défiler à la barre 1 139 habitants d'Oufa dont les maladies chroniques avaient été aggravées par cette eau potable anormale. Avec l'abolition de la censure préalable en URSS au mois d'août 1990, la presse fut bientôt à même de révéler des faits encore plus monstrueux. Le groupement industriel Chimprom, auquel on devait la présence du poison dans les canalisations de la ville, continuait de s'adonner à cette pratique et n'avait nullement l'intention d'arrêter, car les autorités locales n'avaient pas d'ordre à lui donner. En effet, la majorité des grandes et moyennes entreprises étaient d'échelon fédéral, or Moscou ne s'apprêtait pas à dépenser de l'argent pour leur reconstruction.

Cette usine d'Oufa produisait des herbicides selon une technologie antédiluvienne, empoisonnant de dioxine l'atmosphère et les eaux. La municipalité obligea le ministère de la Santé de l'URSS de donner une conclusion officielle, laquelle fit apparaître que 130 kg de dioxine étaient déversés chaque jour dans la rivière Oufa. Signalons à titre de comparaison que, pendant toute la guerre au Vietnam, les Américains employèrent environ 200 kg de cette substance venimeuse. Le taux maximal de toxine dans l'environnement est 15 fois inférieur aux États-Unis que dans l'ex-URSS. Et encore n'est-ce là que théorique, les habitants d'Oufa ayant été obligés de boire une eau dont la concentration en toxines dépassait de 50 à 147 000 le seuil admis. On conçoit quel fut le choc des gens d'Oufa quand ils l'apprirent, car la dioxine est un poison génétique, une malédiction qui frappe bien des générations. En 1991, le cancer a frappé deux fois plus d'habitants d'Oufa qu'en 1960, il y a 5 à 6 fois plus d'enfants atteints d'asthme bronchique que 15 ans auparavant, 2 à 3 fois plus qui souffrent d'anémie. Les députés de la ville ont exigé qu'Oufa soit officiellement déclaré zone de sinistre écologique. Et en 1990, les autorités locales ont enfin obtenu de Moscou l'arrêt de la construction de la centrale atomique bachkire.

L'indépendance et la souveraineté économique sont arrivées à point nommé sur le sol du Bachkortostan littéralement truffé de catastrophes écologiques. Telle technologie, telle écologie.

Il se produit chaque année en Russie jusqu'à 700 grosses ruptures d'oléoducs et gazoducs, l'une des causes en étant la faible marge de solidité prévue par les ingénieurs. A titre de comparaison : les conduites des navires sont deux fois plus robustes et donc sujettes à deux fois moins d'accidents.

En septembre 1992, une explosion à la raffinerie d'Oufa a, une fois de plus, fait des victimes humaines. On a dû y arrêter la production d'essence pour avion, dont le manque se fait fortement sentir en Russie et dans la CEI. Valéri Makharadzé, vice-premier ministre de la Fédération de Russie, s'est rendu sur place et est tombé d'accord avec les spécialistes qu'on ne peut se servir d'un matériel dont l'obsolescence est supérieure à 90 %. Or c'est surtout ce genre de matériel dont disposent les raffineries et les usines chimiques du Bachkortostan.

#### *Être maître de sa propre terre*

Le Bachkortostan ne détient pas le record absolu des avaries. La région de Samara, également sur la Volga, est traversée par 15 000 kilomètres de tubes et conduits de toute sorte, soit cinq mètres de mines à retardement pour chaque habitant, comme conséquence du bas niveau technique des installations de gaz et de pétrole. C'est du moins l'avis du Comité d'État pour les situations exceptionnelles. Le Bachkortostan n'est donc pas le seul endroit de Russie où les tubes explosent. Le tableau est encore plus accablant quand on considère le réseau thermique.

Que faire ? L'empoisonnement (à vie) par les dioxines réclame des compensations pour les victimes, mais nul n'y songe pour l'instant. Il convient de renforcer les sanctions pénales contre ceux qui empoisonnent l'eau potable. Et, en attendant, donner gratuitement à chaque habitant

d'Oufa (voire même à un habitant sur deux en Russie) un bidon en plastique avec filtre de charbon pour purifier l'eau.

Chaque jour qui passe persuade les dirigeants du Bachkortostan, élus par le peuple, qu'il est indispensable, politiquement parlant, de régler eux-mêmes tous leurs problèmes. Tel est l'avis aussi bien des Russes que des Bachkirs et des Tatars qui vivent ensemble dans cette petite république de la Volga.

Nous avons déjà mentionné le décret présidentiel qui confère au Bachkortostan le droit à disposer de 75 % des devises provenant de la vente à l'étranger de 9 à 16 % du pétrole extrait et de ses dérivés. Le gouvernement russe a annulé ce décret, non pas carrément, bien sûr, mais en adoptant six mois plus tard une décision qui le corrige. Les dirigeants de Bachkortostan, du Tatarstan et de Yakoutie ont aussitôt répliqué en dénonçant cette façon d'agir du centre qui consiste à enfreindre les engagements pris par ce même centre. Il y a aujourd'hui à la tête de la Fédération de Russie un président, un parlement et un gouvernement qui, en raison de leurs divergences, ne parviennent pas à concerter leurs actions et, de surcroît, annulent systématiquement les décisions réciproques. Et c'est la province, la plupart des régions et républiques de Russie, qui doivent payer les pots cassés.

Le président du Soviet Suprême du Bachkortostan Mourtaza Rakhimov a souligné que seule la Cour Constitutionnelle est habilitée à annuler un décret présidentiel. Et que le gouvernement est tenu d'observer les clauses du Contrat fédéral, y compris les additions où il est notamment indiqué que le Bachkortostan est autonome en matière de budget.

Rakhimov a par ailleurs relevé dans son interview à la Nézavissimaïa gazéta (18 août 1992) que la Russie a en quelque sorte décrété le blocus financier de sa république :

*« Nous pouvons répondre en fermant les robinets, et la Russie se retrouvera sans pétrole ni gaz, mais nous ne le faisons pas. Il faut faire preuve de respect à l'égard des républiques, élucider ensemble qui doit combien et à qui. L'on n'a cessé, durant 75 années, de pomper notre sang, on nous a confrontés aux problèmes écologiques, et l'on voudrait maintenant que nous continuions à vivre comme par le passé ? Qu'on n'y compte pas ! Oui, on m'a critiqué pour avoir signé le Contrat fédéral, en m'avertissant qu'il ne fallait pas croire le gouvernement de Russie. Il semble malheureusement que mes critiques aient eu raison. Mais nous ne reculerons pas. »*

En octobre 1992, les dirigeants des ex-autonomies ont rencontré le président Boris Eltsine et sont restés fort satisfaits. Un Conseil des chefs des républiques a été créé auprès du président de la Fédération de Russie, et Eltsine paraît mieux comprendre aujourd'hui qu'il est impossible de diriger depuis le centre, surtout dans les conditions d'un système démocratique, une fédération aussi vaste.

Le Bachkortostan et le Tatarstan, ces enfants terribles de la Russie, ont déjà imaginé un moyen de contrecarrer la pression du centre. Mourtaza Rakhimov et le président tatar Mentimer Chaïmieiev ont rencontré à Ouralsk, en août 1992, le président du Kazakhstan Noursultan Nazarbaïev, et l'on a pu lire, à travers les lignes du communiqué officiel, que quiconque possède du pétrole et des céréales n'a rien à redouter.

Le pouvoir religieux, dans la république musulmane du Bachkortostan, se trouve entre les mains de Talgat Tadjuddin, chef de la Direction spirituelle des musulmans de la partie européenne de la CEI et de la Sibérie, dont le siège est justement à Oufa. Tadjuddin a personnellement assisté à l'inauguration d'une mosquée à Kaunas et il supervise la construction de 250 autres mosquées sur l'immense territoire qui dépend de lui, évoie des centaines de jeunes gens faire leurs études religieuses en Turquie et en Egypte, sillonne lui-même le monde en recueillant des dons pour construire des établissements religieux en Russie. C'est parce qu'il détient l'anneau de la Foi reliant les parties discordantes de la Russie que le mufti Tadjuddin suscite tant d'adversaires, lesquels ont déjà mis sur pied au Bachkortostan et au Tatarstan des directions spirituelles autonomes.

Le Soviet Suprême du Bachkortostan a obtenu de Moscou, au début de 1993, l'octroi d'un maximum de pouvoirs à la Banque nationale, en tenant compte du fait que la république reste, du moins pour l'instant, dans la zone du rouble.

La construction d'un aéroport international bat son plein à Oufa.

## II. BOURIATIE

### *Renaissance du bouddhisme*

C'est en 1990 que cette république située au-delà du lac Baïkal cessa d'être « autonome » pour se proclamer « socialiste soviétique ». Et un an plus tard elle a rétabli la dénomination de Bouriat-Mongolie.

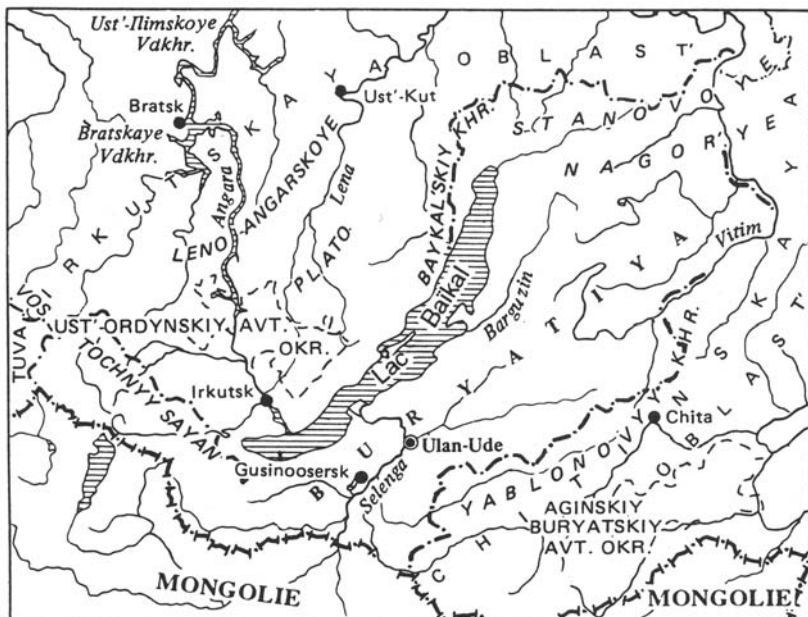
Devenue une république souveraine au sein de la Fédération de Russie, elle s'est dotée d'un poste de président, d'une loi sur la citoyenneté et d'une nouvelle Constitution. Le nouveau parlement a remis en question la décision injuste de 1937 qui divisa la République autonome de Bouriat-Mongolie en plusieurs parties : ainsi les Bouriates s'étaient-ils trouvés séparés, pour un demi-siècle, en république bouriate proprement dite et deux arrondissements nationaux incorporés aux régions voisines d'Irkoutsk et de Tchita. Il s'agissait de faire entrave à la religion bouddhiste qui sous-tend la vie et la culture des Bouriates.

En outre, c'est seulement en 1991 qu'a été rétabli l'enseignement de la langue bouriate dans les écoles secondaires et supérieures, qu'une faculté de lettres bouriates a été ouverte à l'Institut pédagogique. Aujourd'hui, les jeunes ne savent plus leur propre langue, ne peuvent pas lire la littérature de leur peuple ni écouter la musique nationale, or, toute la culture bouriate, basée sur une langue du groupe mongol, est étroitement liée au bouddhisme, c'est-à-dire à une philosophie de haut niveau intellectuel et esthétique.

## 1. Dans la région du lac Baïkal

340 000 Bouriates vivent dans la région du lac Baïkal, ne constituant qu'une minorité (24 %) du million des habitants de la Bouriatie. Presque tous les intellectuels bouriates furent exterminés par le régime stalinien des années 1930. Tous les interdits frappant les religions ayant été levés, on assiste aujourd'hui à une renaissance de la culture nationale bouriate.

A la fin du XIXe siècle, il y avait en Transbaïkalie 15 000 lamas qui professaient le bouddhisme, venu du Tibet et de Mongolie il y a de nombreux siècles. Les lamas, qui ne sont plus qu'une cinquantaine en Bouriatie, sont formés à l'Institut bouddhiste d'Oulan-Bator en Mongolie et font des stages en Inde. Quant à la nouvelle génération de lamas, destinés aux 19 communautés bouddhistes de Bouriatie, Touva, Kalmoukie, Moscou et Saint-Pétersbourg, ils sont formés désormais au monastère d'Ivolguine, près de la capitale bouriate Oulan-Oude. D'autres monastères bouddhistes sont également en cours de rétablissement dans la république, dont celui d'Annine, le plus ancien, qui avait été détruit par le pouvoir soviétique. Les Archives centrales de Bouriatie conservent un document où les biens du monastère d'Annine étaient estimés à un million de roubles-or de l'époque tsariste.



Les lamas bouriates voient arriver les pèlerins de toute la Russie, des croyants et des malades qui comptent guérir grâce aux secrets de la médecine tibétaine. Les lamas accueillent volontiers ces hôtes, depuis la princesse Anne d'Angleterre et le président Boris Eltsine jusqu'aux touristes étrangers et aux milliers de leurs compatriotes.

Depuis 1992, les terres et le sous-sol de Bouriatie appartiennent aux autorités locales, ce qui laisse maintenant espérer que pourront être sauvés le lac Baïkal, cette véritable mer, et la région des montagnes de Saïan. Mais en attendant, 200 cours d'eau qui se jettent dans ce merveilleux réservoir naturel d'eau douce la plus pure au monde, n'apportent au Baïkal qu'une multitude de déchets industriels.

Soixante-dix pour cent des rives du lac Baïkal et les deux tiers de sa superficie se trouvent en Bouriatie. Il s'agit là d'un lac exceptionnel, dont les propriétés hydrochimiques n'ont pas d'analogue au monde. Ce gigantesque réservoir naturel comporte un cinquième de l'eau douce du globe. Et si l'on ne considère que l'eau potable, ce lac-miracle renferme la moitié des réserves mondiales, qui plus est la meilleure. La vie organique du lac est conçue de telle façon que ses filtres vivants opèrent pour l'instant sans la moindre défaillance. L'eau du lac est pure. Mais les organismes « aborigènes » ne peuvent vivre que dans cet élément ; ils périssent dès qu'ils se retrouvent dans l'Angara, le seul fleuve issu du Baïkal, bien qu'il soit difficile de distinguer ses eaux de celles du lac-mer. Ce dernier produit un liquide clair irréprochable, saturé d'oxygène même au fond (plus d'un kilomètre et demi). Il y a plus d'eau dans ce lac que dans la Baltique. Chaque année, il produit 60 milliards de mètres cubes d'un minéral liquide inestimable. Pour obtenir une telle quantité d'eau douce des mers — et pas aussi prodigieuse que celle du Baïkal, qui est riche en micro-éléments utiles, il faudrait dépenser 2 500 milliards de dollars. Rappelons, à titre de comparaison, que tout l'or extrait jusqu'à ce jour sur terre est estimé 25 fois moins.

Seul un Terrien sur dix boit de l'eau naturelle. Les autres se contentent d'une eau chimisée, chlorifiée, dessalée. Or l'eau de source (telle est justement celle du Baïkal) coûte très cher. Il y a dans la région du Baïkal un Institut de limnologie dont les responsables ont vainement tenté durant des décennies, et conjointement à leurs recherches, de démontrer à Moscou qu'il ne fallait pas détériorer les eaux du lac. Peine perdue. Il y eut certes des résolutions gouvernementales à ce sujet, mais elles n'étaient pas appliquées. On ne promet encore que de fermer le tristement fameux combinat de pâtes et de papier du Baïkal, qui déverse chaque jour 250 000 mètres cubes de déchets dans le lac.

Si l'on prend l'eau en profondeur, qu'on la fait passer à travers des filtres de sable, puis qu'on la refroidit jusqu'à 3°C en la saturant de gaz carbonique comme conservateur, on obtient une eau pure qui, mise en bouteilles, commence à se vendre à l'étranger deux dollars pour un litre et demi. Bénéfice : un dollar sur chaque bouteille.

Notre eau intéresse depuis longtemps les pays du Golfe Persique. La Bouriatie doit construire une série de petites entreprises pour mettre en bouteilles l'eau du Baïkal destinée aux zones sinistrées, en premier lieu celle de Tchernobyl.

Mais cela ne se fait que depuis 1992, lorsque le gouvernement russe a enfin donné son autorisation. Jusque-là, c'était interdit. Tant aux habitants de l'URSS qu'aux étrangers. Est-ce que la Bouriatie, si elle avait eu les mains libres, n'aurait pas songé à construire de telles usines il y a bien des années déjà ? Ou bien à vendre à prix fort l'omoul (espèce de coré-

gone), le « poisson-roi » qui nage dans les eaux du Baïkal ? Les présidents Bush et Eltsine ont annoncé en 1992 leur intention de sauvegarder l'écosystème exceptionnel du Baïkal.

Mais il n'est guère simple de maintenir le lac en bonne santé. Le décret présidentiel de mars 1992 sur les mesures visant à développer l'économie de Bouriatie incite le gouvernement bouriate, les administrations des territoires contigus de Tchita et d'Irkoutsk, à élaborer un plan pour la protection et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Le gouvernement bouriate a créé un centre scientifique international conjointement avec le Centre d'étude des problèmes des Grands lacs américains. Il faut que le schéma d'utilisation des terres sur des centaines de kilomètres autour du Baïkal soit entièrement revu sous l'angle écologique.

Après le putsch d'août 1991, la Bouriatie a reçu un cadeau de la circonscription militaire de Transbaïkalie et de l'état-major des troupes d'Extrême-Orient : 23 000 hectares de terres cultivables qui étaient occupés par des tankodromes, des terrains de tir et autres services militaires. Cet état-major se trouvait près d'Oulan-Oudé, tandis que son chef, le colonel-général A. Kovtounov, représentait la Bouriatie au parlement de Russie. Dès 1992, le rapport des forces a changé dans cette république dont le parlement, le président et la Cour suprême se sont mis effectivement à compter plus que les chefs des troupes basées dans la région. Le pouvoir des envoyés moscovites s'est terminé en Bouriatie avec la décomposition de l'URSS.

La Bouriatie commence à développer des relations économiques indépendantes et intenses avec la Chine et Taïwan, elle a consolidé sa coopération avec son principal partenaire étranger, la Mongolie voisine. Une ligne aérienne directe a été inaugurée entre Oulan-Oude et Oulan-Bator.

En mars 1992, le Soviet suprême de Bouriatie, a entériné une décision du gouvernement visant à exonérer d'impôts les investisseurs sur le territoire de la république. De nouvelles banques commerciales et bourses ont ouvert leurs portes. Claudia Godigna, une charmante Italienne qui est ministre du Commerce extérieur de Bouriatie, estime que le tourisme international a de riches perspectives, et pas seulement parce que des bouddhistes de Russie et de l'ancienne URSS ont leur centre en Bouriatie.

Ce qui peut également attirer ici, c'est la chasse aux élans et aux ours bruns. La Bouriatie exporte de la fourrure, des noix de cèdre, des baies et champignons, des plantes médicinales et de la viande de gibier. Toutefois, plus des 4/5 des entrées en devises de la Transbaïkalie (région d'Irkoutsk) et de Tchita (Bouriatie) sont apportés par le bois et les pâtes et papier, ainsi que par les métaux non ferreux. Étant donné que 70 % des exportations sont constituées par la matière brute, c'est-à-dire par les produits non traités, les revenus ne sont pas considérables. Il faut dire que, tout récemment encore, les autorités locales n'avaient guère intérêt à faire preuve d'activité car Moscou empochait jusqu'à 80 % des entrées en devises. Chaque entreprise ne gardait que 20 %, dont seulement 5 %, c'est-à-dire 1 % de la somme globale, arrivait dans le budget des organes locaux du pouvoir. Cela ne concerne d'ailleurs que le bois, car les bénéfices des pâtes et papiers étaient entièrement absorbés par le budget fédéral, vu le caractère planifié des exportations. Il en allait presque de même dans les autres



secteurs de l'exportation. Maintenant que l'Union soviétique n'existe plus, les impôts prélevés par Moscou ont diminué de plusieurs fois.

Les dirigeants bouriates sont aujourd'hui prêts à intensifier leur activité. La Bouriatie compte 352 000 km<sup>2</sup>. La réserve de bois s'élève à 1,89 milliards de mètres cubes, dont 4,5 millions abattus chaque année. Que l'on compare avec la Finlande : 338 000 km<sup>2</sup> et 1,6 milliard de mètres cubes de réserves de bois, dont 45 millions de bois abattu. Il est clair que si l'industrie du bois cesse d'être dirigée par l'ancien ministère de l'Intérieur de l'URSS, avec ses camps et ses détenus, pour ne dépendre que des entrepreneurs locaux et autres, l'optimisme de la Bouriatie est parfaitement justifié.

## 2. Retour au bon sens

La Bouriatie aspirait à être une des premières en Russie, dès l'automne 1992, à recevoir les bons de privatisation (vouchers), puis à entamer le processus de privatisation, en commençant par vingt grandes entreprises du bois qui seront transformées en sociétés par actions.

Dans ce cas, les nouveaux maîtres ne tarderont peut-être pas à renoncer à la méthode soviétique d'abattage du bois, si barbare, qui consiste à tirer un « fagot » d'arbres de vingt mètres avec un tracteur grumier qui arrache la couche d'herbe, les jeunes pousses : on peut en voir encore la trace une quinzaine d'années plus tard ! Les nouveaux maîtres trouveront de l'argent et jugeront qu'il est plus avantageux d'acheter du matériel occidental à roues, grâce auquel quatre bûcherons travaillant en deux équipes peuvent obtenir 40 000 à 50 000 mètres cubes de bois par an, sans endommager le milieu écologique...

A-t-on besoin de devises fortes ? Il faut les demander à ceux qui, tout récemment, ont construit la voie ferrée Baïkal-Amour en longeant de près le lac et en estropiant une vaste zone naturelle par des centaines de bâtiments de gare, d'entrepôts et de maisons, de baraquements et d'entreprises industrielles. Et qui répondra des sommes incroyables englouties dans la construction, non achevée, du tunnel de Sévéromouïsk, quinze kilomètres de long, sur ladite voie Baïkal-Amour ? Il existait trente variantes pour franchir la chaîne montagneuse, mais on a choisi finalement la plus néfaste en voulant percer un tunnel dans cette zone de petites et grosses cassures géologiques. La voie ferrée est terminée, mais non pas le tunnel.

A Oulan-Oude, en revanche, on dispose bel et bien de devises. Les cinquante mille ouvriers et employés de l'usine d'aviation locale produisent trois modèles d'hélicoptères militaires, ainsi que leurs variantes civiles. D'ordinaire, chaque usine ne s'occupait que d'un modèle (MI-8 à Kazan, machine Simonov à Komsomolsk-sur-l'Amour, machine Kamov à Kumertau en Bachkirie). L'usine d'Oulan-Oude a sa propre banque et n'est approvisionnée de façon stable par le centre ni en matériaux ni en argent. Elle se procure tout elle-même, fabrique cent hélicoptères par an,

dont une vingtaine pour l'armée russe et le reste pour la Chine. L'usine s'est par ailleurs engagée à réparer les hélicoptères dans ses ateliers de Magadan, Novosibirsk et Khabarovsk, tout en garantissant le service après-vente chez le client.

Youri Kravtsov, 50 ans, directeur de l'usine d'aviation, est entré au gouvernement bouriate et il démontre que les problèmes liés au développement de cette république lui sont bien mieux connus qu'à ceux qui voudraient diriger depuis Moscou.

C'est seulement à l'époque de Khrouchtchev-Brejnev-Gorbatchev qu'on pouvait sacrifier tout le Baïkal rien que pour construire le moins cher possible (sans installations d'épuration) sur la rive du lac un combinat de cellulose destiné en fait à produire un cord de viscosite « supersuper », très résistant à la chaleur, pour les pneus des avions militaires.

En effet, l'eau si pure du Baïkal pouvait seule permettre de confectionner, vu sa composition chimique constante, un cord capable de résister à une température de 3 000 degrés au moment de l'envol et de l'atterrissage, et jusqu'à - 60 en altitude. On a beau calculer les revenus de la cellulose produite par ce combinat, ils ne dépassaient pas 200 millions de roubles par an (prix de 1990).

Or, si l'on vendait en bouteilles ne serait-ce qu'un vingtième de l'eau consommée par le combinat, cela rapporterait jusqu'à six milliards de dollars de bénéfice net par an!

Peut-on toutefois imaginer que les secrétaires généraux du parti eussent admis un seul instant de permettre aux autorités locales de gagner elles-mêmes leur argent, ou qu'ils se fussent soucié de la santé du peuple en lui donnant à boire de l'eau pure ? On savait fort bien « là-haut » qu'un Soviétique pouvait se contenter d'eau potable polluée pour vivre au moins jusqu'à 55 ans.

Les autorités bouriates, dès qu'elles auront acquis un certain degré d'indépendance vis-à-vis de Moscou, tenteront bien sûr d'épargner au Baïkal les charges écologiques superflues qu'il supporte aujourd'hui. En particulier, la Compagnie de navigation est-sibérienne ne transportera plus jusqu'à 15 millions de tonnes de marchandises par an, produits pétroliers y compris. Les remorqueurs traînent encore, à travers 600 kilomètres sur le Baïkal, les troncs destinés au combinat du bois. Et combien doivent pourrir sur les rives ou vont au fond de l'eau !

Boris Eltsine pourrait être canonisé s'il parvenait à faire cesser la chloration de l'eau potable pour qu'on utilise plutôt le charbon activé. La Russie est aujourd'hui le seul pays civilisé où l'on ne produit pas en masse de l'eau potable écologiquement propre. Il faut que les entreprises soient amenées par la loi à mettre en place des cycles d'épuration de l'eau et économisent par tous les moyens cette dernière sous peine d'amendes. En attendant, la Russie dépérit, pour une grande part à cause de la mauvaise qualité de l'alimentation en eau. Oui, on la traite par chloration alors que depuis 1964 Y. Emélianov, de l'Université de Moscou, a breveté en URSS et dans onze autres pays un ozoniseur industriel à haute fréquence qui est très efficace mais est jugé trop coûteux, bien sûr chez nous mais non pas à l'étranger.

Le retour au bon sens, ne fût-ce qu'en Bouriatie, est attesté par le rétablissement de vingt temples bouddhistes, où sont revenus les moines, parfois âgés de 95 ans, qui vivaient dans les montagnes pour fuir la persécution.

Pouvait-on imaginer, il y a deux ans à peine, que le Dalai-Lama se rendrait en septembre 1992 en Bouriatie, ainsi qu'à Touva et en Kalmoukie ? Nous craignons en effet de recevoir ce prix Nobel de la paix, ce chef de l'Église lamaïque qui fait figure de dissident en Chine, ne serait-ce qu'à la Direction spirituelle centrale des bouddhistes de l'URSS, qui fut créée en 1946 par Staline à 32 kilomètres d'Oulan-Oude, au monastère d'Ivolga tout juste construit à l'époque. Les lamas rescapés des camps staliniens servent depuis ce temps-là dans la résidence du chef des bouddhistes ex-soviétiques.

On doit bientôt commencer à construire dans la capitale bouriate une nouvelle résidence de la Direction spirituelle centrale des bouddhistes, avec un centre de médecine tibétaine, sur un terrain de vingt hectares dans le quartier pittoresque de la Verkhniaya Bérézovka.

A Tapkhar, non loin du monastère d'Ivolga, se dresseront les bâtiments d'une école bouddhiste, où les Bouriates côtoient les élèves de Russie et d'Ukraine, ainsi que d'Ouzbékistan, du Kirghizstan, de Touva, de Kalmoukie, voire de Mongolie et d'Amérique, car le bouddhisme ne fait pas de distinction suivant la nationalité.

Chaque matin, dans les premiers rayons du soleil, le doungar (coquillage de mer) retentit depuis le toit pointu du monastère en appelant les lamas à la prière. Et, comme il y a des centaines d'années, les moines en souquenille jaune orange se hâtent de gagner le temple principal.

Notons qu'en 1923, il y avait en Bouriatie 211 églises orthodoxes, 81 églises de vieux-croyants, 44 temples bouddhistes et 13 synagogues.

### III. CARELIE *Une Finlande en ruines*

Anatole Grigoriev, leader du Mouvement carélien, préconise que la Carélie quitte la Russie et que soient rendus à la Finlande les territoires qui lui furent arrachés il y a un demi-siècle.

Aujourd'hui vivent en Finlande 200 000 Caréliens — soit deux fois plus qu'en Carélie même — qui s'y installèrent au moment de la Seconde guerre mondiale. Les Finlandais qui étaient restés sur leur sol natal en URSS furent déportés aux années 1940 dans la toundra de la presque île de Kola, au Kazakhstan, ou envoyés dans les camps de concentration. Les Finnois ingermanlandiens vivaient sur les rives de la Néva et dans la partie orientale du golfe de Finlande, où il existait 500 kolkhozes finnois au début des années 1930. Il y avait alors des dizaines de Soviets ruraux

finnois et 322 écoles finnoises. A Leningrad même, la population finnoise s'élevait à 200 000 personnes. Aucun des déportés ne fut autorisé à revenir sur le sol natal, et les Finnois ne sont toujours pas reconnus comme un peuple victime de la répression stalinienne.

Après avoir perdu les ports des républiques baltes et de l'Ukraine, la Fédération de Russie envisage sérieusement de signer avec la Finlande un accord portant sur l'utilisation des ports de ce pays. Non seulement la largeur des rails est la même en Finlande et en Russie (contrairement au reste de l'Europe), mais nombre de villes russes sont plus proches des ports de Kemi, Oulu, Turku et Helsinki que des ports baltes et ukrainiens.

Sept cents kilomètres de frontière terrestre séparent la Carélie de la Finlande, ce qui explique l'intérêt accru du pouvoir central pour la Carélie. Les constructeurs de voies ferrées y remplacent peu à peu les innombrables divisions de garde-frontière, de lance-missiles et de défense antiaérienne. C'est qu'on est en train d'installer une ligne ferroviaire — privée ! — de 126 kilomètres de long, qui reliera deux petites gares de Finlande et de Carélie, Kotchkoma et Ledmozero. On affirme que l'utilisation des ports maritimes de la Finlande revient à la Russie deux fois et demie moins cher que le passage par les ports de Lituanie, Lettonie, Estonie et Ukraine. C'est désormais par la Finlande que passe pour la Russie la voie la plus courte vers l'Occident. De nouveaux postes de transit sont aménagés d'urgence à la frontière de la Finlande avec la région de Leningrad, la Carélie et la région de Mourmansk.



Si le processus de privatisation s'engage en Russie, la Carélie obtiendra sans conteste de brillants résultats grâce à l'aide finlandaise. Il suffira que les entreprises passent dans des mains privées pour que cesse le vandalisme auquel l'industrie du bois et des pâtes et papiers était en proie en Carélie dans les conditions de l'économie socialiste. Les autorités caréli-

ennés laisseront venir les patrons finlandais tant à Kondopoga, capitale des pâtes et papiers, que dans les exploitations forestières. La centaine de petites entreprises soviéto-finlandaises qui opèrent pour l'instant dans la région ne se sont, quant à elles, livrées à aucun vandalisme. La venue des Finlandais en Carélie ne pourra que mettre fin à la barbarie écologique dont sont coupables les technologies industrielles russes. Tant les Finnois de Russie et les Caréliens que les Russes et les Ukrainiens seront assurés de vivre un peu mieux en Carélie. Et les mots « abattage du bois », « lac Ladoga », « île de Valaam » cesseront chez nous de s'associer au bain.

## 1. Le défilé des souverainetés

Dans l'ex-URSS, la République autonome de Carélie fut une des premières à proclamer sa souveraineté. Néanmoins, même après cela, les Caréliens, Finnois et Vepses, qui constituent moins de 20 % de la population de la république, continuent de jouer un rôle secondaire dans les institutions du pouvoir.

On sait qu'il existait en URSS une division des peuples et ethnies selon l'indice national : les peuples des républiques fédérées constituaient la première catégorie, la seconde étant réservée aux républiques autonomes et la troisième aux arrondissements et régions autonomes. Nombre de peuples ont été non seulement privés de statut politique, mais ils avaient été même chassés, déportés à des milliers de kilomètres de leur sol natal et semblaient presque « s'être dissous dans la nature ».

Six cents kilomètres de frontière commune séparent la Carélie de la Finlande. Ce dernier pays fit partie de la Russie jusqu'en 1918, mais il eut la chance d'obtenir son indépendance puis de la défendre face à l'agression armée de l'URSS en 1939. Beaucoup de Russes furent tués au cours de la peu glorieuse campagne de Finlande, mais l'URSS chassa néanmoins les Finlandais de l'isthme de Carélie, faisant de Vyborg (Viipuri) une ville russe. Or l'empereur Alexandre Ier avait offert ce territoire à la Finlande après sa victoire sur les Suédois en 1809.

Dans les années 1940, la frontière avec la Finlande fut repoussée à une cinquantaine de kilomètres au nord de Leningrad. Les Caréliens eurent, tous comptes faits, de la chance avec leur république marionnette, dite socialiste soviétique carélo-finlandaise, Moscou s'étant contenté de modifier le nom de leur patrie et d'abaisser son statut pour constituer la République autonome de Carélie. Car on aurait bien pu sous Staline déporter en Sibérie toute la population autochtone.

Les polémiques n'ont pas cessé en Finlande à propos des vastes territoires de l'Est qui constituaient la base de la Carélie soviétique. Nombreux sont ceux qui réclament des politiciens finlandais la restitution de la Carélie par voie de négociations avec la Russie, voire le rachat de ces territoires en collectant l'argent nécessaire auprès de toute la population de Finlande. Les plus circonspects se demandent si la Finlande est prête à accepter le « trilinguisme » compte tenu de la population russe qui souhaiterait rester sur place.

Les Caréliens finlandais ont quand même obtenu, à la fin des années 1980, la possibilité de visiter leurs lieux de naissance en territoire soviétique, et ils furent stupéfiés par l'ampleur du délabrement de leur ancienne patrie. C'est en fait pour cette raison que les touristes finlandais n'étaient pas jusque là autorisés à s'y rendre par les gardiens zélés des « secrets » et « intérêts de l'État ».

La Finlande aura-t-elle suffisamment d'argent pour hisser à son niveau la Carélie aujourd'hui en ruine ? En 1990, sur un million d'habitants de la république, il n'y avait que 80 000 Caréliens, dont moins de la moitié connaissaient encore leur langue. C'est que le pouvoir soviétique avait privé les Caréliens de leur alphabet, de leur écriture, en sorte qu'il n'existe plus d'écoles, de journaux ou de théâtres caréliens. La langue carélienne est une des plus anciennes du groupe balto-finnois et elle se différencie notablement des langues parentes. Alors qu'un dictionnaire en six volumes du carélien existe depuis longtemps en Finlande, il a fallu attendre 1991, aux termes de vingt années d'épreuves, pour qu'un dictionnaire analogue voie le jour à Petrozavodsk, capitale de la Carélie soviétique. Et c'est seulement en 1990 que le gouvernement de la République autonome avait entériné les alphabets du carélien et du vepse, ainsi que les règles d'orthographe de ces langues. Trois sociétés nationales — carélienne, vepse et d'Ingrie — ont été homologuées et des cours gratuits de carélien ont été mis sur pied à Petrozavodsk. Les Caréliens ne forment des groupes assez compacts que dans certaines régions rurales du sud et du nord-ouest. La Finlande, quant à elle, subventionne volontiers la renaissance de l'écriture, de la culture, du folklore et des métiers traditionnels caréliens dans les conditions de la Russie postcommuniste.

La Finlande accorde par ailleurs aux Caréliens de Russie une généreuse aide humanitaire sous forme de céréales, pommes de terre, beurre et viande. Les nouvelles autorités de la République souveraine de Carélie tentent aujourd'hui de redresser l'économie nationale, notamment en mettant en place le traitement du bois et de la pierre, en développant le tourisme national et étranger, en distribuant la terre et des crédits aux fermiers.

La Carélie est un véritable entrepôt de marbre de couleur, de granit, et c'est là que se trouve l'unique gisement de quartzite framboise au monde. On y dénombre 1 500 monuments historiques et culturels, dont plus de 300 ouvrages des charpentiers nordiques mondialement connus. Il est vrai qu'on ne confectionne plus en Carélie de meubles en bois d'une seule pièce, des centaines de milliers de mètres cubes de bois étant exportés ou utilisés dans les combinats de pâte et papier.

Après la visite de Boris Eltsine en Carélie, au printemps 1991, les autorités de la république ont été autorisées à délivrer des licences pour le commerce avec les pays occidentaux et à garder 75 % des entrées en devises. Manifestement, le Kremlin voudrait ainsi éviter que la Carélie ne cherche à rallier la Finlande. Pour ce qui est de cette dernière, comme de la Norvège voisine, il ne lui reste qu'à employer ses ressources et les technologies de pointe pour protéger l'environnement dans une zone qui va de Saint-Pétersbourg à Mourmansk. Car, autrement, la florissante Scandinavie risque d'être submergée par une pollution écologique qui vient de la Russie.

Aucune forêt et aucun lac du Nord ne serait suffisant pour faire face aux dégâts causés par la production de papier et d'aluminium en Russie.

#### IV. KOMIS *La patrie du goulag*

En 1990, la République autonome des Komis accéda au statut de république fédérée. Un an plus tard, les dirigeants de cette république refusaient de livrer au centre la production totale de bois, de pétrole, de gaz et de houille sous forme de matière brute ou de produits finis. Le fait est que, dans la dernière année d'existence de l'URSS, les ministères fédéraux n'étaient plus en mesure de garantir la fourniture de vivres et d'articles de consommation courante aux régions septentrionales du pays, si bien que la République des Komis fut contrainte, comme partout ailleurs chez nous, à passer à l'économie de troc : un wagon de viande contre 30 wagons de bois abattu.



Certes, il serait plus bénéfique de faire sur place des meubles et des matériaux de construction avec ce bois, mais on n'en a ni l'argent ni le désir. Il faudrait également raffiner le pétrole mais la seule usine de la République des Komis, au centre de la ville d'Oukhta, qui en soit capable, ne peut produire que de l'essence de basse qualité, du combustible pour diesel, du mazout, et une grande quantité de déchets qui polluent l'atmosphère. La république possède des gisements de bauxite (aussi bons que ceux de Guinée qui sont l'étalon mondial), de titane, (les technologies dont nous disposons ne permettent pas de le traiter sur place), mais il est

impossible d'extraire sur une vaste échelle sans investissements occidentaux importants et sans assistance technologique.

En 1992, le parlement komi a décidé de laisser sous juridiction fédérale la houille extraite sous Vorkouta, car elle réclame d'énormes subventions, mais de faire passer entièrement sous sa coupe les gisements pétroliers et l'abattage du bois. Moscou sera-t-elle d'accord ? Il ne lui reste cependant pas d'autre solution quand on sait qu'elle a déjà autorisé les autorités de la république à disposer de 30 % de ce qui est produit sur place.

La population autochtone de cette république presque aussi grande que la France (416 000 km<sup>2</sup>) vit pour l'essentiel dans la partie méridionale et ne constitue que 23 % des habitants. Or, les Komis étaient encore 80 % dans les années 1920 de notre siècle, vivant alors surtout de chasse et de pêche. Avec la disparition des villages et la pression des nouveaux venus, on voit reculer l'usage de la langue komi et dépérir la culture nationale.

Les énormes distances, en l'absence de routes, les vastes espaces peu peuplés où l'on peut se déplacer seulement par avion ou par traîneau en hiver, ont fait de la République des Komis une « prison sans murs ». C'est à proprement parler la patrie du goulag, où se trouvent encore un grand nombre de camps dont les détenus abattent le bois, extraient le charbon et le minerai, confectionnent la pâte à papier et s'adonnent à d'autres travaux pénibles et insalubres. Quant aux prisonniers libérés, ils s'installent souvent dans ces lieux, ce qui aggrave la criminalité et multiplie les récidivistes, dont le nombre est un des plus élevés en Russie.

## **1. Le goulag est toujours vivant**

Il n'a fait que changer de dimension. Par exemple, en été 1992, près de 40 000 détenus se trouvaient dans 141 colonies de relégation en Russie. Elles sont destinées à ceux qui ont purgé les deux tiers de leur peine. Mais cette prétendue clémence de l'État ne concourt qu'à préserver un travail esclavagiste, pratiquement non rémunéré (la majeure partie du salaire est absorbée par la nourriture).

Au printemps 1992, 140 000 (!) types d'articles différents étaient produits par les établissements pénitentiaires de la Russie. A la veille de l'effondrement de l'URSS, ce système venait au sixième rang parmi les ministères industriels pour le volume de production. Ce n'est pas un hasard s'il reste aujourd'hui peu de détenus en Sibérie et en Extrême-Orient. Tous ont été transférés à l'ouest de l'Oural, où ils travaillent derrière les barbelés de 600 entreprises. Chacun d'entre nous utilise quotidiennement des objets où est investi le travail de détenus. La plupart des grandes usines automobiles et aéronautiques comportent des ateliers pour détenus. On continue de garder derrière les barbelés 170 000 anciens responsables économiques condamnés pour des crimes qui n'en sont plus en Russie, ainsi que des dizaines de milliers de prisonniers coupables d'avoir revendu de petits lots de marchandises, de devises et de services. Le code pénal de



n'importe quel pays civilisé comporte beaucoup moins d'articles débouchant sur la détention que chez nous. Il est également effroyable que les gens restent en prison durant des années en attendant de passer jugement. Rien qu'en 1992, les organes de l'Intérieur ont placé sous verrous près d'un millier et demi d'hommes d'affaires en Russie, maigre amnistie décrétée par le parlement russe en été 1992 n'a concerné que 5 % des détenus, et pas un seul des condamnés pour « crimes » économiques. Or la majorité d'entre eux ont écopé différentes peines pour que les réformateurs appellent aujourd'hui à réaliser. La majeure partie la population de la république des Komis continue malheureusement vivre selon le code des bâtisseurs du communisme.

Est-ce de ce destin pour leur pays natal qu'autrefois les esprits éclairés rêvaient ? Les habitants de Syktyvkar, la belle capitale des Komis, e gardé le souvenir de l'évêque Stefan de Perm qui convertit les Komis christianisme, ainsi que d'Ivan Kouratov, fondateur de la littérature kor et du sociologue Pitirim Sorokine, mondialement connu.

La république des Komis continuait d'être en 1992 un lieu idéal po « accueillir » les détenus. En effet, nulle part où s'évader : au nord, ri que des marécages et des régions dépeuplées ; au sud, la milice surveie de près l'aéroport, la voie ferrée et l'unique route.

A la fin de 1992, soit un an après l'effondrement de l'URSS et de son économie, la condition des détenus dans cette république, comme d'ailleurs dans toute la Russie, s'était encore aggravée. Le président Eltsine et le parlement de Russie ont à peine modifié le code pénal, en gardant i tacte la structure du goulag, telle qu'elle existait sous Khrouchtchev-Brejnev-Gorbatchev.

L'entretien des détenus ne saurait apporter de bénéfices à personr hormis les prisonniers eux-mêmes et leurs familles, car autrement « partie intéressée » sera toujours tentée de mettre derrière les barreaux plus possible de gens capables de rapporter des bénéfices par leur trav; carcéral.

Aujourd'hui, un prisonnier sur cinq meurt à cause des conditions inhumaines de détention (Litératournaïa gazéta, 30 septembre 1992). Un condamné sur deux sort de prison en étant handicapé à 70 ou 80 %, un détenu sur trois devient invalide de première ou deuxième catégorie, ce qui fait de lui un vieillard dès l'âge de 30 ou 40 ans. En vertu des lois soviétiques draconiennes, toute personne libérée n'a pratiquement aucune chance de retrouver son logis qui lui a été confisqué six mois après la condamnation. Peu de gens parviennent à obtenir leur permis de séjour au lieu originel, or sans ce permis, il est impossible de trouver du travail dans la CEI, d'avoir un passeport, etc. Même pas moyen d'acheter un billet d'avion. Résultat : 80 à 90 % des personnes libérées se retrouvent de nouveau, tôt ou tard, en prison.

Mais ce n'est pas encore le plus terrible. Selon les estimations de Natalia Vejnina, médecin chef de la plus grande clinique de Russie pour le traitement de la tuberculose chez les détenus (1 500 places), 70 % des prisonniers sont atteints de ce mal ; le taux de tuberculose au goulag est 35 fois supérieur à celui du pays, il n'y a en outre que 20 à 30 % de guérison, voire 3 % pour les cas les plus graves (Moskovski komsomolets, 16 septembre

1992). Bejnina estime que cette épidémie est sur le point de s'étendre hors des prisons, étant donné que seulement 7 à 10 % des tuberculeux libérés acceptent de suivre un traitement.

Les lieux de détention restent en Russie des camps d'extermination, cependant que le goulag contribue à saper la santé de toute la nation. Ce qu'on ne croirait pas à se promener dans les rues de la confortable capitale des Komis. C'est d'ailleurs ici, à Syktyvkar, que l'on a commencé à construire en 1992 un centre cardiologique en collaboration avec une firme chypriote.

Le parlement local a éliminé, en juin 1992, les termes « soviétique » et « socialiste » de l'appellation de la république des Komis et adopté une loi « Sur la protection sociale des invalides ». Mais elle ne concerne pas les détenus.

Il faut dire que, sans eux, la république des Komis ne manque guère d'invalides. Nombre d'anciens détenus choisissaient en effet de rester là, sur les « chantiers du communisme ». Et, d'une façon générale, il ne saurait y avoir beaucoup de personnes bien portantes parmi la population « ordinaire ». Pour les raisons suivantes :

A une demi-heure de route de Syktyvkar se trouve un des plus grands combinats de pâtes et papiers en Europe (de la même importance que celui de Kondopoga en Carélie), officiellement appelé Complexe de l'industrie du bois de Syktyvkar. Chacune des machines à faire le papier est placée dans un énorme atelier où tiendraient une dizaine de Boeings. La puanteur à l'intérieur comme à l'extérieur est indescriptible. Or c'est chaque jour, durant toute leur vie, que les ouvriers doivent respirer les émanations chimiques au milieu de ce brouillard jaunâtre... On ne saurait souhaiter pire à l'ennemi. Quant aux immeubles où logent les ouvriers du combinat, ils se trouvent eux-mêmes tout près des ateliers funestes, aux abords de l'entrée. Il s'agissait de ne pas dépenser un seul kopeck pour le transport des travailleurs. Or il aurait été possible de construire ces logements à dix ou vingt kilomètres de là, en pleine forêt, pour que les parents et les enfants respirent de l'air pur. De surcroît, les ministères fédéraux ont tout construit sans installations d'épuration, toujours dans le but d'économiser le plus possible. La moitié des ouvriers du combinat vont au travail et repartent en rang, comme des soldats, car ce sont des détenus. Dès qu'ils auront purgé leur peine, d'autres viendront à leur place. Quant aux ouvriers libres, ils essaient à tout prix d'échapper à cet enfer dès qu'ils ont atteint l'âge de la retraite. A condition de ne pas avoir rendu l'âme auparavant.

## **2. Il y avait même un consulat bulgare chez les Komis**

Durant des décennies, en vertu d'un accord intergouvernemental, les Bulgares sont venus travailler ici, abattre le bois dont leur pays avait besoin. Puis, une fois mariés à des Russes ou à des Komis, ils rentraient chez eux.

Il existe en République des Komis un endroit étonnant : la fonderie de Nuvtchim créée dès le milieu du XVIIIe siècle. Sa production est passée de 832 tonnes en 1795 à 800 tonnes deux siècles plus tard, toujours à la main et avec les mêmes équipements. La seule innovation en deux cents ans consiste à voir amener l'électricité dans les locaux.

En mai 1991, le président du parlement komi a pris pour conseiller le coréen Hwang qui est au 28e rang parmi les hommes les plus riches d'Amérique. Aux termes d'une expérience de dix années sur le marché soviétique, il a proposé à la République des Komis une série de projets pour développer l'électronique, l'agriculture et le transport fluvial.

Même les marais du Nord peuvent donner des récoltes régulières de baies sauvages, depuis les myrtilles jusqu'à la canneberge, écologiquement propre. Seulement, il n'y a personne pour s'en charger, bien que la Finlande, par exemple, fournisse à des conditions avantageuses n'importe quelle marchandise à la région de Vologda, voisine des Komis. Ainsi, cette vaste république n'est en mesure de vendre ses baies et ses champignons ni sur le marché national ni à l'étranger.

Autre paradoxe qui faisait partie du paysage soviétique : à la fin de 1990, le combinat de Syktyvkar produisait chaque jour 40 wagons de papier que l'État achetait à 500 roubles la tonne en moyenne. Or, les co-opérateurs affluaient ici, étant prêts à payer 20 fois plus. Mais on ne pouvait leur vendre que des miettes, tandis que les ouvriers et toute la population continuaient de mener une existence misérable : magasins vides, logements plus que médiocres, détérioration écologique permanente.

Comment, après des décennies d'un tel martyre, les Komis pouvaient-ils considérer les Russes, les nouveaux venus qui leur ont apporté la ruine et tous les malheurs possibles ? Au temps du tsarisme, le joug féodal avait contraint des dizaines de milliers de Komis à s'installer en Sibérie en quête d'un meilleur sort ; aujourd'hui, dans cette contrée forestière, dans leur propre république et en dehors, on compte 350 000 Komis. Et dans la région voisine de Perm, dans l'arrondissement autonome des Komis-Perms, vivent les Permiaks ou Komis-Permiaks, qui étaient au nombre de 152 000 suivant le recensement de 1989. La langue komi-permiak est un dialecte du komi qui, avec l'oudmourte, fait partie du groupe permien de la branche finno-ougrienne de la famille ouralienne de langues.

## V. MARI EL

### *L'industrie de défense*

Ainsi s'appelle depuis 1991 l'ancienne République socialiste soviétique des Maris qui, durant de nombreuses décennies de pouvoir soviétique, jusqu'en 1990, fut une autonomie au sein de la Fédération de Russie. S'étant dotée d'un président en 1992, cette république a réussi à s'af-

franchir pour une bonne part de la tutelle du Kremlin, tant au niveau du parlement que du gouvernement.

Quatre-vingt pour cent de la production industrielle de la République de Mari El sont destinés à la défense. On se plaît à souligner à Yochkar-Ola, la capitale, que cette république était la plus militarisée de l'URSS et le reste en Russie.

Nikolaï Ryjkov, alors premier ministre d'URSS, assista en novembre 1990 à Yochkar-Ola, à l'inauguration de la plus grande entreprise de réfrigération du pays. Des banques italiennes avaient accordé un crédit de 200 millions de dollars, et la firme italienne Fata avait mis en place à Voljsk la production de 220 000 unités pour le stockage des denrées, c'est-à-dire deux fois plus de réfrigérateurs industriels que toute la production soviétique pour 1990. La société mixte Sovitalprodmach tâchait ainsi de régler de façon radicale ce qui était jusque-là un drame : la perte d'un tiers de la production agricole soviétique entre les champs et les magasins. La presse nota à cette occasion qu'un dixième de la surface de la nouvelle usine était occupé par les installations antipolluantes, la production devant être éco-logiquement propre.

Trois cent mille autochtones vivent aujourd'hui dans la république. Il y en a autant qui vivent, en petits groupes, en Bachkirie, Tatarie et Oudmourtie, dans les régions de Kirov, Nijni Novgorod, Sverdlovsk, Perm et Orenbourg. La langue marii comporte trois dialectes principaux : lougovien (population des plaines), oriental et montagnard. Quant à la littérature marii, elle offre deux variantes : lougovienne orientale et marii montagnarde.

Les Maris montagnards furent en fait déportés il y a dix ans, juste avant que soient noyés 45 000 hectares de terres dans le lac artificiel de Tcheboksary, celui de la centrale hydroélectrique du même nom, sur la Volga. Le gouvernement de Mari El demande de reconnaître que l'ex-ministère de l'Énergie de l'URSS menait une politique inconsistante et immorale, et cherche à obtenir de Moscou que le niveau d'eau soit réduit. Trente-huit mille hectares autour du lac sont déjà perdus à cause des eaux qui viennent les recouvrir. Au fond sont restés des dizaines de villages et environ 40 autres sont menacés d'inondation. Les pertes annuelles de l'agriculture sont égales au double (en prix d'avant la réforme) de l'énergie électrique obtenue chaque année. Sans compter que le lac de Tcheboksary s'est converti en une immense fosse d'eaux puantes qui, pour un tiers, viennent des entreprises de Nijni Novgorod sans avoir été épurées. C'est la république de Mari El qui, des trois territoires où se trouve le lac artificiel (avec la Tchouvachie et la région de Nijni Novgorod), a le plus été atteinte. Pour cette raison, elle va s'adresser à la Cour Constitutionnelle de Russie, récemment créée, pour demander une compensation des dommages qui lui ont été causés.

Le décret présidentiel « Sur les mesures d'État visant à soutenir le développement socio-économique de la république des Marii El », du 24 août 1992, suggérait que les problèmes liés à la centrale hydroélectrique de Tcheboksary pouvaient être prochainement réglés, et il autorisait le gouvernement de la république à signer des contrats de coopération avec les compagnies étrangères, en même temps que les fermes d'aviculture indus-

truelle avaient droit à 85 000 tonnes de fourrage et que 250 millions de roubles supplémentaires étaient destinés à la construction de logements pour les militaires. Enfin, le décret accordait à la représentation des Mari El à Moscou des locaux d'une superficie de 103,6 m<sup>2</sup>, à deux adresses différentes.

Est-il besoin de dire que, face à ces « largesses », même les entreprises de la défense, restées sans commandes d'Etat, ont choisi de relever des instances républicaines et non plus fédérales ? Les autorités locales ont signé en septembre 1992 un accord économique avec le Tatarstan, et elles s'apprêtent à collaborer avec les États finno-ougriens : Finlande, Estonie, Hongrie. Vladislav Zotine, le nouveau et premier président de Mari El, a perdu toute illusion quant au gouvernement démocratique de Russie. Même en demeurant au sein de la Fédération de Russie, la république ne peut en effet que compter sur elle-même pour sortir de la crise. « Pourvu que Moscou ne nous mette pas de bâton dans les roues ! » : tel est le leitmotiv de Zotine dans son interview à Nézavissimaïa gazéta (18 septembre 1992).

## VI. MORDOVIE

### *Le centre atomique Arzamas-16*

C'est sur le territoire de la Mordovie qu'on a inauguré, à l'automne 1992, un musée des armements atomiques qui est sans doute le seul de ce genre au monde.

C'est aussi en Mordovie que se trouve l'unique colonie pénitentiaire de Russie réservée aux étrangers.

Quant aux usines militaires locales, elles produisent une électronique compétitive même en Occident. Le BIGH, le plus puissant réacteur à graphite et à impulsion qui existe au monde, a également été créé en Mordovie. Et c'est là qu'on est parvenu à devancer pour le moins de quinze ans les Américains en matière de lasers à faisceau nucléaire.

Un collaborateur du groupement de recherche et de production de Saransk, capitale de Mordovie, fut en butte aux vexations des autorités pour avoir voulu... devenir député du Soviet de la république, alors autonome. On incendia son appartement, des mercenaires furent payés pour le tuer. Cet homme n'est resté en vie que par miracle après qu'on lui eut fracassé le crâne avec une pince. Et quelques mois plus tard après être sorti de l'hôpital, il est devenu président de la république de Mordovie.

Quant au vice-premier ministre de Mordovie Alexandre Garmachov, il a fait rire toute la Russie. Interrogé par un correspondant de Molodoï léninets, journal de Saransk, sur les résultats de son voyage à Moscou, il répondit :

*« J'ignore si je dois vous dire toute la vérité (il rit). Bon, d'accord. Les résultats sont bons. Le budget de la Mordovie a doublé. Mais pour ce qui est des raisons... Cela a été préparé par les gens venus à Moscou avant moi, bref, le système des pots-de-vin s'est beaucoup renforcé. Ils ont le pouvoir, ils partagent entre eux. Rien à faire dans la capitale avec les mains vides, que ça vous plaise ou pas. En un mot, nous avons bien déblayé le terrain. Et tous ces départements vont s'accrocher de toutes leurs forces à un système de ce genre. »*

Ces propos firent scandale, le Département central des crimes économiques du ministère de l'Intérieur de Russie fut chargé de démêler l'affaire. On interrogea des dizaines de gens à Saransk et à Moscou. Sans rien trouver, bien sûr. Et Garmachov, de son côté, dit que le journaliste l'avait mal compris. Les Izvestia du 31 août 1992 relataient cette histoire en déplorant l'ampleur de la concussion en Russie. Je pense que le prochain budget annuel de la Mordovie ne sera plus ratifié à Moscou. On s'arrangera sur place.

En 1992, dans la Russie postcommuniste indépendante, une nouvelle élite politique a commencé à se former. Le président Eltsine a réussi sans trop de mal à renouveler les dirigeants des administrations locales des territoires et régions de la Fédération de Russie, mais la plupart des autonomies ayant proclamé leur souveraineté, elles ont vu rester au pouvoir les anciens responsables du parti aux termes des élections présidentielles et parlementaires.

La Tchétchnie et la Mordovie sont les seules exceptions à cette règle. La première est tombée aux mains des national-radicaux, et c'est seulement en Mordovie que le représentant des forces démocratiques, le président de la section mordve du mouvement Russie démocratique, a triomphé aux élections.

Vassili Goussiatnikov, le premier président de Mordovie, est un Russe. Son gouvernement étant composé à 20 % de représentants de la nationalité mordve. Soit un peu moins que la proportion de Mordves dans la population de la république. Curieusement, le Russe Goussiatnikov a obtenu dans nombre de villages mordves 80 % des voix bien qu'il eût un autochtone pour concurrent. Les enfants mordves connaissent mal leur langue maternelle car celle-ci n'est plus enseignée depuis longtemps dans les écoles. Il a fallu attendre le début de 1991 pour que s'en aille de Mordovie le premier secrétaire du comité régional du PCUS qui, durant 20 ans, avait appliqué d'une main de fer les directives du Kremlin. C'est sous son règne qu'on avait célébré en grande pompe le 500<sup>e</sup> anniversaire du rattachement de la Mordovie à la Russie, et il avait lui-même mené à fond de train la russification de la république, et pas seulement dans la capitale Saransk.

La capitale de Mordovie réclame actuellement d'être proclamée zone de sinistre écologique. Des experts officiels de Moscou, venus à Saransk en 1990, ont analysé le sol des parterres de fleurs devant le siège du gouvernement de la république et on y a décelé une teneur en mercure 70 fois supérieure à la concentration tolérée, ainsi que 13 fois plus de strontium, sans parler des excédents de chrome, nickel, arsenic, antimoine, plomb et même argent. L'analyse chimique des cheveux des enfants a donné des résultats analogues. C'est le complexe militaro-industriel qui a empoisonné la terre, l'atmosphère et l'eau, les principales rivières de Mordovie — Alatir, Soura, Vad, où l'on pêche aujourd'hui des brèmes chauves, des

perches sans yeux et d'autres poissons mutants. Aucune entreprise de la république ne possède d'équipements d'épuration dignes de ce nom, la technologie en étant presque restée au niveau des manufactures du temps de Pierre le Grand.

C'est en Mordovie, à la frontière même avec la région de Gorki, que l'on fabrique des ogives nucléaires, exactement à Arzamas-16 (anciennement Sarov), ville ultrasecrète encore fermée en 1991 et bâtie en 1945 par des détenus (les célèbres camps de Mordovie se trouvaient à quelques kilomètres de là). Y ont travaillé les atomistes soviétiques les plus réputés, tels que Sakharov, Zeldovitch, Kourtchatov, et aujourd'hui Khariton, Néguine, Troutnev, Kotcheriants et Pavlovski. Autant de savants que connurent personnellement tous les secrétaires généraux du PCUS, de Staline à Gorbatchev. Les chercheurs furent installés dans les locaux de l'Ermitage de Sarov, monastère auparavant pillé. C'est à partir de l'infrastructure de l'ancienne usine d'obus pour les fameuses « Orgues de Staline » qu'on a commencé à forger le bouclier missile-nucléaire de l'URSS.

On ne prenait guère de gants avec les savants. Le camarade Béria avait dit d'un air pénétré à Kotcheriants, en lui donnant une nouvelle tâche : « Si ça ne marche pas, vous serez fusillé » : le physicien n'oublia plus jamais cet épisode et le confia en 1992 au premier journaliste ayant jamais réussi à l'interviewer. Il y a quelque chose de symbolique dans le fait qu'un des pères de la bombe atomique soviétique ait été le grand Sakharov qui, par la suite, fut à même de maudire ses employeurs, tandis que l'académicien Khariton continuait en 1992, à l'âge de 89 ans, d'être le « patron » d'Arzamas-16, après avoir dirigé durant un bon demi-siècle la création des bombes A et H de l'URSS (aujourd'hui, de la Russie).

Staline avait ordonné que le centre de recherches nucléaires soit construit à moins de 400 kilomètres de Moscou. On choisit l'antique ville de Sarov, à 404 km. Au début du siècle, le chemin conduisant à Sarov était des plus fréquentés (même par la famille impériale), car on venait s'incliner devant les reliques de saint Séraphim. Ensuite, les forêts environnantes furent livrées à l'abandon, puis rattachées à la réserve naturelle Smidovitch. Après la guerre, Sarov devint « Moscou-2 », puis Kremlevsk, avant d'acquérir son nom actuel. La majeure partie des terres de Sarov, plus de 22 000 hectares, continuent d'appartenir à la Mordovie. Arzamas-16 a maintenant trois maîtres : le sol est mordve ; la municipalité dépend de la région de Gorki ; toute la production est sous la coupe du complexe militaro-industriel. Des relations plutôt bonnes se sont tissées entre Saransk, Sarov et Nijni Novgorod, mais le parlement de Mordovie ne souhaite pas accorder pour toujours et gratuitement la terre aux atomistes.

Arzamas-16 est aujourd'hui la capitale non officielle de notre archipel atomique, des dizaines de milliers de personnes y travaillent à l'Institut pilote de physique expérimentale et à l'usine électromécanique Avant-Garde. Mais ce centre nucléaire fédéral de la Russie est en crise depuis que la guerre froide est terminée. Journalistes et hommes publics étrangers affluent aujourd'hui à Sarov. Les diplomates occidentaux supplient Moscou de tout mettre en œuvre pour ne pas laisser sans travail et sans attention la reine des cités nucléaires de l'ex-URSS. Car plusieurs dizaines d'atomistes quitteront alors Arzamas-16 pour un des pays «

chauds », et alors le complexe militaro-industriel des États-Unis n'aura plus qu'à réclamer une ou deux centaines de milliards de dollars en plus pour se préparer à la guerre des étoiles.

Le know-how est actuellement très prisé. Or les chercheurs d'Arzamas-16 possèdent les technologies de pointe, il ne leur manque que l'aide financière de l'Occident. Les hôtes étrangers peuvent contempler ici des échantillons uniques et étonnants, depuis le plus petit appareil de radiographie au monde jusqu'aux polycliniques ambulantes, à partir des puissants véhicules militaires de gros tonnage Oural, depuis les installations à laser et à plasma jusqu'aux méthodes d'intensification de l'extraction du pétrole par affouillement du sol à 200 mètres de profondeur et à l'aide d'obus cumulatifs (ce qui revient cent fois moins cher que les méthodes américaines correspondantes).

## VII. OUDMOURTIE

### *Arsenaux d'armes chimiques*

C'est en 1807 que l'usine d'Ijevsk produisit ses premiers fusils et sabres baïonnettes et dès la guerre contre Napoléon les armes d'Ijevsk purent faire leurs preuves dans les mains de l'armée russe.

On confectionne ici, depuis le milieu du XXe siècle, le fameux Kalachnikov, différents types de missiles, des moyens de communication et des composants pour les armements nucléaires. 80 % de la production industrielle d'Oudmourtie relevaient encore en 1991 du complexe militaro-industriel de l'URSS. Mais même à cette époque les puissants patrons de l'industrie de guerre se souciaient comme d'une guigne du développement social de la république. En 1990, avant les principales réformes et les cataclysmes, un tiers de la population avait des revenus inférieurs au minimum vital.

Les ministères fédéraux avaient converti le territoire de la république en un véritable tonneau de poudre. Dix-huit gazoducs et pipe-line de 1 400 mm de diamètre et d'une pression de 70 atmosphères traversent toute la république. Rien que dans les environs d'Ijevsk se trouvent plus d'une vingtaine d'usines bourrées de substances chimiques dangereuses, le bourg de Kambarka sur la rive de la Kama, étant même connu dans le monde comme un des principaux arsenaux d'armes chimiques. C'est là que se trouvent 7 000 tonnes de lewisite, soit presque la totalité des stocks mondiaux, ce qui est suffisant pour empoisonner 50 000 fois la population du globe. Les présidents soviétique et américain, Gorbatchev et Bush, signèrent en leur temps un accord sur la destruction des stocks chimiques meurtriers, mais, à en juger par le rythme des travaux, c'est seulement après avoir construit l'infrastructure adéquate en 1998 que la Russie sera en mesure d'amorcer cette destruction extrêmement coûteuse. Encore faudra-t-il trouver une place pour ces cimetières chimiques qui alarment



la population locale. Le retraitement d'une tonne de lewisite fournit 6 à 7 tonnes de déchets à teneur d'arsenic, dont la vente sur le marché mondial pourrait rapporter à l'Oudmourtie 7 à 8 milliards de dollars selon les estimations de certains spécialistes.

## 1. Une mort à retardement

Depuis 1992, l'Oudmourtie est devenue dans l'ancienne URSS le deuxième endroit de concentration de citoyens américains, après Moscou. Voici maintenant plus de trois ans que les experts américains, à l'entrée de l'usine de Votkinsk, contrôlent strictement jour et nuit, l'application de l'accord sur les missiles de moyenne et moindre portée.

La ville de Kambarka et le bourg de Pibonchour sont les deux nouvelles adresses choisies en 1992 par les États-Unis pour leur service d'inspection sur le territoire oudmourte. La lewisite stockée pendant plus de quarante ans à Kambarka va enfin en être évacuée, tandis qu'une grande quantité d'armements stratégiques se trouvent à Pibonchour, dans le district de Balézinsk, or il s'agit de les détruire conformément aux accords internationaux.

Il a été dit, dans un article des Nouvelles de Moscou, que bien que l'URSS eût juré de ne jamais user des armes chimiques, on y avait eu recours contre les manifestants de Tbilissi le 9 avril 1989. A l'époque, nos militaires avaient catégoriquement refusé d'indiquer le type de gaz utilisé et quel était le contre-poison. De même, l'armée s'apprêtait à « enfumer » le parlement de Russie lors du putsch d'août 1991.

L'article susmentionné cite l'académicien et général A. Kountsévitich qui déclara au monde entier, après une rencontre de plus à Genève : « En 1987 nous avons entièrement cessé la production d'armes chimiques » (Izvestia, 27 août 1992). Cependant, ce même Kountsévitich, chef adjoint des troupes chimiques de l'URSS, et V. Pétrounine, directeur de l'Institut fédéral de chimie organique et de technologie, avaient reçu des mains du président Gorbatchev, au printemps 1991, les diplômes et insignes du prix Lénine pour avoir mis au point la production de l'arme binaire. Laquelle supasse considérablement le célèbre VX, car les personnes atteintes ne peuvent pratiquement pas guérir. Gorbatchev, à l'époque, avait lui-même déjà signé avec Bush un accord portant sur les armes chimiques et obtenu le prix Nobel de la paix.

Le président Boris Eltsine a officiellement déclaré, le 29 janvier 1992, que « la Russie respecte l'accord signé en 1990 avec les États-Unis pour la non-production et la destruction des armes chimiques ». Mais voici qu'au printemps 1992, derrière le dos du président Eltsine, le général S. Pétrov, chef des troupes chimiques, a dirigé les essais d'une nouvelle substance nocive au polygone du plateau d'Ustiourt, près de la ville de Noukouss en Ouzbékistan, aujourd'hui pays étranger. Et rien n'atteste que le président ouzbek n'était pas au courant.

Les négociations sur les armes chimiques ont duré vingt ans à Genève et n'ont pu aboutir qu'après la faillite de l'URSS, à l'automne 1992, lorsque le projet de Convention pour l'interdiction de concevoir, produire, stocker et utiliser les armes chimiques, ainsi que pour leur destruction, fut soumis à la 47<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies. La Russie doit à présent détruire 40 000 tonnes de ces armes meurtrières. Les États-Unis nous accordent à cette fin, dans une première étape, 25 millions de dollars sur les 400 millions que le gouvernement américain s'appête à nous donner pour détruire tous les types d'armements d'extermination massive. Au bourg de Gorny, dans la région de Saratov, on conserve des stocks d'armes chimiques depuis les temps de la Première Guerre mondiale. 3 500 000 obus devront être détruits dans une seule usine d'armes chimiques. Qui dit mieux ?

D'un autre côté, qui peut garantir que l'argent américain ne sera pas mis à profit par nos glorieux savants pour fabriquer une nouvelle génération d'armes chimiques ? Deux personnes bien renseignées, les docteurs en chimie Vil Mirzayanov et Lev Fédorov, dont les noms sont déjà entrés dans l'histoire, ont accusé dans les pages des Nouvelles de Moscou (20 septembre 1992) le commandement militaire de dissimuler systématiquement et délibérément la vérité à propos des armes chimiques de la Russie.

L'URSS puis la Fédération de Russie, son héritière juridique, n'ont pas cessé un seul jour de travailler à de nouveaux systèmes d'armes chimiques, affirment les deux savants. Et de façon si convaincante que les chefs militaires du pays n'ont pas tardé, avec l'aide des organes de sécurité, à inculper et envoyer derrière les barreaux Mirzayanov et Fédorov.

Ces deux hommes, dont l'un était jusque-là chercheur à l'Institut fédéral susmentionné, écrivent que même cet établissement, pourtant situé presque au cœur de Moscou, rue des Enthousiastes, ne possède pas de filtres pour les rejets nocifs qui s'envoient directement dans l'air de la capitale. Les eaux souterraines et le vaste territoire de cet institut sont empoisonnés à tel point que les travaux de terrassement doivent y être effectués dans une ambiance de manœuvres militaires, avec masque antigaz. Ni les substances à phosphore, ni le zarine ou le zoman, ni le VX, ni la nouvelle arme binaire ne peuvent être neutralisés par les chercheurs de l'institut. Impossible, disent les spécialistes, de procéder à une dégazéification totale.

Si de telles mœurs régissent à Moscou, au plus haut niveau gouvernemental (Kountsévitche est un des conseillers d'Eltsine), parmi les généraux et les académiciens chargés du secteur chimique du complexe militaro-industriel, que dire des perspectives de Kambarka, pauvre trou perdu d'Oudmourtie ? 13 000 habitants, 5 000 maisons, 3 usines, pas de canalisations, pas de conduites d'eau ou de gaz. En revanche, il y a maintenant des Américains, et une opinion publique. Néanmoins, Mirzayanov et Fédorov sont fondés à croire que les généraux du complexe n'admettront pas de stagnation dans leurs affaires et sauront une fois de plus « feinter » les Américains et que, grâce aux 25 millions de dollars offerts par ces derniers, ils pourront produire un lot de substances plus meurtrières que les précédentes. Or, aujourd'hui comme hier, notre leadership dans ce domaine est incontestable.

Pratiquement toute l'industrie chimique de l'URSS recevait des commandes militaires. Il y avait même des secteurs secrets aux Instituts moscovites de phytopathologie et de protection chimique des plantes, à l'Institut des herbicides d'Oufa, à celui de biologie moléculaire appliquée et à l'Institut de toxicologie du ministère de la Santé de l'URSS, tous deux à Moscou. Il fut un temps où nos chercheurs venaient en aide aux Vietnamiens victimes de l'« Agent orange » américain, alors que nos frères et concitoyens des républiques d'Asie centrale subissaient toujours les conséquences des défoliants dont on arrosait les champs de coton (plus une feuille ne restait à l'issue de ce traitement). Et les Soviétiques n'ont jamais rien su de cette forme « légère » de génocide. Si un État de droit parvient à s'instaurer chez nous, les dirigeants actuels et les généraux retraités de notre complexe chimico-militaire rempliront les salles des tribunaux, tandis que l'État aura à verser des millions de roubles de dédommagement aux victimes et à leurs enfants.

## **2. Il est impossible de tromper éternellement tout le monde**

Il s'avère que les tenants du pouvoir ne font que se leurrer. L'usine d'Ijevsk fabrique depuis des dizaines d'années des motos tout à fait inutilisables, en comparaison desquelles les motos prises aux Allemands pendant la dernière guerre font figure d'idéal. Or, il apparaît maintenant que l'usine « de motos » avait pour tâche essentielle de produire de l'appareillage électronique pour les programmes spatiaux. La guerre froide étant finie, il faut se reconvertir entièrement à l'industrie civile, et développer les entreprises aptes à produire en Oudmourtie même tous les éléments et pièces d'une motocyclette, pour ne pas dépendre des fournisseurs. Il a également fallu améliorer la qualité des engins, à la recherche de 350 000 acheteurs en 1992.

La production des usines militaires d'Ijevsk et de tout le pays était achetée par l'armée à des prix manifestement en dessous du coût réel. Quant aux exportations, elles ne rapportaient pas la moindre devise forte aux entreprises.

Ainsi, l'usine de constructions mécaniques d'Ijevsk a donné à l'État 600 millions de dollars en l'espace de dix ans, car les systèmes de DCA fabriqués en Oudmourtie passent pour les meilleurs du monde. Or voici qu'en 1992 Moscou a nettement réduit les fournitures et le financement des usines du complexe militaro-industriel d'Oudmourtie, sous prétexte de les reconvertir au civil. Alors qu'un système de DCA mentionné rapporte facilement douze millions de dollars sur le marché mondial, le ministère de la Défense n'avait payé à l'usine d'Ijevsk que quatre millions de roubles pièce.

Afin de vendre une Kalachnikov ou la mitraillette Nikonov (meilleure de ce type dans le monde) qui la remplace, il faut recueillir à Moscou une demi-centaine de signatures, sans que l'affaire soit pour autant garantie. Il est certes immoral de vendre des armes, mais quand même... Les autorités

de Russie ont choisi de priver précisément l'Oudmourtie de l'argent que rapportent les armes. Car le territoire de cette république doit devenir, avec l'accord du président Eltsine, un terrain d'essai de la reconversion du militaire au civil.

Si Moscou permettait de vendre toutes les armes en dollars, il suffirait d'écouler la moitié des stocks de 1992 en Oudmourtie pour changer radicalement le niveau de vie des habitants de cette petite république. Un décret présidentiel du 31 mars 1992 « Sur les mesures devant assurer la reconversion en Oudmourtie » autorise cette dernière à garder jusqu'à 70 % des devises fournies par la vente d'armes, à condition d'utiliser cet argent pour acheter à l'étranger des technologies destinées à produire des biens de consommation. Mais le décret présidentiel n'a pas « fonctionné », comme on dit en Russie. Qui donc, à Moscou, laisserait de gaieté de cœur les dollars aux Oudmourtes ? On ne les autorise à exporter eux-mêmes que des fusils de sport et de chasse, le bois de construction, ainsi que 7 % du pétrole extrait dans la république. Or les Oudmourtes fabriquaient aussi les missiles SS-20.

Aujourd'hui, ils voudraient pouvoir cultiver le lin, leur traditionnelle culture d'exportation. Mais ils n'y parviendront sans doute pas car ils ont désappris à le cultiver. En quarante ans, la production de lin n'a dépassé que quatre fois les 3 quintaux à l'hectare, alors que dans d'autres pays elle est de 3 à 10 fois supérieure.

Soucieuses de faire face au chômage massif qui menace la plupart des entreprises du complexe militaro-industriel, les autorités oudmourtes ont demandé en août 1992 au gouvernement russe de les affranchir pendant deux ans des impôts sur les investissements privés et étrangers destinés à la reconversion. Elles attendent encore une réponse.

Pourtant, l'Oudmourtie connaît déjà certaines réussites prometteuses dans le secteur de la construction mécanique pétrolière et des équipements médicaux. Tout ce que l'Oudmourtie ne peut obtenir dans les couloirs moscovites du pouvoir, elle l'obtiendra des membres de l'Association d'interaction économique des régions et républiques de l'Oural, qui fonctionne activement depuis déjà plus d'un an.

V. Tubylov, président du Soviet suprême d'Oudmourtie, et le président du Tatarstan M. Chaïmiev ont signé le 16 juin 1992, à Ijevsk, un accord économique et décidé d'ouvrir à Ijevsk et Kazan des représentations plénipotentiaires. Il y a 110 000 Tatars en Oudmourtie.

A Votkinsk, patrie du grand compositeur russe Piotr Tchaïkovski, ainsi que dans toute l'Oudmourtie, les aborigènes parlaient leur langue maternelle avant l'instauration du pouvoir soviétique. C'est en 1991 qu'on a commencé (!) à introduire l'enseignement de l'oudmourte dans les écoles. 750 000 Oudmourtes vivent essentiellement dans leur république et sur les territoires contigus. Mais la moitié d'entre eux ne connaissent plus leur langue maternelle.

Alors que les Mariis sont renommés pour leurs danses, les Tatares pour l'apprêt du cuir, les Bachkirs pour la sculpture sur bois, la carte de visite des Oudmourtes est le chant et le tissage. Au début du XXe siècle, ils étaient formellement considérés comme des chrétiens, mais ils sont en fait restés attachés aux traditions païennes.

Un peu plus de 1,6 million de personnes vivent sur 42 000 kilomètres carrés, la moitié du territoire de cette république pré-ouraliennne, située entre la Kama et la Viatka, étant consacrée à l'agriculture. Les forêts couvrent 45 % du sol. Six villes et seize agglomérations de type urbain produisent, outre les armements et autres articles militaires, des automobiles et locomotives, des motos et machines-outils, des machines à papier, de l'acier et des laminés.

## VIII. TATARSTAN

### *Capitale de la russie musulmane*

Cette république est la seule des anciennes autonomies russes à s'être dotée des attributs d'un État souverain et indépendant. La capitale Kazan possède même son propre Kremlin, son président, un parlement et un gouvernement, un cabinet fantôme, deux puissants partis et des mouvements d'opposition. Les Tatars constituent la moitié des 3 millions d'habitants, les Russes sont près de 43 %.

La majorité des 7 millions de Tatars de l'ancienne URSS vivent en Russie, étant le second groupe ethnique après les Russes. L'alliance historique traditionnelle des Tatars et des Bachkirs, leurs affinités ethniques et linguistiques, font de ces communautés un facteur de poids dans la vie politique de Russie. Il existe aussi d'importantes communautés tatares aux États-Unis, en Australie, Allemagne, Turquie et Finlande. Un Congrès mondial tatar s'est tenu à Kazan en été 1992.

Aux côtés des Tatars de Crimée et des peuples autochtones du Caucase du Nord, ils forment le monde musulman de Russie. Les dirigeants pro-communistes du Tatarstan, abouchés aux mouvements nationalistes locaux, ont été proches, en 1992, de réaliser un coup d'État au sein de la Fédération de Russie. Refusant net de signer les documents d'incorporation à la Russie, les autorités locales ouvrirent un large champ aux forces qui, au Tatarstan, prônent l'insubordination aux organes centraux de la Russie démocratique.

Par une décision gouvernementale de février 1992, le Tatarstan a décidé de ne pas perpétuer la mémoire des victimes du génocide stalinien. En outre, les députés communistes ont insisté pour maintenir la célébration de la révolution d'Octobre, le 7 novembre. Ainsi, la journée d'inflexion à Moscou sera une journée de liesse à Kazan. Le parlement tatar a adopté, en moins de deux ans, une déclaration sur la souveraineté de la république, et la décision d'organiser un référendum portant sur l'indépendance nationale, en même temps qu'il a proclamé la primauté des lois républicaines sur les lois fédérales, rebaptisé la République autonome en République socialiste soviétique, puis simplement en République du Tatarstan.

## 1. Le Tatarstan va-t-il sortir de la Russie ?

La presse de Russie a déjà consacré des centaines d'articles à ce sujet. Dans les années 1990, les journalistes de Moscou consacraient une attention primordiale au Tatarstan et à la Tchétchnie rebelle, en leur apportant un soutien inconditionnel et unanime. Cependant, la Cour constitutionnelle de Russie a annulé les changements apportés à la Constitution du Tatarstan comme n'étant pas conformes à la Loi fondamentale de Russie, ce qui concerne également le référendum déjà mentionné. Bien que le parlement tatar ait approuvé et largement diffusé le 6 mars 1992, avant le référendum sur l'indépendance, une déclaration affirmant nettement que le statut d'État souverain du Tatarstan ne modifierait en rien l'espace écologique et géopolitique commun avec la Fédération de Russie. Après avoir voté pour l'indépendance au référendum, le Tatarstan a l'intention d'établir des rapports horizontaux avec Moscou et les autres républiques, en déléguant une partie de ses pouvoirs aux organes de la Fédération de Russie.

Le plus probable est que les républiques particulièrement rétives auront droit à un statut spécial au sein de la Fédération de Russie, un statut d'unité fédérale aux droits limités, excluant celui de quitter la Fédération. En effet, si les Tatars veulent bâtir le champ juridique de leur indépendance, ce n'est pas pour sortir de la Russie, mais pour améliorer la situation de leur peuple. C'est précisément à Kazan, après la victoire sur les putschistes en août 1991, que Boris Eltsine prononça ses célèbres paroles en s'adressant aux dirigeants des républiques et autonomies de l'URSS : « Prenez autant de souveraineté que vous pouvez en avaler ». Et le 30 août, proclamé fête nationale à l'occasion de la Déclaration de souveraineté du Tatarstan, le président de Russie adressa ses félicitations aux dirigeants de la république. Le partage des pouvoirs entre Moscou et les républiques de Russie est une chose pratiquement accomplie. Il reste seulement à fixer le montant des impôts et les modalités de propriété. La division lénino-stalinienne en peuples « de première et deuxième catégories » ne pouvait pas durer indéfiniment.

Les Tatars ont accordé à deux langues, le tatar et le russe, un statut officiel dans leur république, mais toutes les procédures administratives se font pour l'instant en russe. La radio et la télévision commencent seulement à émettre aussi en tatar. Le fait est que pas plus de 7 % des enfants fréquentent les écoles tatares.

Par son potentiel industriel, le Tatarstan ne le cédait en rien aux trois républiques baltes prises ensemble, mais en 1991, 80 % des entreprises appartenaient aux ministères fédéraux, 18 % aux ministères de Russie, et seules quelques miettes étaient laissées aux autorités de Kazan. Dans la dernière année d'existence de l'URSS, le centre, soucieux d'atténuer la tension sociale, avait « charitablement » autorisé la république à vendre à l'étranger un million de tonnes de pétrole sur les 32 millions annuellement extraits au Tatarstan.

Alors que le Tatarstan a déjà produit au total 2,5 milliards de tonnes de pétrole, c'était toujours un problème d'y faire un plein d'essence, car tout le pétrole était envoyé de façon presque gratuite aux raffineries se trouvant

hors de la république, à Riazan et à Nijni Novgorod. La zone pétrolière, dans le sud-est du Tatarstan, est écologiquement sinistrée. Moscou ne voulait se soucier ni de la terre, ni des hommes. Même dans les régions du Tatarstan riche en pétrole, seulement 12 % à 15 % des habitants disposent du gaz de ville. Les villages assis sur des couches de pétrole et de gaz doivent se chauffer au bois.

Pour ce qui est de l'industrie dite de défense, la production de presque chaque entreprise du Tatarstan est unique en son genre. Kazan fut mis en effervescence au début des années 1990 parce que toutes les usines militaires, y compris dans le secteur de l'aviation et des armements, venaient brusquement de perdre les commandes de Moscou et leurs personnels étaient menacés de chômage. C'était Moscou qui décidait des problèmes de la reconversion, mais aussi des nouvelles technologies d'extraction du pétrole et même... de la confection de chaussures. Une grande usine produisant 12 millions de paires de chaussures par an n'avait même pas le droit de réaliser ses propres formes de bottes et de nouveaux modèles de chaussures. Les sujets des études scientifiques ou des livres, le nombre des étudiants de troisième cycle ou des chercheurs étaient également définis à Moscou. Quant aux thèses de doctorat, elles ne pouvaient être soutenues qu'en russe, comme d'ailleurs dans tout le reste de l'URSS.

L'usine KamAZ, qui possède un monopole des poids lourds en Union soviétique (80 % des transports de marchandises routiers étaient effectués avec des camions de cette usine), s'était ingéniée en 1991 à ne vendre que 13 % de ses actions au Tatarstan sur le sol duquel elle se trouve pourtant, et à n'accorder que 2,3 % de camions à cette république. Or, ces camions sont une monnaie des plus fortes en Russie et Communauté d'États indépendants, ce qui permet aux dirigeants de KamAZ de créer des conditions de travail optimales pour ses 170 000 ouvriers et employés. Alors qu'elle spéculait avec ses camions aux bourses et aux enchères, l'usine refuse de partager avec le Tatarstan ses bénéfices proprement fantastiques.

Il en va de même avec l'usine d'aviation de Kazan qui fabrique les redoutables « Backfire ». Le premier ministre du Tatarstan, Moukhammad Sabirov, déclara aux journalistes en mai 1992, qu'il avait plus d'une fois demandé à Moscou de modifier le profil de cette usine et de lui permettre de produire le TU-204, un jet moderne.

Lorsque les 24 milliards de dollars de crédits occidentaux ont froufrouté à l'horizon de l'économie russe, Sabirov proposa de dépenser la « part tatare » de cette aide pour construire la première raffinerie du Tatarstan qui pourrait traiter jusqu'à 96 % de la matière brute. (Les usines qui produisent actuellement de l'essence à Oufa, Oulianovsk et dans d'autres villes de Russie, sont extrêmement vétustes, les déchets s'élevant à la moitié du pétrole).

Un autre casse-tête se pose à Sabirov. Le Tatarstan a hérité de l'URSS, près de l'antique ville d'Elabouga et à côté de l'usine KamAZ, de l'immense chantier d'une usine automobile aujourd'hui gelé. Ni Moscou, ni Kazan n'ont les ressources nécessaires afin de poursuivre cette construction qui a déjà coûté des centaines de millions de roubles. (À l'époque le dollar valait de 3 à 5 roubles au marché noir contre 400 en 1992).

L'aide du Fonds Monétaire International pourrait permettre, dès 1996, de produire 150 000 voitures par an sur une chaîne, puis d'en mettre en fonction une deuxième. Il serait ainsi possible de satisfaire la demande en voitures non seulement au Tatarstan et en Russie, mais également dans tous les pays de la CEI qui auraient accepté de participer à l'achèvement de la construction de ladite usine. En permettant de maintenir les postes de travail qui disparaissent déjà dans les usines militaires par suite de la reconversion, l'usine géante d'Elabouga contribuerait à atténuer la tension sociale au Tatarstan, à surmonter la crise économique dans cette république. Point n'est besoin d'être prophète pour savoir si Moscou aidera Kazan à résoudre ce problème. Seulement, il faudra que les Tatars fassent tout eux-mêmes, avec l'aide de l'Occident, trouvent les crédits nécessaires, etc.

Il est inévitable que le Tatarstan nationalise toutes ces industries. Et non moins inévitable qu'il les privatise. Mais qui, dans ce cas, pourra acheter les fabriques et les usines ? La mafia de l'économie parallèle ou les anciens bonzes du parti qui ont caché d'énormes sommes d'argent volées au peuple ? D'autres variantes sont possibles s'agissant des petites unités à privatiser. Les Tatars ne sont pas de mauvais commerçants. Même à Moscou, où vivent 200 000 Tatars, ils contrôlent un énorme secteur du commerce.

On connaît très bien à Kazan Sergueï Chachourine, âgé de 39 ans, dont l'association Tan (qui signifie aube en tatar) comporte plus de 200 petites et moyennes entreprises du bâtiment, usines de matériaux de construction, coopératives et entreprises du secteur tertiaire. Or, ils avaient commencé par construire au Tatarstan des entrepôts pour légumes, ce qui permettait de les vendre deux fois moins cher qu'en Russie. A présent, ils construisent des hôtels, des stations-service, des maisons de cure et de repos. Chachourine se déplace à bord d'un avion personnel, avec son avocat et son comptable, à travers toute la Russie, pour conclure des contrats sans intermédiaires en la personne des ministères et des bourses de marchandises. Il se contente de payer ses impôts à l'État et aussi il ramasse le bois abandonné le long de cours d'eau de la Russie moyenne pour l'emporter à Astrakhan sur ses propres péniches, afin de l'échanger contre des tomates et des pastèques qu'il fait venir à Kazan. En outre, il a construit au Kamtchatka des usines de réfrigérateurs et une fabrique de farine de poisson pour nourrir le bétail, réglant ainsi un problème qui se posait au Tatarstan. Les employés et les ouvriers de Chachourine travaillent avec zèle. Mais que pourraient faire les entreprises d'État isolées qui n'ont pas de débouchés sur le secteur privé ?

La confiserie Zaria de Kazan a été rachetée pour 13 millions de roubles (prix de décembre 1991). Durant les 15 dernières années, sa valeur avait augmenté de 7 millions de roubles, un septième étant constitué par le budget et le reste ayant été gagné par le personnel. En outre, pendant ces 15 mêmes années, la confiserie avait versé à l'État 53 millions de roubles d'impôts sur ses revenus et 85 millions sur son capital roulant. Autrement dit, le personnel avait racheté au centuple par son travail toutes les dépenses de l'État. Il n'en reste pas moins que cette entreprise, une fois entrée dans le secteur privé, aura du mal à s'en tirer à cause des impôts qui



l'étranglent. Prenons pour exemple une journée de décembre 1991 : une équipe d'ouvriers de la confiserie avait produit 447 kilos d'articles pour une valeur de 6 745 roubles ; sur cette somme, 218 roubles étaient destinés au salaire, 337 roubles étaient allés dans la poche du commerce, les impôts s'élevaient à 2 266 roubles !

La Russie postcommuniste a accepté tous les compromis possibles avec ses anciennes autonomies, surtout avec le Tatarstan. Nombre d'articles sont désormais financés en devises fortes par le centre afin de maintenir sur pied les industries de défense, la production de pellicule photographique, de médicaments, d'équipements médicaux, de matériel de compression, d'automobiles, etc.

Les réserves de pétrole du Tatarstan doivent durer 30 à 35 ans, si l'extraction est maintenue à 25 millions de tonnes par an. On envisage de mettre en valeur plus tard dans l'économie les bitumes naturels dont les réserves se montent à 12 milliards de tonnes. En outre, la république dispose des principaux produits alimentaires.

Les hommes politiques sensés du Tatarstan comprennent que s'isoler de la Russie reviendrait à condamner la population locale à la famine et à la ruine. Mais le résultat sera le même si la production de Russie est en proie au chaos et au déclin. Les Tatars, prudents par nature, ont conscience que personne ne peut leur garantir la prospérité, ni les nationalistes extrémistes, ni les communistes. La vérité n'est pas du côté de ceux qui appellent à grands cris le rétablissement de l'État tatar. Certes, le khanat de Kazan exista de 1448 à 1558, mais il y eut alors treize guerres avec la Russie tandis que, depuis 1558, les Russes et les Tatars ne se sont jamais affrontés entre eux.

Moscou fait preuve de souplesse et de sagesse en voyant désormais dans les républiques de Russie les partenaires égaux en droits, avec lesquelles elle doit concerter ses actions. Autrement, la Russie cessera d'exister en tant que puissance multinationale. Les parlementaires du Bachkortostan et du Tatarstan ont officiellement informé Moscou, en mars 1992, du projet de confédération volgo-ouralienne, une république présidentielle ayant sa propre législation et sa capitale à Oufa, dont pourraient également faire partie la République des Komis, l'Oudmourtie et la Tchouvachie.

La Volga est historiquement le cœur de la zone économique la plus animée de Russie. Aussi est-il concevable qu'elle en reste le grand fleuve. Nombre d'universités se trouvent dans les villes riveraines, celle de Kazan étant l'une des meilleures et des plus anciennes. Le grand potentiel de chercheurs et de main-d'œuvre qualifiée dont dispose la capitale tatare a amené en 1992 la compagnie américaine ICL à y installer des chaînes de montage d'ordinateurs. De même, la reconversion a permis d'ouvrir conjointement avec les Américains dans 11 grandes villes du Tatarstan des stations téléphoniques internationales par satellite, chacune étant pourvu de 120 canaux.

En septembre 1992, le groupement informatique de Kazan a mis en place au Tatarstan un système informatique par canal télévisé destiné à 1 400 abonnés de l'administration de villes et de districts, des rédactions de journaux, des entreprises d'État et du secteur privé. Chacun d'entre eux a

droit à un code personnel qui permet l'échange d'information entre deux ou plusieurs abonnés. La réalisation de ce projet réclame jusqu'à 6 millions de dollars d'investissements. Le président de la république tatar Mintimer Chaïmiev a montré l'intérêt de cette innovation aux dirigeants du Kazakhstan qui, de leur côté, ont offert leur satellite de communication pour transmettre l'information « de Varsovie à Irkoutsk ».

La Russie et le Tatarstan ont été et resteront des partenaires égaux au sein d'un même État, la Fédération de Russie, mais le Tatarstan ne sera plus jamais un espèce de région russe. Moscou et Kazan ont encore à définir les pouvoirs réciproques, et les dirigeants de la Fédération de Russie, qui ne peuvent pas l'échapper. Créer les conditions requises pour que le Tatarstan prospère ne peut que contribuer au bien-être de toute la fédération.

Dans le cas contraire, le Tatarstan voudra conquérir lui-même sa liberté, non plus seulement économique, mais aussi politique, en quittant la table des négociations pour passer à la lutte armée.

## **2. Le Tatarstan déclare : « je veux être la Suisse »**

En tout cas, les Tatars ne souhaitent plus être un appendice du complexe militaro-industriel de Russie, ni une colonie riche en matières premières. Par conséquent, ils vivront mieux que de nos jours. Neutre comme la Suisse, le Tatarstan ? Pourquoi pas ?

En 1992, l'organisation politique la plus influente du Tatarstan était le Centre public tatar qui, avec le parti de la Renaissance nationale Ittifak, les partis démocratiques républicain et islamique, le centre socio-politique Souveraineté et l'Union de la Jeunesse tatar Azatlyk, a constitué un bloc préconisant la souveraineté immédiate et complète, la création d'un État politiquement et économiquement indépendant. Les intérêts de ce bloc sont représentés au Soviet Suprême de la république par la fraction Tatarstan, la plus nombreuse.

Un autre bloc de forces sociales et politiques traduit les intérêts de la population russophone et est largement représenté au parlement par la fraction Entente (Soglassié). Les deux groupes sont en mesure de se neutraliser réciproquement. Néanmoins, la déclaration sur la souveraineté du Tatarstan a été adoptée à l'unanimité moins une voix d'abstention.

Les structures nationales semi-officielles du pouvoir législatif et exécutif jouent un rôle de plus en plus notable. Ainsi, au parlement tatar fut créé parallèlement au Soviet Suprême de la république en février 1992, c'est-à-dire une assemblée (milli medjlis) de 75 personnes, avec à sa tête le Raïs, Talgat Abdoulline, qui dirige la fraction Tatarstan au Soviet suprême, et un gouvernement national tatar dit milli nazariat.

(Le nazir principal, Ilguiz Bareïev, premier ministre de ce gouvernement parallèle et directeur de la manufacture de tabac de Kazan, n'a pas permis au procureur du Tatarstan Khassan Guilmetdinov d'effectuer une révision dans son usine, en avançant l'argument suivant : « Les organes judiciaires de la république ne relèvent pas encore du Tatarstan, or je ne

veux pas me soumettre à la Procuration d'un État voisin. » Bareïev a proposé à Guilmetdinov de demander l'autorisation au medjlis. Le procureur a saisi la justice. Le 21 octobre 1992, tout le personnel de la manufacture était réuni devant l'édifice du tribunal en arborant des affiches du genre : « Juger notre nazir, c'est cracher à la face du peuple tatar ! », « Tribunaux russes, jugez en Russie ! » Les autorités avaient amené à tout hasard trois fourgons du détachement spécial de la milice. Au procès, le vice-président du medjlis Zaki Zainouline a menacé le procureur Guilmetdinov : « Tu finiras mal ! » Et il a dit, dans un couloir, au juge Nikolai Apollonov : « Quand nous aurons gagné, les juges balaieront les rues. » C'est aux cris de « Hourra », comme le rapportait le correspondant de Commerce, que la foule accueillit le nazir principal annonçant qu'on lui avait infligé une amende de 500 roubles, soit un peu plus d'un dollar.)

Des organes du pouvoir nationaux se sont également constitués au niveau local, afin, comme l'indique un document concocté par le milli medjlis, que les structures nationales puissent prendre en main le pouvoir au cas où le Soviet Suprême du Tatarstan dérogerait aux principes de la déclaration sur la souveraineté nationale.

Les dirigeants de la république se sont maintenus dans ce contexte durant toute l'année 1992 et obtenu d'assez bons résultats. La libération graduelle des prix s'est effectuée en maintenant les subventions pour les marchandises de base. Le Tatarstan a été autorisé par Moscou à écouler lui-même sur le marché mondial 5 millions de tonnes de pétrole en 1992 et à constituer pour la première fois son budget de façon indépendante, en ne versant que 4 milliards de roubles à la Fédération de Russie. Il en résulte que la population est relativement bien protégée sur le plan social : le coût de la vie y est un des plus bas du pays, Kazan étant de ce point de vue la mieux lotie des grandes villes de Russie. Tant et si bien que Mentimer Chaïmiev, actuel président et ex-dirigeant du parti communiste du Tatarstan, est aujourd'hui assez populaire dans sa république.

N'empêche que l'opposition, sous la forme du milli medjlis, ne lui laisse aucun répit. Ce parlement parallèle a appelé en octobre 1992 à la réélection du président comme du Soviet Suprême du Tatarstan. Les membres du medjlis participent, au sein de la délégation officielle de cette république, aux pourparlers de Moscou, ce qui n'a pas manqué d'irriter les autorités fédérales : c'est comme si, disent-elles, V. Jirinovski faisait partie de la délégation russe officielle au Kremlin. Cette comparaison est toutefois boiteuse. Selon Chaïmiev, le milli medjlis a adopté une série de résolutions instituant les postes de juge principal et de procureur principal du peuple tatar, créant des unités paramilitaires et appelant les Tatars à ne plus faire le service militaire dans l'armée de Russie. Curieusement, le milli medjlis n'était pas officiellement enregistré par les organes de justice du Tatarstan en 1992.

Le 7 octobre 1992, le fronton de la résidence du président Chaïmiev, au Kremlin de Kazan, s'est orné des armoiries de la république représentant une panthère des neiges ailée, qui remplace les armoiries de la Fédération de Russie, avec faucille et marteau, datant de l'époque de Lénine. Ce même jour, le Soviet Suprême a proclamé le Tatarstan zone sans armes nucléaires et sans moyens d'extermination massive.

En 1992, une représentation commerciale du Tatarstan s'est ouverte à Kaunas et celle de Lituanie à Kazan. Les Lituanais apprécient le pétrole tatar, les Tatars aimeraient utiliser la flotte lituanienne pour les besoins de leur république. En 1992, la Fédération de Russie a livré à la Lituanie 2,4 millions de tonnes de pétrole de moins que prévu. Kazan, de son côté, voudrait mettre à profit les capacités de la raffinerie de Mazekjai afin de déboucher sur les marchés pourvoyeurs de dollars. La Lituanie est en quelque sorte la fenêtre du Tatarstan sur l'Europe. Quant au président du parlement lituanien, Vitautas Landsbergis, il avait reçu en septembre 1992 le vice-président du Tatarstan Vassili Likhatchev et évoqué avec plaisir, à propos de la diaspora tatare en Lituanie, la bataille de Grunwald qui, en 1410, vit les Lituanais et les Tatars combattre côte à côte.

Likhatchev a également effectué une visite officielle à Bichkek, capitale du Kirghizstan. Il est symbolique que cette république fut une des premières de la CEI à reconnaître la souveraineté du Tatarstan, dès décembre 1991. A Bichkek comme à Vilnius, on apprécie hautement le rôle positif de la diaspora tatare qui, lors du récent Congrès mondial des Tatars à Kazan, a consolidé ses liens avec le Tatarstan. Cette ouverture d'une « fenêtre sur l'Asie » a été suivie, comme dans le cas de la Lituanie, de la signature d'accords économiques et d'une déclaration sur les principes de coopération. Le Tatarstan s'apprête maintenant à élargir ses liens avec l'Estonie.

Comme l'a dit Likhatchev, âgé de 40 ans, spécialiste du droit international, ex-président du Comité de surveillance constitutionnelle puis vice-président de la république, dans son interview au journal *Rossia* (19 août 1992), « l'exemple du Tatarstan montre que chacun doit être maître chez soi ». Et d'expliquer avec justesse :

*« On assiste actuellement dans les anciennes autonomies à une puissante prise de conscience nationale. C'est un processus logique, mais ce qui sera décisif dans les relations interétatiques, c'est la souveraineté économique que les autonomies de la veille sont en train de conquérir et qui les forcera à rechercher... des voies de rapprochement. Par exemple, selon le principe du régionalisme. Qui sait ? peut-être verra-t-on se constituer prochainement un important groupe d'Etats souverains – Tatarstan, Bachkortostan, Oudmourtie, Tchouvachie, Mordovie et Marii El – qui ne seront nullement opposés aux dirigeants de Russie. Ce dont il s'agit ici, c'est d'une structure qui pourrait se réaliser bientôt. Bien plus, si ce principe du régionalisme prend corps, on assistera par la même occasion à une rénovation de la Russie, qui deviendra une véritable fédération ».*

La rue principale de Kazan porte désormais le nom de la reine Siouyoubiké, légendaire souveraine du khanat de Kazan. Hier encore, c'était la rue Lénine, après avoir été celle de la Résurrection. Il reste à éditer des manuels, encyclopédies, dictionnaires et logiciels en tatar. Il faudra même réviser l'écriture qui fut successivement arabe, latine puis cyrillique à partir des années 1940.

On a dû ouvrir un millier d'écoles tatars (sur 2 370 écoles au milieu de 1992) et vingt lycées tatars. Comme le tatar et le russe sont érigés en langues d'État, l'enseignement du tatar, une heure par jour, est devenu obligatoire dans toutes les écoles. Tous ceux qui le désirent peuvent aujourd'hui apprendre la langue indigène. A la télévision, des leçons quotidiennes de tatar et d'arabe sont dispensées.

Chaque année, plus de 200 000 exemplaires de manuels pour les écoles tatares sont envoyés aux écoles de 32 territoires de la CEI. Et ce n'est qu'un début. Ainsi, dans l'Oudmourtie voisine, les 110 000 Tatares n'ont pratiquement pas la possibilité d'apprendre leur langue maternelle.

86 écoles du Tatarstan ont entrepris d'enseigner le tchouvache aux enfants, 32 autres enseignent l'oudmourte, 15 le mari, 2 le mordve. Ces langues sont également enseignées dans certaines écoles qui suivent le programme russe.

### **3. On voit mieux les problèmes du Tatarstan depuis Kazan que depuis Moscou**

Le Tatarstan, agissant à sa guise, pourrait fort bien devenir un centre d'attraction entre la Volga ou Idel (nom tatar du fleuve) et l'Oural. Un tel groupe Volga-Oural engloberait bien sûr les peuples musulmans mais aussi les régions purement russes de cette zone. En effet, toutes ces républiques et régions ne peuvent qu'aspirer à une coopération équitable et à l'autonomie, que cela doive les enrichir ou les appauvrir. La période de Lénine à Gorbatchev passe pour avoir donné lieu au « génocide » planifié des provinces. Tel est du moins l'avis prévalant en dehors de Moscou.

Le gouvernement de la Fédération de Russie avait tout fait pour empêcher la tenue du référendum sur la souveraineté du Tatarstan, en mars 1992. La Cour constitutionnelle l'avait alors jugé anticonstitutionnel. Toute rencontre des délégations officielles de la Russie et du Tatarstan sert de prétexte, dans la presse moscovite, à de nouvelles attaques contre les hommes politiques de Kazan. Les journalistes russes des publications officielles mettent en charpie les projets tatares de traité bilatéral entre la Russie et le Tatarstan (différentes variantes ont été examinées aux pourparlers des deux parties durant toute l'année 1992), ainsi que la constitution du Tatarstan.

1992 aura été une véritable école de survie pour les politiciens de Kazan. Ils ont demandé à Moscou un milliard et demi de crédits afin de poursuivre la construction d'une usine automobile à Elabouga. Après avoir décidé d'en faire une société par actions, le gouvernement tatar a déclaré que 49 % de ces actions seraient cédées à la Russie et à d'autres États de la CEI. Le gouvernement russe se contentait de faire des promesses plutôt vagues à ce sujet. Et finalement, en octobre 1992, le cabinet des ministres du Tatarstan a mis sur pied un consortium international pour l'usine d'Elabouga, en invitant les structures commerciales et bancaires de la CEI et d'autres pays étrangers à y entrer. Les premières réponses favorables sont venues de la compagnie américaine Pain Webber et de la firme allemande Arthur D. Liitl, ainsi que de l'Ouzbékistan, du Kirghiztan, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Et de notre géant automobile VAZ, l'usine de Togliatti, avec lequel a été signé un contrat pour l'installation d'une chaîne à Elabouga, en 1995, pour le montage de la Lada VAZ-1121, modèle de base.

Toujours en 1992, le gouvernement de Russie a presque réduit à la famine les entreprises tatares du complexe militaro-industriel en les empêchant d'écouler leur production. Moscou ne les laisse pas exporter et ne leur accorde pas non plus les douze milliards de roubles promis pour leur reconversion au civil.

Il est apparu à la fin de 1992 que les cinq millions de tonnes de pétrole que le Tatarstan a le droit d'exporter avec l'aval de Moscou n'apporteront en fait presque rien à cette république. Car les douanes russes appliquent une taxe énorme à l'exportation, tout comme à l'importation des marchandises achetées avec les dollars de ce pétrole. Ce qui fait perdre au gouvernement tatar près de 50 % des bénéfices.

Il avait été décidé, en 1992, que la moitié du pétrole tatar revenait au gouvernement fédéral, l'autre moitié étant laissée à la disposition des autorités locales. En 1993, les dirigeants du Tatarstan insistent pour disposer eux-mêmes de tout le pétrole. Ce qui ne manque pas de logique. En effet, le Tatarstan a livré à la Russie toute la quantité de pétrole spécifiée par l'accord bilatéral, mais n'a reçu de la Russie que la moitié des équipements pétroliers indispensables. Sans qu'aucune pénalité n'ait été prévue.

Voilà pourquoi le gouvernement du Tatarstan propose à la Russie qu'elle continue d'acheter le pétrole, l'énergie électrique, mais sur la base de contrats précisant les modalités de paiement, les délais de livraison, les sanctions éventuelles, etc.

Le premier ministre tatar, M. Sabirov, a tenu, en août 1992, aux journalistes des propos qui ont fait sensation. Il s'avère qu'on a découvert au Tatarstan un gisement de houille qui par sa qualité ne le cède en rien au charbon du Donbass et du Kouzbass, et aussi celui du cuivre sur les rives de la Volga, de la Kama et de la Viatka, sans oublier de nouveaux champs de pétrole dans la région de Bouïnsk.

Même sans ces gisements, le Tatarstan a un PNB supérieur à celui d'anciennes républiques soviétiques comme l'Arménie, la Lituanie, la Lettonie, la Moldavie, le Tadjikistan, la Turkménie et l'Estonie. Le Tatarstan a renoncé à l'aide humanitaire de l'Occident, bien que 75 % des impôts recueillis ne reviennent toujours pas au gouvernement tatar. Il en va de même pour les richesses naturelles, et pour l'usine géante KAMAZ (150 000 ouvriers et employés) de Nabéréjnyé Tchelny : malgré les milliards de bénéfices rapportés par les poids lourds vendus dans le monde entier, la ville-usine a de tous temps offert un pitoyable spectacle de misère et d'abandon.

Il y a au Tatarstan 90 instituts de recherche. Mais rien qu'en 1992, le radiologiste R. Saïfoutdinov a établi à ses risques et périls une carte qui recense plus de deux mille points d'anomalies radioactives dans les rues et maisons de Mendeleïev, qui est depuis longtemps le centre de l'industrie chimique au Tatarstan. Dès les années 1920, le jeune pouvoir des Soviets avait été sur le point d'installer ici en secret une usine de production du radium, mais on y renonça après quelques ratages. C'est sur les vestiges funestes de cette usine qu'on aménagea une briquetterie, à la suite de quoi les déchets radioactifs se sont dispersés dans toute la région...

Les actuels dirigeants du Tatarstan sont moins enclins que leurs collègues du gouvernement russe aux expériences sociales qui ne contribuent qu'à dépouiller les masses populaires. Ils se sont révélés plus généreux et plus humains. Le Tatarstan a certes adopté le programme russe de répartition des vouchers (bons de privatisation) d'une valeur de 10 000 roubles, mais les habitants du Tatarstan, contrairement au reste de la Russie, ont en outre droit à des « dépôts de privatisation » nominatifs : chacun sera versé en deux étapes, d'abord 40 000 à 60 000 roubles, puis 40 000 à 50 000 un peu plus tard.

La privatisation ne saurait aboutir sans la propriété privée du sol. Il se peut que le Tatarstan devance également la Russie dans ce domaine. Il est naïf de croire que la transition au marché puisse se faire en continuant de diriger depuis le centre un territoire équivalant à la sixième partie du globe. Ce n'est pas le Tatarstan mais les principes mêmes de la démocratie qui « font la guerre » à la Russie impérialiste. Les autochtones, qu'ils soient Russes ou Tatars, finiront par obtenir ce qui leur revient de droit. Car outre les droits de l'homme et de l'État, il existe les droits des peuples, des territoires multinationaux. Ce qui est immoral, c'est un État riche et puissant dont les citoyens sont déshérités. Du reste, les nationalistes tatars forment autrement cette idée.

Les enfants tatars apprennent désormais le Coran dans les écoles et maisons de prière musulmanes. Les ouvriers parlent en tatar dans les rues de Kazan, et c'est avec plaisir qu'ils vous citent les noms des grands « Russes » qui étaient en fait de sang tatar, dont le tsar Boris Godounov et Fédor Dostoïevski, le symbole de l'âme russe.

La poétesse Faouzia Baïramova, leader politique d'Ittifik, le parti musulman indépendantiste, écrivait en 1992 :

*« Le Tatar véritable est un musulman qui croit dur comme fer à la renaissance du khanat de Kazan et qui, dans la lutte pour y parvenir, ne sera pas indigne des descendants guerriers de Gengis Khan. »*

Et voici un échantillon de la rhétorique de Flora Zaïnoullina, n°2 de ce même parti influent :

*« J'aimerais dire que la Russie a apporté davantage à la civilisation tatare que la prostitution et l'ivrognerie, mais je ne le peux pas. »*

Le congrès des musulmans du Tatarstan, qui s'est tenu à la fin de 1992 à Kazan, a reconnu de facto la scission de la Direction spirituelle des musulmans de la partie européenne de la CEI et de la Sibérie. Il a également débattu le récent scandale lié au mufti Tatjoutdinov et créé un conseil indépendant de théologiens musulmans (oulémas). Dorénavant, les directions spirituelles régionales délèguent au Centre supérieur de coordination une partie de leurs pouvoirs. Outre celles du Tatarstan et du Bachkortostan, en font partie les directions spirituelles des régions d'Ekaterinbourg, Tchéliabinsk, Kourgan, Tioumen, Saratov, Volgograd, Penza, Perm et Kirov, ainsi que de l'Oudmourtie, des pays baltes et de la Biélorussie, de Crimée, la communauté religieuse Baït-allah de Moscou et celle de Bougourouslan, région d'Orenbourg, dite Kalametdine. C'est le mufti du Tatarstan Gabdoulkhan Galioulline qui a été élu président de ce Centre de coordination.

## IX. TCHOUVACHIE

### *La célèbre bière noire*

La Tchouvachie est la première des ex-autonomies à avoir signé le contrat fédéral. Les dirigeants de cette république sont clairement axés sur le pouvoir central de Russie, ce qui explique en partie que la réunion des responsables des parlements et des chefs d'État des républiques et régions de la Fédération de Russie se soit justement déroulée en Tchouvachie, en septembre 1992. Les principaux dirigeants de Russie étaient présents.

Cette réunion, la première de ce genre hors de Moscou, a été réussie. Et le gouvernement tchouvache en a également tiré profit. Le président Eltsine a presque aussitôt promulgué un décret « Sur les mesures étatiques visant à soutenir le développement socio-économique de la République de Tchouvachie », qui se traduit par une subvention d'un milliard de roubles et la fourniture de 70 000 tonnes de concentrés aux kolkhozes et sovkhoses en déperissement, ainsi que par l'octroi de crédits étrangers et l'autorisation de vendre à la Russie les produits agricoles à des prix contractuels.

Certes, il n'y a pas grand-chose à vendre. Le partage des biens entre la Tchouvachie et la Russie a laissé à cette dernière les entreprises du complexe militaro-industriel, l'énergie et les communications, c'est-à-dire l'essentiel. La culture traditionnelle des Tchouvaches est le houblon, leur « richesse verte ». Or les producteurs locaux sont toujours incapables de stocker le houblon en sorte qu'il ne perde pas ses qualités, ou de le convertir en huile, en extrait concentré, etc.

Les Tchouvaches estiment être les inventeurs du brassage de la bière en Europe. C'est en automne que dans les villages de Tchouvachie on confectionne la fameuse bière noire qui garde ses qualités pendant six mois sans qu'il soit besoin de la pasteuriser et de la mettre en bouteilles. De même, les viandes et produits laitiers locaux — tourakh, ouïran, chartan — ne requièrent pas de conditions de stockage spéciales.

Les secrets du métier se sont transmis de génération en génération, les Tchouvaches étant par ailleurs réputés dans toute la Russie pour leurs poteries et leurs broderies hors pair.

La Tchouvachie réhaussa son statut en décembre 1990, en passant de république autonome à république fédérée. En 1991, il y vivait 1,3 million de personnes dont 68 % de Tchouvaches, 26 % de Russes et 3 % de Tatars. Jusqu'à un tiers des périodiques et des livres sont publiés en langue tchouvache.

La capitale Tchéboksary est un grand centre industriel de la région de la Volga. Mais les problèmes écologiques y sont particulièrement aigus en raison de la pollution dont sont coupables les entreprises du complexe militaro-industriel.



## X. TOUVA

### *Sans les Russes*

Le territoire de cette république est aussi vaste que le Danemark, la Hollande, la Belgique et la Suisse pris ensemble. Montagnes et pâturages alpestres, steppes et taïga, cours d'eau montagneux et lacs, autant de facettes d'une contrée qui, en 1914, fut placée sous le protectorat de l'Empire russe.

Les autochtones de la République de Touva, aujourd'hui limitrophe de la Mongolie, n'ont pas oublié que Touva fut un État nominalement indépendant de 1921 à 1944. La République populaire de Touva, évidemment placée sous la coupe de l'URSS, perdit tous ses dirigeants féodaux au cours des répressions des années 1930, puis l'élite de la population masculine pendant la Seconde guerre mondiale. Un nouveau fléau s'abat-tit sur le pays dans les années 1950, lorsque le pouvoir soviétique, soucieux d'éradiquer les formes traditionnelles d'élevage et d'agriculture, imposa non seulement les kolkhozes mais aussi la création de 60 internats de 500 enfants chacun, d'où allaient sortir des gens pareillement inadaptés à la vie rurale et à la production industrielle.



Les nomades perdirent ainsi leur jeune génération qui, dans les écoles russes, avait oublié jusqu'à sa langue maternelle. Ils ont également perdu leur nature, polluée par les très riches gisements de houille dans le bassin d'Ouloug-Khemski et par les entreprises de Khovou Aksy et Ak-Dovourakh. Les autorités du Kremlin s'employaient activement à développer une base énergétique mais la construction de centrales hydro-électriques a fait disparaître les gras pâturages de la dépression de Touva, noyée par le lac artificiel de Saïan.

La capitale de Touva Kyzyl se trouve au cœur géographique de l'Asie, ce qui, du point de vue des 200 000 autochtones, est un symbole politique important qui ne cesse de rappeler aux 100 000 autres habitants de la république quel est le véritable rapport des forces. Les Touviens, passés brusquement du féodalisme au socialisme, n'ont pas oublié tous les « bienfaits » des Russes et, en 1991, ont organisé leur propre « Nagorny

Karabakh ». Des milliers de spécialistes russes durent alors quitter d'urgence Touva pour s'installer dans les régions voisines du territoire de Krasnoïarsk. Le résultat en fut que presque toutes les grandes entreprises industrielles de Touva s'arrêtèrent, accroissant fortement le chômage et la criminalité, tandis que la dette de la république s'élevait à des milliards de roubles.

C'est en mars 1992 qu'on a élu le président de la République de Touva, laquelle fut appelée socialiste soviétique d'octobre 1990 à décembre 1991, lorsque s'effondrèrent à la fois l'URSS et le communisme. Il demeure que la notion de « Touviens » est apparue seulement au XXe siècle, étant donné que cette population comprend différents clans d'origine turque, mongole, samoïède et kète. Ce sont toutefois les éléments turcoïdes qui prévalent et, par conséquent, une langue de la famille turque. Les Touviens ont d'ailleurs beaucoup de liens de parenté avec les indigènes de Khakassie et de l'Altaï. Une partie des éleveurs de rennes de Touva s'installèrent jadis dans la région d'Irkoutsk où on les connaît sous le nom de Tofalars. De 1755 à 1911, Touva était dominée par la dynastie chinoise des Mandchou-Daijing. La libération fut apportée par la révolution chinoise de 1911, date à laquelle la Mongolie accéda à l'indépendance et les Touviens préférèrent se rattacher à l'Empire russe.

L'antique Touva se trouvait à la charnière de plusieurs civilisations dont chacune a laissé son empreinte dans l'écriture rupestre, y compris l'écriture syllabique indienne des Ville-Vile siècles avant J.-C. les Touviens sont aujourd'hui experts en bouddhisme et en médecine tibétaine, en plantes médicinales et remèdes exotiques, depuis la noix de cèdre jusqu'à la mummyya, stimulant biologique extrêmement efficace, en même temps qu'ils excellent dans l'élevage des yaks.

Seulement, il n'y a plus de prêtres ni de pagodes bouddhistes, car les uns et les autres furent exterminés avant la Seconde guerre mondiale. En 1991, les conflits interethniques déjà mentionnés ont fait partir 10 000 ingénieurs, enseignants, médecins et vétérinaires russes. Différentes épidémies ont fait leur apparition, dont celles de la fièvre de Malte (90 fois plus meurtrière que dans le reste de la Russie) et de peste, qui, en trois mois, a emporté 1 025 yaks sur un cheptel de 10 400 bêtes, étant donné qu'il ne restait plus personne pour vacciner le bétail. Or il n'y a pas eu de peste bovine en Russie depuis les années 1920. Le résultat en a été qu'en hiver 1991-92, au lieu des vétérinaires, on a vu débarquer de Moscou des fossoyeurs militaires qui ont dû emporter en hélicoptères les cadavres des yaks. Il leur a fallu aussi, à la demande des autorités d'Oulan-Bator, enlever les cadavres des yaks de Touva qui s'étaient égarés dans les pâturages voisins de la Mongolie.

En 1992, la criminalité a atteint un niveau incroyable parmi les jeunes de Touva, en conséquence de la brusque aggravation des conditions de vie et de l'absence de perspectives sociales. La population locale ne communique plus avec les 80 000 Russes restant à Touva qu'au moyen de couteaux, de chaînes de vélo, de tourne-vis et ou de haches. Toute la jeunesse a été montée contre les Russes, la criminalité, les pillages et les incendies étant la « vengeance contre le stalinisme ». De la sorte, les persécutions contre les Russes apparaissent comme « historiquement justi-

fiées », si bien que les Russes quittent Touva et que les Touviens nomades passent cette fois-ci du socialisme à l'âge de pierre.

La Société des sans-abri de Kyzyl et celle des anciens détenus comptent parmi les organisations politiques les plus influentes de Touva. Des milliers de familles de la capitale sont contraintes de vivre dans des abris de fortune et des yourtes froides. Un habitant sur trois possède un casier judiciaire.

Le taux de natalité élevé, joint à la crise économique et au chômage, a créé à Kyzyl un nombre important de désœuvrés socialement dangereux, pour la plupart alcooliques et drogués.

Le flot des subventions de Moscou commence à tarir, cependant que les dirigeants de Touva se tournent davantage vers Krasnoïarsk et Novossibirsk que vers Moscou. Le gouvernement fédéral, n'ayant plus les moyens de disposer à sa guise des ressources naturelles et économiques des républiques et régions du pays, accorde en fait une pleine indépendance à des entités comme Touva. Ce qui ne fera pas empirer les choses dans cette république, bien au contraire. Elle peut compter sur l'aide, nullement gratuite bien sûr, des Sibériens, avec lesquels Touva a d'ores et déjà signé l'Accord sibérien qui constitue une union économique régionale, ainsi que sur l'aide des Mongols, leurs proches parents ethniques, et celle des hommes d'affaires chinois, japonais et coréens.

Le parlement de Touva a adopté en septembre 1992 un nouveau drapeau national et des armoiries, tandis que le Dalaï-Lama les a consacrés devant une foule nombreuse réunie sur la grande place de Kyzyl. Lesdites armoiries ressemblent en tous points à celles de la République populaire de Touva, État qui fut indépendant avant la Deuxième guerre mondiale.

## XI. YAKOUTIE-SAKHA

### *Diamants et or à gogo*

Sakha veut dire Yakoutie en langue russe. Les Yakoutes sont au nombre de 400 000 sur terre, quelques-uns vivent au Kazakhstan et en Chine. 370 000 vivent en Yakoutie même, et représentent 34 % de la population de la république.

Les Yakoutes, une ethnie d'origine turque, ont été formellement baptisés par l'Église orthodoxe russe mais ils sont restés païens au fond de l'âme. Les Yakoutes portent les noms et prénoms russes les plus répandus, il n'y a pas parmi eux de classe ouvrière ni d'ingénieurs et techniciens.

L'industrie yakoute, principalement d'extraction, est entièrement assumée par les Russes : or, diamants, étain, houille, mica, matériaux nucléaires. Autrefois, les Yakoutes considéraient les Russes avec plus de bienveillance, car ils leur apportaient médecins et enseignants, de même



que l'écriture et l'élimination du trachome et de la tuberculose. Sous le tsar comme sous Staline, il s'agissait presque toujours de déportés. Mais sous Brejnev, sous Gorbatchev, la grande nation russe a essentiellement délégué ici des dynamiteurs opérant avec des charges nucléaires. Il y a eu de 1975 à 1987 une quinzaine d'explosions souterraines avec rejets dans l'atmosphère. C'est à présent toute la terre yakoute qui est contaminée par la radiation, mais qui en est informé en Russie ou dans le monde ? Personne n'a jamais publié de données exhaustives à ce sujet, même au parlement de Yakoutie. Il fut un temps où les Yakoutes occupaient en URSS la troisième place pour le nombre de centenaires par millier d'habitants, ne le cédant qu'à deux ethnies caucasiennes. Il y avait des centenaires dans chaque village et nombreuses étaient les personnes ayant passé le seul des 80 et 90 ans. Aujourd'hui, l'espérance de vie est de 60 à 65 ans dans la Yakoutie centrale, de 45 ans au Nord, dans les régions de déchets industriels et contaminées.

La population rurale mène une existence misérable ; le cheptel a diminué par rapport aux années 1920. Le cheval yakoute qui savait trouver sa nourriture jusque sous la neige a disparu de même que la vache aux longs poils. La Yakoutie est certes le pays du permafrost mais, en été, on obtient même des tomates en serres. Cependant, tout manque aux gens comme à la république. C'est le Kremlin qui a tout pillé ou tout ruiné par son incurie économique.

## 1. Un gueux assis sur un sac de diamants

La République de Yakoutie, autonome jusqu'en 1990, ne pouvait disposer que de 4 % des capitaux fixes (surtout dans le secteur tertiaire peu

développé) et de 1 % des ressources financières. Ce n'est qu'en 1991 que la Yakoutie a commencé à être rétribuée pour ses ressources naturelles, pour son sous-sol, et encore ne s'agissait-il que des diamants et de l'or. En décembre 1991, Eltsine a autorisé la Yakoutie à vendre elle-même 10 % des diamants extraits. Aussitôt, le président yakoute a confié la vente exclusive de ses diamants à la De Beers sud-africaine, qui a le monopole de l'achat des diamants soviétiques (russes) pour la période 1990-1995. Notons que les quatre entreprises yakoutes fournissent 99,8 % des diamants extraits en Russie, or De Beers contrôle actuellement 80 % du marché mondial des diamants. Ainsi, la Yakoutie compte vendre chaque année aux Sud-Africains des diamants bruts pour une somme de 100 millions de dollars.

Les prix mondiaux du diamant et de l'or ont brusquement chuté en 1991 à cause des grands lots vendus par l'URSS agonisante qui voulait « faire une crasse » aux dirigeants de Russie. Le duel Gorbatchev-Eltsine avait conduit à ce que, juste après la proclamation de la souveraineté de la Russie par le parlement en 1990, le gouvernement soviétique conduit par Nikolai Ryjkov s'empessa de signer un contrat scandaleux avec une filiale sud-américaine de la De Beers pour la vente des diamants yakoutes durant une période de cinq ans (un milliard de dollars par an) et de 134 tonnes d'or. Cette vente hâtive visait à diminuer la part de la Russie dans le Trésor de l'URSS.

On peut cependant se demander si la Yakoutie a vraiment avantage à orienter presque toute son industrie sur l'extraction de l'or et des diamants. En effet, tout l'or produit chaque année par cette république suffirait à peine à payer les vivres amenés chaque été par la voie fluviale du nord ouverte à la navigation. C'est qu'il n'y a pas de chemins de fer en Yakoutie. Quant aux diamants... Supposons que la Yakoutie puisse garder non pas 10 % mais la totalité des diamants extraits. La firme chargée de l'écoulement va demander un dixième des bénéfices, plus d'un tiers sera accaparé par les orfèvres. Que restera-t-il donc ? Très peu.

La Yakoutie n'a pas pour l'instant l'intention de se détacher de la Russie, mais plus de la moitié des spécialistes russes s'apprêtent d'ores et déjà à partir. Non pas en raison de la malveillance des Yakoutes à leur égard, mais parce que le Kremlin n'a plus les moyens de maintenir un grand nombre d'ouvriers dans le Nord. Ceux qui viennent travailler ici vivent dans des conditions pénibles, l'amplitude annuelle des températures étant de plus de 100 degrés. Auparavant, l'approvisionnement en denrées et autres marchandises était toujours assuré et de bon aloi, tandis que les salaires étaient de trois ou quatre fois supérieurs à ceux du « continent ». Après cinq années de travail épuisant au Nord (la nuit polaire qui dure six mois est à elle seule tout un poème), on avait de quoi vivre le restant de sa vie : appartement en Russie centrale, datcha et voiture.

En 1992, les salaires versés dans le sud et dans le Grand Nord de la Russie se sont égalisés, alors que se défaisaient les liens économiques. Et il n'est donc pas exclu que demain le diamant de 56 carats qui fut montré à Rouslan Khasboulatov, président du parlement de Russie, lors de sa visite au combinat minier d'Oudatchnoïé en février 1992, sera vendu à l'é-

tranger par le gouvernement yakoute lui-même : cela lui permettra peut-être d'obtenir assez d'aliments pour un an, assez de caviar et de bananes pour toute la République Sakha.

Les gens quittent le Grand Nord ; la région de Magadan et le Kamtchatka n'ont pas pu accomplir le plan d'extraction d'or en 1991. Pourtant, la Yakoutie possède également la houille de Nérungri, le plus grand gisement à ciel ouvert qui existe au monde. Le charbon de Nérungri est par ailleurs exceptionnel quant à sa composition chimique.

La Yakoutie possède aussi des bêtes à fourrure, des rennes et des forêts : 257 millions d'hectares en 1992, soit une réserve de bois de plus de 9 milliards de mètres cubes. Mais alors qu'on pourrait obtenir jusqu'à 44 millions de mètres cubes par an, on n'en abat pas plus de 5 millions. En revanche, les incendies ont détruit, en 1991, 162 000 hectares de forêts, soit deux fois et demie davantage que la quantité abattue durant cette même année. Cela vient de ce que l'État n'a pas suffisamment d'argent pour maintenir le nombre de pompiers nécessaire.

Une chose est toutefois réjouissante : en Yakoutie comme dans la région de Kolyma et en Tchoukotie, il n'y a plus de terribles camps de concentration, le goulag stalinien, car ils sont maintenant installés loin à l'ouest, dans l'Oural et dans la République des Komis. Bien que la population de Yakoutie soit en diminution constante, les Yakoutes eux-mêmes préfèrent vivre sur leur propre sol. Une fois les communistes partis, les chamans, c'est-à-dire les plus talentueux Yakoutes — guérisseurs, acteurs, hypnotiseurs et philosophes en une seule et même personne, sachant parler à Dieu, à la nature et aux hommes en une langue spéciale —, ont retrouvé toute leur influence.

Parmi les hommes d'affaires attirés par la Yakoutie, il convient de mentionner les équipes d'horticulteurs chinois, les spécialistes en technologies sans déchets, en matière d'élevage de rennes. L'industrie locale, en effet, est incapable de traiter comme il faut la précieuse peau de renne, et l'on manque d'équipement pour obtenir tous les médicaments et remèdes pouvant être fournis par cet animal.

Des centaines de milliers de tonnes de ferraille attendent leur heure dans la toundra de Yakoutie. Après les avoir enlevés, on pourrait créer ici des sites protégés. En Alaska, par exemple, le tiers du territoire est réservé à un mode d'agriculture spécial qui ménage le sol. Dans le Nord russe, les sites protégés n'occupent que 2 % à 3 % du territoire. Aussi étrange que cela paraisse, le Nord qui devrait être pour ainsi dire désertique, s'avère démographiquement surchargé et écologiquement non protégé. Le régime soviétique, de Staline à Gorbatchev, a été incapable d'assurer une mise en valeur convenable du Nord. Les Yakoutes s'indignaient toujours de voir que leur république autonome était représentée par onze députés au Soviet des Nationalités du parlement d'URSS, tandis qu'une république fédérée en avait 33. Les dirigeants yakoutes ne manquaient pas de rappeler à ce sujet que l'État d'Alaska, avec une population d'un demi-million d'habitants, et l'État de Californie, avec ses 28 millions d'habitants, dispose chacun de deux places au Sénat américain.

Énorme est le potentiel économique de la vaste Yakoutie. Cette république qui compte une université et onze instituts de recherche ne dis-

posait cependant d'aucun droit sous les communistes et tous les bénéfices étaient absorbés par Moscou.

Pendant que les Russes s'en vont, les hommes d'affaires et les touristes étrangers commencent d'affluer. Certains viennent pour chasser, d'autres veulent emporter une défense de mammouth, voir tout un squelette de cet animal préhistorique, d'autres encore ont entendu parler de la nourriture médicinale qui est une véritable panacée chez les Yakoutes, plantes, racines, baies, viande, volaille, poisson, tout ceci existait en abondance et, il y a encore 20 ans, était écologiquement propre. Les habitants du Nord savaient tirer profit de cette richesse : ignorant alors les maladies comme le cancer et le scorbut. Tous les Yakoutes qui continuaient de se nourrir de façon traditionnelle, conservaient leurs dents jusqu'à un âge avancé, car ils consommaient deux types de boisson : l'une composée de plantes, de racines et de fine écorce de sapin, l'autre à base de produits laitiers où étaient macérées des arêtes de poisson et des os de gibier. La jaunisse était soignée en appliquant de la chair fraîche de brochet, débarrassée des écailles, sur le corps du malade dans la région du foie. La collection du Yakoute Tarbakhov, du district de Namsk, compte plus de 300 recettes, dont certaines uniques en leur genre. Il les a récemment publiées à son propre compte dans une petite brochure tirée à 10 000 exemplaires.

La nature est le trésor le plus précieux, encore plus dans le cas des petites ethnies du Nord, qui sont bien davantage attachées à la terre que les habitants des grandes villes. Si l'on prive les Yakoutes, comme on a déjà commencé à le faire, de leurs aliments traditionnels, de leur mode de vie et de travail, personne n'y trouvera à gagner. J'ai déjà parlé de la série d'explosions atomiques en Yakoutie ; à présent, le gouvernement yakoute verse des allocations aux victimes de ce génocide nucléaire, ainsi qu'à ceux qui ont dû quitter les endroits contaminés. Il est maintenant prévu de faire le bilan médical et écologique du territoire de toute la république.

C'est seulement en 1992 que la Yakoutie a obtenu qu'on ne fasse plus retomber sur son sol les deuxièmes étages des fusées lancées depuis le cosmodrome de Baïkonour au Kazakhstan. Quant au fleuve Viliouï, qui était l'orgueil de toutes les générations des Yakoutes, il est désormais impossible de lui rendre son état originel. L'eau extrêmement pure et abondante de ce fleuve, riche en bancs de poisson, a été victime de la fièvre des diamants. Le poisson a disparu à jamais et l'eau n'est plus potable car toutes les maladies possibles y prolifèrent et les émanations néfastes ont empoisonné toute vie.

Il y a longtemps que l'éclat des diamants a obnubilé la raison et la conscience des dirigeants moscovites. Il fallait une immense quantité d'énergie électrique bon marché pour l'extraction des diamants, mais outre le fait que les ouvriers, opérant dans les sources mêmes de la Viliouï, y rejetaient chaque année jusqu'à 60 millions de mètres cubes d'eaux souterraines à haute teneur minérale et de saumure, on a également construit une cascade de centrales hydro-électriques sur le fleuve, sans chercher même, tellement on était pressé, à abattre la forêt devant être recouverte par le lac artificiel.

Aujourd'hui, en 1993, on voudrait traiter de la même façon la Kolyma, qui traverse en partie le territoire yakoute. Une centrale hydro-

électrique fonctionne déjà sur ce fleuve et d'autres sont prévues. Les bêtes à fourrure disparaissent, la pêche a diminué de moitié, ce qui se répercute en premier lieu sur les représentants des petites ethnies du Nord : Evens, Evenks, Tchouktches et Youkaghirs. Le parlement yakoute vient de proclamer son territoire zone dénucléarisée, c'est-à-dire qu'y sont interdits les essais nucléaires, l'utilisation et le stockage des charges et déchets atomiques, la construction de centrales nucléaires, etc. Le destin de la Yakoutie atteste pour l'instant qu'il est mauvais d'être riche et sans défense.

La normalisation des relations entre la Russie et les États-Unis a donné le feu vert à un projet presque fantastique qui consiste à convertir Yakoutsk en important... nœud ferroviaire entre les villes américaines, asiatiques et européennes. Il faudra poser des milliers de kilomètres de rails entre le BAM et la Tchoukotie, creuser un tunnel sous le détroit de Behring (40 miles) et relier ainsi le Canada à l'Extrême-Orient par une voie ferrée traversant l'Alaska. Une route analogue ne serait également pas de trop. Il n'est pas exclu que les grandes firmes mondiales s'affrontent pour obtenir les commandes de ces chantiers du XXI<sup>e</sup> siècle ; du reste, l'idée d'une telle liaison avait déjà été débattue en 1904 par les milieux d'affaires russes et américains, qui proposaient de relier ainsi Paris à New York.

La Yakoutie possède des richesses incalculables. Les géologues ont découvert et prospecté plus d'un millier de gisements estimés environ à 10 000 milliards de dollars américains. La Yakoutie pourra en tirer quelque chose pour la consommation courante. On élabore déjà un programme de grande envergure baptisé Vostok pour l'extraction et le transport du gaz yakoute en Corée du Sud et au Japon. Une société mixte avec les Autrichiens a été mise sur pied pour l'extraction du pétrole en Yakoutie, tandis que les Canadiens se penchent sur des projets concernant le traitement du gaz.

La République de Yakoutie-Sakha a trouvé un second souffle après mars 1992, lorsque les gouvernements de Yakoutsk et de Moscou se sont entendus pour laisser à la disposition de la Yakoutie 20 % des diamants extraits. De plus, l'intendance yakoute aura droit à 45 % des devises provenant de la vente des diamants yakoutes par la Fédération de Russie. Une banque nationale de Yakoutie a été créée à cette fin, et on a mis sur pied à Moscou un fonds de développement du Nord qui a pour base 10 % des réserves de diamants de Russie, en même temps que la TVA de 28 % a été pratiquement supprimée pour les régions du Grand Nord. Il a également été décidé que les autorités fédérales, qui achètent à prix fixes presque tout l'or de Yakoutie, les diamants et les métaux non ferreux, garantissent à des prix fixes et modérés l'approvisionnement de la Yakoutie (transport y compris) en denrées alimentaires, articles de consommation courante et ressources matérielles et techniques. A cette occasion, les journalistes ont félicité le président de la République Sakha Mikhaïl Nikolaïev car il s'agit là d'un accord qui pourrait être envié par la Tchétchnie et le Tatarstan.



## 2. Un an en Yakoutie sans le Comité central du PCUS

Les Yakoutes et les Tchouktches sont depuis longtemps le type même du nigaud dans les anecdotes russes. Mais à la fin de 1992, il eût été ridicule de casser du sucre sur le dos des Yakoutes.

Nul n'ignore que la Russie est le deuxième producteur mondial d'or et de diamants. Grâce à quoi le rouble pourrait être une des plus fortes devises du monde. Si les voleurs communistes n'avaient pas tout pillé et dilapidé en 75 ans.

L'Union Soviétique envoyait des satellites sur la Lune et Vénus, mais elle était incapable de tailler les diamants russes pour les vendre avec profit sur le marché international. Le Bureau politique du PCUS acceptait de n'exporter que les diamants bruts, sans doute après s'être fait graisser la patte. A telle enseigne qu'on ne taillait chez nous que 15 % des diamants exportés, aux usines de Smolensk, Moscou et Barnaoul, ainsi qu'en dehors de Russie (Kiev, Vinnitsa et Gomel).

Le gouvernement russe s'est donc alarmé en apprenant qu'une société yakouto-israélienne avait été constituée pour tailler les diamants. Et que la firme nipponne Arda, à l'issue de négociations réussies en septembre 1992, se disait prête à assurer en Yakoutie la production de 50 000 à 100 000 carats par an pour les écouler ensuite sur le marché japonais. Les équipements viendront bien sûr du Japon, et le personnel fera son apprentissage dans ce pays. Le premier diamant yakoute a été taillé le 24 octobre 1992 par l'entreprise yakouto-nipponne du bourg de Sountar. Les Japonais ont rapidement reconstruit l'édifice de l'ancienne Maison des services courants, sur les bords de la Viliouï, apporté tout le matériel nécessaire, y compris un système de liaison par satellite. Jusque-là, la Yakoutie se contentait d'extraire les diamants sans les tailler. Quand on sait que les échanges russo-japonais ont fortement chuté, le contrat diamantaire entre la Yakoutie et le pays du Soleil levant est on ne peut plus éloquent. Il est symptomatique qu'Egor Gaïdar, responsable du gouvernement de Russie, ait effectué en octobre 1992 une visite d'une journée et demie en Yakoutie et se soit même rendu au fin fond de la république, à Tiksi.

La toute-puissante compagnie De Birs s'est également affairée et a passé avec la Yakoutie un accord pour la construction de l'usine Étoile Polaire destinée à tailler les diamants extraits sur place. En été 1992, le président de la république de Yakoutie-Sakha M. Nikolaïev s'est rendu en Afrique du Sud à l'invitation de De Birs. Il a été notamment décidé qu'un groupe important de spécialistes yakoutes irait faire un stage en Angleterre chez les orfèvres de ladite compagnie.

La presse mondiale s'est fait écho de la visite, en août 1992, de toute la direction de De Birs, avec en tête Harry Oppenheimer, 84 ans, patriarche de l'industrie mondiale du diamant, qui s'est rendue dans les gisements diamantifères de Yakoutie. La Commission ad hoc du parlement de Russie n'a plus eu qu'à informer le gouvernement que les Yakoutes avaient vendu trop bon marché. Étrange, disent les experts parlementaires, que la Yakoutie ait cédé à De Birs un lot de gros diamants pour 60 millions de dollars et non pas pour « des colliers de verre et de l'eau-de-vie ». Aussi

ont-ils demandé au président Eltsine d'annuler toutes les clauses de l'accord de mars 1992 qui cédait à la Yakoutie 20 % des diamants. Prétexte : le peu de compétence des Yakoutes.

Ces derniers ont cependant tenu bon. Car ils possèdent en fait aujourd'hui la société Yakoutalmaz, un immense empire qui s'étend sur toute la Yakoutie occidentale, dont 3 000 kilomètres de routes. C'est pour stimuler l'industrie du diamant que les dirigeants de Yakoutie ont exonéré d'impôts pour une durée de deux ans (et de 50 % la troisième année) toutes les entreprises de ce secteur, à dater de septembre 1992.

D'autre part, un décret du président Eltsine d'août 1992 a créé la compagnie par actions Diamants de Russie et Sakha, dont la Russie et la Yakoutie possèdent respectivement 32 % des parts. Huit districts de Yakoutie, où l'on extrait les diamants, ont droit à 1 % ; 23 % sont réservés aux collectifs de travailleurs ; 5 % appartiennent au Fonds de protection social des militaires. Cette compagnie hérite de tous les services qui étaient jusque-là responsables de ce secteur sur le territoire de Russie.

Bien que les technologies d'extraction des diamants, tant nationales qu'étrangères, ne soient pas mauvaises, la production diminue d'année en année, à l'instar de celle du pétrole. La Russie se réjouit de pouvoir bientôt extraire des diamants dans la région d'Arkhangelsk : le pourcentage de pierres dignes d'être taillées y est de 50 %, alors que cet indice est d'ordinaire de 8 à 30 %.

« Larmes de la toundra » : c'est ainsi que les Yakoutes appellent les diamants. Jusqu'en 1992 leur extraction et celle d'autres minerais n'apportaient rien de bon à la population locale. Des dizaines de milliers de prospecteurs débarquaient avec un matériel diabolique enfumant tout, avec leurs propres maisons, dactylos et ouvriers qui, après avoir creusé tout le sol autour d'eux, repartaient en laissant un désert. Alexeï Yablokov, conseiller d'Eltsine pour les questions écologiques, a raconté au correspondant de Moskovski komsomolets (5 février 1992) sa visite de cinq endroits de Yakoutie, où eurent lieu à différentes époques des « explosions nucléaires à des fins pacifiques » :

*« Dans deux cas, la forte pollution radioactive est comparable à celle de Tchernobyl. Sinon par son ampleur, du moins par ses conséquences... La forêt de Tchernobyl est rousse, celle de Yakoutie l'est également. Les feuilles ne poussent plus, les conifères n'ont plus d'aiguilles. J'ai des photos ! Et c'est arrivé là où, théoriquement, il ne devrait pas y avoir eu d'effets radioactifs. Ils auraient dû rester en profondeur, sous la couche du permafrost. »*

« La Yakoutie a vécu sous le diktat de l'empire, mais cela ne se reproduira plus », a déclaré de son côté le président M. Nikolaïev à la revue Diélovyyé lioudi (juillet-août 1992). Dieu veuille l'écouter. La Yakoutie qui a une superficie équivalant à cinq Ukraines (ou cinq Frances) n'a jamais eu une population supérieure au million d'habitants.

La Yakoutie a obtenu sous Boris Eltsine une liberté de manœuvre économique plus large qu'auparavant. La Banque nationale de Yakoutie, qui accorde des crédits aux secteurs de l'or et du diamant, mais aussi à la sphère sociale a été inaugurée. C'est sans doute à Yakoutsk que les prix d'alimentation sont les plus bas ; les transports urbains sont gratuits. Les

handicapés, les citoyens peu fortunés de la république ont droit chaque année à un voyage gratuit vers n'importe quelle région de Russie, aussi éloignée soit-elle.

Les Autrichiens ont aidé à construire un centre de diagnostic et de chirurgie, cependant qu'une maternité est en chantier. C'est à Nerioungri, en Yakoutie, que s'est ouvert, premier de ce genre dans la CEI, un centre de traitement de la paralysie cérébrale des enfants suivant la méthode du docteur hongrois A. Pete et grâce à l'argent des charbonneries de Yakoutie (deux centres analogues ont par ailleurs été créés à Togliatti et à Donetsk).

La première Encyclopédie yakoute est en train d'être rédigée. Il s'agit d'une entreprise qui requiert aussi de l'argent. Les hommes d'affaires de Yakoutie se plaignent d'ailleurs des impôts excessifs (jusqu'à 45 % sur le revenu), qui sont les plus élevés de Russie.

Les autorités de Yakoutie se réservent depuis le 1er septembre 1992 le monopole de la production et de la vente de l'alcool. L'accès aux districts d'Oimekon, Aldan et Mirny, où se trouvent les gisements d'or et de diamants, est strictement limité (seulement sur invitation des administrations locales). Il est en outre interdit d'emporter des défenses de mamouth, toutes les licences antérieures sont annulées. Dorénavant le Fonds national des mamouths et le Musée mondial du mamouth, qui est créé à Yakoutsk, seront seuls habilités à déterrer, vendre et conserver ce don inestimable du permafrost, mais qui est en voie de disparition.

Un décret spécial du président de Yakoutie vise à protéger la tcharoïte, cette « pierre lilas » exceptionnelle qui est convoitée par les joaillers et n'existe que dans le bassin de la Tchara (frontière naturelle de la Yakoutie et de la région d'Irkoutsk). En effet, la popularité de cette pierre a suscité un pillage incontrôlé. Le gouvernement yakoute a donc proposé à ses voisins d'établir ensemble un quota pour l'extraction et l'écoulement de la tcharoïte.

En été 1992, les dirigeants de trois républiques de Russie — Tatarstan, Bachkortostan, Sakha — se sont déclarés contraints de rompre le blocus économique auquel ils sont en butte et de renforcer la souveraineté des dites républiques. En accusant le gouvernement fédéral d'ignorer leurs droits et intérêts légitimes, ce qui ne peut entraîner qu'une aggravation des rapports avec Moscou.

Le président du parlement yakoute Kliment Ivanov a expliqué sa position (Rossiiskaïa gazéta, 18 août 1992) :

*« La loi de Yakoutie relative au budget, qui soit dit en passant n'est pas en contradiction avec la loi analogue de la Fédération de Russie, fut adoptée dès février dernier par notre parlement. Aussi la position yakoute n'a-t-elle et ne peut-elle avoir rien d'inattendu, encore moins de conjoncturel, de préjudiciable pour les intérêts de la Fédération, quand on considère la déclaration des trois républiques. Nous autres, en Yakoutie, nous proposons tout simplement de perfectionner les comptes financiers et budgétaires au sein de la Fédération. Car ce qui se pratique actuellement en Russie — tout l'argent est d'abord drainé par la Trésorerie centrale, puis redistribué sous forme de subventions budgétaires — est économiquement désavantageux pour la Fédération comme pour ses sujets. Tout cela, nous l'avons déjà connu, et nous ne souhaitons pas y revenir. »*

Voici notre position et nos propositions : les impôts qu'une république doit verser au budget russe resteront entièrement sur place. En revanche, nous nous chargeons de financer les départements fédéraux qui travaillent sur notre territoire. Ils sont nombreux. A propos, nous assignons déjà à ces mêmes géologues, ouvriers fluviaux, aviateurs, etc., trois milliards de roubles pris sur notre budget annuel. Bref, nous proposons de verser sur place notre part des impôts russes. Après avoir fait les comptes réciproques, nous verserons immédiatement au budget fédéral l'argent « russe » qui pourrait nous être resté entre les mains. Il ne s'agit donc pas de boycotter les impôts, etc. Cela évitera que des sommes énormes se baladent ici et là, en étant exclues de la circulation pour un temps indéterminé, et que l'on perde un temps précieux qui, on le sait, est de l'argent. C'est d'ailleurs ce qui se pratique dans le reste du monde. Par exemple, en Autriche. Nous avons proposé au gouvernement russe de signer un accord bilatéral portant sur ce système d'impôts. Malheureusement, on ne nous avait pas écouté. Il semble que la situation soit en train de changer. »

## B. LA DEUXIEME GUERRE DU CAUCASE A COMMENCÉ

### I. DAGHESTAN *Douze langues d'État*

Quatorze ethnies considérées comme autochtones selon la Constitution d'URSS de 1977 vivent dans cette, république de 50 000 kilomètres carrés. Il y a aujourd'hui 12 langues d'État au Daghestan, à quoi il faut ajouter une vingtaine de petites ethnies assimilées au cours des trente dernières années et inscrites aujourd'hui en tant qu'Avars, Darghiens, Lesghiens, Koumyks, Nogaïs, Laks, Tsakhours, Agoules, Tabassarans, etc.

Les habitants de cette tour de Babel communiquent entre eux en russe : toutes les enseignes du Daghestan sont dans cette langue. Il existe depuis longtemps à la capitale Makhatchkala un système complexe et en même temps rigide de répartition des cadres en fonction du critère national. Tous les postes plus ou moins importants sont occupés tour à tour par les représentants des différentes ethnies, la compétence intellectuelle et professionnelle étant reléguée au second plan.

Le Daghestan, petite bande de terre qui s'étire le long de la mer Caspienne, a su éviter les conflits en 1992, mais l'héritage du socialisme, incarné par les fonctionnaires qui craignent pour leurs sinécures et leurs privilèges, est une nuée qui menace la vie pacifique de cette région. L'objectif de ces fonctionnaires qui exploitent l'idée nationale est des plus simples : séparons-nous pour régner. D'autant plus que la terre est l'assise même de l'économie caucasienne.

Dans le Nord du Daghestan, à proximité du littoral, vivent les Nogaïs. En 1957, les terres peuplées par cette ethnie, furent réparties entre le Daghestan, la Tchétchnie et le territoire de Stavropol. Aujourd'hui, l'appel à créer une république Nogaï vise, comme dans le cas des Lesghiens, à réunir un peuple dispersé.



Les Lesghiens, qui vivent dans le sud même du Daghestan et dont une partie se retrouva, en 1921, par la volonté des gouvernants moscovites, sous juridiction azerbaïdjanaise, sont inquiets de voir que si les frontières d'État entre l'Azerbaïdjan et la Russie se renforcent, tous les rêves de constituer un Lesghistan seront envolés. Alors que les Lesghiens vivent depuis des siècles sur leur terre actuelle, les autorités azéries s'emploient ces dernières années à y installer des Azerbaïdjanais venus d'Arménie et des Turcs meskhètes qui ont dû s'enfuir d'Asie centrale.

Les Koumyks, habitant depuis toujours la plaine et le littoral dans la partie centrale du Daghestan, ont leurs propres problèmes. Dans les années 1950 à 1970, des dizaines de milliers d'Avars et de Darghiens venus des régions montagneuses furent installés parmi eux, et ces migrants conservent des privilèges économiques notables dont sont dépourvus les autochtones qui vivent à côté d'eux. 300 000 Koumyks réclament la création de leur propre république, mais où faudra-t-il mettre alors les Avars et les Darghiens ?

On ne peut échapper à l'impasse du nationalisme qu'en admettant que toutes les divergences reposent sur des intérêts économiques, lesquels peuvent être réglés au fur et à mesure du développement de l'économie de marché et de l'instauration de la propriété privée du sol.

Ce sont des considérations d'avantages réels qui ont poussé les Laks à une initiative sans précédent en Russie : cette ethnie du Daghestan a, en effet, décidé en 1992, après trois années de débats, d'assemblées, de référendum, etc., d'abandonner sa terre et ses maisons pour s'installer

dans la plaine du littoral, à 15 km de Makhatchkala. Il y a 45 ans, les Laks avaient déjà été contraints de quitter leur région montagneuse pour vivre dans un environnement tout à fait différent. Aujourd'hui, ils ont pris la décision de laisser le district de Novolakski (Aoukhovski) aux Tchétchènes-Akines qui avaient été déportés de là en 1944. La presse de Russie a vu dans l'exemple des Laks un événement de portée nullement locale.

Coincé entre les républiques rebelles de Tchétchnie et d'Azerbaïdjan, le Daghestan commence à son tour à entrer en effervescence. On a ouvert 300 mosquées et maisons de prière après des décennies de fermeture forcée, mais cela ne suffit pas à estomper les difficultés de la vie quotidienne. Par suite d'une recrudescence de la criminalité et des assassinats politiques, le parlement du Daghestan s'est vu contraint d'adopter en 1992 une loi autorisant le port d'armes à tous ceux qui le désirent, ou presque.

Au cours des vingt dernières années, le Daghestan fut représenté au sommet de la pyramide du pouvoir d'abord par Rassoul Gamzatov, poète notoire, membre immuable du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, titulaire de maintes décorations et lauréat de nombreux prix, puis par Ramazan Abdoulapov, qui est actuellement président du Soviet des Nationalités au parlement russe. Ce dernier aime dire qu'il a été élu par 333 000 Daghestanais alors que les délégués de la Confédération des peuples montagnards ne l'ont été par personne. Il déclarait dans une interview à Rossiiskaïa gazéta (9 octobre 1992) :

*« Le Daghestan ne se conçoit pas lui-même sans la Russie. Cela a été souligné plus d'une fois à différents niveaux. C'est par respect des 9% de Russes qui vivent au Daghestan que nous n'avons pas adopté de Déclaration de souveraineté. Certes, il y a des forces qui voudraient dresser les peuples les uns contre les autres. Il y a aujourd'hui, dans toutes les régions, des gens qui voudraient acquérir des appartements, des biens aux dépens des réfugiés, sans leur donner même de wagons pour emporter ce que ceux-ci ont accumulé durant toute leur vie. »*

Cent mille réfugiés de la zone frontalière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont venus s'ajouter aux habitants du Lezguistan azerbaïdjanais. Ces Lezguiens n'ont aucun intérêt à rejoindre leurs compatriotes du Daghestan, dont 80 % sont au chômage. Du reste, nombre de jeunes Lez-guien préférèrent ne pas travailler plutôt que de combattre les Arméniens en étant enrôlés dans l'armée azerbaïdjanaise.

Le Daghestan se ressent des relations tendues entre la Russie et la Tchétchnie voisine. En août 1992, à Khassaviourt (Daghestan), on avait tenté d'installer pour une durée indéterminée des unités spéciales du Ministère russe de l'Intérieur, mais la Tchétchnie s'en était inquiétée et les autochtones — Tchétchènes, Avars, Koumyks — prirent en otage deux officiers de la division. En leur garantissant la vie si le commandement ramenait immédiatement lesdites unités à Novotcherkassk. La Garde nationale tchétchène fut mise en état d'alerte. Elle n'eut cependant pas à intervenir car les unités russes se retirèrent et les deux officiers furent remis en liberté.

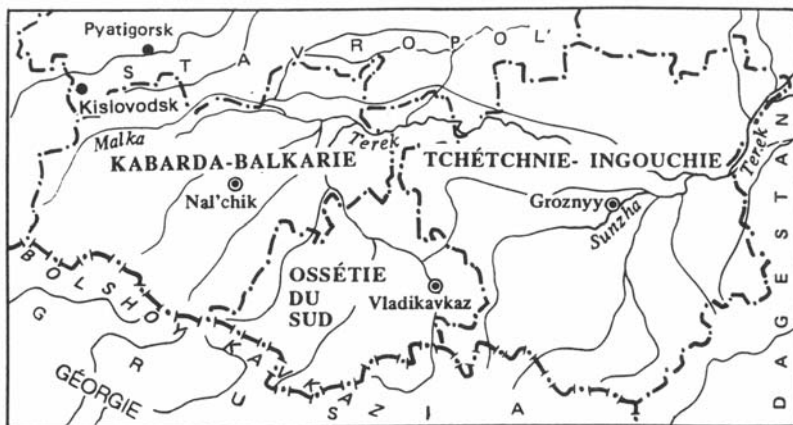
## II. KABARDA-BALKARIE

### *Cent ans de guerre contre la Russie*

Cette république minuscule sera prochainement scindée en deux, le Conseil national du peuple balkar, puis le Congrès du peuple kabardien ayant pacifiquement déployé en 1992 leurs activités politiques dans le cadre de la loi.

Quatre-vingt-quinze pour cent des habitants de Balkarie qui peuplent de façon compacte quatre districts pittoresques de montagne (26 villages) ont décidé par référendum de constituer une république souveraine au sein de la Russie, quoique dans les frontières de 1944, date où les Balkars furent déportés en Asie centrale. Suite au génocide stalinien, il ne reste aujourd'hui dans la CEI que 85 000 Balkars, une ethnie musulmane sunnite de langue turque qui a cependant des racines chrétiennes.

Le mouvement Kabarda souhaite également, quant à lui, former une république autonome dans le cadre de la Russie, bien que les leaders de ce peuple montagnard n'aient pas oublié la guerre de cent ans (1760-1860) dans le Caucase et ne ratent pas une occasion de la rappeler aux Russes. Les Kabardiens estiment que la Russie tsariste, puis le régime stalinien soumièrent leurs congénères dans le Caucase par des méthodes bien plus féroces que celles qui présidèrent à la conquête du continent américain. Au XIXe siècle, des centaines de villages furent détruits avec femmes et enfants, et au XXe siècle, outre la guerre civile et deux guerres mondiales, les montagnards du Caucase ont été emportés par dizaines de convois dans les lieux désertiques de Sibérie et du Kazakhstan.



Le Congrès du peuple kabardien, réuni à Nal'tchik, la capitale de la Kabarda-Balkarie, a décidé, en 1992, de rétablir l'État de Kabarda sur son territoire historique. Il a proclamé par ailleurs que la guerre de cent ans russo-caucasienne fut un véritable génocide contre le peuple adyghée



(tcherkesse) et a exigé des dirigeants de Russie qu'ils admettent la déportation des Adyghés et fassent revenir leurs descendants qui vivent aujourd'hui dans les pays du Proche-Orient et dans différentes régions de la CEI. Le Congrès a ratifié le traité de confédération des peuples montagnards du Caucase et entériné la constitution d'une garde nationale.

Le parlement de Kabarda-Balkarie s'est adressé au printemps 1992 aux dirigeants de la Fédération de Russie pour réclamer la restitution de 26 000 hectares de terres cultivables et de 6 localités qui, en 1944, avaient été rattachées à l'Ossétie du Nord suite à la déportation du peuple balkar.

Il n'y a jamais eu, au cours des siècles, de conflits entre Balkars et Kabardiens. Les deux futures républiques souhaitent rester liées à Moscou tant que celle-ci tiendra compte de leurs intérêts ; dans le cas contraire, il sera probablement question de mettre sur pied une république montagnarde ou bien un État des Adyghés aspirant à se détacher de la Russie.

La capitale Naltchik est géographiquement située au cœur même du Caucase du Nord. Le calme y régnait en 1992 ; les balles ne sifflaient pas dans les rues ; les gens gardaient le sourire, travaillaient aux champs et dans les entreprises ; il n'y avait pas de pannes de gaz et d'électricité, ni d'eau chaude dans les villes. On extrait ici le tungstène et le molybdène, on fabrique des équipements exceptionnels pour le dessalage des eaux, l'épuration des eaux d'égout et de celles contaminées par la radiation. C'est en outre une zone de villes d'eau minérale, d'horticulture et d'élevage de montagne. Cependant, des détachements armés gardent les neuf défilés reliant la Kabarda-Balkarie à la Géorgie, ainsi que la frontière avec l'Ossétie du Nord, pour éviter l'entrée d'armes dans la république.

Naltchik a accueilli en juillet 1992 les représentants des Chambres de commerce et d'industrie régionales de la Fédération de Russie qui cherchent (et trouvent les possibilités) d'acheter des marchandises deux à trois fois moins cher que celles proposées par les différentes bourses.

## **1. Les fauteurs de troubles**

Chaque citoyen de Russie a entendu parler, à la fin de 1992, de Youri (rebaptisé Moussa) Chanibov, professeur de communisme scientifique (aujourd'hui de « politologie ») à Naltchik, qui est devenu chef de la Confédération des peuples montagnards du Caucase. Arrêté durant quelques heures, le 23 septembre 1992, sur ordre du Procureur général de la Fédération de Russie, il fut aussitôt connu dans le monde entier.

Les autorités de Kabarda-Balkarie faillirent bien, après avoir permis sur leur territoire cette action du Parquet de Russie, être balayées par une foule furieuse qui, pendant huit jours d'affilée, manifesta sur la place de la Maison des Soviets à Naltchik.

Cette foule souhaitait aider les rebelles abkhazes en armes, vivres et... volontaires. Et aussi punir les Géorgiens, chasser l'OMON (détachements spéciaux pour le maintien de l'ordre) russe, renvoyer toute l'équipe dirigeante de la Kabarda-Balkarie, le gouvernement, le parlement, le président, le Procureur général et le ministre de l'Intérieur.

Moscou permit à Chanibov de « s'enfuir » de Rostov pour le rendre aux manifestants de Naltchik, tout en levant l'état d'urgence qui avait été instauré dans la république. Les « partocrates » locaux firent quant à eux toutes les concessions possibles. Et les choses s'arrangèrent.

Il apparaît que Kabardins et Balkars n'ont pratiquement aucune chance de s'entendre sur les frontières en cas de partage territorial. Les Balkars, victimes de la répression stalinienne, n'ont pas rallié la Confédération des peuples montagnards. L'on n'a pas manqué de leur rappeler que 70 % d'entre eux vivent aujourd'hui sur les terres des Kabardins.

La seconde personnalité à être mentionnée dans la presse mondiale est Youri Kalmykov, docteur en droit et président du Congrès du peuple kabardin depuis janvier 1992. Ce Tcherkesse né en Karatchaïevo-Tcherkessie a fait ses études à Leningrad, travaillé trente ans à l'Institut de droit de Saratov, où il fut élu au parlement de l'URSS. En 1990, il devint président de la Commission juridique du Soviet suprême de l'URSS, président de l'Association tcherkesse internationale. Au début des événements en Abkhazie, en août 1992, Kalmykov fut on ne peut plus clair (Megapolis-express, 2 septembre 1992) :

*« Les peuples tcherkesses ne retrouveront pas leur calme tant que les troupes géorgiennes n'auront pas été retirées du territoire de l'Abkhazie sœur. Ce qui importe aujourd'hui, c'est d'acheter des armes, y compris des grenades antichars, des engins d'artillerie et autres moyens de défense antiaérienne. »*

Il dit par ailleurs de Chévardnadzé, dans les Izvestia du 28 août 1992 :

*« Un démocrate authentique ne peut pas donner l'ordre à ses troupes d'entrer dans une république dont la seule « faute » est de vouloir réhausser son statut. Je me trompe peut-être, il se peut que Chévardnadzé se soit laissé entraîner par les forces réactionnaires, mais cela ne saurait blanchir personne. »*

Les citoyens de Kabarda-Balkarie sont désormais confrontés à un autre problème : l'afflux interminable de réfugiés d'Abkhazie (Arméniens, Abkhazes, Russes), d'Ossétie du Sud et d'Arménie.

### III. KALMOUKIE *SIDA et mines d'uranium*

Depuis février 1992, la dénomination officielle de ce pays est République de Kalmoukie — Khalmg Tangtch. Les Kalmouks sont un peuple de langue mongole qui eurent leur Etat dans un passé lointain ; il y a quatre siècles, après la décomposition de la Horde d'or au XV<sup>e</sup> siècle, le khan kalmouk signa un traité sur l'incorporation de la Kalmoukie à l'Empire russe. Tant le grand poète russe Pouchkine qu'Alexandre Dumas ont parlé des Kalmouks. En 1814, le premier régiment kalmouk fit son entrée à Paris à dos de chameaux, ce que Balzac, qui en fut témoin, a

raconté dans son récit *Les Kalmouks à Paris*. Quant à Lénine, il eut une grand-mère kalmouke.

En décembre 1943, tous les Kalmouks furent entassés dans des wagons militaires et de marchandises pour être emportés à des milliers de kilomètres de chez eux en Sibérie et en Extrême-Orient. La République socialiste soviétique autonome de Kalmoukie fut supprimée. Ces « déportés spéciaux » purent regagner leur pénates à la mort de Staline et la République de Kalmoukie fut rétablie en 1958, quoique avec un territoire réduit. En 1992, les autorités de la région d'Astrakhan, voisine, ont officiellement accepté de restituer les territoires qui appartenaient aux Kalmouks jusqu'au 27 décembre 1943, date à laquelle ils avaient été déportés.

Cette république dans le sud-est de la partie européenne de la Russie a une superficie de 76 000 kilomètres carrés ; les Kalmouks y sont 150 000 sur une population de 400 000 habitants où dominent les Russes qui, néanmoins, ont tendance à diminuer. Ils se sont mis à quitter la Kalmoukie sous Gorbatchev et sous Eltsine, bien qu'aucune manifestation antirusse flagrante ne se fût produite jusqu'en 1992. En 1991, les autorités ont commencé à verser aux quelques déportés restés en vie une allocation dérisoire de 3 000 roubles par famille, soit environ 30 dollars.



En 1992, on a vu confirmer officiellement ce que soupçonnaient déjà de longue date les habitants des zones de Kalmoukie atteintes par la radiation. C'est que personne n'avait jamais songé à enterrer les déchets de l'extraction intense de l'uranium. Et bien que les mines soient fermées depuis vingt ans déjà, les appareils de contrôle continuent d'enregistrer 100 à 400 microröntgen par heure sur des dizaines de kilomètres à la ronde. Les géologues et les ingénieurs venus dans cette contrée au lendemain de la guerre, peu soucieux des normes technologiques, opéraient le plus rapidement et le moins cher possible, quoique dans les conditions du plus grand secret. C'est seulement à la fin du premier trimestre 1992 que les autorités de Russie ont enfin divulgué les chiffres concernant le degré de radiation en Kalmoukie. Jusque-là, tandis que les services de tous niveaux continuaient de se taire, les enfants venaient régulièrement se baigner dans les étangs contaminés et passaient leurs vacances dans les colonies jouxtant les anciennes mines d'uranium. Le nombre des can-

céreux ne cessait de croître, et ce n'est peut-être pas un hasard si Elista, la capitale de Kalmoukie, fut la première en URSS, à voir ses enfants atteints en masse par le SIDA. La radiation, en effet, n'améliore nullement l'immunité.

On conçoit, dans ces conditions, que les Kalmouks ne ressentent guère de gratitude à l'égard des Russes ou, plutôt, à l'égard du Kremlin. La Kalmoukie est restée essentiellement un pays d'élevage, comme elle l'était jusqu'en 1917. La laine des moutons, ainsi que la viande et la peau des animaux, sont traités dans d'autres régions de Russie, et il en va de même du pétrole. Toute la matière brute est ainsi emportée pour quelques sous, l'économie centralisée, planifiée, étant passée maître dans l'art de maintenir artificiellement des régions entières à un niveau misérable.

Les dirigeants kalmouks qualifient de « crime du siècle » l'aménagement du canal Volga-Tchograi qui traverse les vastes steppes de Kalmoukie et dont la construction a été suspendue suite aux protestations des habitants. La migration des 160 000 saïgaks en est perturbée ; il est devenu difficile de faire paître le bétail en raison de l'eau salée qui affleure au fond du canal creusé. Les bénéfiques de l'irrigation prévue ne pourront pas compenser les dégâts causés par la perte des pâturages transformés en désert dans la zone du canal. Les bergers se seraient parfaitement contentés de plusieurs dizaines de puits artésiens et du matériel agricole nécessaire. Mais le canal fut conçu à Moscou sans demander l'avis des Kalmouks.

La Kalmoukie récolte annuellement jusqu'à 200 000 tonnes de blé, élève des chevaux de la race akhaltékine, s'apprête à concéder aux Américains et aux Sud-Coréens l'extraction du pétrole et du gaz dans les zones côtières de la Caspienne, à condition que l'environnement ne soit pas lésé. C'est en effet ici, dans l'embouchure de la Volga, que viennent se nourrir les esturgeons porteurs du caviar noir, etc.

Le saïgak, antilope des steppes, pourrait rapporter de gros revenus dans une économie conçue de façon rationnelle. Il ne fait pas concurrence aux animaux domestiques car il mange ce dont les moutons ne veulent pas. Or, sa viande a un goût agréable ; elle est peu riche en graisse, et sa peau donne un calf excellent. Quant aux cornes, on en tire, suivant les recettes de la médecine tibétaine, un remède qui ne le cède en rien à la pentacrine. Le saïgak est un animal sauvage migrateur qui sillonne depuis des millénaires des plaines de la région Caspienne, du Kazakhstan, et venait jadis jusque dans les steppes de la mer Noire. Actuellement, on crée en Kalmoukie une réserve pour protéger le saïgak, mais les braconniers y sont un véritable fléau que personne n'est pour l'instant en mesure d'arrêter.

#### IV. OSSETIE DU NORD

##### *Principale place forte des troupes russes au Caucase*

Outre l'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie, il existe l'Ossétie du Sud incorporée à la Géorgie. Certains milieux ossètes

et abkhazes font partie de la Confédération des peuples montagnards du Caucase qui, dès 1991, déclara vouloir former un État pancaucasien composé des républiques suivantes : Abkhazie, Daghestan, Karatchaévo-Tcherkésie, Adyghée, Tchétchnie, Kabarda-Balkarie, Ingouchie, Kalmoukie, Ossétie du Nord et du Sud. Un État qui, selon l'idée de la Confédération, devait être indépendant de l'URSS et, aujourd'hui, de la Russie et de la CEI.

Les mauvaises langues affirment que c'est justement cette perspective qui pousse certains milieux de la Fédération de Russie à considérer d'un œil favorable tout ce qui est en mesure de diviser les peuples du Caucase du Nord. Or, les divergences ne manquent pas dans cette région. Les terres labourables sont peu nombreuses, tandis que la population est plus abondante que nécessaire, sans compter la foule d'autochtones qui furent déportés par Staline et qui souhaitent à bon droit revenir dans leur contrée natale. Mais leur sol est aujourd'hui occupé par d'autres peuples qui, à la même époque, y furent transplantés à leur corps défendant. Le parlement de Russie a adopté en 1991 une loi sur la réhabilitation des peuples victimes des répressions, mais étant donné que les caisses sont vides, cela n'a fait que verser de l'huile sur le feu. Alors qu'on assiste à un regain des vieux litiges territoriaux, le Kremlin refuse toujours de verser la moindre compensation. Pourtant, tous les conflits de ce genre pourraient être réglés par de larges crédits à la construction, par l'instauration de la propriété libre et privée du sol et par la stimulation de l'entreprise.

La politique myope et maladroite du Kremlin ne s'est pas contentée de convertir en otages et migrants potentiels 25 millions de Russes vivant hors de la Fédération de Russie, mais aussi des dizaines de millions de Russes qui habitent les autonomies de la fédération, ainsi que les gens d'autres nationalités qui, depuis des siècles, vivent sur ces territoires aujourd'hui proclamés États souverains. Et surtout, la majorité de ces conflits nationaux et griefs réciproques ne peuvent pour ainsi dire jamais être réglés sans l'aide de Moscou.

Les dirigeants du Kremlin avaient tout mis en œuvre, à la fin des années 1990, pour monter les bonzes communistes de l'Ossétie du Sud, alors en perte de vitesse, contre les nouveaux gouvernants non communistes de la Géorgie. Après deux années de guerre avec Tbilissi, les responsables de l'Ossétie du Sud menacèrent de faire exploser sur le territoire géorgien un puissant dispositif nucléaire de « type non traditionnel » sans préciser de quoi il s'agissait exactement. Cent trente mille habitants d'Ossétie du Sud, soit la majorité de la population civile, ont afflué, en 1992, à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord.

A cela, il faut ajouter le problème des Ingouches. En 1944, le territoire de l'Ossétie du Nord s'était accru de 16 000 kilomètres carrés aux dépens de la Tchétchéno-Ingouchie voisine d'où les Ingouches furent déportés en Sibérie sur ordre de Staline. Khrouchtchev, certes, rétablit la Tchétchéno-Ingouchie en 1957, mais sur un territoire amputé. Près d'un demi-siècle s'est écoulé, un petit nombre d'Ingouches restés en vie sont revenus dans leur république, mais ils continuent de garder une dent contre ceux qui, sans le vouloir, durent occuper les maisons et les terres ingouches.

En principe, les Ingouches sont prêts à coexister avec les Ossètes sur leurs anciennes terres, mais une telle paix sera sans doute précaire. Le gouvernement central russe n'a pas l'intention de quitter le Caucase du Nord, ce qui est naturel, mais n'est pas non plus en état de payer pour ses péchés de jadis et pour sa présence actuelle. Le résultat en est connu : une guerre véritable s'est déroulée en 1992 en Ossétie du Sud, tandis qu'en Ossétie du Nord l'état d'urgence est constamment enfreint par les coups de feu entre Ossètes et Ingouches. Ces derniers réclament non seulement leur ancien territoire en Ossétie du Nord, mais aussi la rive droite de Vladikavkaz.

Les Russes commencent à quitter l'Ossétie du Nord. Peut-être craignent-ils d'être tenus pour responsables de la répression sanglante qui s'abattit sur les manifestants pacifiques de Vladikavkaz (alors Ordjonikidze) en 1981 ? Depuis la fin de 1991, la vente massive et officielle d'armes à feu est en cours dans cette ville, où l'on aménage par ailleurs des tranchées, des barricades et des lignes défensives.

Quand la fameuse et pittoresque Route militaire de Géorgie, qui traverse la chaîne caucasienne principale, chantée par les poètes russes de plusieurs siècles, sera-t-elle de nouveau ouverte aux touristes et aux hommes d'affaires ? Si tout allait bien, l'Ossétie du Nord pourrait vivre convenablement rien que grâce au tourisme international, car on trouve à proximité des stations balnéaires aussi réputées que Kislovodsk, Naltchik, Piatigorsk, Minéralnyé Vody. C'est près de Vladikavkaz, au Centre des problèmes médico-biologiques récemment inauguré et sous la direction de Rudolf Lokhov, professeur de l'Université d'Ossétie du Nord, que l'on soigne les cancéreux avec un remède local baptisé RL-175 qui, analogue à la biophosphomide universellement utilisée, est cependant moins toxique et dont les séquelles sont moins graves.

En 1991 et 1992, l'Ossétie du Nord était le principal point d'appui des troupes russes dans tout le Caucase, y compris la Transcaucasie. Les Ossètes sont le seul peuple du Caucase du Nord qui professent le christianisme, mais il semble bien qu'eux aussi soient prêts à se détourner de la Russie en quête d'un protecteur plus sérieux. Pour l'instant, Moscou n'a su arrêter ni le génocide en Ossétie du Sud ni refroidir l'ardeur des Ingouches qui continuent de tenir Vladikavkaz pour la capitale de deux États, ossète et ingouche (la rive droite de la ville fut autrefois, sous le régime soviétique, capitale de l'Ingouchie). Vladikavkaz pourrait dans ce cas entrer dans le livre Guinness des records tout comme les Ossètes qui, en l'espace de quelques mois, s'étaient ingéniés à avoir deux républiques socialistes soviétiques dans le cadre de l'URSS, à la place de la République autonome d'Ossétie du Nord qui faisait partie de la Russie et de la région autonome d'Ossétie du Sud qui était incorporée à la Géorgie.

En 1993, à Vladikavkaz, 1 150 appartements devaient être mis en service. Les ouvriers turcs ont construit en Ossétie, avec des capitaux allemands, une cité destinée aux militaires russes rentrant d'Allemagne. Mais seront-ils en paix sur ce sol ?

## 1. La guerre des Ossètes contre les Ingouches

Elle a commencé en novembre 1992. C'est le 4 juin que l'Ingouchétie avait été constituée en république au sein de la Fédération de Russie. Les Nouvelles de Moscou énuméraient, le 21 juin, toutes les incongruités et les ambiguïtés venant de ce que le grand district Prigorodny devait, conformément à la loi, passer en l'espace d'un an et demi de la juridiction de l'Ossétie du Nord à celle de l'Ingouchétie. Ce même journal citait Victor Medvéditski, ancien ministre de l'Intérieur d'Ossétie du Nord :

*« La Loi de réhabilitation des peuples victimes de la répression n'effacera pas les contradictions touchant au district Prigorodny. On retrouve en fait ici le syndrome du Karabakh : la guerre est inévitable. »*

Aucun journal de Russie n'a manqué de parler, avec force détails pittoresques, du marché des armes accessible à tout le monde dans la plus grande ville d'Ingouchétie, Nazran. Au bazar improvisé le long de la route Rostov-Bakou, on peut acheter un hélicoptère ou un blindé, une mitrailleuse ou une mitrailleuse, s'entendre sur la vente de n'importe quelle arme. Or cela se produit en Russie, à dix minutes de marche de la représentation du Soviet suprême de la Fédération russe. Il faut savoir qu'en 1992, tout citoyen de Russie était passible d'arrestation et de condamnation rien que pour détenir un petit ballon de gaz.

Sergueï Khetagourov, président du Conseil des ministres de l'Ossétie du Nord, Ibrahim Kostoïev, représentant adjoint du Soviet suprême de Russie en Ingouchétie, et Victor Gafarov, commandant adjoint des troupes du ministère de l'Intérieur au Caucase, ont « qualifié de maladroites les actions des dirigeants de Russie dans le Caucase » (Pravda, 8 octobre 1992). Ce même journal (19 novembre 1992) écrivait que des listes d'Ingouches vivant en ville avaient été distribuées à Vladikavkaz.

Comme personne n'avait pris la défense de ces derniers, ils se sont vus contraints de quitter la capitale ossète, leurs appartements étant aussitôt occupés par des réfugiés d'Ossétie du Sud. Et lorsque les francs-tireurs ossètes commencèrent à opérer en région rurale (à la suite de quoi il n'est pas resté un seul Ingouche dans le district Prigorodny, ni dans toute l'Ossétie du Nord), on vit des colonnes de camions chargés de butin provenant des maisons ingouches franchir la Chaîne centrale du Caucase, au début de novembre 1992, pour se rendre en Ossétie du Sud : les réfugiés de cette région se dédommageaient aux dépens des réfugiés ingouches. (La même chose s'était produite lors du massacre et de l'expulsion des Arméniens de Soumgaït et de Bakou, de tout le territoire azerbaïdjanais ; au premier rang des casseurs et des assassins, se trouvaient les Azéris que les Arméniens avaient chassés de chez eux un ou deux ans plus tôt ; certains « businessmen » arméniens et azerbaïdjanais ont fait fortune en revendant les armes, les maisons et autres biens abandonnés par les réfugiés.)

Et si les Cosaques de la région de Stavropol décident d'agir envers les Ingouches de la même façon que les Ossètes ? En 1957, lorsque les Ingouches déportés par Staline purent rentrer chez eux, on leur donna, pour compenser le district Prigorodny remis auparavant aux Ossètes, un bon morceau de terre russe dans la région de Stavropol.

Avant que n'éclate le conflit armé entre Ossètes et Ingouches, il était encore possible de détendre l'atmosphère à l'aide de mesures sociales. Le problème des réfugiés d'Ossétie du Sud n'avait guère facilité la vie en Ossétie du Nord, cependant que 60 % de la population active était au chômage en Ingouchétie. Un seul établissement d'enseignement supérieur (un institut d'agriculture) et deux petites entreprises (bonneterie et usine d'outils agricoles) existent dans cette république souveraine... Des dizaines de milliers d'Ingouches errent dans toute la Russie en quête de travail. N'est-ce pas une véritable poudrière ?

Des milliers d'Ingouches ont ceint leur tête de bandeaux blancs signifiant qu'ils sont prêts à mourir au combat, et ils ont déclaré au début de novembre 1992 la « guerre sainte » contre les hauts fonctionnaires de l'Ossétie du Nord et les représentants de Russie, « coupables d'un nouveau génocide du peuple ingouche ». Les Ingouches sont unanimes à condamner la Russie, dont les troupes sont accusées de soutenir carrément les combattants ossètes. Les vieillards ingouches disent, les larmes aux yeux, que c'est aujourd'hui pire que pendant la déportation de 1944. Des centaines d'Ingouches ont été tués, des milliers sont gardés en otage, des dizaines de milliers sont blessés ou réfugiés.

Une grande partie de la communauté ingouche condamne aujourd'hui ses leaders qui préconisaient l'incorporation de leur république à la Fédération de Russie. Les dirigeants ingouches de Nazran ont demandé à la Confédération des peuples montagnards d'interposer ses troupes à la place des unités russes.

Le gouvernement de Russie a accordé, en novembre 1992, une aide humanitaire aux réfugiés d'Ossétie du Sud (12 millions de roubles, soit 30 000 dollars au cours de l'époque, 5 à 10 dollars par personne), ainsi que cent tonnes de gruau, mille tonnes de farine, du carburant à l'Ossétie du Nord et autant à la république ingouche (tout ceci pris sur les réserves fédérales, à des prix d'Etat fermes).

Tous les hauts dirigeants de Russie, à l'exception d'Eltine, se sont rendus à Vladikavkaz. Après les infructueuses initiatives de paix de la Russie au Karabakh, en Ossétie du Sud et en Abkhazie, Moscou s'est sentie véritablement alarmée. Conformément aux traditions soviétiques, plusieurs centaines d'enquêteurs, équipés même de wagons-laboratoires, ont également été envoyés à Vladikavkaz. La Russie a promis de livrer des armes à l'Ossétie du Nord et d'équiper de pied en cap deux régiments.

Que les troupes russes sont entièrement acquises à l'Ossétie du Nord, on en a eu la confirmation lors de la proclamation de l'état d'urgence dans la région. Les Ingouches se sont vus confisquer leurs armes, sans que la réciprocité soit vraie pour les Ossètes.

Les informations de la Chaîne centrale de télévision, reçue dans toute la CEI, étaient on ne peut plus unilatérales. Mais les Ingouches ont été plus que tout offensés, bouleversés par une bétise (ils y ont vu un acte délibérément malintentionné) du journal de la Chaîne russe : l'interview d'un haut responsable d'Ossétie du Nord était si négligemment montée qu'on put entendre à la fin, sur un écran déjà vide, ses paroles à l'adresse des Ingouches (du moins, ceux-ci les perçurent-ils ainsi) : « Ce sont tous des chacals... » Les Ingouches, musulmans sunnites, ne pouvaient



évidemment qu’être choqués d’entendre une telle chose de la part d’un Ossète, chrétien orthodoxe.

Il semble que l’administration militaire, dite provisoire, soit durablement installée dans toute la zone où vivent Ossètes et Ingouches. Les hommes politiques du Caucase-Nord restent perplexes en voyant que le chef de cette administration est habilité à coordonner également ses actions en Kabardino-Balkarie et Karatchaïevo-Tcherkessie, dans la région des Adygués et de Rostov, dans les territoires de Krasnodar et de Stavropol.

## **2. Ce n’est pas un hasard si la première guerre en Russie depuis un demi-siècle a commencé à Vladikavkaz, car la tragédie de l’Ossétie du Sud dure depuis déjà trois ans**

Le comportement de la Russie, difficilement explicable du point de vue de la logique, a été le mieux éclairé par le journal *Moskovski komsomolets* (18 juin 1992). En ce mois d’été, le problème n°1 de la Russie était l’Ossétie du Sud, Rouslan Khasboulatov, président du parlement russe, ayant déclaré que la Russie était non seulement prête à accueillir en son sein l’Ossétie du Sud mais aussi à la défendre face aux francs-tireurs géorgiens. Et cela, à la veille de pourparlers décisifs entre Ossètes et Géorgiens, avec la participation de Boris Eltsine. Si Khasboulatov était sérieux, pourquoi la Russie avait-elle cru bon de soutenir le renversement de Gamsakhourdia et de saluer l’arrivée de Chevardnadze, favorablement disposé à l’égard de la Russie ?

Le vice-président russe Alexandre Routskoï menaçait également — sur un coup de tête, paraît-il — d’entrer en guerre contre la Géorgie si elle persévérerait à détruire le petit peuple d’Ossétie du Sud. Le correspondant de *Litératournaïa gazéta* (1 juillet 1992), allé à Tskhinvali, capitale d’Ossétie du Sud, constatait :

« On découvre maintenant qu’il y a chez nous un « parti de la guerre » défendant les intérêts du complexe militaro-industriel, c’est-à-dire une mafia militaire qui juge que plus le sang coule, plus cela rapporte de pouvoir et d’argent... »

Thorez Kouloumbékov, chef du parlement d’Ossétie du Sud, déclara en août 1992 qu’après trois années de conflit osséto-géorgien, les réfugiés pouvaient enfin rentrer chez eux, en assurant que les spécialistes avaient mis au point un programme de renaissance de l’Ossétie du Sud, pour lequel la Géorgie et la Russie dépenseront chacune 40 milliards de roubles en cinq ans. En octobre, Egor Gaïdar, vice-premier ministre de Russie, assigna 500 millions de roubles pour financer les travaux de reconstruction en Ossétie du Sud, somme devant être « ensuite prise sur les crédits accordés à la Géorgie ». Charmant, n’est-ce pas ? Mais l’Ossétie du Sud n’avait même pas vu la couleur de cette somme dérisoire (en comparaison des sommes promises) à la fin de 1992. C’est du moins ce que Kouloumbékov déclarait à *Nézavissimaïa gazéta* (21 novembre 1992).

Les Ossètes vivant des deux côtés de la Chaîne centrale du Caucase ne font que payer l'insouciance politique de leurs dirigeants, bien qu'ils n'aient guère manqué de conseillers. En outre, près d'un demi-million d'Ossètes vivent en dehors de leurs deux territoires nationaux. Un Congrès mondial des Ossètes se tint même à Vladikavkaz en octobre 1992. Mentionnons, parmi les figures populaires, le général Kim Tagolov qui combattit en Afghanistan, le milliardaire Tarass Kibizov, l'ancien ambassadeur soviétique en Syrie et membre du Bureau Politique du PCUS Alexandre Dzassokhov (il fut autrefois premier secrétaire du comité régional du PCUS et on voit en lui le futur dirigeant de l'Ossétie du Nord).

Chevardnadzé et Dzassokhov, deux anciens collègues au sein des instances dirigeantes de l'URSS, parviendront peut-être à s'entendre, car ils savent mieux que quiconque qu'aucune nouvelle guerre du Caucase n'aura de vainqueurs. Et si, en plus, les Cosaques s'en mêlent... Ceux de la région de Mozdok, en Ossétie du Nord, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils jugent souhaitable et inévitable de se détacher de la république.

Enfin, les Russes peuvent également être conduits à déclarer que leurs intérêts sont lésés en Ossétie du Nord. Seulement 5 à 7 % des postes de la nomenklatura, comme on disait naguère, leur reviennent. Or on sait qu'il y a en Ossétie du Nord 190 000 Russes pour 335 000 Ossètes.

## V. TCHETCHNIE-INGOUCHIE

### *Une république assiégée*

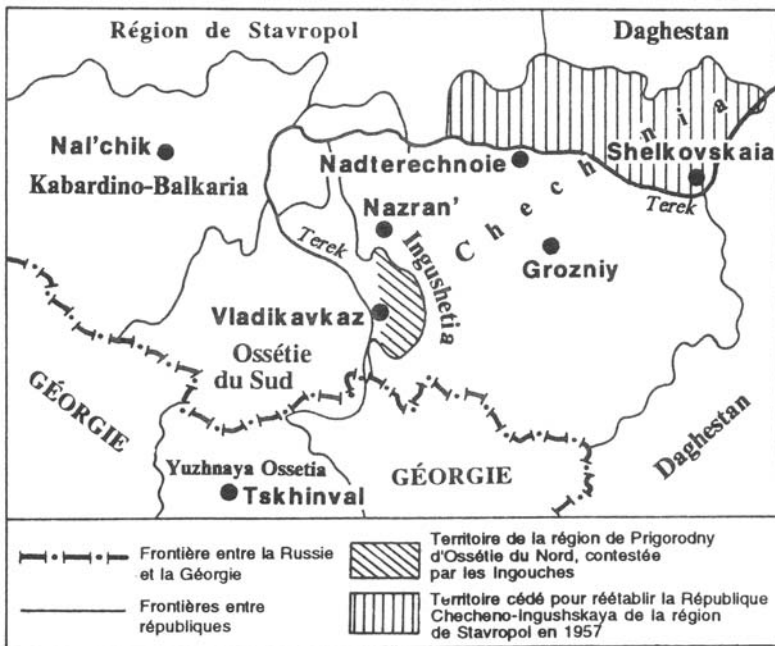
Avez-vous entendu parler de la tragédie du village tchétchène Khaïbakh ? Le 27 février 1944, un détachement punitif du NKVD, chargé de la déportation de tout un peuple, entassa les habitants de ce village dans une grange et les brûla vifs. C'était plus commode que de transporter les gens de ce village situé en haute montagne. Les Tchétchènes se souviennent et disent que ce crime fut perpétré par les Russes. Maintes générations de Tchétchènes ne l'oublieront pas. Mais il faut que les Russes aussi le sachent.

La myopie des hommes politiques de la Fédération de Russie à l'égard des périphéries nationales est particulièrement patente dans le cas de la Tchétchnie. C'est que Moscou a été habituée durant des siècles à commander la province sans prêter l'oreille aux opinions et aspirations des peuples non russes. Toutes sortes de noms et d'épithètes peu flatteurs s'appliquent chez les Russes aux autochtones des anciennes républiques fédérées ou autonomes.

Par ailleurs, si des républiques fédérées qui au XXe siècle, sous les communistes, ont pu se doter de belles capitales, de leur propre intelligentsia et d'une culture nationale développée, les républiques autonomes, elles, ont continué de mener une existence pitoyable. La raison en est que

personne ne les représentait au Bureau politique du PCUS. C'est seulement après la chute de l'URSS que les journaux ont commencé à parler de Saji Oumalatova, soudeuse de son état et avocate du PCUS, de Rouslan Khasboulatov, speaker du parlement russe, du général Djokhar Doudaev, du soviétologue Abdourakhmane Avtorkhanov vivant à Munich, qui sont tous des personnalités tchétchènes. Il y a deux ans à peine, les Soviétiques ne connaissaient que le danseur Makhmoud Essambaev, sans se douter d'ailleurs que c'était un Tchétchène.

Boris Eltsine a eu suffisamment de lucidité politique pour octroyer un maximum de droits et de souveraineté à tous les peuples et ethnies de l'ancien Empire tsariste, de l'ex-URSS et de l'actuelle Fédération de Russie. Il a agi de la sorte en pensant au salut de la Russie, mais le parlement de la Fédération, de même que le vice-président Routskoï, avaient en 1991 et 1992 des points de vue carrément opposés, allant jusqu'à menacer de toutes les punitions possibles la Tchétchnie et le Tatarstan qui se montraient indociles. Le fait est que tous les peuples de la Fédération de Russie, Tchétchnie y comprise, souhaiteraient vivre en paix et en union économique étroite avec la Russie, mais Moscou a sa propre vision des problèmes. On en connaît les conséquences.



Quatre-vingt-dix mille Russes ont dû quitter la Tchétchnie musulmane depuis le début des années 1990. En effet, pas moins de 80 % de la population du Caucase du Nord est sous l'influence de l'islam. La Russie est en train de retirer toutes ses troupes de Transcaucasie, et il lui faudra sans doute procéder bientôt de même dans toutes les républiques nationales du Caucase du Nord.

La République de Tchétchnie, constituée en 1991 en dépit de Moscou, est la seule dans cette région à vouloir se détacher entièrement de la Russie. Avec l'affaiblissement de l'influence russe au Caucase on voit s'accroître celle de la Tchétchnie, qui devient ainsi le centre de la politique caucasienne.

Le mot « Tchétchène » fait aujourd'hui tressaillir tout Russe, car la presse et la télévision ne cessent d'évoquer les forfaits perpétrés par les gens de cette nationalité, devenus synonyme de force brutale et féroce qui ne se laisse même pas acheter. Il y a cependant une autre vision du phénomène tchétchène pour peu que l'on considère certains éléments historiques. Aucun peuple d'Europe n'offre une histoire aussi tragique que la nation tchétchène. Le drame des Russes, c'est de ne pas aimer se souvenir des leçons de l'histoire. Les Anglais quittèrent l'Afghanistan quand ils eurent compris qu'ils n'arriveraient pas à l'emporter. Les troupes soviétiques n'ont pas pu triompher non plus dans ce pays, même après avoir exterminé 1,5 million de personnes et fait 3 millions de réfugiés. L'URSS a cessé d'exister plusieurs mois après la fin de cette guerre honteuse pour les Russes. Cela vaut aussi pour le Caucase du Nord.

## **1. Les Russes ont-ils apporté la prospérité aux Tchétchènes ?**

Grozny, la capitale de Tchétchnie-Ingouchie ressemble à un manouvrier épuisé par un travail au-dessus de ses forces. Cette ville pétrochimique, enveloppée de fumée et de flambeaux de gaz qui ne s'éteignent jamais, compte parmi les cinq agglomérations les plus sinistrées de Russie.

Par son territoire et sa population ainsi que par son potentiel économique, la Tchétchnie surpasse de dix fois l'Ingouchie. Notons que les Tchétchènes et les Ingouches sont proches par la langue et constituent le même peuple vainakh.

En février 1944, 640 trains emportèrent de Grozny, entassés dans des wagons de marchandise, les Vainakhs (Tchétchènes et Ingouches) qui étaient déportés pour « complicité avec l'ennemi », lequel n'avait même pas mis le pied sur leur territoire. Cinquante pour cent des Tchétchènes périrent durant leur transport au Kazakhstan et en Sibérie, les autres eurent de la chance par deux fois : d'abord parce que Staline mourut en 1953 et non plus tard, ensuite parce que les Tchétchènes et les Ingouches n'eurent pas à vivre dans le Grand Nord d'où les déportés et les détenus ne revenaient pratiquement pas.

Comme Béria ne fut pas en mesure de transplanter la totalité des Tchétchènes et des Ingouches en février 1944, il ordonna de détruire tous les villages qui se trouvaient en montagne et étaient difficiles d'accès. Des témoins ont rapporté que les habitants étaient noyés dans le lac Kezenoï Am, brûlés dans leurs maisons, tués à coups de grenades dans les tours de pierre où ils s'étaient retranchés, bombardés depuis les airs. Une poignée de rescapés s'étant insurgée, il fallut jusqu'au milieu des années 1950 plusieurs divisions du NKVD pour étouffer leur résistance armée dans les montagnes de la Tchétchnie-Ingouchie.

Cette république autonome fut rétablie en 1957, mais quelques-uns de ses districts avaient été attribués à la Géorgie, au territoire de Stavropol, au Daghestan, à l'Ossétie du Nord et ne furent pas incorporés au territoire ressuscité. En contrepartie, la République de Tchétchnie-Ingouchie se vit accorder les districts de Naoursk et de Chelkhovo peuplés de cosaques de Tersk et en partie de Nogais. Ensuite, dans les années 1960 et 1970, les autorités du parti s'employèrent à installer dans ces régions cosaques des Tchétchènes et des Ingouches venus des montagnes. Mais au lieu de l'assimilation ou de la russification des Tchétchènes et des Ingouches, on assista au départ des cosaques.

En 1982, lorsque le Kremlin voulut organiser dans toutes les républiques de l'URSS une campagne pour célébrer « le rattachement volontaire » à la Russie, un groupe d'intellectuels tchétchènes et ingouches eut le courage de s'y opposer. Quant aux masses, leur protestation a commencé en 1988 avec la création du Front populaire et les manifestations contre la situation écologique dans la république, notamment contre la construction d'une usine biochimique à Goudermez. Le chômage chronique oblige des dizaines de milliers de Tchétchènes à aller chercher du travail en Russie, où ils sont souvent la proie des structures criminelles et commerciales, qui ont toujours été synonymes aux yeux de la justice soviétique. Des brigades de la milice, de la procureure et des organes judiciaires étaient régulièrement envoyées par Moscou en Tchétchnie-Ingouchie afin d'intimider les indociles, à la suite de quoi des centaines de personnes douées d'esprit d'initiative et d'entreprise se retrouvaient pour longtemps derrière les barreaux en Russie. On a même vu, en 1992, adopter une décision officielle pour que les Tchétchènes et les Ingouches ne soient pas admis dans les hôtels de Moscou. Les milieux dirigeants de la Fédération de Russie avaient annoncé, à l'automne 1991, une intervention militaire contre la République tchétchène qui venaient de proclamer son indépendance. Le général Djokhar Doudaev, président de la Tchétchnie, ayant alors riposté en menaçant la Russie de « très gros désagréments » et d'une « deuxième guerre du Caucase ».

La première guerre avait duré cent ans et, dans les années 1850, les opérations menées par 300 000 soldats russes contre l'imam Chamil, chef de la Tchétchnie et du Daghestan, qui n'avait pourtant déjà pu l'emporter, coûtaient à la Russie un sixième de son budget. C'est en 1859 que Chamil, de nationalité avaro, capitula avec toute sa famille et dut aller habiter à Kalouga, au cœur de la Russie. Le Caucase du Nord fut enfin rattaché à l'Empire russe. On entend souvent dire que si l'imam Chamil eut été un Tchétchène, les Russes n'auraient jamais pu s'emparer du Caucase. Cependant, le sévère régime colonial n'apporta pas la paix ; d'importantes insurrections contre la domination russe eurent lieu en 1860-1861, 1864 et 1877-1878. A cette époque, les Tchétchènes et les Ingouches étaient transplantés d'un endroit à l'autre, on créait sans cesse des villages cosaques, ce qui ne fit que développer le mouvement des abreks : aujourd'hui, on parlerait de terrorisme.

En 1917, des combats acharnés opposèrent Tchétchènes et Ingouches aux cosaques pour des problèmes de terre. Les bolcheviks surent promettre et restituer aux Tchétchènes les territoires que les tsars leur avaient

confisqué et rallier ainsi les montagnards à leur côté durant la guerre civile de 1918-1920. Il exista de 1921 à 1924 une République socialiste soviétique autonome des montagnards (Gorskaïa), à partir de laquelle on devait créer par la suite la plupart des républiques autonomes du Caucase du Nord.

En 1929, avec le début de la collectivisation forcée, les montagnards se virent de nouveau retirer leurs terres et reprirent leur insurrection contre les Russes qui dura jusqu'aux années 1960. On avait beau arrêter parfois (comme en 1937) jusqu'à 10 000 fonctionnaires et employés locaux de tous niveaux, les choses n'allaient pas mieux pour Moscou. Au début de 1940, lors d'une révolte qui fit éclater les kolkhozes, une partie de la Tchétchnie-Ingouchie proclama son indépendance, désigna son propre gouvernement et sut faire face aux troupes soviétiques. Au printemps 1942, les régions insurgées furent bombardées par l'aviation soviétique, nombre d'habitants des villages de montagne périrent. En dépit de cela, les Allemands furent incapables de s'emparer du territoire de la Tchétchnie-Ingouchie. Le châtimeur infligé par le Kremlin, cette fois-ci décisif, arriva en 1944, mettant fin pour un temps à la question vainakh en Russie.

Il faudra tôt ou tard que la Russie abandonne le Caucase, accepte de nouvelles frontières dans les régions cosaques, retire enfin toutes ses troupes et retrouve la sérénité. Dans le cas contraire, il n'en résultera que de nouvelles et énormes dépenses, de nouvelles malédictions à l'adresse des Russes. La perte de Grozny et de Bakou, dont les ressources en pétrole s'épuisent, n'a pas aujourd'hui une grande importance pour la Russie. Des millions de paysans, d'ouvriers et de spécialistes russes reviendront vivre dans leur mère-patrie qui doit veiller à leur réinstallation. Le Caucase est en effet depuis longtemps un fardeau trop cher et trop dangereux pour la Russie. L'Empire russe intervint autrefois en Transcaucasie pour défendre les chrétiens, ce qui sauva les Géorgiens et les Arméniens mais, d'un autre côté, déboucha sur la guerre du Caucase. Bien des choses ont changé depuis mais, comme jadis, l'idéalisme en politique risque toujours de faire couler le sang.

Les républiques du Caucase du Nord occupent un territoire restreint : par la route Rostov-Bakou, il faut en voiture du petit déjeuner au dîner pour aller de Makhatchkala à Grozny, Vladikavkaz et Naltchik. Bien que la Russie soit des centaines de fois plus vaste, Moscou s'est retrouvé à l'automne 1991 au bord d'une guerre de grande envergure, en comparaison de laquelle la campagne afghane n'aurait été qu'une simple promenade.

## **2. Dieu a sauvé la Russie**

En automne 1991, le président Eltsine décréta l'état d'urgence en Tchétchnie et dépêcha des détachements spéciaux à Grozny. Les avions militaires, à peine posés à l'aérodrome de Khankala à Grozny, furent encerclés par la garde nationale tchétchène. Le prétexte à cette opération avait été la proclamation de l'indépendance de la République Tchétchène

par le président Djokhar Doudaev. Trois jours plus tard, le 8 novembre 1991, Boris Eltsine signa son malencontreux décret qui bientôt fut reconnu comme erroné, ne serait-ce que parce qu'il était pratiquement impossible de l'appliquer. Doudaev avait en effet appelé les peuples du Caucase à déclarer à la Russie la gazavat (guerre sainte des musulmans contre les infidèles).

Le décret d'Eltsine avait suffi à lui seul à lever toutes les contradictions existant entre les dizaines d'ethnies du Caucase du Nord et à les réunir au sein d'un front antirusse unique. Outre les barricades et tranchées dont se couvrit Grozny, on vit se réunir le 2 novembre 1991 à Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie, les délégués de 13 ethnies qui créèrent la Fédération des peuples montagnards du Caucase avec à sa tête un président, un parlement et des organes exécutifs. Les unités militaires nationales sont désormais subordonnées au commandement unique de cette confédération.

Alors qu'avant le décret d'Eltsine, Doudaev avait nombre d'adversaires, les mesures prises par Moscou firent de ce général d'aviation insurgé le héros national du Caucase. Doudaev mit sur le pied de guerre toute la Tchétchnie promettant de bloquer toutes les livraisons des produits pétroliers à la Russie (la Tchétchnie a le monopole dans la production d'huiles de graissage pour avions) et d'appeler tous les peuples musulmans à convertir Moscou en « zone d'actions » afin de « nous affranchir tous du koufr (esprits malins) ». Le président et le parlement tchétchènes diffusèrent à tout hasard leur testament où ils exhortaient les peuples du Caucase à « ne pas déposer l'étendard de la lutte pour la liberté », à « porter la peur et les souffrances dans le repère même du mal et de la violence contre les peuples, c'est-à-dire à Moscou ». Le 9 novembre 1991, Doudaev prêta son serment de fidélité à la République Tchétchène en présence de 300 000 personnes à Grozny. Quant aux dirigeants de toutes les républiques voisines, ils soutinrent le général, le Daghestan promettant même son aide militaire.

La Tchétchnie produit depuis 1992 ses propres pistolets-mitrailleurs et dispose de brigades blindées ainsi que d'escadrilles. Le ministre des Affaires étrangères est un Tchétchène de Jordanie, Chamil Beno, et des liens étroits ont été par ailleurs établis avec la nombreuse diaspora tchétchène au Proche-Orient. Tant que Gamsakhourdia était au pouvoir en Géorgie, la Tchétchnie pouvait amener librement de Turquie tout ce qu'elle voulait, y compris de grands lots d'armements. D'autre part, les Tchétchènes achètent n'importe quelles armes, y compris des rampes de lancement des roquettes, en graissant la patte aux militaires russes, et cela même en Extrême-Orient. Ils déboursant ainsi des roubles, et non des devises.

Il n'est pas exclu que le général Doudaev (premier Tchétchène à avoir atteint ce grade, né en 1944, marié à une Russe, ayant passé son enfance au Kazakhstan où il était déporté avec son peuple) termine sa carrière comme son ami Gamsakhourdia. L'opposition intérieure, issue de l'ancienne nomenklatura du parti et des jeunes militants nationalistes, a déjà renversé le président géorgien et menace de procéder à une restauration en Tchétchnie. Toutefois, la position de la Russie n'en sera guère améliorée

car les montagnards peuvent être intéressés par un partenaire économique plus fort, avec lequel il serait commode et fructueux de commercer. C'est justement de cette aptitude dont doit faire preuve la Russie pour que toutes choses soient remises à leur place. Le fait est que la Tchétchnie, au début, comptait beaucoup sur Eltsine, les Tchétchènes ayant été les plus nombreux parmi les non-Russes à défendre le parlement fédéral lors du putsch d'août 1991.

Moins d'un an plus tard, Doudaev ayant renforcé sa position, envoyait par télégramme un ultimatum à Eltsine pour réclamer un milliard de roubles en espèces. C'est que, comme dans les autres régions, on manquait d'argent pour payer les salaires et les pensions. Pendant ce temps, la zone du rouble était secouée par un forfait des hommes d'affaires tchétchènes qui, grâce à de faux documents, avaient obtenu le transfert en Tchétchnie de plus de 30 milliards de roubles depuis la Banque centrale de Russie et depuis différentes banques de Kabarda-Balkarie. L'Ukraine, du reste, avait agi de même, quoique de façon un peu plus civilisée. Les Ukrainiens avaient réglé le manque de liquidités en octroyant aux entreprises de la république 260 milliards de roubles, enfrenant ainsi de façon brutale les accords conclus avec la Russie sur le montant de l'émission des crédits.

J'ignore ce qu'en pensent les Ukrainiens, mais les Tchétchènes qui ont empoché une somme s'élevant à 15 fois le budget annuel de leur république, estiment que Moscou leur doit bien davantage, ne serait-ce que pour compenser leur déportation et les innombrables répressions dont ils furent victimes rien que sous le régime soviétique. En attendant, les Tchétchènes volent l'argent non plus par sacs mais par wagons entiers. Les banques de Russie ne sont effectivement pas reliées entre elles par un réseau informatique et, en outre, les employés acceptent très volontiers les pots-de-vin. La milice moscovite n'a réussi qu'à recouvrer pour l'instant 40 millions de roubles sur les 30 milliards précités.

En mai 1992, au bas du Traité sur la Fédération de Russie paraphé par 86 sujets de la Fédération, il ne manquait que la signature de la Tchétchnie. Que vaut toutefois pareille unité quand on sait que l'Union soviétique s'est effondrée comme un château de cartes, et, avec elle, le PCUS et le KGB. Personne, à vrai dire, n'a éprouvé trop de chagrin à ce sujet, et il est aujourd'hui difficile de dire qui voudra se battre jusqu'au bout pour défendre non plus l'empire soviétique mais l'empire russe. Les républiques nationales, quant à elles, sont bien décidées à verser leur sang pour se protéger de la Russie, pour conquérir leur indépendance, même si cela se fait d'une façon étrange et pas toujours très consciente. Par ailleurs, il ne manque pas de fidèles zélés prêts à rallier la bannière verte de l'islam. Doudaev n'a pas ménagé ses efforts afin de coordonner et de placer sous le contrôle des pays musulmans (Tchétchnie, Tatarstan, Bachkortostan et Azerbaïdjan) le marché pétrolier de la CEI en prenant pour modèle les structures de l'OPEP.

Il serait ridicule de juger Doudaev selon les critères moscovites : démocrate, partocrate ou autre. Son entourage ne tient certes pas pour idéal la structure planifiée, féodale, qui préside au rapport des forces en Tchétchnie, avec son conglomérat de sectes, de clans familiaux, sa criminalité inépuisable, son chômage massif et la pratique qui consiste à chercher des revenus d'appoint dans toute la CEI. Alors que la Russie n'a



pas encore reconnu la République tchéchène, « État islamique à gouvernement civil », le parlement fédéral a adopté en juin 1992 une loi sur la formation de la République ingouche, sans en définir toutefois le territoire ni la capitale. Le divorce parfaitement pacifique des Tchétchènes et des Ingouches en deux États va durer deux ans.

Les cartes politiques du Caucase du Nord ont irrémédiablement vieilli en 1992 : il n'y reste plus d'entités nationales à double dénomination. La région autonome des Karatchaïs-Tcherkesses, qui faisait partie du territoire de Stavropol au temps de l'URSS, s'est même divisée, selon le vœu de ses citoyens, en trois républiques nationales et deux républiques cosaques. Une partie de cette région, où les journaux paraissaient depuis longtemps en différentes langues (abazine, karatchaï, nogai, russe et tcherkesse), souhaite être intégrée au territoire de Krasnodar, tandis que les cinq nouvelles républiques déclarent vouloir rester au sein de la Fédération de Russie.

### **3. Les Tchétchènes convertiront-ils Moscou en Beyrouth ?**

Rouslan Khasboulatov, le président du parlement russe, a avoué lors d'une conférence de presse qu'il était allé personnellement « renverser Doka Zavgaïev, l'homme de la nomenklatura ». Mais il s'avéra bientôt que le général Doudaïev convenait encore moins à Moscou que le partocrate Zavgaïev.

A la fin de 1992, jusqu'à 80 % des postes clés d'Ossétie du Nord, Kabarda-Balkarie, Karatchaïevo-Tcherkessie et Daghestan, étaient occupés par les hommes déjà en place il y a cinq ou sept ans. Le lieutenant général du ministère de l'Intérieur Anatoli Anikiev, président de la Commission pour les peuples déportés et victimes de la répression constituée par le Soviet des Nationalités du parlement de Russie, et le général V. Ermakov, représentant de ce même parlement en Ingouchie, ont évidemment moins de mal à s'entendre avec ces hommes de l'ancienne nomenklatura. Les dirigeants de toutes les républiques citées suppliaient, en septembre 1992, au début de la guerre en Abkhazie, le président Eltsine de proclamer l'état d'urgence dans tout le Caucase-Nord ! Le président russe, rendons-lui cet hommage, a refusé.

Il est tout bonnement impossible, en raison des vives querelles au sein des instances supérieures de la Fédération de Russie, d'élaborer une politique sensée à l'égard de la province. Le tchéchène Abdourahman Avtorkhanov, sans doute le plus grand soviétologue occidental, caractérise ainsi son compatriote Khasboulatov, président du Soviet suprême de Russie, dans un article intitulé « La Russie a besoin d'un nouveau parlement si elle veut survivre » (Go/os, n°18-19, 1992) :

*« Il a été dit que lorsque Dieu souhaite punir quelqu'un, il lui retire sa raison. C'est ce qui est arrivé à Khasboulatov, le « speaker » de l'équipe d'Eltsine. Il est peut-être un professeur doué dans le domaine de de l'économie, mais ce n'est pas un homme politique. Si la politique est l'art du possible, elle consiste à recruter des alliés et à neutraliser les ennemis. Or Khasboulatov ne sait que multiplier le nombre*

*des ennemis. Mais c'est en lui-même que gîte le premier ennemi : son arrogance et sa présomption. Président d'un parlement qui se dit démocratique, il n'a toutefois, ainsi que ce parlement, qu'une idée confuse de la démocratie, sinon il ne lui aurait pas menti à deux reprises et le parlement ne se serait pas couvert de honte face au monde entier en apparaissant comme un théâtre politique de l'absurde. »*

La presse moscovite était unanime à constater, à l'automne 1992, que les menaces du général Doudaïev de mener contre Moscou des actions terroristes qui la convertiraient en deuxième Beyrouth, de faire sauter toutes les centrales nucléaires de Russie, d'occuper Rostov-sur-le-Don, etc., ne sont pas une forfanterie mais une tragique éventualité. Le président du parlement tchéchène Hussein Akhmadov a déclaré plus d'une fois, abordant ce thème, que ce ne sont pas tous les Tchétchènes (un million en Tchétchénie et à peu près autant en Russie) qui prendront part à cette « guerre sainte contre les infidèles », mais qu'il restera assez de gens pour mener à bien les tâches précitées.

De leur côté, le vice-président Routskoï et Egor Gaïdar, responsable du gouvernement, ont déclaré à plusieurs reprises à l'automne 1992 qu'il n'y aura pas de guerre avec la Tchétchénie, que les troupes russes ne franchiront pas les frontières de cette république montagnarde rebelle. Des pourparlers bilatéraux se sont mollement poursuivis à Moscou et Grozny, en plein blocus économique et militaire de la Tchétchénie par la Russie. Depuis le 1er novembre 1992, toute la population tchéchène est sur le pied de guerre au lieu de travailler. Elle se retrouve face aux 12 000 soldats russes nantis de chars les plus modernes, d'une grosse artillerie et de systèmes de missiles. Or, il suffirait d'un missile, voire d'une grenade, pour transformer en enfer de feu Grozny, la capitale tchéchène, qui se trouve dans une cuvette farcie d'oléoducs et gazoducs. Sans doute les Tchétchènes et les troupes russes sont-ils rassurés par la déclaration réitérée de Doudaïev : « Nous ne ferons pas la guerre sur notre propre territoire. »

#### **4. « J'exclus le scénario géorgien en Tchétchénie »**

Ce sont également des paroles de Doudaïev. En tout cas, il a déjà essuyé une tentative de coup d'État au début de 1992, lorsque ses adversaires furent très près de dynamiter les stocks de munitions du régiment du ministère russe de l'Intérieur, dans un faubourg de Grozny. L'ancienne nomenklatura tchéchène du parti communiste, installée à Moscou (dont tous les députés au parlement russe qui, rappelés par les nouvelles autorités de Tchétchénie, continuent de siéger à Moscou bien qu'ils ne représentent plus personne), est activement utilisée par les autorités fédérales pour tenter d'abattre le régime de Doudaïev. Celui-ci n'a réussi, tout au long de 1992, à conforter sa position somme toute fragile que grâce à la pression accrue des autorités militaires de Russie. L'humble président tchéchène a même fait le bonheur des philatélistes en émettant les trois premiers timbres nationaux. L'un représente le cheik Mansour (XVIII<sup>e</sup> siècle), l'autre porte l'effigie de l'imam Chamil (XIX<sup>e</sup>

siècle), le troisième, celle de Djokhar Doudaïev en uniforme de général de l'armée soviétique.

Tous les hommes politiques de Grozny sont persuadés, indépendamment de leur attitude envers Doudaïev, que l'agitation ingouche en Ossétie du Nord a été provoquée afin de justifier le blocus militaire de la Tchétchnie. On considère également à Grozny que le parlement de Russie n'est pas habilité à définir les frontières de la nouvelle république ingouche. Selon H. Akhmadov, président du parlement tchetchène, il y faut un arbitre neutre. Quant à l'armée russe et à S. Chakhraï, représentant du président de Russie, personne ne les a invités, ajoute Akhmadov, lequel, soit dit en passant, n'a jamais caché ses critiques envers les actes et les paroles peu diplomatiques de Doudaïev.

Le maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Soltchak, s'est vu un jour proposer oralement par le ministre tchetchène des Affaires étrangères d'organiser une rencontre entre Eltsine et Doudaïev. Deux hommes que Soltchak a, du reste, critiqués durement pour des raisons diverses. Selon lui, les autorités fédérales doivent adopter une position ferme dans chaque cas concret de désobéissance de la part des autonomies de Russie ; il faut que le mécanisme économique et financier prévoie toutes les formes de rupture avec Moscou. Voici un extrait de l'interview de Soltchak à Nézavissimaïa gazéta (7 août 1992) :

*« Prenons le cas de la Tchétchnie : elle n'avait pas rallié de son plein gré l'État russe mais y fut intégrée de force. Mon point de vue personnel est le suivant : il faut spécifier nos relations avec la Tchétchnie et plusieurs autres anciennes autonomies dont la présence au sein de la Russie n'est pas tout à fait légitime juridiquement parlant. »*

Il serait plus avantageux et moins cher pour la Russie de s'asseoir à la table des pourparlers avec la Tchétchnie plutôt que de hurler sur les places dans les hauts-parleurs de l'armée. Boris Eltsine avait convoqué une rencontre à Moscou, le 3 septembre 1992, pour régler le conflit entre Géorgiens et Abkhazes, en y invitant les dirigeants du Caucase-Nord. Doudaïev répliqua par une « table ronde » à Grozny, consacrée aux problèmes du Caucase-Nord, où l'on attendait même le vice-président Routskoï. Riposte de Moscou : l'aéroport de Grozny fut bloqué depuis le matin du 5 septembre 1992 jusqu'à... la fin de l'année. La Russie refusa d'admettre dans son espace aérien les avions de Tchétchnie et supprima tous les vols vers Grozny.

Les participants à la rencontre de Moscou n'ont en fait rien réglé : à la guerre en Abkhazie est venu s'ajouter l'affrontement entre Ossètes et Ingouches. La « table ronde » de Grozny, en revanche, a eu des résultats impressionnants. Les dirigeants tchetchènes et les leaders influents de toutes les républiques du Caucase ont su en effet pronostiquer la suite des événements dans la région, tout en réaffirmant leur volonté de créer au Caucase un État confédéral, avec un espace économique unique, un système financier, une armée, des instances dirigeantes communs, etc.

La myopie politique du leader abkhaze Vladislav Ardzinba, responsable de la guerre avec la Géorgie, a été un cadeau inestimable portant aux nues la Confédération des peuples montagnards du Caucase, une organisation protchetchène. C'est aussi à Grozny, à la même époque, que s'est

constitué le Conseil religieux supérieur du Caucase, avec à sa tête le cheik Allahshukiur Pacha-zadé, président de la Direction spirituelle des musulmans de Transcaucasie et membre du Congrès islamique mondial. Bakou-Makhatchkala-Grozny-Naltchik-Soukhoumi-Erévan-Tbilissi (après l'élection du nouveau président) : tel est l'axe qui, de la Caspienne à la mer Noire, incarne l'excellente unité de peuples aux yeux desquels tous les malheurs viennent du centre russe.

Il serait difficile de les persuader de l'inverse, car la Russie a pour représentants au Caucase des généraux pourvus de chars, de véhicules blindés et de troupes miséreuses. Les députés du parlement russe viennent y faire un tour, mais ils ne peuvent rien régler en solitaire. D'autant qu'il est tout à fait clair qu'aucune coordination n'existe entre les actions des unités des ministères de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Défense, le ministère des Affaires étrangères, le gouvernement, le parlement, le Conseil de sécurité et le président de la Fédération de Russie. Chacune de ces instances règle les choses à sa façon, en partant de ses propres intérêts dans la lutte politique au sommet, aussi les résultats sont-ils toujours lamentables. Plus personne ne croit aujourd'hui à Moscou. Le sort de dizaines de petits pays et peuples du Caucase continue d'être utilisé par le Kremlin comme une monnaie d'échange dans un jeu sordide.

Depuis le 5 septembre, le territoire tchéchène est encerclé par les troupes russes, comme s'il s'agissait de la tanière d'une bête sauvage. Sous prétexte de mettre fin aux flots d'armes, de munitions et de drogues. Mais ce sont tous les transports de marchandises qui ont en fait à surmonter des obstacles infranchissables. Un camion de viande destinée à la Tchétchnie reste bloqué pendant deux jours à la frontière : cette viande, on peut ensuite la jeter. La milice de Sotchi arrête une colonne de poids lourds transportant de Tchétchnie en Turquie 120 tonnes de peaux de bovins (on ne sait pas les corroyer chez nous). Résultat : plus de peaux. Comment les Tchétchènes n'iraient-ils pas, après cela, subventionner l'armement des unités volontaires de la Confédération ? Et voyez le refus, dans les régions de Stavropol et Krasnodar, de vendre des billets d'avion ou de train aux personnes domiciliées en Tchétchnie, de leur vendre de l'essence, de les admettre dans les hôtels, etc. Sans compter que la Banque centrale de Russie a arrêté depuis juillet 1992 toute opération financière avec la Tchétchnie.

Le journal des hommes d'affaires Délovoï mir (6 novembre 1992) annonçait, en citant Movlas Oudougov, ministre tchéchène de la presse et de l'information, que le montant des sommes dues aux entreprises de Tchétchnie par celles de Russie s'élève à 30 milliards de roubles, ce qui n'empêche pas sa république de réaliser à 90 % les contrats de livraison, contre 25 % seulement pour la Russie.

## 5. Le blocus de la Tchétchnie est en principe impossible à réaliser

Comme l'ont montré en particulier les événements d'Abkhazie, où les volontaires tchétchènes ont pu se rendre à leur guise. Toutes les personnes sensées, y compris Piotr Fédosseïev, ataman des Cosaques de Stavropol, disent qu'il est nécessaire d'engager des pourparlers avec la Tchétchnie. Mais les diplomates moscovites et les autres fonctionnaires n'ont ni le temps, ni le désir de se livrer à un travail minutieux, quotidien, avec les « pays étrangers de l'intérieur ». Il est plus facile d'abattre sur la table caucasienne le poing militaire du blocus.

Les Tchétchènes vivent depuis deux ans en État indépendant bien qu'ils ne soient reconnus comme tels par aucun pays du monde. Doudaïev s'est rendu en avion aux États-Unis pour y signer, provoquant l'indignation de la Russie, des accords (dont on ne sait rien) avec des compagnies pétrolières américaines. Dès son accession au pouvoir, Doudaïev signa des accords économiques directs avec les régions voisines de Stavropol, Krasnodar, Astrakhan, Rostov et Volgograd, en dépit des autorités fédérales.

A présent, ce sont les Américains qui apportent en Tchétchnie leurs technologies et équipements d'extraction du pétrole dans les vieux puits, de même que pour le difficile forage horizontal à une profondeur de 3 000 ou 4 000 mètres. Tout laisse prévoir que les 17 000 ouvriers qualifiés des raffineries et usines chimiques de Tchétchnie vont bientôt se retrouver au chômage. En effet, le pétrole de Tioumen, du Kouban et de la région de Stavropol constitue jusqu'à 80 % des 15 à 16 millions de tonnes d'or noir annuellement raffiné en Tchétchnie. Le flot diminue à vue d'œil : 14, 13, 12 millions de tonnes. Il se trouve que les autorités russes n'ont pas craint de dépenser un tas de devises pour acheter, au dam des Tchétchènes, les équipements de trois raffineries-modules pour les régions productrices précitées. La Tchétchnie n'aura plus que son propre pétrole brut et devra arrêter ses raffineries.

Un arbitraire sans limites ? Bien sûr. A tel point que la population misérable s'est mise à piller les conduits de produits pétroliers allant de Grozny vers Bouddenovsk, Armavir et Troudovaïa (Ukraine). Du coup, les trois ne fonctionnent pratiquement plus, car la moitié de l'essence ne parvient pas au consommateur : elle est pompée en cours de route par des trous faits à même le tube (parfois à coups de mitrailleuse). Et le jet d'essence, sous une pression de 50 atmosphères, s'élève très haut et retombe en formant de véritables lacs. A cause des « bandes de l'essence » bien équipées — véhicules rapides, appareils de vision nocturne, armes — et de la corruption généralisée, l'essence tchetchène ne parvient plus à Stavropol, où se trouve la plus grande usine d'Europe productrice de polyéthylène (un tiers des revenus industriels de la région). Comme il y a 189 km de Grozny à Bouddenosk, ce serait trop coûteux de placer un milicien tous les kilomètres. Les bandes locales ne se gênent pas non plus pour piller les trains : il est rare qu'un wagon reste intouché. Au demeurant, il en va de même dans tous les pays de la CEI.

Les autorités fédérales ne peuvent pas non plus se faire à l'idée qu'une grande partie du territoire de Russie est inaccessible aux lois du pays et que les criminels y sont hors de portée de la justice. Le principal danger consiste en ce que la capitale du Caucase se trouve en fait... à Moscou. Cette mégalopole est déjà entre les mains des groupes criminels bien organisés venant du Sud. Les Azéris vendent fruits et légumes en faisant des marchés kolhoziens leurs centres d'écoulement des drogues d'Asie Centrale. Les Daghestanais et les Géorgiens sont spécialisés dans le vol des voitures. Les Tchétchènes s'adonnent surtout au racket, à la collecte de renseignements sur les « richards ». Tous les méridionaux se livrent au commerce des armes.

Il en va à peu près de même dans n'importe quelle ville de Russie : aucune agglomération un tant soit peu importante n'est éludée par les gens du Sud. Il est facile de supposer qu'en réalisant le blocus économique du Caucase (en décembre 1992, un litre d'essence était plus cher qu'aux États-Unis dans presque toute la Transcaucasie, alors que le salaire moyen n'excède pas un équivalent de 3 à 5 dollars, sans compter qu'on ne le verse plus tous les mois et pas à tout le monde), les autorités russes ne font qu'attirer des centaines de milliers non pas de réfugiés mais de jeunes gens dynamiques qui viennent en Russie afin de soutirer aux habitants et à l'État de l'argent par n'importe quel moyen.

Tous ces délinquants ne manquent évidemment pas de « nourrir » la milice et les fonctionnaires, de partager les sphères d'influence avec les criminels russes et entre eux-mêmes. C'est là l'ordinaire de la réalité naguère socialiste, aujourd'hui démocratique. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? La Russie a conquis ces Méridionaux, les a apprivoisés, déportés, exploités et, à présent, elle les pousse à se faire la guerre, à vivoter sans gaz et sans lumière, sans pain et sans travail. De sorte qu'ils sont contraints de passer le plus clair de leur temps hors des pénates, dans les républiques de la CEI et avant tout en Russie.

La presse libre et démocratique s'indigne ouvertement de l'emprise des « Noirs », notamment des Tchétchènes. Cette propagande porte ses fruits. Il s'agit d'une provocation qui montre aux gens les « bouches inutiles ». Les familles tchétchènes sont expulsées d'un chef-lieu de district, près de Volgodonsk dans la région de Rostov, et de dizaines d'autres endroits du pays.

L'Armée de Cosaques du Terek, dirigée par des hommes de la no-menklatura, est devenue l'organisation sociale la plus privilégiée en Ossétie du Nord, jouissant entre autres d'un hôtel particulier au centre de Vladikavkaz pour son état-major et d'une importante aide financière des autorités locales. L'ataman Vassili Koniakhine a déjà soumis au gouvernement russe des propositions visant à rétablir, dans le cadre de la Russie et sur les terres de l'actuelle Tchetchnie-Ingouchie, l'arrondissement cosaque autonome de Sounja...

## VI. CAUCASE DU NORD

*C'est le Vietnam, le Liban et l'Afghanistan réunis*

Vingt-cinq millions de Russes vivent dans les républiques de l'ex-URSS. La Russie, entourée de voisins en guerre, court non seulement le risque de devoir accueillir tôt ou tard ces gens ; aussi étrange que cela paraisse, ce sont aussi les réfugiés de toutes les autres nationalités qui, fuyant la guerre civile chez eux, font tout pour s'installer en Russie.

Le Caucase-Nord, c'est-à-dire le Sud de la Fédération de Russie, n'est déjà plus en état d'héberger tous ceux qui le désirent. Dans cette contrée chaude et bien pourvue en vivres, d'une superficie de 605 000 km<sup>2</sup>, vivent vingt millions de personnes de 70 ethnies et nationalités. Si les choses se détraquent et les conflits autour de l'Ossétie, de la Tchétchénie et de l'Ingouchie, des terres des Cosaques locaux, continuent de se développer, l'incendie sera tel que l'afflux des réfugiés et la conduite imprévisible de la population musulmane de la Volga frapperont de paralysie toute l'économie de la partie européenne de la Russie.



Si l'Extrême-Orient et la Sibérie font sécession, la vie des Russes entre Rostov-sur-le-Don et Saint-Pétersbourg ne sera que peu changée. Moins d'essence ? Mais on en a toujours manqué, même pour le matériel agricole au temps de la moisson. Il y aura par ailleurs moins de tanks, de satellites, de missiles et de sous-marins. La Russie ne se ressentira pas trop non plus de la séparation de certaines républiques du Caucase-Nord. Alors qu'une guerre dans cette région ne peut que signifier la fin de la Fédération de Russie, laquelle sera réduite aux limites de la région de Moscou.

C'est Léonide Kravtchouk, le leader ukrainien, qui a pris l'initiative de la désagrégation de l'URSS. Le PCUS et l'URSS ont cessé d'exister à cause de l'inaction durant les cinq ans ayant suivi Tchernobyl. Quant à la

Russie, elle subira les répercussions non seulement de Tchernobyl mais aussi des « frasques » de nos militaires en Afghanistan et en Transcaucasie.

## **1. Il ne fallait pas « noyer » Gamsakhourdia, de même que ce fut une erreur de l'asseoir dans le fauteuil présidentiel**

On sait que les États-Unis ont longtemps souffert du syndrome de la guerre du Vietnam. Chez nous, en dix ans, ce sont plus d'un million et demi de jeunes gars qui sont passés par le hachoir afghan. Il y a eu officiellement 15 000 tués et dix fois plus de blessés, de mutilés. Or, ils n'ont reçu ni prothèses, ni logements, ni dédommagement financier, ni assistance psychiatrique de la part de ceux qui les envoyèrent massacrer une population afghane innocente (un million et demi de tués, trois millions de réfugiés), contrairement à nos généraux qui se sont enrichis en ramenant d'Afghanistan en avions militaires, au mépris des douanes, des richesses incalculables, y compris de la drogue.

Nos jeunes vétérans d'Afghanistan étaient devenus une force politique décisive qui, aux élections, soutint les démocrates dans toute la défunte URSS. C'est la campagne afghane qui a enterré sous elle le pouvoir illimité de la nomenklatura du PCUS.

L'armée a également changé, tellement il y avait dans ses rangs d'assassins professionnels, de businessmen-maraudeurs éhontés et de di-lapideurs de fonds. Les unités d'élite de nerfis qui en « soupèrent » en Afghanistan, les autorités criminelles les ont plus d'une fois parachutées sur les foules de démocrates désarmés au Kazakhstan, en Asie Centrale, dans les pays baltes, en Ukraine et en Transcaucasie.

Certes, le Kremlin ne s'est finalement pas résolu à combattre « à fond » les innombrables musulmans soviétiques ou les Baltes modérés, soutenus par l'Occident. Mais l'expérience afghane de l'Armée soviétique a été prise en compte par les milieux du Kremlin bien décidés à donner en Transcaucasie une retentissante leçon à tous les insoumis.

C'est en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan que les dirigeants soviétiques de la fin des années 1980, peu clairvoyants, avaient tout perdu, depuis le soutien de l'administration locale et la discipline de l'armée jusqu'au prestige international et l'aptitude à contrôler la situation.

Si l'Armée soviétique s'était conduite en 1991 dans les rues de Moscou comme elle a osé le faire en Afghanistan et en Transcaucasie, les généraux ne pourraient plus apparaître qu'en civil, sous peine de se faire cracher à la figure. Mais pourquoi leur en vouloir de leurs actions dans le Sud ? Ils n'y combattaient pas des Russes... Du reste, en disposant de cadres comme ceux du GRU et du KGB, du Ministère de l'Intérieur et du PCUS, point n'est besoin de monter soi-même au créneau.

Quand il fut clair que la hiérarchie communiste aurait à passer en Géorgie par les premières élections parlementaires et présidentielles



libres, tous les « organes » locaux donnèrent en secret aux comités exécutifs et à leurs activistes l'ordre de soutenir par tous les moyens la candidature de Gamsakhourdia, un anticommuniste convaincu. A peine cet ancien dissident, collaborateur de l'Institut de littérature géorgienne, fut-il élu président que Moscou savait ses jours comptés. Ses adversaires moscovites l'ont si facilement « feinté » qu'ils n'ont pas compris qu'ils flammaient eux-mêmes une défaite. Le GRU-KGB-PCUS a livré aux flammes et à la ruine la maison géorgienne (de même que les maisons arménienne et azerbaïdjanaise) en oubliant une vérité élémentaire, savoir qu'il est plus facile de vivre avec un voisin riche qu'avec un voisin pauvre.

Le régime de Gamsakhourdia eut à subir la première épreuve en Ossétie du Sud. Les dirigeants locaux du parti n'étaient évidemment pas disposés à jeter leur pouvoir aux pieds du président géorgien. Il y avait à Tskhinvali des hommes politiques, des députés du Soviet suprême de l'URSS qui avaient mordu aux généreuses promesses de Moscou. Il est d'autant plus facile de déclencher une guerre dans le Sud que tout le monde y possède des armes, tous les hommes sont bons guerriers et la loi de la vendetta est encore agissante. Par conséquent, le président Gamsakhourdia se retrouva face au Kremlin, à la circonscription militaire de Transcaucasie, à la nomenklatura locale du parti et aux hommes d'affaires véreux. En outre, le ministère de l'Intérieur et l'Académie des Sciences, le Parquet et le KGB de Géorgie continuaient d'être alimentés par le budget fédéral, ce qui les plaçait en fait sous une double subordination.

Il a suffi d'un peu d'argent au Kremlin pour mettre sur pied une opposition disparate, armée, au président Gamsakhourdia. Tout en permettant aux adversaires idéologiques de ce dernier d'avoir recours à tous les médias de Moscou et de l'étranger.

Seul un paresseux n'aurait pas pu acheter en Géorgie, en 1990 et 1992, une mitrailleuse, une mitrailleuse, un tank, un véhicule blindé ou un lance-missiles. Récemment encore, tout soldat soviétique ayant perdu sa mitrailleuse passait devant la cour martiale. Mais en Géorgie, sous Gamsakhourdia et après lui, l'armée russe a soudain fait preuve de « mansuétude », offrant, cédant, vendant n'importe quel lot d'armes pratiquement à tous ceux qui en voulaient. Au fond, l'armée soviétique, puis russe, se souciait peu de l'issue de la lutte pour le pouvoir en Géorgie. Les officiers, de l'adjudant-chef au général, ne s'occupaient que de se remplir les poches grâce à la vente d'armes. Quant aux hiérarques militaires de Moscou, non seulement ils récoltaient un pourcentage mais ils étaient persuadés de la justesse de leur stratégie : que les « nègres » du Sud se tirent dessus, ruinent leur économie, alors ils reviendront, « casquette entre les dents », dans le giron de Moscou.

L'économie des républiques de Transcaucasie a été réduite à néant par quelques méthodes fort simples : on pille d'abord les wagons de marchandises, puis on ferme la voie ferrée de Sotchi, la seule conduisant en Géorgie. Pour ce qui est de la Route militaire géorgienne, qui passe par Vladikavkaz en Ossétie, il y a beau temps qu'elle est fermée aux Géorgiens. Pour se rendre en train ou en voiture en Russie depuis Tbilissi, il faut maintenant passer par Bakou (les Arméniens, eux, n'ont même pas accès à cette voie).

Moscou s'est empressée de rendre à Tbilissi tous les délinquants géorgiens qui purgeaient leur peine dans l'ex-URSS. Une fois rentrés au bercail, on leur a proposé soit d'entrer dans les prisons combles, soit de se battre, mitrailleuse en main, « pour la Patrie ». D'autre part, l'armée a remis aux Géorgiens les armes lourdes, complexes, avec leurs servants russes. Ce sont les truands, les mercenaires, les aventuriers politiques, les maraudeurs qui ont dès lors fait la loi sur les routes et dans les rues de Géorgie. Quant à l'armée russe, une telle « politique » ne pouvait que la démoraliser complètement. Les soldats rentraient en masse chez eux, dans leurs républiques respectives, cependant que les officiers restent les otages de la politique myope et suicidaire de leurs chefs. C'est qu'en Russie personne n'attend les familles de militaires russes cantonnés dans le Caucase.

Moscou a employé l'argent des contribuables à construire notamment en Géorgie un arsenal d'explosifs, puis y a laissé des montagnes d'armes qui auraient facilement pu être emportées, vendues, échangées au lieu de les laisser entre les mains de ceux qui, en décembre 1991, ont fait pleuvoir tirs d'artillerie et roquettes sur les édifices gouvernementaux de Tbilissi.

Le GRU a obtenu ce qu'il voulait en Géorgie. Le « processus » meurtrier « s'est mis en marche », comme aimait dire notre cher président-secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev. Le commandant en chef de la circonscription militaire de Transcaucasie et les officiers de son entourage ont déjà pu se faire construire des villas dans les environs de Stavropol. Ils vont bientôt quitter Tbilissi pour un « repos mérité ». En attendant, des milliers de wagons d'armes et de munitions de l'armée russe qui se trouvaient dans les arsenaux de Tbilissi et Akhaltsikh, Goudaouta et Tskhinvali, Tsouloukidzé et Koutaïssi (Commerçant, 24 novembre 1992), ont été remis aux belligérants de la guerre civile en Géorgie (Rossiïskaïa gazéta, 14 novembre 1992).

Les combattants d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie ont eu droit à des armes tout aussi modernes. Selon les chiffres de Valéri Chouïkov, secrétaire du Comité pour les questions de défense et de sécurité du parlement russe, l'armée de Doudaïev s'est vu livrer 150 engins blindés, 160 avions, 40 000 fusils légers et un million de munitions (Fédératsia, n°42, 1992). Après cela, la Russie met à l'épreuve les nerfs de ce même Doudaïev en le soumettant au blocus militaire, avec barbelés, champs de mines, tranchées, dispositifs antichars, fouille généralisée et autres « gentilleses » du même genre.

Les unités de toutes les parties en conflit au Caucase sont truffées de mercenaires russes. Des soldats de l'armée russe, faits prisonniers avec leurs avions ou leurs tanks, passent aujourd'hui devant les cours martiales d'Arménie et d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. L'armée de la CEI peut « louer » à n'importe quel camp un officier avec son équipage de tank ou son lance-missiles, munitions y comprises, bien sûr. Aujourd'hui aux Arméniens, demain aux Azéris. Hier on accordait à Chévardnadzé des convois de matériel et une escadrille de SU-25, tout en livrant à Ardzinba en Abkhazie dix tanks T-80 de dernier cri (Vek, n°9, 1992). Ce n'est pas pour rien que les militaires de Transcaucasie ne peuvent pas voir en peinture les journalistes : ceux de la CEI, on les insulte et on les

fait chanter, les étrangers, on ne les supporte que contre dollars sonnants et trébuchants (Sobessednik, n°44, 1992). Qui a besoin de témoins superflus ?

Certains hommes d'État de Russie admettent désormais, post factum, que toute la politique liée aux républiques de la CEI, surtout en Transcaucasie, était abandonnée aux militaires (interview du vice-ministre russe des Affaires étrangères, Fédor Chélov-Kovédiayev, à Nézavissimaïa gazéta, 30 juillet 1992). Le résultat en est que l'Azerbaïdjan a aujourd'hui pour nouveaux partenaires la Corée du Sud, les États-Unis, Israël et bien entendu la Turquie. Quant à l'Ukraine, elle occupe peu à peu la place de la Russie. On soupçonne depuis longtemps, à Bakou comme à Erevan, que Moscou a justement intérêt à voir se poursuivre la guerre (Rossia, 18 novembre 1992).

Les possibilités ne manquèrent pas, à l'époque de Gorbatchev, de mettre fin à l'extermination réciproque des Arméniens et des Azéris. Tout pouvait être réglé en une semaine : trouver et juger les coupables du pogrome antiarménien de Soumgaït, obliger coûte que coûte les Arméniens à « ravalier » leurs prétentions excessives sur un Karabakh qui ne leur appartient d'aucune façon. Peut-être Moscou aurait-il dû ouvrir les cordons de sa bourse, montrer des prodiges de diplomatie, faire des concessions acceptables pour l'Azerbaïdjan comme pour l'Arménie. Mais comment a-t-on pu laisser aux deux camps tous les arsenaux militaires et les garnisons ? A présent, les autorités de Bakou et d'Erevan placent les officiers russes et leurs familles devant le dilemme suivant : servir d'instructeurs (de combattants) dans les armées locales ou bien... « Ils ne rentreront pas vivants de là-bas ». La presse russe de toutes tendances abonde en exemples concrets (par exemple, l'article « Les prisonniers russes en Azerbaïdjan » dans Den, 4 octobre 1992). Les professeurs Alexandre Vladislavlev et Sergueï Karabanov écrivent dans Nézavissimaïa gazéta (17 novembre 1992) :

*« L'attitude semi-indifférente envers la guerre liée au Karabakh, l'abandon par Moscou de son rôle actif dans la prévention et le règlement du conflit n'ont pas peu contribué à l'incendie qui fait rage en Transcaucasie. Maintenant, les flammes s'étendent au Caucase-Nord, en Russie même. »*

Je ne peux accepter l'opinion de ces professeurs. Les manipulateurs moscovites, soucieux de défendre les partocrates d'Erevan, ont tout fait pour inculquer aux démocrates locaux, peu expérimentés, l'idée nationaliste qu'il était nécessaire de rattacher à l'Arménie le Haut-Karabakh appartenant à l'Azerbaïdjan. Lévon Ter-Petrosian, une fois élu président, a plus d'une fois déclaré en public que les Arméniens n'auraient pas dû déclencher cette affaire dangereuse et sans issue. En revanche, le Bureau politique du PCUS pouvait être satisfait, jusqu'à ses derniers jours, d'avoir puni de façon exemplaire les Arméniens trop indociles et montés contre Moscou. C'est pour leur volonté d'échapper à l'orbite de Moscou que le KGB et le GRU ont châtié les Géorgiens, les Arméniens et les Azéris. Il n'y a tout bonnement plus d'économie en Transcaucasie.

On voit aujourd'hui avancer ses pions sur l'échiquier politique russe un homme comme Arkadi Volski qui, durant vingt ans, travailla au Comité Central du PCUS. Le sommet de sa carrière, ce sont les deux années au poste d'administrateur spécial du Haut-Karabakh. Ayant avec

succès fait échouer la paix dans cette région, Volski voudrait poursuivre son expérience à une plus vaste échelle. Du reste, il n'est pas d'homme politique soviétique, puis russe, qui ne se soit prononcé au moins une fois à propos du conflit arméno-azerbaïdjanais ou qui ne soit allé une heure ou deux dans cette zone. Toujours en vain. Tout continue par inertie dans la voie tracée par les tchékistes et les dirigeants communistes de notre armée. Il faudrait que la Russie s'en aille le plus vite possible du Caucase car elle n'avait pas le droit de ruiner cette région. Eltsine et son équipe ont hérité d'une situation atroce, le pire étant que la politique au Caucase continue d'être conduite sur le terrain par les mêmes généraux qui sont à l'origine de l'imbroglio (promesses, incitations, etc.), dès l'époque de Gorbatchev.

## 2. La guerre géorgéo-abkhaze... en Russie

Eltsine aurait en principe pu favoriser la paix au Caucase, mais la situation y est devenue irréversible depuis qu'il est président. La faiblesse et l'ambiguïté de la politique russe ont été illustrées dans le cas de la guerre opposant (pour de nombreuses années) Géorgiens et Abkhazes. Les autorités russes ont été incapables, même en 1992, de comprendre une chose élémentaire : il ne fallait pas transformer la Transcaucasie, ni aujourd'hui le Caucase-Nord, en immense Afghanistan, où toutes les tribus ont leur armée et s'exterminent avec enthousiasme l'une l'autre. L'incendie afghan vient déjà de s'étendre au Tadjikistan. Pour une raison bien simple : il existe désormais toute une génération d'Afghans pour qui le meurtre est un moyen de subsistance.

Que feront demain les millions de jeunes gens mal nourris qui seront passés par l'école du meurtre dans le Caucase ? La même chose, mais cette fois-ci en Russie. D'ailleurs, ils se trouvent déjà à Moscou, où ils viennent « travailler » à tour de rôle : un mois dans les espaces russes, puis ils vont se reposer chez eux, remplacés par d'autres. La milice russe ne sait plus où donner de la tête.

Le plus terrible, c'est qu'il existe dans toutes les républiques du Caucase de nombreux détachements armés qui n'obéissent qu'à leurs propres commandants et non aux autorités politiques. Ces « caïds » combattent à la fois les uns contre les autres et contre les libéraux politiques du cru. Exactement comme en Afghanistan. Une ribambelle de coups d'État militaires, voilà ce qui attend la Géorgie.

Or c'est Moscou qui a forgé cette situation épouvantable, tant en Afghanistan qu'au Caucase. Il y a trois ou quatre ans, les conflits politiques ne pouvaient pas se produire chez nous sans un soutien puissant et sans consignes venues d'en haut. En Abkhazie, les Abkhazes ne constituent que 17 % de la population, notamment rurale. A Soukhoumi, la capitale, ils n'étaient pas plus de 6 % — et presque tous à des postes dirigeants. Il y avait aussi une élite abkhaze qui, au sein du parti comme dans le secteur économique, occupait à tour de rôle de beaux bureaux à Soukhoumi, Moscou et Tbilissi. Dans ces deux dernières capitales, la

nomenklatura abkhaze apprenait surtout à « vivre » et était mise à l'épreuve. Les Abkhazes doués jouaient habilement (du moins le croyaient-ils) des éternelles contradictions russo-géorgiennes, fussent-elles un jeu d'appa-ratchiks.

Contre Gamsakhourdia on a joué la carte ossète et non abkhaze, mais cela prouve que le président avait des adversaires instruits (Gamsakhourdia est d'origine mingrélienne, or les Mingréliens constituent la majorité de la population géorgienne en Abkhazie ; les familles mingrélo-abkhazes y sont très nombreuses). En règle générale, au cours des dernières décennies, Moscou s'employait à frapper sur les doigts du dirigeant suprême de Géorgie en mettant en branle les « événements abkhazes ». Quelque part, par exemple au village de Lykhny, se réunissait une Assemblée panabkhaze qui affirmait son désir de se placer sous la juridiction de la Russie. Branle-bas général : on accourait de Tbilissi pour ouvrir une université abkhaze, une chaîne de télévision locale ou autre chose du même genre. Tbilissi bouillonnait de colère, les chefs riaient à Moscou, Soukhoumi se rengorgeait de sa propre importance.

Au printemps 1989, dans le but de provoquer et discréditer le mouvement national anticommuniste qui prenait de l'essor à Tbilissi, les « grosses têtes » du KGB entraînent les Abkhazes à écrire une lettre à Gorbatchev, puis mirent en place un réseau de terroristes. L'alliance entre Moscou et les séparatistes abkhazes était alors mutuellement avantageuse et solide. Ensuite, tout s'est déroulé selon le plan prévu. Un groupe d'Abkhazes bien entraînés frappèrent les passagers géorgiens d'un autobus ; les Géorgiens répliquèrent en quittant l'université abkhaze et en organisant une manifestation de plusieurs jours à Tbilissi. Le 9 avril 1989, les manifestants furent dispersés par les unités spéciales de Moscou : vingt personnes furent tuées par les gaz nocifs et les pelles de sapeurs, des milliers de gens se retrouvèrent à l'hôpital. Au milieu de juillet, des tirs et des désordres furent provoqués à Soukhoumi par les francs-tireurs abkhazes, dont les dirigeants voulaient obtenir de Moscou l'instauration de l'état d'urgence. Ce qui aurait automatiquement retiré à la Géorgie l'administration de la région et permis à l'Abkhazie de former des structures du pouvoir nationales. Toutes les cartes furent brouillées par les truands et les trafiquants locaux qui redoutaient le couvre-feu : cela aurait fait fuir les touristes et donc diminué les profits. Les chefs du milieu eurent tôt fait de calmer les têtes chaudes et il y eut alors peu de sang versé.

A l'automne 1992, les joueurs politiques étaient déjà tout autres en Abkhazie. Le Moscovite V. Ardzinba, collaborateur de l'Institut d'orientalisme de l'Académie des Sciences de l'URSS, ignorait les règles de subordination propres au parti. Et une fois élu député de l'Abkhazie au parlement soviétique, il choisit de faire carrière en s'opposant aux députés démocrates. Ce qu'il osa faire n'avait pas de précédent en Géorgie : inviter des mercenaires originaires du Caucase-Nord. Même Gamsakhourdia ne s'y était pas risqué, bien qu'on le lui eût proposé à plusieurs reprises. En conséquence de la politique provocatrice menée par Ardzinba et des actions non moins effroyables des combattants nord-caucasiens, abkhazes et géorgiens, l'Abkhazie est aujourd'hui en ruines. La population s'est enfuie où elle pouvait. Certains représentants compétents du commandement militaire de Russie, comme le vice-ministre de la Défense et l'en-

voyé personnel de ce ministère en Abkhazie qui, dans les journées critiques, étaient aux côtés d'Ardzinba à la base militaire russe de Goudaouta, ne cachent pas leur satisfaction du travail bien accompli. La seule route naturelle qui menait en Russie est désormais fermée aux rebelles de Géorgie et d'Arménie.

Comme l'écrivait le journal *Rossia* (25 novembre 1992), ce ne sont pas les Abkhazes « épris de liberté », mais les mercenaires de la Confédération des peuples montagnards du Caucase qui ont le mieux combattu dans cette guerre. Les prisonniers rapportent qu'on leur avait donné 50 000 roubles chacun et promis une voiture, un logement à Soukhoumi, après que les Géorgiens en auraient été chassés. Chacun a son propre intérêt dans toute guerre. Soukhoumi et la plupart des villes et villages abkhazes sont entièrement pillés. Les Géorgiens s'amènent en char dans la cour d'un immeuble, chargent sur des camions tous les biens des gens, confisquent les autos et repartent avec tout ce « barda ». Quiconque a une mitrailleuse ou une mitrailleuse agit de même en Abkhazie. Mais c'étaient les Nord-caucasiens qui, de l'avis de maints réfugiés, faisaient preuve d'une cruauté particulière. Des milliers de gens ont péri en Abkhazie depuis août 1992.

La Géorgie fut la première à introduire en Abkhazie ses troupes, peut-être même à l'insu de Chevardnadze : des foules de jeunes hommes affamés, peu disciplinés et non instruits, mais armés jusqu'aux dents, l'air drogués. En Géorgie, la guerre civile met aux prises les Géorgiens de l'Est et les partisans du président écarté de façon barbare du pouvoir en janvier 1992. Gamsakhourdia et sa suite se trouvent à Grozny, en Tchétchnie, d'où ils ont tout loisir de contrôler les actions de leurs adeptes en Géorgie occidentale, dans la Mingrélie natale du président qui souhaite se séparer et constituer un État indépendant.

Même avant le début des opérations militaires, fin août 1992, le délabrement complet de tous les secteurs d'activité en Géorgie avait cessé de satisfaire les Abkhazes, mais aussi les Russes, les Arméniens et les Mingréliens vivant en Abkhazie. Toutes ces communautés étaient hostiles l'une à l'autre, les trains et les voitures n'arrivaient que rarement intacts jusqu'en Géorgie orientale et en Arménie. L'Abkhazie était psychologiquement mûre pour se placer sous l'aile de la Russie, puis... réclamer et obtenir une indépendance absolue. La Chaîne centrale Ostankino s'empressa d'annoncer à la fin de juillet 1992 la « proclamation de l'indépendance en Abkhazie ». Les dirigeants de notre télévision sont-ils naïfs au point de ne pas comprendre que, dans ce contexte, un nouveau Karabakh est inévitable aux portes mêmes de la Russie ? Une session du parlement abkhaze ne réunissant que la moitié des députés avait décidé de suspendre la constitution « brejnévo-chevardnadzienne » de 1978 et d'élaborer un nouveau traité entre l'Abkhazie et la Géorgie.

### 3. Des généraux provocateurs aux national-patriotes

Tbilissi accusait non sans raison les autorités abkhazes de soutenir l'opposition mingrélienne armée, favorable à Gamsakhourdia. Si la Russie s'était dotée d'une véritable conception politique à l'égard de la Transcaucasie bourrée d'unités de la CEI, les autorités russes auraient trouvé le moyen de soutenir économiquement la population d'Abkhazie, peu nombreuse, et d'éviter ainsi que les choses ne s'enveniment irréversiblement. Si le commandement militaire de la Russie avait voulu agir en conscience et de façon intelligente, il aurait pu facilement convaincre, grâce à ses agents sur place, le ministre géorgien de la Défense, Kitovani, de ne pas engager une campagne militaire en direction de Soukhoumi et Gagra. Mais les généraux moscovites n'ont pas souhaité le faire.

Les troupes de la circonscription militaire de Transcaucasie restent encore dans la région la seule force réelle, ne serait-ce que parce que l'armée russe y fut de tous temps le maître véritable : le commandant en chef de cette circonscription avait un statut supérieur à celui du premier secrétaire du PC géorgien, même quand il s'agissait d'un membre du Bureau politique comme Chévardnadzé. Aujourd'hui, l'armée russe dessert techniquement toutes les troupes cantonnées en Géorgie et en Abkhazie, forme leur personnel, fournit instructeurs et conseillers. Tout ceci, de façon officieuse, ce qui ne change rien à l'affaire. La Géorgie manque de pain mais nullement d'armes, de pièces de rechange et d'ateliers de réparation du matériel militaire.

Le GRU et le KGB (ministère de la Sécurité) ne pouvaient-ils donc pas prévoir la réaction des dirigeants de la Confédération du Caucase-Nord à l'entrée des troupes géorgiennes en Abkhazie ? Les autorités russes se sont retrouvées dans une position scandaleuse du fait qu'un groupement politique important a déclaré, depuis le territoire russe, la guerre à un État voisin de la Russie. Que valent après cela le président, le parlement et le gouvernement d'un pays, dont les citoyens appliquent leur propre politique au moyen d'unités militaires illégales ? Mais peut-être était-ce l'objectif des généraux de Moscou, toujours ralliés à la plateforme du PCUS ?

Les Nord-caucasiens solidaires des Abkhazes ne se sont pas contentés d'envoyer des renforts à travers les sentes de montagne. Le 22 août 1992, le président de ladite Confédération Moussa Chanibov et le président du parlement de cette Confédération Youssoup Soslambékov (chef véritable de la Confédération, un des conseillers les plus influents du président tchéchène, Doudaïev) avaient promulgué un décret dont les termes sont dignes de Hussein, Arafat ou Kaddafi : « 1) Tous les états-majors de la Confédération doivent assurer le transfert des volontaires vers le territoire de l'Abkhazie souveraine... 2) Engager des combats et entrer par n'importe quel moyen en Abkhazie... 3) Déclarer Tbilissi zone sinistrée ; utiliser à cette fin toutes les méthodes, y compris les actes de terrorisme... 4) Prendre en otage toutes les personnes de nationalité géorgienne se trouvant sur le territoire de la Confédération... 5) Arrêter toutes les marchandises destinées à la Géorgie... » (Néjavissimaïa gazéta, 25 août 1992).

Les Abkhazes et leurs défenseurs furent approvisionnés en quelques jours non pas en pistolets et fusils, mais en blindés et lance-missiles. Comme l'écrivaient les Izvestia (9 octobre 1992) :

*« La Russie, membre du Conseil de sécurité de l'ONU, peut-elle se poser en garante de la sécurité internationale si elle n'est même pas capable d'assurer la sécurité sur son propre territoire ? Pouvons-nous nous sentir en sécurité dans un Etat où opèrent des détachements illégaux, armés jusqu'aux dents, – une véritable armée qui a proclamé hier Tbilissi zone sinistrée et qui, demain, peut en faire de même avec Moscou ? »*

Le politologue Emile Païn rappelait dans ce même numéro des Izvestia que les national-patriotes russes auraient tort de se moquer des malheurs de Chevardnadze en disant : il a détruit l'URSS, sa Géorgie peut bien s'effondrer à son tour..

Païn propose à ces mêmes national-patriotes d'imaginer quelle serait leur réaction si, par exemple, la Bachkirie envoyait des terroristes en Russie (comme le faisait l'Abkhazie par l'entremise des partisans de Gamsakhourdia, avant même l'agression des troupes géorgiennes), prenait en otage des ministres russes (les ministres géorgiens Kavsadze et Gvenadze furent faits prisonniers en Abkhazie par les adeptes de Gamsakhourdia) et modifiait sa constitution aux dépens des intérêts de la majorité ethnique (comme le firent les députés abkhazes le 13 juillet 1992, en l'absence de leurs collègues géorgiens).

Enfin, les Abkhazes ont perçu comme un soutien sans faille la décision du parlement russe, le 25 septembre 1992, ainsi qu'Ardzinba ne manqua pas de le déclarer aussitôt sur la Chaîne russe. Le fait que les combats sur la route de Gagra aient commencé quelques jours après l'adoption de ce texte est éloquent en soi.

Qu'est-ce que les parlementaires russes ont obtenu avec leur résolution « pacificatrice » ? Ils ont démontré une fois de plus qu'il existe en Russie un double pouvoir (ou une absence de pouvoir), la décision du parlement étant en contradiction avec l'accord trilatéral, signé par le président de Russie, sur le règlement du conflit en Abkhazie. Les Géorgiens, quant à eux, soupçonnent encore plus de duplicité l'attitude russe, laquelle a contribué à aggraver la position des forces libérales au sein du Conseil d'État de Géorgie et renforcé celle des « faucons ». La décision des députés russes a favorisé l'extension du conflit, qui risque notamment de passer sur le territoire de Russie. Le meeting de plusieurs jours à Naltchik contre l'arrestation de Chanibov, leader de la Confédération des peuples montagnards du Caucase, par le Parquet russe (il fut aussitôt relâché), les passions inapaisées à propos de l'envoi de volontaires en Abkhazie ont failli, une fois de plus, briser la paix fragile du Caucase-Nord. Les Kabardiens (groupe ethnique adygo-abkhaze) et les Balkars (ethnie d'origine türk) ont différents points de vue et des intérêts divergents, si bien que la rupture entre les deux communautés risque d'avoir des conséquences terribles. Il faut mentionner aussi la toute nouvelle république des Adyghés, dont le président fut le premier à prendre position en faveur des Abkhazes. C'est qu'il sait analyser les faits : à Goudaouta se trouvait Guéorgui Kondratiev, vice-ministre russe de la Défense, extrêmement défavorable aux Géorgiens depuis le conflit d'Ossétie du Sud, où il avait ordonné aux hélicoptères de l'armée de



bombarder de roquettes les positions géorgiennes. Plusieurs avions d'assaut géorgiens SU-25 ont également été abattus au-dessus de l'Abkhazie, ce qui est techniquement impossible sans lance-missiles, dont les Abkhazes ne pouvaient pas disposer. Qui soufflera enfin aux politiciens russes égarés que

*« [...] le compromis dans la solution des conflits intergéorgiens est avantageux pour la Russie alors que la poursuite de la guerre ou un règlement par la force est néfaste pour elle » (Extrait de l'article d'Evgueni Koutikov dans Golos, 19 octobre 1992).*

Peut-être les hommes politiques de Russie oublient-ils que rien qu'en Turquie la communauté adygo-abkhaze compte plus d'un million de personnes et qu'il y a aussi dans ce pays près de deux millions de Géorgiens musulmans. Les Izvestia (13 novembre 1992) écrivaient, en se référant à la presse turque, qu'un groupe de 70 citoyens turcs combattait depuis plusieurs mois aux côtés des Abkhazes. Tous ces volontaires sont en fait des Abkhazes de Turquie, dont les ancêtres émigrèrent au tournant des XIXe et XXe siècles.

#### **4. Chaque mois, une nouvelle guerre commence au Caucase. La Russie n'a su mettre pacifiquement fin à aucun des conflits armés de cette région**

Victor Cheïnis, député du parlement russe, estime après s'être rendu au Caucase en tant que représentant officiel de cette assemblée que

« [...] si l'on est parvenu à stabiliser quelque peu la situation en Ossétie, les événements d'Abkhazie se développent par contre suivant le scénario du Karabakh » (Litératoumaïa gazéta, 4 novembre 1992).

Il faut aussi admettre avec Cheïnis qu'en Ossétie du Sud la paix très fragile ne s'est maintenue, en 1992, que grâce à l'intervention armée, à la participation active des officiers russes des forces de paix et à la ferme position de toutes les forces politiques d'Ossétie du Nord, jugeant que l'avenir de l'Ossétie du Sud réside dans un rétablissement du statu quo d'avant-guerre, lorsqu'elle était une région autonome de la Géorgie. Les Géorgiens considèrent qu'il ne saurait être question d'une telle région, tandis que les habitants d'Ossétie du Sud sont décidés à s'unir à l'Ossétie du Nord au sein de la Fédération de Russie. Combien d'années les forces de paix devront-elles rester là-bas ?

La confrontation en Ossétie du Sud a été provoquée par les adversaires russes et autres de Gamsakhourdia, qui ont mis à profit la myopie politique flagrante de ce dernier.

Qui, par ailleurs, empêchait les Ingouches et les Ossètes de vivre en paix ? Moscou, soucieuse de créer des ennuis à la Tchétchnie, a volontiers permis aux Ingouches, par une décision du parlement fédéral, de créer leur propre république, mais sans frontières bien délimitées, sans budget, sans structures administratives, sans capitale. On aura le temps d'y s'armer

: il fallait bien établir les frontières de leur république, chasser les Ossètes des terres originellement ingouches, tirer les choses au clair avec les Cosaques et marchander un peu avec les frères tchéchénes. Ne s'agit-il pas d'une négligence criminelle de la part de Moscou ? Le président Eltsine avait promis, avant son élection, de donner aux Ingouches une république. Ceux-ci, qui votèrent alors pour Eltsine, se retrouvent aujourd'hui avec l'état d'urgence, une guerre contre les Ossètes jusqu'à la dernière cartouche, des centaines de morts et des milliers de réfugiés.

Par quoi la bagarre a-t-elle concrètement commencé ? Comme l'écrit E. Païn dans les Izvestia (5 novembre 1992) :

*« L'institution des délégués militaires ne s'est pas justifiée. Voyez Victor Ermachev qui, en juillet dernier, fut nommé représentant officiel des autorités russes en Ingouchie. Peut-être est-il un bon général, mais on peut juger de ses qualités politiques à la proposition d'organiser les élections au parlement de la république ingouche dans quatre districts, dont celui qui se trouve en Ossétie du Nord. »*

Pour savoir ce qui en advint, il suffit de consulter les bulletins du conflit armé entre Ossètes et Ingouches.

Certains fonctionnaires fédéraux attisent les conflits en commettant de grossières erreurs politiques et juridiques, d'autres essaient ensuite de les éteindre avec la même maladresse. Les hommes politiques locaux de tendance nationaliste voudraient faire de la guerre un moyen d'obtenir toutes sortes de dividendes. Ce même Païn poursuit :

*« Voici un membre du Présidium du Soviet suprême de Russie qui déclare publiquement que les frontières entre les républiques de l'ex-URSS n'ont rien de définitif, cependant qu'un conseiller du président Eltsine juge tolérable d'apporter une aide militaire aux peuples spirituellement et historiquement proches de la Russie. »*

C'est ainsi que les hommes politiques et les militaires de l'URSS, et aujourd'hui de la Russie, ont favorisé et continuent de faciliter la « criminalisation » de la vie de régions et de peuples entiers. L'idéologie de la violence, la prise d'otages et la subversion sont désormais érigées en norme dans tout le Caucase. Les dizaines de petits peuples qui se battent pour l'idée d'État national, peut-être illusoire et irréalisable, sont parfaitement conscients que tout ce qui compte pour Moscou, c'est de rester au Caucase avec ses armées. Peu importe aux Russes, indifférents au sort des autochtones, que cette région soit convertie en désert sans vie ou en contrée florissante.

180 roubles par mois de détention..., mais avec un maximum de 25 000 roubles (soit 50 dollars au cours de la fin de 1992) : tel est le montant du dédommagement prévu pour les personnes illégalement réprimées sous Staline puis réhabilitées au temps de Khrouchtchev. Selon la loi d'octobre 1991 sur les peuples victimes de la répression, ces miettes pourront être versées également aux héritiers. Le 26 juin 1992, le parlement fédéral a haussé le plafond de cette compensation dérisoire à 90 000 roubles (180 dollars au cours de l'époque). La grande majorité des victimes de la répression, depuis 1917, ne disposent d'aucun document confirmant leur tragique passé. Il faut faire des recherches dans les archives, mener une longue correspondance. Ceux qui pourraient obtenir satisfaction ne le feront pas, les autres, surtout à la campagne, ne sont pas en état de le faire.

Prenez le cas de quelqu'un qui est sorti de son camp en 1956. Après de nombreuses épreuves, peut-être avait-il enfin obtenu un bout de papier de la Cour suprême de l'URSS avec ces deux lignes : « Vous-même et votre famille êtes réhabilités. » Mais ce n'est pas tout le monde qui a conservé ce document pendant près d'un demi-siècle. Or il faut maintenant y adjoindre tout un dossier tiré des archives du NKVD ! Comment ne pas y voir une moquerie ? Pour dix années de camp ou pour une vie fauchée, on ne promet que deux cents dollars qui, de toute façon, ne seront jamais versés.

Mais il y a plus. L'actuelle loi « Sur la réhabilitation des peuples victimes de la répression » pourra figurer dans les manuels de droit comme un exemple d'absurdité. Elle prévoit par exemple de réhabiliter lesdits peuples en rétablissant les frontières originelles, ce qui fait que les Cosaques et les Karatchaïs, tous victimes de la répression, peuvent légalement prétendre aux mêmes territoires. Pour les uns comme pour les autres, leurs descendants trouveront des arguments dans le texte de loi, mais puisque les terres sont les mêmes, on a là un scénario fort simple de conflit intercommunautaire. Et les exemples de ce genre sont très nombreux. Dans le Caucase-Nord, chaque famille a été au moins trois fois, au cours du XXe siècle, chassée de l'endroit où elle vivait. En Transcaucasie, c'est le cas d'une famille sur deux. La loi en question voudrait rétablir les choses telles qu'elles existaient à l'automne 1943, mais c'est irréaliste, car on ne fera ainsi que léser des gens tout à fait innocents. Les autorités devraient plutôt chercher à régler chaque cas concret, à s'entendre avec chaque famille et chaque village sur telle ou telle forme de dédommagement.

Justice pour les uns aux dépens des autres ? L'État ne peut se permettre d'agir ainsi s'il aspire à être respecté. « Rien ne justifie les actions qui ont été commises en Ossétie du Nord et qui ont déclenché un conflit sanglant », a déclaré Ramazan Abdoulatipov au Soviet des Nationalités dont il est président (cet Avar plaignait les Ingouches que les Ossètes ont littéralement chassés de Vladikavkaz et du district Prigorodny). Mais c'est précisément cette chambre du parlement russe qui, en 1991, avait introduit dans le texte de loi les termes relatifs à la « réhabilitation territoriale ». L'unique proposition raisonnable a été faite par le vice-premier ministre de Russie Guéorgui Khija, de Saint-Pétersbourg, qui fut envoyé au Caucase-Nord pour tenter de régler le conflit. Il estime qu'au lieu de réviser les frontières il convient de convertir en zone franche ladite région. Mais cela ne peut se faire que si l'on souhaite « jouer » honnêtement. Après le séisme dévastateur à Léninakan et l'aggravation du conflit au Karabakh, les autorités arméniennes avaient demandé en vain à Gorbatchev de leur permettre de créer une zone franche. Les passions auraient pu se calmer car des hommes rassasiés ne se révoltent pas.

Khija a été rappelé du Caucase-Nord, remplacé par Sergueï Chakraï qui, par la même occasion, s'est vu incorporer au Conseil de sécurité, quelque chose d'équivalent au Bureau politique de naguère. Chakraï, débarqué à Vladikavkaz, est apparu aux téléspectateurs de Russie en uniforme de para. Un petit détail qui en dit long.

## 5. La communauté de Cosaques dans le Sud de la Russie

Il reste une dernière chance au Kremlin : garder en main le territoire de Krasnodar, l'ultime grenier, l'ultime région balnéaire, l'ultime fenêtre sur une mer chaude pour la Russie. Comment se fait-il, en effet, que même l'Ossétie du Nord et l'Abkhazie, pays chrétiens, aient rallié la Confédération des peuples montagnards du Caucase, à moitié mythique et bardée de slogans islamistes ? Demain, il n'est pas exclu que l'Iran et la Turquie souhaitent déboucher sur la Volga où vivent aussi des musulmans. Mais il s'agit bien sûr d'une perspective lointaine.

Aujourd'hui, les innombrables pillages en Géorgie et le blocus économique de l'Arménie ont à tel point accru l'afflux d'Arméniens dans le Sud de la Russie qu'ils constituent plus de 50 % de la population dans les régions de Sochi, Touapsé, Armavir et Rostov. Les truands locaux, sachant combien se sont enrichis ceux qui dévalisaient les Arméniens en Abkhazie, s'apprentent à agir de même dans le Sud de la Russie. Certes, les Cosaques, principale force de la région après les musulmans, ne manqueront pas d'enrober le tout dans une belle idée nationale, mais les effets n'en seront pas moins déplorables pour les Arméniens et nombre d'autres allogènes. On voit déjà s'unir contre eux les grandes organisations cosaques récemment formées : la Rada des Cosaques de Kouban (« patriotes », procommunistes anti-eltsiniens) et l'Armée des Cosaques du Kouban (les « Blancs », qui ont combattu en Cisnistrie ou Transnistrie, territoire sécessionniste de la Moldavie). Pas question d'aimer les réfugiés, il ne s'agit que de les dépouiller. Le problème est qu'ils ne vont cesser de proliférer. Et qu'ils risquent ensuite de vouloir s'armer, de jeter leur dévolu sur un territoire d'où ils ne voudront plus partir. La population slave du Kouban a été fortement mise en émoi par l'intention des Chapsugs, peuple autochtone, de créer leur propre district national.

Il y avait en Russie, au temps des tsars, des gouvernements un peu comparables aux États des États-Unis. Les Cosaques, investis de la confiance du tsar, s'étaient installés dans les régions limitrophes de la Russie dont ils gardaient les frontières. Les Cosaques n'ont pas pardonné aux Soviétiques les massacres et la ruine. Les bolcheviks, en effet, s'étaient assigné pour objectif de liquider les Cosaques en tant que classe. Ce n'est pas un hasard si les Allemands, pendant la dernière guerre, avaient promis aux Cosaques de leur restituer tous les privilèges perdus par eux. Et ces mêmes Allemands, au moment de leur retraite, allèrent jusqu'à accorder aux Cosaques des terres... dans le Nord de l'Italie.

En été 1944, les Cosaques, à l'instar de leurs ancêtres zaporogues, allèrent au-delà du Danube, traversant la Hongrie et l'Autriche, pour créer des villages cosaques dans les environs de Cortina d'Ampezzo, Villa, Santine et Udine en Italie, sous la conduite du général Krasnov qui était à la tête de la Direction principale des troupes cosaques. On ouvrit des écoles, des cours d'officiers, on bâtit des églises dans ces villages où les Cosaques reprenaient le cours naturel de leur existence. Mais en mai 1945, les troupes britanniques d'occupation livrèrent ces Cosaques aux représentants du commandement soviétique : tous échouèrent au goulag.

Un demi-siècle plus tard, l'auto-administration cosaque est pratiquement rétablie dans la région de Stavropol et sur le Don. Il existe aussi une Union des troupes cosaques de Russie, avec à sa tête un Conseil dirigé depuis octobre 1992 par Albert Vétrov, ataman des troupes cosaques de l'Iénisseï. Ladite Union estime être l'héritière directe du mouvement des Blancs, des Cosaques qui, dans l'empire russe, étaient une caste privilégiée. Vétrov a déclaré sans détour dans une interview à Nézavissimaïa gazéta (14 octobre 1992) que les

*« [...] Arméniens doivent se réfugier en Arménie » et non pas dans le Sud de la Russie. Et d'insister : « Je répète que les Arméniens doivent vivre en Arménie. S'ils se sont retrouvés jadis en Russie, cela ne veut pas dire qu'il leur faut maintenant parler d'entités étatiques. Je considère qu'un programme d'État s'impose ici. La population russe d'Asie Centrale et de Transcaucasie doit revenir en Russie, les peuples caucasiens doivent retourner chez eux. »*

Il est facile, depuis les bords de l'Iénisseï, de régler au galop les problèmes du Caucase. Piotr Fédossov, ataman de l'Union des Cosaques de Stavropol, a longtemps vécu en Tchétchnie. Dans son long entretien avec le correspondant des Nouvelles de Moscou, pas la moindre trace de supériorité slave. Ce n'est pas lui qui exhorta les Cosaques à verser leur sang à Doubossary, en Moldavie. Selon lui, faire cliqueter les armes ou appeler à chasser tous les allogènes, c'est « une démençe aux conséquences horribles ». Les paroles de cet ataman m'ont plu : « C'est la partie saine du peuple qui, en la personne des Cosaques, se refuse à périr. »

Les Cosaques sensés, non pas extrémistes, pourraient très bien régler eux-mêmes tous les problèmes du Sud de la Russie. Mais cela coûtera cher : les statuts de l'Union des Cosaques du Don stipulent notamment que son but est d'obtenir du gouvernement la possession complète des terres, eaux, forêts et sous-sol des lieux où vivent les Cosaques. Autrement dit, tous veulent aujourd'hui être des Indiens vivant dans leurs réserves. A cette nuance près que les Cosaques se passeront de subventions. Au contraire de leurs compatriotes paysans, les Cosaques russes aiment le travail et peuvent vivre dans l'aisance si personne ne les en empêche.

Les Cosaques sont préparés par leur propre histoire à marier l'ordre et la liberté, tels qu'ils les conçoivent. Les Cosaques du Don et du Kouban sont allés mourir en Transnistrie et en Abkhazie en 1992. Historiquement, les familles cosaques ne constituent qu'un infime pourcentage de la population de la Russie méridionale, mais leur présence a sans conteste du poids. Au milieu de novembre 1992, le conseil territorial de Stavropol, organe suprême du pouvoir dans la région, a décidé d'œuvrer à constituer... la république de Stavropol !

Égor Gaïdar, chef du gouvernement russe, Vladimir Choumeïko, vice-premier ministre qui fut directeur d'un groupement industriel important de Krasnodar, et Sergueï Filatov, deuxième personnage du parlement, membre du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, se sont aussitôt rendus dans le Kouban. Choumeïko y a prononcé cette phrase clé :

*« Ils ont raison, ceux qui disent qu'il ne peut exister en Russie un modèle économique unique. Mais, d'un autre côté, il ne peut pas y en avoir un nombre incalculable. Il convient de parler de modèles régionaux à vaste échelle. »*

Le vice-premier ministre a évoqué l'expérience de l'Accord sibérien, en promettant que, dès 1993, la proportion des pouvoirs fédéraux et locaux sera la suivante : 40 % pour le centre et 60 % pour chaque région, territoire, république ou groupe de régions.

De toute façon, le pouvoir commence déjà à échapper aux hommes politiques de Russie qui s'emploient surtout à défendre bec et ongles leurs fauteuils ministériels. En 1991 et 1992, les républiques de l'ex-URSS ont été en proie à une trentaine de conflits armés et environ soixante-dix litiges menaçant de dégénérer. Tels sont les chiffres divulgués par le lieutenant général Sergueï Bogdanov, chef du Centre des recherches opérationnelles et stratégiques auprès de l'État-Major des Forces armées de Russie, lors d'une rencontre avec les attachés militaires étrangers. Il a par ailleurs déclaré que la situation politique, économique et ethnique en Russie comme dans la CEI est la plus défavorable depuis l'époque de la guerre civile. La nouvelle doctrine militaire de la Fédération de Russie est d'être prête à participer aux guerres locales et autres conflits armés, en même temps que diminue le danger d'une guerre nucléaire mondiale. Le pays, qui s'enfonce dans l'ornière de la pauvreté, ne pourra plus se permettre de produire en série des tanks, missiles et navires de guerre destinés à rouiller par milliers. La Russie, assure également Bogdanov, n'a besoin que d'un nombre minimal de militaires professionnels, équipés d'armements de niveau mondial.

La situation politique évolue de telle sorte, dans les pays de la CEI, que les militaires sont tout bonnement irremplaçables. De même, le haut degré de criminalité fait parfaitement l'affaire des forces de l'ordre. Les bandits assurent, par leur existence même, la promotion des militaires qui s'accompagne d'une foule de privilèges encore plus tangibles et agréables.

TROISIEME PARTIE

**LE POUVOIR...**

---

# I. LE POUVOIR TERRESTRE

## *Bombes nucléaires à l'exportation*

En 1992, plus d'un tiers du budget de la Russie a été consacré, comme auparavant, à la défense. La Russie, qui était la république la plus militarisée de l'ex-URSS, abritait sur son territoire la grande majorité des entreprises soviétiques rattachées à ce secteur.

En revanche, les troupes et leurs entrepôts, leurs arsenaux se trouvaient pour l'essentiel à la périphérie, c'est-à-dire dans les républiques baltes, en Biélorussie, en Ukraine, en Transcaucasie, au Kazakhstan, en Asie centrale et en Extrême-Orient.

Exceptée cette dernière région, en 1991, tous les autres territoires se sont proclamés États souverains et ils ont privatisé presque tout le matériel de l'ancienne armée soviétique qui se trouve sur leur sol.

C'est avec l'accord de tous les présidents des républiques constituant la CEI que le maréchal d'aviation Evgueni Chapochnikov, dernier ministre soviétique de la Défense, fut désigné en 1991 premier commandant en chef des forces armées de la CEI, pour un délai de deux ans. Il est symbolique que ces forces armées aient dû aussitôt quitter leur quartier général de l'Arbat, au centre même de Moscou, avec ses dizaines d'édifices dont l'équipement est évalué à des dizaines de milliards de dollars, pour faire place au futur ministère de la Défense de Russie et s'installer avenue de Leningrad, dans le modeste immeuble de l'ancien état-major des troupes du Traité de Varsovie. L'état-major des forces armées de la CEI compte moins de 300 officiers, dont 29 généraux, soit 100 fois moins que l'appareil central de l'ancien ministère de la Défense de l'URSS.

S'il est logique de supposer qu'une alliance militaire continuera d'exister entre les États de la défunte URSS, l'édification des forces stratégiques de la CEI ne pourra certainement pas se faire en commun. Les partenaires disposent de trop peu de ressources et offrent trop de divergences. Ce n'est pas un hasard si les possesseurs d'arme nucléaire dans l'ancienne URSS, c'est-à-dire l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, ont accepté d'envoyer tous leurs stocks en Russie pour qu'ils y soient détruits.

### **1. Les militaires en Russie n'ont pas de logement**

Le parlement russe a adopté en 1992 une loi sur la défense, en vertu de laquelle les effectifs en Russie ne doivent pas, en temps de paix, dépasser 1 % de la population. Il a été établi, au cours des débats parlementaires ultérieurs, que la Fédération de Russie disposera à la fin du siècle d'une armée de 1,2 million de personnes au lieu des 3 à 4 millions qui servaient en 1991 dans l'Armée soviétique. A l'armée proprement russe il faut ajouter les forces stratégiques de la CEI, c'est-à-dire au moins 300 000 militaires.



Dans un avenir plus éloigné, le service militaire général (aujourd'hui ne sont exemptés du service de 2 ans que les malades chroniques et les étudiants ; ceux-ci jusqu'à la fin de leurs études) doit être abandonné au profit d'une armée professionnelle. Mais en attendant, la tragédie se poursuit qui voit mourir chaque année, en temps de paix, jusqu'à 15 000 recrues et autres militaires.

Depuis des décennies, la condition des soldats reste proche de celle des détenus dans les prétendues « colonies de réhabilitation par le travail ». Dans les deux cas, en effet, il suffit de deux ou trois ans pour que les jeunes ruinent leur santé dans des conditions plus qu'insupportables. Or, ni le système pénitentiaire, ni l'armée n'assument la moindre responsabilité juridique ou matérielle pour la vie des personnes qui leur sont confiées.

Rien d'étonnant donc si, en 1992, il y avait en Russie plus de 10 millions d'invalides et d'handicapés officiellement enregistrés. A cette armée de gens aux capacités limitées vont s'ajouter bientôt un million ou deux de chômeurs parmi les soldats libérés avant terme du service sous les drapeaux. Les responsables du Comité pour la sécurité sociale des militaires, constitué en avril 1992, affirment que plus de 70 % du budget militaire est absorbé par les soldes, les pensions, le logement, les différents services et l'apprentissage des militaires.

Moscou doit maintenant retirer d'urgence ses troupes non seulement de l'ancienne RDA, de Pologne, de Hongrie et de l'ex-Tchécoslovaquie, des républiques baltes, mais également de tous les États qui constituaient l'URSS. Et même en Fédération de Russie, il faudra que les unités militaires abandonnent le territoire de toutes les républiques musulmanes du Caucase du Nord et de la région de la Volga.

Les autorités locales russes, résignées à accueillir chez elles des centaines de milliers d'évacués militaires et leurs familles accordent manifestement leur préférence à ceux qui viennent d'Europe de l'Est. La RFA a accordé à elle seule, pour financer le retrait des troupes russes de son territoire en 1991-1994, 13,4 milliards de marks, dont la moitié sont destinés à construire des logements pour les militaires et à les recycler professionnellement. Trente-six mille appartements seront ainsi construits dans 37 villes. Il était prévu, en 1990, que la majorité d'entre eux se trouveraient à proximité des frontières européennes de l'URSS, mais après l'effondrement de cette dernière, Boris Eltsine a exigé de Bonn que la construction de logements pour les militaires revenant d'Allemagne se fasse exclusivement sur le territoire russe, ce qui n'a pas manqué d'affliger l'Ukraine et la Biélorussie.

En été 1992, les 10 000 soldats d'une division blindée sont rentrés d'Allemagne pour être installés à Tchaïkovski, ville de la région de Perm : les soldats dans les tentes, les officiers et leurs familles dans des foyers déjà comblés, les chars à la belle étoile. Ces gens-là pourront-ils supporter longtemps toutes ces privations ?

Chez nous, même les anciens de la guerre d'Afghanistan n'ont toujours pas droit au logement qui leur avait été promis. Et à Ekaterinbourg, durant ce même été 1992, ils se sont emparés par la force de deux immeubles tout juste construits et prêts à recevoir leurs locataires.

Le 21 juillet 1992, Eltsine a promulgué un décret présidentiel octroyant 89 milliards de roubles (environ 600 millions de dollars) afin de construire 5 millions de mètres carrés de logements (3 millions pour les militaires, 2 millions pour les anciens combattants, dont 60 % en 1992 et 40 % en 1993. Un autre décret d'Eltsine, en date du 19 février 1992, réclamait des autorités locales qu'elles accordent d'urgence aux militaires les logements promis antérieurement, mais on peut penser que rien n'a été fait jusque-là. Seulement 4 529 appartements ont été remis aux militaires, alors qu'en été 1992 ils étaient 167 000 en Russie à rester sans logement, 92 000 à vivre dans des conditions précaires, sans compter 240 000 appartements nécessaires pour les troupes retirées des républiques baltes et 400 000 pour ceux qui rentreront d'Allemagne au cours des 4 prochaines années.

Le coût des logements destinés aux militaires doit s'élever à plus de 1 000 milliards de roubles suivant les prix de l'été 1992. Le gouvernement ne dispose pas de telles ressources, mais l'armée elle-même pourrait y subvenir grâce aux milliers d'édifices, de polygones et d'aérodromes, de matériel divers dont elle dispose. Une grande part de cette infrastructure n'étant pas utilisée à fond, elle pourrait être vendue avec profit. Ajoutons à cela les centres d'apprentissage de la région de Moscou, les biens de l'ancien DOSAAF (Association bénévole d'assistance à l'Armée, à l'Aviation et à la Flotte) et du KGB d'URSS, des centaines d'unités du génie militaire dont les effectifs ont été fortement réduits. Tout ceci suffirait amplement afin de construire des logements pour les militaires et même pour tous les enseignants, médecins et invalides qui en ont aujourd'hui besoin. Cependant, ni l'armée ni le parlement ne semblent pressés de privatiser. Or, seuls les particuliers et d'autres structures commerciales privées peuvent acheter à l'armée les biens dont elle dispose.

D'ailleurs, pourquoi l'armée en est-elle soudain réduite à mendier ? Nous laissons en Allemagne 777 cités militaires, 21 000 bâtiments de différentes sortes, le montant des biens immobiliers de l'ex-armée soviétique s'élevant à 10,5 milliards de marks sur le territoire de la RFA. En Pologne, nous laissons 180 cités militaires, soit au total 600 ouvrages. En Mongolie, il reste 55 de ces cités, un habitant sur huit de la Mongolie vivant en outre dans une maison construite par les militaires soviétiques, soit 2,3 millions de mètres carrés de logement auxquels il faut ajouter 2 500 ouvrages économiques. Or, il faut à présent tout abandonner sans la moindre compensation (seule la RFA a accepté de verser les sommes correspondantes) et rentrer là où personne n'attend ses compatriotes militaires.

Les gouvernements des pays est-européens ont refusé tout net de payer quoi que ce soit pour les ouvrages laissés sur place par nos militaires, tandis que les anciennes républiques fédérées exigent, au contraire de Moscou, des compensations pour les dégâts causés par l'Armée à l'économie et à l'écologie. Quant aux troupes contraintes de quitter les républiques de l'ex-URSS, elles volent à qui mieux mieux leurs propres biens pour les vendre à droit et à gauche, quand elles ne les abandonnent pas tout simplement ou les détruisent. Sans compter que les autorités militaires centrales ont elles-mêmes donné à plusieurs reprises leur aval pour remettre des armements aux anciennes républiques de l'URSS — les chars

étant cédés (vendus) avec leurs conducteurs, qui de cette façon, deviennent des mercenaires grassement payés comme il est de mise dans ces cas-là.

## 2. L'arme soviétique est très demandée

L'Occident a rappelé que l'exportation d'armements et de technologies nucléaires ne peut se faire que sous des formes légales. Or, certains hommes d'affaires particulièrement entreprenants de l'ex-URSS sont parvenus à faire tomber les prix mondiaux de l'uranium naturel et enrichi, dont notre pays semble maintenant disposer en abondance. L'uranium peut se vendre sous forme de tablettes ou même comme minerai, en contournant toutes les barrières. Officiellement, la Russie ne contrôle que 7 % à 8 % du marché d'uranium enrichi et d'autres matériaux nucléaires. Il s'avère toutefois que près de la moitié des réserves mondiales d'uranium connues se trouvent sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, dont un tiers en Russie. Quant aux capacités de production d'uranium enrichi, elles constituent environ le quart des capacités mondiales et se trouvent exclusivement sur le territoire russe.

Les États-Unis ont dû déclarer, en été 1992, à leur nouvel allié politique, la Russie, une véritable guerre commerciale et instaurer des taxes très élevées sur l'importation d'uranium russe. Le ministère de l'Énergie a, de son côté, payé 3,3 millions de dollars à des firmes juridiques de Washington pour qu'elles mettent fin aux entrées d'uranium russe. Alors qu'en 1986, il fut vendu aux États-Unis pour 2 millions de dollars d'uranium soviétique bon marché, cette somme s'est élevée à 120 millions de dollars en 1991. L'uranium était le troisième article d'exportation de l'ex-URSS à laquelle il avait rapporté plus de 500 dollars rien qu'en 1991. La Russie voudrait multiplier ce chiffre au moins par cinq et... se heurte ainsi à une résistance acharnée de la part des États-Unis. Quelles sont toutefois les raisons de cette attitude américaine ? Les entrepreneurs russes influents, sans parler même du gouvernement russe, sont parfaitement capables de vendre semi-clandestinement l'uranium à la grande joie de plus d'une douzaine d'États en voie de développement, qui obtiendraient ainsi un matériau et des technologies de qualité pour leurs propres programmes nucléaires militaires.

Un des thèmes aujourd'hui le plus en vogue dans la presse russe est de savoir si on a volé chez nous des obus nucléaires, et combien. Les généraux, quant à eux, disent d'un air pénétré que ce n'est pas impossible, puisqu'il s'agit d'engins pesant entre 30 et 500 kg, mais que, par contre, il sera bien plus difficile de voler les moyens porteurs, depuis les missiles jusqu'aux rampes de lancement informatisées. Ce qui n'empêchait pas les dirigeants extrémistes de l'Ossétie du Sud d'affirmer qu'ils disposaient d'un « dispositif nucléaire d'une grande capacité » pour châtier la Géorgie.

La CIA estime de son côté que le plus dangereux, ce ne sont pas nos armements, mais les 2 000 physiciens nucléaires capables de les reconstituer pour n'importe quel commanditaire. Et c'est sans doute ce qu'ils feront si Washington ne leur assure pas une existence décente. Ils ont en

effet perdu leur travail dans le montage de bombes nucléaires dans cinq villes autrefois fermées, qui relevaient d'un ministère fédéral de l'URSS — Sverdlovsk-44, Sverdlovsk-45, Arzamas-16, Tchéliabinsk-70, Zarechny, près de Penza. A présent, il faut leur verser des salaires proprement fantastiques selon les critères actuels en Russie, afin qu'ils se livrent au démontage, sans risque d'aucune sorte, de leurs « articles ».

Rien qu'en Russie, des millions d'hommes vivent derrière des barbelés et dûment protégés, de façon même plus stricte qu'à la frontière d'État, dans dix cités nucléaires et plusieurs dizaines de villes et bourgs rattachés aux ministères de la Défense. Il y a encore trois ans, on ne pouvait les quitter que tous les cinq ans pour partir en vacances ; il y était aussi pratiquement impossible de téléphoner ou de recevoir des parents. En contrepartie, on avait droit à des salaires très élevés, à un approvisionnement excellent et à un niveau élevé de protection sociale. Tout ceci s'est terminé en 1992. Le régime de secret s'est relâché, mais le parlement de Russie a néanmoins adopté une loi spéciale accordant des dizaines de milliards de roubles pour les besoins sociaux des habitants de ces zones. Afin qu'ils ne s'en aillent pas et ne se retrouvent pas quelque part au Proche-Orient.

Dans un an ou deux, les amateurs occidentaux de sensations fortes pourront sans doute, contre une bonne poignée de dollars, effectuer chez nous des croisières en avion peu communes. Rien qu'à Krasnoïarsk-26 (90 300 habitants) il y a tout un combinat minier et chimique souterrain où l'on traite le plutonium pour armements, où se trouvent trois réacteurs, la seule centrale nucléaire souterraine au monde, un atelier souterrain de montage des satellites, des stocks de déchets radioactifs, amenés de toute l'ex-URSS. On peut également mentionner Tomsk-7, avec ses 107 700 habitants, sa production de plutonium pour armements et d'uranium enrichi ; Tchéliabinsk-65 qui compte 83 000 habitants et traite les déchets radioactifs ; Krasnoïarsk-45 (63 400 habitants, uranium enrichi) ; Zlatoust-36 avec 29 800 habitants et la production en série de munitions nucléaires. Une fois rentré chez lui et confrontant ses impressions aux sources dignes de foi, le touriste occidental ne pourra manquer de s'exclamer : la Russie a toujours été État policier, tant sous les tsars que sous les bolcheviks, et les restrictions au droit de circulation et de résidence n'y sont toujours pas abolies. Les autorités de Russie continuent de décider où chacun doit vivre.

Il y a sur le territoire de l'ancienne URSS 16 gros réacteurs à graphite, semblables à celui de Tchernobyl. Les Allemands nous avaient proposé en mars 1992 de mettre sur pied un consortium de firmes ouest-européennes qui, avec un investissement de 50 à 60 milliards de marks, contribuerait à remplacer ces réacteurs par des technologies nouvelles et non dangereuses. Cependant, nous continuons à vouloir nous satisfaire de nos propres forces et à faire de notre pays un terrain d'essai pour le démontage des réacteurs caducs, dont la sécurité n'est depuis longtemps qu'une pure fiction. Selon Evgueni Vélikhov, vice-président de l'Académie des sciences de Russie, le préjudice socio-économique causé par l'accident de Tchernobyl est évalué à des centaines de milliards de dollars, et il conviendrait donc d'accepter les investissements étrangers pour ne pas accroître cette somme.

Ce n'est certainement pas la compétence qui manque à nos scientifiques. Le malheur réside plutôt dans le fait que la vie humaine semble avoir bien peu d'importance aux yeux de nos dirigeants, de Lénine à Eltsine. Pourquoi, peut-on se demander, la Russie à moitié affamée a-t-elle, au printemps 1992, vendu à la Chine une installation exceptionnelle (la troisième au monde par ses capacités) de synthèse nucléaire contrôlée dite TOKAMAK 7 pour seulement 45 500 dollars, sous forme de livraisons de vêtements et d'ordinateurs), alors que le prix véritable en est estimé à 16 millions de dollars ? Mais qu'importe, nous avons déjà promis une autre installation analogue aux Chinois, sans doute contre un lot de sandales.

Non, ce n'est pas la matière grise qui manque à nos savants. Ainsi, les États-Unis ont décidé de financer la réalisation d'une idée de Guennadi Kisselev (chercheur à l'Institut de physique expérimentale et théorique) visant à transformer les déchets radioactifs de longue durée en déchets de brève durée. Les Américains ont en effet calculé qu'une telle installation coûtera 4 milliards de dollars alors qu'on a déjà alloué 24 milliards de dollars pour la construction d'un nouveau « fosseyeur souterrain », qui pourrait être mis en chantier dans le désert du Nevada. Et il en faudra un autre du même genre dans quelques années. Sauf si le projet de Kisselev aboutit.

Les États-Unis ont, semble-t-il, pendant l'été 1992, définitivement accepté, de nous acheter pour 13 millions de dollars le réacteur nucléaire Topaz, qui leur servira à construire un moteur pour vaisseau spatial. Ce réacteur est unique en son genre : nos scientifiques y ont travaillé pendant plus de 20 ans, avec un investissement global de 650 millions de roubles (issus du budget militaire, où un rouble équivalait à un dollar et même davantage, étant donné qu'un litre d'essence valait un dollar à l'Occident et 20 à 40 kopecks chez nous). Aujourd'hui, ce joujou nucléaire est pour ainsi dire loué aux Américains et destiné à la mise en œuvre de projets spatiaux communs, sans divulgation de tous les secrets technologiques. D'où le prix relativement peu élevé de Topaz.

La majorité de nos villes atomiques furent créées par le NKVD-KGB, qui avait alors à sa tête le chef de la police secrète, Lavrenti Béria, qui a été fusillé en 1956. Tous les ouvrages atomiques et militaires importants furent construits par les prisonniers de guerre allemands, japonais et autres, par les détenus soviétiques et les soldats. Mais en dehors de ces esclaves, il y avait aussi des enthousiastes, notamment parmi les scientifiques qui, sous Staline, étaient également prisonniers pour la plupart. Alors que dans les années 1940, 1950 et 1960, nous disposions d'un potentiel industriel presque deux fois moindre qu'aux États-Unis, nous fûmes les premiers à pénétrer dans l'espace. En 1950, l'URSS consacrait 10 % du PNB à l'éducation, contre 4 % aux États-Unis. Aujourd'hui, c'est l'inverse : les Américains ont porté cette part à 12 % du budget d'État (à quoi il faut ajouter les investissements privés), imités en cela par le Japon et d'autres pays industrialisés, tandis qu'en URSS les dépenses pour l'éducation se sont réduites depuis les années 1960 jusqu'à 4,2 % du PNB (à partir de 1982). Les établissements d'enseignement supérieur technique ont depuis belle lurette perdu leur prestige, un ingénieur étant chez nous moins payé qu'un balayeur. Et dans les années 1970 et 1980 il y avait peu

d'ingénieurs désireux de se livrer pieds et mains liés aux usines militaires, bien que les salaires y fussent évidemment bien plus élevés.

L'Union soviétique a perdu la guerre froide avec l'Occident qu'elle avait déclenchée, n'ayant pas été capable de supporter le fardeau économique de la course aux armements. La première centrale atomique (1954), le premier satellite artificiel (1957), le premier vol d'un homme dans l'espace (1961), le missile S-300 qui surpasse son analogue américain Patriot, le fusil d'assaut Kalachnikov, 77 000 tanks en service en 1991, tels sont les acquis de l'URSS. Soixante pour cent du complexe militaro-industriel soviétique appartenaient à la Russie qui, au printemps 1992, employait dans ce secteur 4,4 millions de personnes, voire 12 millions compte tenu des industries annexes. Avec leurs familles, cela fait 36 millions, soit près d'un quart de la population de Russie.

Il faudra 150 milliards de dollars pour reconvertir le complexe militaro-industriel dans le civil, étant donné qu'en l'occurrence la productivité du travail chute de 30 à 120 fois si l'on calcule en roubles.

Notre complexe militaro-industriel doit exporter sa production, ne serait-ce que celle qui existe déjà, mais en procédant autrement qu'en 1990 : ayant alors vendu pour 14 milliards d'armes et de matériel de guerre, le pays n'avait reçu que 4 milliards en espèces, le reste étant dû par nos amis idéologiques de l'époque. Mais pas plus aujourd'hui qu'hier Moscou ne peut exporter légalement sur une grande échelle, car ses quotas d'exportation sont limités à l'extrême, voire inexistant. Les restrictions imposées par le COCOM empêchaient la Russie, même en 1992, d'acheter une grande part des technologies occidentales de pointe, mais aussi de vendre à l'Occident les meilleurs spécimens de la technique russe en matière de missile, de nucléaire et d'aérospatial.

Aussi difficile que cela soit à imaginer, l'URSS a effectivement atteint la parité militaire avec les États-Unis en dépensant 300 milliards de dollars par an pour ses besoins militaires. Un char coûtait 2 millions de roubles à l'Armée soviétique mais il était vendu pour 2 millions de dollars en Afrique (en 1991-1992, un dollar valait en moyenne 130 roubles). La perte des commandes militaires en raison de la fin de la guerre froide a terminé de ruiner l'industrie russe.

## II. LE POUVOIR SPATIAL

### *Réacteurs nucléaires sur orbite*

Boris Eltsine a proposé, afin d'assurer les emplois, que les Russes participent à la réalisation de l'IDS américaine, ce programme de contrôle de l'espace cosmique et système d'alerte en cas d'attaque par missiles, acquérant désormais un caractère global. Les Américains ont à leur tour déclaré, ouvrant leurs bourses, qu'ils étaient prêts à verser 50 millions de dollars pour acheter les 50 meilleures technologies soviétiques en matière

de défense antimissile et à entretenir dans ce domaine plus de 1 000 spécialistes des pays de la CEI. Le fait est que ces 50 millions de dollars représentent moins de 1 % de la somme demandée par l'administration américaine pour mener à bien, en 1993, le programme d'Initiative de défense stratégique.

## 1. N'est-ce pas évaluer notre valeur à trop bas prix ?

Dans les années 1980, en effet, les savants soviétiques Ablékov, Babaïev et Berejnoï avaient presque achevé la conception de notre analogue de l'IDS, mais cette « riposte » de poids à l'initiative américaine fut brusquement entravée par la mort mystérieuse et presque simultanée des trois savants précités, tandis que notre pays annonçait un moratoire sur les essais nucléaires et s'engageait activement dans la voie du désarmement. Les Américains, quant à eux, n'ont jamais arrêté l'IDS et veulent mener à terme leur programme d'armement de l'espace, ce qui peut avoir des conséquences indésirables. En somme, c'est avec l'aide de nos compétences et de nos spécialistes qu'ils sont prêts à poursuivre la course aux armements dans l'espace. La sécurité de notre pays n'a rien à y gagner, et nous ne deviendrons pas plus riches pour autant.

Rien qu'en 1992, Israël a reçu des États-Unis 549 millions de dollars, et la Grande-Bretagne, 129 millions de dollars pour la réalisation des projets dans le cadre de l'IDS. Or, chez nous, ils veulent acheter pour quelques sous les technologies les plus intéressantes pour les États-Unis : puissantes fusées porteuses pour la mise en orbite de satellites (nos fusées sont 100 fois plus économiques que les américaines), y compris les fusées Energhia ; installations énergétiques nucléaires et moteurs de faible traction pour les satellites. En achetant pour une poignée de millions de dollars nos secrets le plus soigneusement protégés, les Américains pourront économiser plusieurs milliards de dollars et achever 5 ans plus tôt que prévu leur système de défense face aux attaques de missiles.

Voyons de plus près ce que les Américains veulent aujourd'hui nous acheter. Notre programme de création d'armes supersoniques est estimé par eux à 1,2 million de dollars, dont 200 pour les systèmes de guidage ; 350 000 pour les modes de lancement et les dispositifs d'autociblage des obus supersoniques ; 200 000 pour la technologie de fabrication de canons à action électrothermale. C'est à des sommes tout aussi dérisoires que les Américains estiment nos programmes de création d'éléments autoguidés contre les missiles, nos armements à énergie dirigée, nos systèmes antimissiles sur le théâtre des opérations et d'autres technologies militaires de pointe. Mais tous les records sont ici battus par nos moyens de détection : les Américains voudraient acheter pour 50 000 dollars l'information sur « les programmes de la CEI pour l'analyse de l'information en matière de la détection et de la défense antimissile ».

## **2. Notre cosmonautique militaire a été brutalement rudoyée par la vie**

Mais nous n'en avons tout bonnement pas d'autre, car tous les projets et les lancements dans ce domaine se trouvaient sous la coupe du ministère de la Défense. Quatre-vingt pour cent de l'infrastructure industrielle et scientifique de la cosmonautique soviétique étaient concentrés en Russie, 15 % en Ukraine, essentiellement à Dniepropetrovsk, dans les bureaux d'études Youjnoïé et dans les groupements de production Youjny machinostroïtelny zavod (Constructions mécaniques du sud) qui, depuis mars 1992, ont entièrement arrêté leur production militaire, y compris celle des fusées portées Zénith, qui comptait pourtant parmi les plus écologiquement propres au monde. Ces ateliers se consacrent aujourd'hui à la production... de trolleybus.

Et cela, bien que l'Australie, par exemple, fût prête à acheter les Zénith dont 70 % des pièces venaient de Russie pour être montés à Dniepropetrovsk, c'est-à-dire à l'étranger, puisque cette ville se trouve désormais dans l'Ukraine indépendante. Cette même Ukraine a gardé deux navires de liaison cosmique (le Youri Gagarine ayant un tirant d'eau de 45 000 tonnes et le Korolev de 21 000 tonnes), tandis que le Béliaev, le Volkov, le Dobrovolski et le Patsaev (9 000 tonnes chacun) sont restés en Russie. Mais les militaires ukrainiens et russes n'ont plus les moyens d'entretenir ces navires bourrés d'électronique qui, aujourd'hui, coûtent bien plus que les bateaux proprement dits. Or, ces derniers, situés à des points précis du globe assuraient pendant 6 heures sur 24 une liaison stable des cosmonautes avec le territoire de l'URSS. Ils doivent maintenant rester au port, les cosmonautes de Russie n'étant plus reliés au Centre de contrôle des vols que dans les limites de la zone de visibilité, c'est-à-dire pendant 18 heures sur 24.

Ni l'Ukraine ni le Kazakhstan n'ont officiellement renoncé à la recherche spatiale, quoique la part de la Russie dans le financement des programmes cosmiques eût constitué 93 % en 1992 contre 4 % pour le Kazakhstan et 3 % pour l'Ukraine. Alma-Ata n'a même pas assez d'argent pour régler les problèmes sociaux et courants qui se posent à la ville desservant le cosmodrome de Baïkonour avec ses 12 complexes de lancement, dont l'entretien est estimé à un milliard de dollars par an. Quant à la Russie, la perte de Baïkonour lui coûtera 10 milliards de dollars, nécessaires pour achever le cosmodrome de Plesetsk.

La rencontre des présidents Bush et Eltsine à Washington en juin 1992 a fait sensation par la décision de réduire de façon radicale les armements stratégiques, mais aussi par la volonté déclarée de mettre fin à la rivalité de la Russie et des États-Unis dans l'espace. George Bush propose d'utiliser nos fusées pour mettre en orbite les satellites américaines, ce qui était impensable une semaine plus tôt. Les deux parties ont également approuvé le principe d'une jonction de la navette étatsunienne et de Mir en 1994, le vol commun vers Mars étant ajourné pour l'instant car beaucoup trop coûteux.



Le 18 juin 1992, après trois mois de consultations Youri Koptev, le directeur de l'Agence spatiale russe et Daniel Goldin, le directeur de la NASA ont signé le premier contrat entre la NASA et le groupement Energhia à Kaliningrad dans la région de Moscou, qui est notre principal producteur spatial. Les Américains déboursent un million de dollars pour étudier durant une année les possibilités d'utilisation de notre vaisseau piloté Soyouz-TM et de notre « camion » spatial Progrès dans la mise en œuvre du projet américain de station orbitale permanente Freedom, qui doit voir le jour au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Certes, nous pourrions vendre tout le matériel spatial dont nous n'avons plus besoin aux pays en développement, mais ce serait une grave violation des accords internationaux signés par l'URSS concernant le contrôle du transfert des technologies balistiques. Les nouveaux dirigeants de la Russie ont annoncé aux États-Unis leur intention de respecter les accords conclus par l'URSS, mais en promettant aussitôt à... l'Inde de lui livrer en 1994 des moteurs cryogènes pour missiles en échange de 250 millions de dollars. Les Américains se sont indignés car les fusées de ce genre peuvent lancer des satellites de liaison mais également servir à des fins militaires. En mai 1992, cette prise de bec avec les États-Unis a failli faire perdre à la Russie, tous les paquets d'aide économique provenant de l'Occident pour un total de 24 milliards de dollars.

Les militaires se demandaient alors, en jurant, quelle mouche nous avait piqués de signer avec les États-Unis des accords qui nous lient maintenant les mains. Nous pourrions commercer avec le monde entier sans nous faire du mouron. Ainsi, prétendent-ils, les Occidentaux nous ont obligés à détruire un tas de missiles SS-20, alors que les militaires inventifs ont créé à partir d'eux le complexe balistico-cosmique Start-1 et proposent à quiconque le désire, dès 1993, de lancer en se passant de cosmodrome, presque avec l'aide de tracteurs, des satellites commerciaux ayant une charge utile jusqu'à 550 kg et pouvant être placés sur orbite polaire à une altitude de 700 km.

Les militaires ont cessé chez nous d'avoir le monopole de l'espace. En juillet 1992, à partir du cosmodrome de Plessetsk, une seule fusée Cyclone a emporté dans l'espace quatre satellites militaires et deux autres civils, baptisés Gonets-D et destinés à la poste électronique cosmique. Les milliers d'abonnés à ce mode de communication auront à payer moins cher que pour l'envoi de textes par télégraphe. Par ailleurs, les militaires ont également perdu le monopole des secrets technologiques.

Quinze grands bureaux d'études spatiaux, en Russie et en Ukraine, ont, pour la première fois en 1992, ouvert leurs portes à leurs collègues étrangers. Sans même avoir reçu un seul dollar, nous avons dû accueillir une délégation de l'association Prospace qui regroupe 50 firmes spatiales françaises parmi les plus importantes. Nous avons aussi presque tout divulgué à un groupe de 40 spécialistes spatiaux venus de Japon. Nous proposons au monde de faire le nettoyage des ordures cosmiques, d'envoyer très loin dans l'espace les déchets radioactifs, de partager l'expérience vraiment exceptionnelle de la Russie concernant le suivi médico-biologique des vols de très longue durée.

Il s'en faut toutefois que nous soyons écoutés avec attention. La voix de nos chercheurs n'arrive pas encore à percer, étant donné les décennies

pendant lesquelles nous avons volé les secrets d'autrui tout en maintenant le silence le plus absolu autour de nos propres projets. Nos télécopieurs ne sont pas conformes à ceux de l'Occident, notre réseau téléphonique international reste au niveau des années 1930, nous ne disposons pas de liaison électronique avec l'Ouest, nombre de nos inventions n'ont pas donné lieu à des publications scientifiques ni à des brevets (car il faut aussi les payer).

En attendant, notre fusée Energhia, qui est la plus puissante au monde, doit rester enchaînée au sol, alors qu'elle pourrait emporter dans l'espace les satellites les plus lourds et même des plates-formes spatiales. Des dizaines de pays accepteraient volontiers de lancer leurs satellites à partir de nos cosmodromes et avec nos fusées, mais c'était impossible à faire pour tout satellite qui avait à son bord le moindre élément confectionné aux États-Unis, ou avait été construit avec des technologies américaines. En 1992, les règles correspondantes du COCOM restaient en vigueur malgré les déclarations optimistes de George Bush à ce sujet. Il ne s'agit plus de sauvegarder les secrets occidentaux mais de nous barrer l'accès au marché mondial, où notre part n'est pas supérieure à 0,1 %.

Pourtant, le départ avait été si fringant il y a un demi-siècle ! Tout le potentiel scientifique de l'Allemagne nazie avait été pillé par les Américains et les Soviétiques qui embarquèrent les chercheurs allemands avec toute leur documentation. Ensuite, c'est à proprement parler tout le pays des Soviets qui se mit à construire des bombes nucléaires et les fusées pour les lancer ; autrement dit, les meilleurs physiciens et ingénieurs avaient à leur disposition des ressources matérielles et humaines illimitées grâce aux soins du NKVD (KGB). La propagande tressait des légendes au sujet des physiciens, si bien que la plupart des écoliers rêvaient d'être spécialistes du nucléaire, ou cosmonautes.

La cosmonautique, en même temps qu'elle était le monopole des militaires, nourrissait notre orgueil et notre gloire : elle prouvait les grands avantages du socialisme. Les satellites espions, les satellites de liaison militaire sont certes indispensables, mais non pas en milliers d'exemplaires. Une autre moitié du budget spatial était consacré à la mise en place de stations orbitales où des dizaines de cosmonautes furent envoyés... à l'occasion des grandes dates du calendrier soviétique : 9 mai et 7 novembre, congrès du PCUS et anniversaires de secrétaires généraux. On amenait aussi en balade dans l'espace des cosmonautes étrangers, bien que, en vérité, ces promenades coûteuses aient peu rapporté. En trente ans, nous n'avons pas envoyé dans l'espace un seul savant ; rien que des pilotes de chasse ou des ingénieurs spatiaux.

Seulement 1 % à 3 % du budget spatial de l'URSS étaient consacrés aux projets internationaux, et quelques pour cent aux besoins des communications intérieures, des prévisions météorologiques et des informations géologiques. Nous n'avons toujours pas de satellites destinés à la surveillance écologique. Jusqu'à 90 % des lancements étaient effectués à des fins militaires. Il en résulte que si 7 ou 8 satellites civils de type Gorizont se trouvent sur orbite ; ils ne sont reliés qu'à un millier de stations de communication à terre alors qu'il en faudrait dix fois plus pour tirer un bénéfice maximum de ces 7 ou 8 satellites.

Or, nous manquons non seulement de liaison par satellite, mais même de téléphone dans la majorité des logements. Malgré cela, la station orbitale Mir, sans analogue au monde, est aujourd'hui inutile à qui que ce soit, de même que les dizaines (!) d'exemplaires de notre Bouran, semblables à la navette spatiale américaine.

Au cours de la conception de Bouran, les chercheurs soviétiques avaient créé 581 variantes de nouveaux matériaux ; la seule énumération des éléments constituant Bouran, aujourd'hui divulgués et destinés à une utilisation terrestre, occupe trois gros volumes. Néanmoins, pas un seul rouble n'est encore investi pour implanter toute cette technologie dans le secteur civil. La raison en est que seules les usines militaires disposent du personnel qualifié et des équipements nécessaires à l'application de nouvelles technologies de pointe, sans compter que la manie du secret chez les militaires était si rigide qu'elle finissait par causer des préjudices à l'État et réduire ses revenus.

Pour être tout à fait franc, force est d'avouer que ni les militaires, ni le KGB n'avaient vraiment besoin de toutes ces informations obtenues depuis l'espace. Les cosmonautes placés sur orbite devaient employer jusqu'à 80 % de leur temps de travail à assurer les conditions de vol : le faible niveau de l'électronique soviétique ne leur permettant pas de mener à bien ne serait-ce qu'un dixième des objectifs fixés par le GRU (Service de renseignement de l'État-major) et par le Centre de détection spatiale pour la surveillance des « points chauds » de la planète. Il est certes intéressant d'avoir en permanence des données sur l'emplacement des porte-avions et sous-marins américains, de rester en contact avec ses propres sous-marins et de prendre des photos depuis l'espace, mais cela requiert des satellites-robots comme ceux des Japonais ou des Américains au lieu de nos hangars spatiaux, aménagés grâce aux efforts véritablement héroïques des cosmonautes.

La cosmonautique de Russie a pour l'instant très peu de commandes militaires. L'usine Progrès de Samara (ex-Kouibychev) a dû produire en 1992 non pas les puissantes fusées Energhia mais des tramways, des fours micro-ondes et des meubles de cuisine.

Nous vendons aujourd'hui à tout le monde nos vaisseaux revenus de l'espace. Pour quelques dizaines de milliers de dollars, vous pouvez embellir l'intérieur de n'importe quel édifice ou un jardin d'enfants. Plusieurs petits satellites ont été lancés pour les besoins de nos nouvelles structures commerciales privées.

Les autorités de la Fédération de Russie rêvent désormais de vendre la station orbitale Mir, qui doit se trouver dans l'espace jusqu'en 1996. Nous offrons également n'importe quel service spatial à des prix défiant toute concurrence. Il en va de même pour le matériel aéronautique.

### **3. Nombre de types d'avions militaires soviétiques sont reconnus les meilleurs au monde**

A tous les salons internationaux des dernières années, nous avons proposé pour un dixième de leur prix nos chasseurs MIG-31 qui n'ont pas leur égal au monde pour intercepter les missiles de croisière, les chasseurs bombardiers SU-27 ; les MIG-29 sont très légers, faciles à manœuvrer par tous les temps et qui sont une variante plus réussie de l'Eger-90 que s'apprêtait à construire l'Europe de l'Ouest avant de porter son choix sur les MIG-29. Les manœuvres en Allemagne ont démontré la supériorité du MIG-29 sur le F-16 américain, si bien que le président Bush a lui-même demandé de vendre des MIG-29 aux États-Unis. Quant au MIG-31, il peut être utilisé comme un mini-AWACS : quatre avions de ce type sont capables, en échangeant leurs informations, de surveiller une zone de 900 km. En outre, contrairement à l'AWACS américain, le MIG-31 ne se contente pas de déceler la cible : il peut aussi le frapper.

Le meilleur chasseur soviétique SU-27 aurait pu être vendu, dès les années 1980, à 40 millions de dollars la pièce, mais nous nous y refusions fièrement. Or, nous sommes prêts aujourd'hui, pour une somme relativement modique, à participer aux salons aéronautiques dans n'importe quel pays du monde, en offrant un magnifique spectacle aérien avec une escadrille de SU-27. Et s'il y a des commandes, nous enverrons aussi l'avion géant AN-124 baptisé Rouslan ainsi que le supersonique YAK-141 qui réalise envol et atterrissage à la verticale. Ces deux derniers engins n'ont pas d'analogue dans le monde. Mentionnons aussi nos excellents hélicoptères militaires MI-28 et MI-34.

C'est ce qui explique sans doute que nous ne disposons pas de nouveaux avions civils tandis que ceux qui existent sont en nombre très insuffisant ; sans parler de leur qualité qui laisse à désirer.

Tout ne va non plus pour le mieux avec nos Forces aériennes. Le président Eltsine a promulgué, le 27 février 1992, un décret autorisant la vente de 1 600 avions de combat qui n'étaient plus utilisés, et d'employer l'argent obtenu à la construction de logements et à la protection sociale des personnels de l'Armée de l'air ainsi qu'au financement de l'industrie aéronautique en Russie. D'après les premières estimations, la vente de ces avions pourrait rapporter jusqu'à 9 milliards de dollars.

L'Occident a toutefois été en état de choc, car la quantité mentionnée par Eltsine est trois fois supérieure à celle des Forces aériennes d'un pays comme la France. Quelque temps après, nos marchands d'armes ont de nouveau stupéfié le monde en prenant part au réarmement complet du régime iranien. Celui-ci, ayant consacré à ces fins 10 milliards de dollars en 1990-1991, nous a acheté un millier de chars T-72, et ce pourra être ensuite le tour de 110 avions de combat : 12 TU-22M, 48 MIG-29, 24 MIG-31, 24 MIG-27, deux avions-radars IL-76. L'Irak est la traditionnelle « vitrine » de notre armement ; et après que lui sont tombés entre les mains 115 avions soviétiques appartenant à l'Irak (Bagdad les avait mis à l'abri en Iran à la veille de la guerre du golfe Persique, mais les Iraniens refusent toujours de les rendre), il lui fallait les pièces de rechange corre-

spontanées. D'après les services de renseignements occidentaux, les autorités de Russie tentent de tout nier, s'abritant derrière le secret commercial, mais la vente des avions à l'Iran pourrait bien rapporter à la Russie 11 milliards de dollars.

Nous offrons, par ailleurs, les avions déjà mentionnés à tous les pays du Proche-Orient. Avant la perestroïka, l'URSS vendait chaque année à l'étranger des armements pour 18 milliards de dollars. Ces exportations ont fortement diminué, car des milliers de firmes étrangères fructifient grâce à la revente de nos armements. Nous-mêmes, nous apprenons peu à peu à vendre comme tout le monde, en tenant compte des normes internationales, des traditions et des lois tacites du marché.

En août 1992, le plus grand aéroport d'Europe, celui du TSAGI (Institut de recherches aéronautiques à Joukovski, dans la région de Moscou) a accueilli le premier salon aérospatial Mosaéroshow-92. A cette occasion, la compagnie allemande Glache-International a contribué à équiper l'aéroport, à construire 36 pavillons d'exposition pour 200 firmes nationales et 60 sociétés étrangères. Parmi les nouveautés montrées au public, mentionnons le bombardier supersonique TU-160, le porte-missiles TU-22M3, les chasseurs pour porte-avions SU-27K et MIG-29K. Au total, 50 modèles de série d'avions et d'hélicoptères. Les visiteurs ont pu également voir le prototype de l'avion-amphibie BE-200 à la construction duquel le gouvernement de Russie a commencé d'investir une partie des 2 milliards de roubles prévus. Cet avion polyvalent, qui n'a pas d'analogue au monde, est attendu en 1996 par nos marins, pêcheurs, gardes-frontière et sauveteurs. Notons à propos que la Grèce a déjà commencé à acheter 200 de ces engins pour lutter contre les incendies de forêt en Méditerranée. La production en série du BE-200 permettra d'éviter la faillite à des géants de notre industrie de défense tels que le Centre de recherches aéronautiques de Taganrog et l'usine d'aviation d'Irkoutsk où, jusqu'à ces derniers temps, on montait les célèbres bombardiers SU-27.

Au Salon de Joukovski, on a également présenté l'information sur les essais du nouveau moteur d'avion PS-90A confectionné à Perm et destiné aux nouveaux avions géants TU-204 et IL-96-300. Ces moteurs ont été « figués » durant dix ans afin de les amener au plus niveau mondial, mais ils coûtent six fois moins cher que le moteur analogue de la firme américaine Pratt and Whitney, dont le prix est de 7 millions de dollars pièce. La presse russe a fait état du scandale qui consiste en ce que les Américains ont déjà signé un contrat avec l'association Iliouchine pour la livraison de ses propres moteurs...

Le groupement de recherches et de production Troud à Samara lie son avenir au moteur NK-92 destiné aux jets aériens et aux installations de pompage de gaz. L'accord est déjà obtenu pour le financement de ce projet.

Il reste qu'aucun meeting aérien ne peut estomper un fait évident, à savoir que notre aviation civile est en pleine dégénérescence. Tous les anciens pays socialistes ont refusé avec un bel ensemble nos avions, les Boeing ont évincé les Tupolev sur les marchés d'Europe de l'Est. La même chose risque de se produire en Russie où cinq airbus A-310 sont déjà arrivés de Toulouse.

Où allons-nous fourguer nos propres airbus ? Il ne reste qu'à les envoyer au rebut, se dira n'importe quel passager qui a goûté au charme des services soviétiques tant au sol que dans l'air. On ne voit rien de tel au monde, sauf peut-être en cas d'évacuation en temps de guerre. La sécurité même de notre aviation civile a fortement diminué : en 1986-1989, 154 personnes ont péri dans 22 accidents aériens ; en 1990, il y a eu 28 catastrophes et 203 victimes, en 1991, respectivement 35 et 249.

Il s'agit à présent de nous rééquiper conformément aux critères internationaux au moins une centaine de nos aérodromes civils de doter de systèmes de liaison et d'aéronavigation modernes. En cela aussi, les firmes occidentales viendront nous apporter leur aide. Étant donné que 12 millions de vols sont effectués chaque année au-dessus du territoire de la Russie, il n'est pas exclu que, dans un proche avenir, les principaux bénéficiaires de l'aviation proviennent des taxes prélevées sur les compagnies étrangères dont les engins survolent notre sol, ainsi que du plein d'essence que ces mêmes avions sont contraints de faire chez nous.

Tout n'est pas aussi dramatique. Un exemple optimiste peut être fourni par le contrat signé avec l'Allemagne au printemps 1992, en vertu duquel l'usine Guidromach de Nijni Novgorod, connue pour sa participation au programme Bouran, contribuera à la fabrication de trains d'atterrissage pour le nouveau jet européen Airbus A-340. Peut-être, les Allemands, au grand dam des Américains, voudront-ils également utiliser notre gros moteur d'avion PC-90A (Perm). Et il est possible que ces mêmes Allemands veuillent acheter notre MIG-29, probablement imités par l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie. A tous ces pays, le programme de construction du chasseur européen Eger-90 coûtera 40 milliards de dollars, or cet argent pourrait servir à employer rien qu'en Allemagne 40 000 ingénieurs et ouvriers. Toute une escadrille de MIG-29 modernes, ayant appartenu à l'armée de RDA, ont déjà été adoptés par la Luftwaffe et les Allemands, forts satisfaits par cet avion, vont désormais nous acheter les pièces de rechange et des moteurs selon un plan de réparation qui va jusqu'à l'an 2000.

### III. LE POUVOIR MARITIME

#### *Des porte-avions à l'abandon*

Les républiques issues de l'Union soviétique ont hérité de 242 sous-marins dont 88 atomiques, 151 navires de combat, dont 17 croiseurs et 5 porte-avions. Ajoutons-y 87 contre-torpilleurs, 33 navires d'opérations côtières, 298 vedettes de divers types, 1 638 avions et 561 hélicoptères navals. Avec les armements, cela fait des centaines de milliards de roubles, soit des centaines de milliards de dollars, puisqu'il s'agit des prix d'avant la réforme. Nombre de ces bâtiments n'auraient pas dû être construits car, dès les premières heures d'une guerre éventuelle, nos porte-avions et sous-

marins seraient détruits par un adversaire un tant soit peu important. Si un doute reste permis à l'égard des porte-avions, nos sous-marins sont, eux, de véritables tombeaux en raison d'hélices trop bruyantes qui les rendent facilement détectables et donc destructibles. Leur sécurité est 20 à 100 fois moins grande que celle des sous-marins américains.

En 1992, trois de nos porte-avions atomiques, l'Amiral Kouznetsov, Oulianovsk et Variag sont sortis des chantiers navals, mais on se demande pourquoi avait été entamée leur construction à Nikolaïev, en Ukraine, dans les années 1980, lorsque tout laissait déjà supposer la fin de la guerre froide, ainsi que notre faillite économique. Les autorités ukrainiennes, ayant pesé le pour et le contre, ont ordonné d'envoyer à la ferraille le bâtiment de l'Oulianovsk qui n'était pas encore peint.

Et en 1992, pour la première fois depuis des décennies, aucun navire de guerre de grande ou moyenne taille n'a été mis en route dans les chantiers navals de l'ex-URSS.

Alors que les Américains n'ont pas perdu un seul sous-marin au cours des vingt dernières années, nous en avons perdu cinq. Nos sous-marins atomiques coulent, échouent sur un bas-fond, se heurtent en mer à d'autres navires. Les turbines des sous-marins américains sont centrées dans l'État de Nevada, en plein désert, à 140 km de la route la plus proche, et où la circulation est interdite aux camions pour éviter toute vibration du sol. Chez nous, on le fait à Saint-Pétersbourg, au milieu de la circulation routière, dans une ville bâtie sur un marécage. Comme tout ne cesse de trembler, il ne saurait être question de précision.

## **1. Notre flotte ne sert donc à rien**

Les Américains n'ont pas pour l'instant l'intention de nous faire la guerre. Tout le monde s'emploie au contraire à nous nourrir pour nous éviter de « crever ». Alors pourquoi produire tant de ferraille ? Ne vaudrait-il pas mieux construire 5 navires parfaitement armés et silencieux plutôt que 50 cibles ? Le maréchal Yazov, ministre de la Défense de l'URSS, répondit un jour ainsi à cette question : « Nous ne pouvons pas cesser de construire même des cibles ; sinon la classe ouvrière resterait sans salaire. » J'ajouterais qu'il faudrait alors aussi et surtout diviser au moins par dix le nombre de généraux, maréchaux et amiraux. Le permettraient-ils ?

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de navires-écrans, de bateaux sur coussins d'air, qui sont efficaces et relativement bon marché. Nous avons naguère commencé à en construire, mais tout a été abandonné au profit des porte-avions, qui permettent de dépenser des sommes d'argent incalculables et incontrôlables, et aussi de recevoir toutes sortes de décorations, d'avantages, primes et postes élevés.

Pendant 35 ans, nous avons fourni aux Vietnamiens du matériel de guerre et des pièces de rechange gratuits, formé leurs effectifs militaires. Quand nous nous sommes enfin décidés à les faire payer, en 1992, la note

s'est élevée à 350 à 400 millions de dollars. Les Vietnamiens ont répliqué en réclamant le loyer de notre grande base navale de Camranh où il y avait en permanence plus de 4 000 militaires soviétiques. Il était cependant clair, dès 1991, qu'il nous faudrait abandonner cette base coûteuse et peu utile. Tous nos navires sont aujourd'hui rapatriés, il ne reste là-bas que les gardiens et les bâtisseurs..., car ils avaient reçu l'ordre et l'argent pour aménager sur le territoire de la base un arsenal souterrain de 96 hectares. Et cela au moment où la Russie est en proie à la crise et où la base de Camranh, construite par nous, est remise de façon quasi gratuitement aux Vietnamiens. Que vont donc faire ces derniers avec le vaste entrepôt souterrain tout vide, et pourquoi continuons-nous donc de le construire ?

La logique de nos amiraux est des plus simples : puisque nous avons une flotte, il faut qu'elle sillonne les eaux et, en conséquence, ils proposent au Kremlin d'acheter Camranh pour quelque 10 milliards de dollars, la somme même que nous doit le Vietnam pour le échanges strictement économiques (les fournitures militaires étant gratuites). Que nous importe leur viande, leur riz, leur café, leur caoutchouc et leurs vêtements, le principal est de garder Camranh et les portes de l'océan Indien. C'est du même patriotisme (financé par les contribuables) que fait preuve la Russie en ce qui concerne la flotte de la mer Noire. A la place de Sébastopol, qui s'est retrouvé dans l'Ukraine indépendante, il faut maintenant construire une autre base navale sur la mer Noire, dans la région de Kouban.

L'Ukraine, de son côté, argumente son droit de posséder la flotte de la mer Noire (45 navires de combat, 28 sous-marins, plus de 300 bâtiments petits et moyens, 151 avions et 25 hélicoptères navals, le tout d'une valeur de 80 milliards de dollars) par le fait que les chantiers navals d'Ukraine avaient construit les navires de toute la flotte soviétique et que l'Ukraine avait payé, comme toutes les autres républiques de l'URSS, sa part des flottes du Nord, du Pacifique, de la Baltique et de la mer Noire.

L'Ukraine estime ainsi avoir droit à 30,2 % des navires et des biens de toutes les forces navales de l'URSS, autrement dit à la totalité de la flotte de la mer Noire. Cette dernière constitue en valeur 17 % des forces navales de l'ex-URSS et seulement 10 % si l'on considère la partie qui se trouve en Ukraine. Mais quelle partie ! Il y a des navires des forces stratégiques, portant à leur bord des armes nucléaires tactiques, ainsi que de gigantesques installations sur le littoral de la Crimée. On avait construit à Sébastopol de vastes arsenaux souterrains pour stocker les armes et le pétrole. On avait creusé dans les rochers de Balaklava des hangars pour abriter des sous-marins. On avait équipé et adapté pour les navires de combat des « récifs » très profonds (utilisant ainsi à des fins stratégiques un milieu naturel exceptionnel avec des quais de Donouzlav et Novoozernoié. Ajoutons-y une multitude d'aérodromes de l'aviation navale.

Les marins de Sébastopol ont accepté pour la plupart de prêter serment à l'Ukraine, dans l'espoir de régler leurs problèmes du logement et autres, préférant manifestement protéger des frontières aléatoires (celles de la CEI ? de la Russie ? de l'Ukraine ? de la Crimée ?), mais néanmoins méridionales, plutôt que d'être transférés à Sévéromorsk, au-delà du Cercle polaire.



Une partie de la flotte de la mer Noire est déjà transmise à la Géorgie (base navale à Poti), tandis qu'on s'empresse de vendre le principal à l'étranger ou de le transférer dans le Nord et en Extrême-Orient. Les 15 sous-marins mis au rebut en 1991 furent vendus pour la plupart dès février 1992, le même sort étant réservé à une vingtaine de submersibles, garde-côtes et dragueurs de mines, ainsi qu'à une vedette porte-missiles et au contre-torpilleur Svédouchtchi.

L'Ukraine a déclaré depuis longtemps son intention de vendre aussitôt la part de la flotte de la mer Noire qui lui reviendrait. En attendant, c'est la Russie qui se hâte de liquider à Sébastopol. Ainsi, une compagnie de Naples a acquis un contre-torpilleur et deux sous-marins : une firme turque a acheté 3 avions et 18 submersibles. Autant d'opérations réalisées par la société commerciale russe Nikonzud, au conseil d'administration de laquelle siègent nombre d'officiers supérieurs, y compris le commandant en chef de la flotte de la mer Noire.

L'Union soviétique ne s'était pas encore effondrée en décembre 1991 que les plus gros cargos de la compagnie de la mer Noire furent vendus par Moscou, à la hâte et parfois même à des prix inférieurs à ceux de la ferraille.

La vente des bâtiments de guerre bat aussi son plein sur la Baltique, où la Russie a perdu la plupart de ses ports et objectifs navals d'une superficie de 30 000 ha (des biens estimés au moins à 40 milliards de dollars). Il existe depuis longtemps à Bolderaia, dans la banlieue de Riga, un centre d'apprentissage naval et un chantier de réparation des bâtiments de guerre pour les pays proche-orientaux ; il y avait là, à partir d'avril 1992, des dizaines de militaires libyens et iraniens, ces derniers venant de nous acheter un sous-marin, et les premiers attendant que soit réparé le submersible que la Libye nous avait acheté en 1988.

La ville de Baltiisk, dans la région de Kaliningrad, est connue pour sa grande base navale, la plus occidentale de notre pays, sur un territoire qui appartenait autrefois à la Prusse (Königsberg). Mais en 1992, les marins russes ont loué ce port qui ne gèle jamais (le seul dans ce cas sur la Baltique) aux Suédois.

Il n'en reste pas moins que les plus grands bénéficiaires peuvent être rapportés en envoyant les bateaux... à la ferraille. Depuis la Seconde guerre mondiale, 242 navires d'un tirant d'eau global de 240 000 tonnes sont immergés dans les zones côtières. Et 265 autres — croiseurs, gros anti-sous-marins, garde-côtes, submersibles — d'un tirant d'eau global de 170 000 tonnes — sont en train de rouiller à quai. Les Forces navales de l'URSS envoyaient chaque année au rebut des navires dont le tirant d'eau total s'élevait à 80 ou 100 000 tonnes. Tout cela était condamné à rouiller, à contaminer l'eau, la flore et la faune maritimes. Une tonne de ce métal coûte 130 à 180 dollars sur le marché mondial, mais nos techniques de coupe des bateaux sont les plus primitives qui soient. Alors que les usines métallurgiques du pays s'arrêtent faute de sous-produits, nous sommes contraints d'envoyer nos gros bâtiments en Inde et au Pakistan pour qu'ils y soient refondus. Quant aux bases européennes de même type, elles sont aujourd'hui remplies de navires de nos anciens alliés, Polonais et Est-Allemands. En outre, l'afflux sur le marché des anciens paquebots et

bateaux de pêche soviétiques a contribué à faire baisser les prix de la ferraille.

L'Inde a accepté de convertir en ferraille trois de nos croiseurs, le Jdanov, l'Amiral Siniavine, le Vice-amiral Drozd, qui ont déjà quitté les ports de la mer Noire et de l'Extrême-Orient pour celui d'Alang.

Quiconque le désire peut aujourd'hui acheter nos sous-marins atomiques afin de les utiliser comme... centrales électriques flottantes.

C'est seulement depuis la fin 1991 que le Kremlin autorise les matelots à se livrer à des activités commerciales, car il s'avéra que les Forces navales sans abri et affamés, étaient prêtes à se convertir sur ces transactions en bandes anarchistes. L'État, il est vrai, a établi des impôts très élevés et exerce un contrôle rigoureux. Par exemple, lorsque la mairie de Vienne eut demandé qu'on lui vende un sous-marin à diesel « pour des excursions, des réceptions et des promenades sur le Danube » à un prix double de celui de la ferraille, Moscou a refusé, préférant sans doute que notre sous-marin pourrisse plutôt que de voir les Autrichiens avaler leur bière sous un périscope soviétique. La même fin de non recevoir attendait les Japonais qui voulaient faire du croiseur Siniavine un hôtel flottant, ainsi que les Américains qui avaient demandé d'acheter un sous-marin pour en faire un musée sur la vie des sous-marinières soviétiques.

En 1991, nos marins ont gagné 7,5 millions de dollars grâce à l'exportation de 15 navires destinés à la ferraille (tonnage de 54 000 tonnes). Un immeuble de 270 appartements coûte aujourd'hui un million de dollars, soit le prix d'un croiseur envoyé au rebut. Or, il y a dans la marine plus de 23 000 sans abri.

Il est donc possible de les aider. Dès 1991, les dirigeants des Forces navales soviétiques avaient engagé avec les États-Unis des négociations pour construire à parts égales dans tous les ports de la marine de guerre (Sébastopol, Novorossiisk, Evpatoria, Baltiïsk, Saint-Pétersbourg, Sévéromorsk, Nakhodka, Vladivostok, et autres) des unités de pompage pour amener sur le bateau le gaz et le pétrole des gisements de Sibérie. La corporation américaine, Conti Link Group Ltd, était prête à construire, en trois ou quatre ans, sur le compte de ses bénéficiaires, 30 000 appartements selon des projets américains, avec leurs propres technologies et leurs matériaux, pour les marins de toutes nos flottes.

Le 26 juillet 1992, les bâtiments de combat de la Russie ont fait leurs adieux au drapeau soviétique, remplacé par l'étendard de Saint-André sous lequel la flotte russe, avait, durant deux siècles, défendu la patrie et accru sa gloire militaire. Notre flotte est la seule au monde à avoir pour signal : « Je péris mais ne me rends pas ».

## IV. LE POUVOIR AU CENTRE

### *L'industrie et la science axées sur les besoins militaires*

Mais qui a dit que notre flotte ne sert à rien ? Les autorités de Nijni Novgorod (baptisé Gorki sous les communistes) voulaient sérieusement que Boris Eltsine les autorise à vendre à l'étranger un sous-marin géant estimé à 5 milliards de dollars dont la construction est en cours dans les chantiers navals de la Volga. La situation dans la région de Nijni Novgorod est des plus mauvaises, comme du reste partout ailleurs. Les kolkhozes déficitaires sont la véritable peste de l'économie car, tout en étant incapables de travailler, à cause des prix du matériel agricole qui ont grimpé des centaines de fois, ils s'acharnent à ne pas transmettre les terres aux fermiers. D'un autre côté, plus personne ne croit l'État, ne lui vend le blé, les légumes et la viande, que ce soit pour des roubles ou pour devises, du fait que tout le monde craint l'inflation, le gel des comptes bancaires, les impôts, etc.

Gorki, ville de 2 millions d'habitants où avait été relégué l'académicien Andreï Sakharov, fut toujours fermée aux étrangers, parce que presque toutes ses usines étaient rattachées à la défense. L'usine Krasnoïé Sormovo n'est pas connue seulement pour ses sous-marins : il y a 15 ans, c'est ici qu'on fabriquait les éléments et les composantes d'une chose gigantesque de 100 m de long et dotée d'un moteur à réaction et qui fonçait sur la mer Caspienne à une vitesse de 800 km/h et à une hauteur de 10 à 12 m. Avec 20 moteurs, cet écranoplan peut transporter 1 500 tonnes, soit 3 000 passagers ou 200 soldats avec chars, hélicoptères et autres équipements lourds. Aujourd'hui, c'est une équipe soviéto-américaine financée par le Pentagone qui œuvre à mettre au point ce genre d'appareils, dont les premiers spécimens d'une valeur de 500 millions de dollars verront le jour au plus tard en 1996. Ils rallieront New York à l'Europe plus rapidement que les Boeing 747, mais le billet ne coûtera que 200 dollars. Au total, la conception de cet appareil aura coûté 15 milliards de dollars aux États-Unis.

Au début de l'été 1992, les commandes militaires avaient été réduites de 85 % à Nijni Novgorod. Mille personnes ont été licenciées de l'usine d'aviation Ordjonikidze, car on n'a plus besoin d'une telle quantité de MIG. Nul ne sait également que faire des stocks d'explosifs à la plus grande usine de ce genre de la CEL. A Krasnoïé Sormovo, on a commencé à couper une partie des sous-marins non achevés pour s'atteler entièrement à la production civile. Mais les tirs de missiles se poursuivent aux terrains d'essais de l'usine de constructions mécaniques de Nijni Novgorod, tandis que les physiciens atomistes de la ville fantôme Arzamas-16 (elle n'existe pas sur les cartes) cherchent du travail à l'étranger. Au lieu de 20 dollars par mois, ils auront droit à 60 000 dollars par an, car ils connaissent à la perfection le mode de fabrication des bombes nucléaires. La situation a été quelque peu allégée par la mise aux enchères de très petites entreprises du secteur tertiaire, depuis le printemps 1992, dans tous les chefs-lieux de district de la région de Nijni Novgorod. Cette ville a vu accourir tout le gouvernement russe soucieux d'éviter une explosion sociale due au chômage.

A Moscou, ce sont 700 000 personnes qui sont employées dans l'industrie de guerre. En été 1992, un tiers d'entre elles ont été mises au chômage technique, d'autres ont dû passer à la semaine de travail de trois jours. 25 % des ouvriers et employés seront licenciés à l'automne et au début de 1993, 50 % des effectifs devraient accéder au statut de chômeur. Les espoirs de contacts avantageux avec des firmes occidentales se sont avérés illusoire, ces dernières s'efforçant de réaliser en Russie les commandes les plus « noires », les plus écologiquement sales, notamment dans le secteur de la métallurgie et de l'énergie. En été 1992, le salaire moyen des employés de l'industrie de guerre à Moscou était de 1 200 à 1 700 roubles (8 à 12 dollars). Or, tout récemment, il s'agissait de l'élite, des ouvriers, chercheurs et directeurs les mieux payés du pays. Tout ce qu'il y avait de meilleur chez nous leur était destiné, distribué en priorité et pour trois fois rien.

Dans les beaux immeubles de briques rosés et rouges à la périphérie de Moscou ne vivent aujourd'hui que ceux qui travaillaient dans le secteur de la défense. Et lorsque, à 5 ou 100 km de la capitale, on aperçoit une maison de ce genre, c'est qu'une usine de guerre se trouve à proximité. Dans la région de Moscou, une personne sur deux employée dans le secteur primaire travaille dans les entreprises du complexe militaro-industriel. Les entrepôts y accumulent pour environ 2 milliards de dollars de matériel militaire non encore payé par le commanditaire.

La firme célèbre d'hélicoptères russes N. Kamov et la compagnie américaine Group Vector se sont entendues pour produire et vendre en commun l'hélicoptère KA-50, connu sous le nom de Hokum dans les pays de l'OTAN. Cet engin d'assaut blindé à une place, à fauteuil catapulté est destiné à l'armée russe, mais les appareils vendus à l'étranger seront équipés d'armes antichars et d'appareillage de navigation de production occidentale. Quant à l'Aérospatiale française, elle construira avec l'usine N. Kamov une série d'hélicoptères à cinq places de conception nouvelle.

L'Institut central de matériaux aéronautiques, ayant perdu les commandes militaires pour des dizaines de ses laboratoires uniques en leur genre, proposent, en 1992, « n'importe quoi en titane » depuis les prothèses jusqu'aux gilets pare-balles et au blindage d'automobiles. La CEI produit plus de titane que tous les autres pays du monde réunis. Du reste, l'Institut précité peut aussi confectionner des gilets pare-balles en acier qui ne sont pas moins bons que ceux en titane et qui valent cinq fois moins cher.

Ceux qui fabriquaient naguère des roues pour avions et pour la navette spatiale Bouran les vendent aujourd'hui à la General Motors et à d'autres compagnies automobiles. Ces disques roulent sans dommages même sans pneus.

On peut qualifier de « Houston russe » l'Institut central de recherches en constructions mécaniques à Kaliningrad, dans la région de Moscou, qui emploie 30 000 personnes et dans l'enceinte duquel il a été même possible d'installer le centre de contrôle des vols spatiaux. Après avoir perdu près de la moitié de ses commandes militaires en 1992, cet Institut a proposé au gouvernement de mettre en place un système de communications exceptionnel qui, sans satellites, pourra desservir 70 millions d'abonnés dans l'ex-URSS. Il suffirait pour cela de relier entre eux les centaines de milliers de réseaux de communication sectoriels et administratifs dans le

domaine militaire, de l'énergétique et des transports. L'Institut a déjà élaboré pour 3,5 millions de roubles un micromodèle de ce système en reliant entre elles, seulement en un mois et demi, 16 bourses et banques de la CEI. Or, la Banque boursière de Russie aurait dû verser 3 millions de dollars pour installer le système SWIFT analogue.

Les entreprises et instituts du secteur militaire sont prêts, en quête de ressources, à s'occuper également d'informatique financière et à vendre à tout le monde les services de réseaux de communication fermés tels que Istok, Iskra et Effekt, qui permettent de transmettre des données, les communications par fax et le courrier électronique. Le permis d'installation de radiotéléphone Altaï coûtait plus de 2 millions de roubles en été 1992. L'installation de téléphones à Moscou et dans d'autres villes de la CEI avec droit de branchement sur le réseau téléphonique international est évalué jusqu'à 1,5 million de roubles, soit 10 000 dollars.

Le complexe militaro-industriel est prêt non seulement à vendre ces vieilleseries, mais aussi à convertir au système digital ou aux fibres optiques nos réseaux téléphoniques civils. La mise en place d'une ligne transsibérienne à fibres optiques, dont le projet gigantesque existe déjà, sera profitable au monde entier et pourrait rapporter un bénéfice annuel d'au moins 2 milliards de dollars, même en ne fonctionnant qu'à 3 % de ses capacités. La rentabilité d'une telle ligne, essentiellement source de profits en devises, la placerait au troisième rang, après l'exportation des matières premières et le commerce d'armements.

## **1. S'il n'y avait pas de restrictions du COCOM**

Depuis le 1er juillet 1992, on peut importer en CEI le câble optique d'une capacité de 140 Mb par seconde, alors qu'il en faudrait au moins 565 pour la ligne transsibérienne. Notre industrie de la défense est prête à utiliser les meilleurs équipements nationaux pour 75 % du coût du projet. Le câble optique reliant l'Europe au Japon pourrait indéniablement redonner vie aux régions orientales de la Russie.

Le rapport des réseaux principaux de communication électronique en URSS et aux États-Unis était estimé en 1991 à 1 pour 20. Aussi conçoit-on avec quel enthousiasme l'industrie de la défense, aujourd'hui fortement réduite, est prête à participer non seulement à l'installation de la ligne transsibérienne mais aussi au regroupement des réseaux de câbles locaux des villes sibériennes, qui seraient reliées par de grandes lignes de fibres optiques. En outre, est déjà approuvé à tous les niveaux le programme d'Etat de développement du système de liaison par satellite et de transmission Rossia pour 1992-2000.

Autre forme de la reconversion de l'industrie militaire, peut-être la plus importante : la réorientation du complexe militaro-industriel en matière de combustible et d'équipement, car il est révolu le temps où le pétrole et le gaz rapportaient des devises faisant vivre le pays et rivalisant ainsi avec le tout-puissant complexe militaro-industriel.

S'il est un domaine où la réforme économique peut donner des résultats impressionnants en Russie, c'est dans ce qu'on appelle les « boîtes postales », dans les entreprises entourées de barbelés. Par exemple, à Friazino, dans la région de Moscou, les 40 000 habitants sont presque tous rattachés à Istok, un des ouvrages les plus secrets de l'ancien ministère de l'Industrie électronique de l'URSS. C'est ici que sont réalisés les systèmes de guidage qui frappent une cible depuis n'importe quelle altitude et aussi bien que les systèmes américains analogues. En ce qui concerne les technologies de très haute fréquence, nous avons su rester au niveau mondial et même être les premiers dans certains secteurs. C'est justement à Friazino que furent créés « yeux et oreilles » pour la navette spatiale Bouran, tous les systèmes de navigation et de radiodétection, les systèmes de pointage extrêmement précis et de communication par satellite.

Par suite du retrait des commandes militaires, Istok a dû ouvrir ses portes aux firmes étrangères, mais seule la Chine et la Corée du Nord ont pu acquérir pour l'instant ces technologies de pointe. Il serait possible de vendre sur le marché intérieur des silos à haute fréquence pour stocker la récolte, des systèmes pour le traitement du bois et la cuisson des briques, des appareils d'auscultation et laser pour la médecine. Mais on manque d'argent pour mener à bien ces projets plus que louables. Et au lieu de cela, les ateliers secrets doivent fabriquer des poignées pour les yachts américains, employer les machines-outils allemandes à confectionner des lampes d'éclairage pour les commanditaires étrangers.

Allons maintenant à Sétoun, près de Moscou, où se trouve l'Institut central des alliages légers : c'est avec des matériaux contenant du titane qu'on y fait des anneaux pour le moteur à réaction du MIG-29, des tubes de forage en aluminium qui permettent d'atteindre des profondeurs records sur la presqu'île de Kola. Des sociétés anglaises et allemandes ont souhaité acheter des technologies pour la confection de panneaux métalliques ultra-légers de 27 m de long destinés à la fabrication de wagons ferroviaires rapides et de gros camions. Cet Institut propose également des silos à céréales, aisément montables, d'une capacité de 1 000 tonnes, pourvus de séchoirs qui peuvent être transportés en hélicoptères à n'importe quel endroit, ou bien des carcasses pour couvrir d'une seule bache un hectare de sol.

Le bureau d'études d'aviation Radouga à Doubna, la ville des physiiciens, évincé du budget du ministère de la Défense, s'est mis à produire en série à son usine expérimentale des installations éoliennes d'une puissance de 250 kW, des deltaplanes, des antennes paraboliques. Il est également disposé à envoyer dans l'espace les satellites de divers pays à l'aide d'une fusée russe lancée depuis un avion tout aussi russe, sans que son orbite soit dictée par l'emplacement du cosmodrome.

En juillet 1992, le président Eltsine a signé un décret sur l'aménagement d'une voie ferrée ultrarapide reliant Saint-Petersbourg à Moscou. C'est aux usines militaires de Russie qu'il incombe de mettre au point et de construire d'ici à la fin du siècle des trains de type nouveau, capables d'atteindre une vitesse de 400 km/h.

Bien des choses sont aujourd'hui vendues en Russie. N'ayant pas la possibilité d'installer en RFA tous les « Soviétiques allemands », Bonn a

accepté d'accorder 100 millions de marks pour reconstituer une autonomie allemande sur le territoire des régions de Saratov, Samara et Volgograd. Un consulat allemand vient de s'ouvrir à Saratov afin d'aider les Allemands ethniques déportés par Staline au Kazakhstan et en Asie centrale à revenir non pas en RFA, mais sur les bords de la Volga. Mais qui viendra en aide aux 25 millions de Russes qui se sont retrouvés hors de la Russie après l'effondrement de l'URSS ? Le complexe militaro-industriel ne semble guère disposé à déboursier son argent.

Il faut dire que nos armes ont toujours été très demandées. Nous en avons fait cadeau à l'Afghanistan et à l'Ethiopie, les avons vendues à crédit à l'Irak, à la Libye et à la Yougoslavie, les avons fournies au rabais aux pays socialistes « frères ». A tel point que la RDA, par exemple, revendait ensuite secrètement des lots d'armes soviétiques à... la CIA. En 1982-1985, les spécialistes américains venaient spécialement à Berlin-Est pour ramener en avion les nouveautés de l'armement soviétique pour les étudier ensuite chez eux.

## **2. Qui pourrait nous acheter des dizaines de milliers de tanks ?**

Aucun pays n'est en mesure de le faire, même si on les remet gratis. Le transport à lui seul coûte très cher, sans compter que les systèmes d'armements ne cessent de se perfectionner. La majeure partie de nos chars ne peuvent servir qu'aux partisans dans les États de la CEI ou à la ferraille. Certes, les acheteurs des pays en développement engagent volontiers des pourparlers à ce sujet, mais n'est-ce pas en réalité pour faire baisser les prix du matériel occidental qui leur a plu ?

*« La mise en place du complexe militaro-industriel a absorbé de 80 à 90% des ressources nationales, qu'il s'agisse des matières premières, des moyens techniques, financiers et intellectuels. Ce complexe avalait en fait tout ce qu'il y avait de meilleur et de plus dynamique en Russie, y compris les principales capacités économiques, les technologies de pointe, les meilleurs matériaux et spécialistes. C'est pourquoi le complexe militaro-industriel est pour ainsi dire le symbole de notre économie, et que sa reconversion est à cet égard synonyme de la réforme économique. »*

Ces paroles qui ont fait florès appartiennent au conseiller du président de Russie A. Rakitov. Les officiels soviétiques n'avaient cessé de mentir durant des décennies, jusqu'en 1989, et presque fini par croire eux-mêmes que les dépenses militaires en URSS ne constituaient que 4,2 % du PNB.

Les États-Unis fléchissent sous des dépenses militaires trop lourdes qui s'élevaient à 6,1 % du PNB, or, nous avons été contraints d'admettre il y a trois ans que nos propres dépenses dans ce domaine atteignaient plus de 30 % du PNB. C'est à ce prix suicidaire que nous parvenions à maintenir la parité avec les États-Unis en matière d'armements et à dépasser notamment l'OTAN pour les armes chimiques, le matériel blindé, l'artillerie et certains types de missiles. Lorsque les missiles de moyenne portée durent être détruits conformément au traité signé par notre pays, il apparut que les

États-Unis possédaient 826 missiles contre 1 846 en URSS. Leur conception et production avaient coûté 600 milliards de roubles à l'Union soviétique, soit à peu près l'équivalent en dollars, compte tenu qu'à l'époque un dollar valait 60 kopecks officiellement et 4 roubles au marché noir.

L'économie de l'URSS se maintenait à flot grâce aux pétrodollars obtenus au prix de la destruction totale de l'environnement et de son exploitation forcenée. Les ressources du sous-sol fondaient à vue d'oeil ; les gens ne s'enrichissaient pas et leur vie ne cessait de s'abrèger. Les vieillards du Kremlin continuèrent pourtant de se livrer à ce terrorisme coûteux lorsque le flot de pétrodollars commençait déjà à s'épuiser. Le comble de l'absurde était que la Russie, jusqu'à mars 1992, a produit des armements au même rythme qu'auparavant. Bien que, conformément aux accords signés avec l'Occident, une partie de ces armes dût être périodiquement détruite. A la fin de 1991, seulement 12 des 5 000 usines militaires existant en URSS, avaient été fermées.

Le tournant s'est opéré à l'été 1992, lorsque la société a commencé à comprendre que la réduction de 70 % des commandes d'armements, décidée il y a peu, allait devenir effective et que l'État ne sera pas en mesure d'acheter la plus grande partie de ce qui était déjà produit par les usines militaires. L'armée et les dirigeants du complexe militaro-industriel ont poussé les hauts cris, gémi en voyant disparaître leurs privilèges et brandi devant la société l'épouvantail du chômage massif et de la perte de la superpuissance que possédait l'URSS.

Pourtant, à la fin du XXe siècle, la puissance d'un État se définit par son aptitude à maîtriser les technologies de pointe qui ont un double emploi, civil et militaire, et non par la seule production militaire, comme c'était le cas chez nous. Le prix de deux porte-avions et de cinq sous-marins atomiques est si élevé que cet argent suffirait à régler le problème du logement pour tous les militaires, ou à verser durant un à trois ans une forte allocation au personnel des usines militaires, le temps qu'elle s'engage sur des rails pacifiques. En effet, le montant des salaires dans l'industrie militaire atteint 5 à 10 % de toute les dépenses productives.

Une grande partie des usines militaires de Russie vont s'arrêter si elles ne l'ont déjà fait. Car il n'est plus question de dilapider en vain autant d'énergie, de matières premières et de matériaux précieux. Il va falloir au contraire se mettre à produire des choses utiles, et comme les usines militaires ne peuvent pas s'arrêter pour toujours, elles se mettront à fabriquer les avions civils, des équipements médicaux et agricoles, des maisons et des automobiles, du matériel sanitaire et de la vaisselle. Notre société pourra bientôt pousser des soupirs de soulagement. Nous aurons cessé de troubler la paix mondiale, de fournir argent et armes à tort et à travers, et la communauté mondiale aura modifié son attitude à notre égard. Nous ne serons plus limités de façon douloureuse par des sanctions comme celles du COCOM, qui nous empêchent d'acheter ceci ou cela, de verser des taxes démentielles, etc.

Mais en attendant, les directeurs du complexe militaro-industriel et les généraux effrayés ne veulent pas comprendre que nos tentatives de vendre de grands lots d'armements à droite et à gauche, en faisant du dumping, ne sont pas accueillis de la même façon partout dans le monde.



Le fait est que le besoin en armements a nettement baissé depuis la fin de la guerre froide, c'est-à-dire depuis la disparition du PCUS de l'arène politique.

La Russie est devenue une société ouverte, ce qui se traduit par la disparition du régime du secret global et par la possibilité pour le complexe militaire de vendre sur le marché tous les brevets (ou presque) dont il dispose. 80 000 à 85 000 inventions étaient enregistrées chaque année chez nous. La vente de brevets à l'étranger, la production chez nous de certains éléments et pièces commandés par des firmes occidentales peuvent nous assurer de régulières entrées en devises. La collaboration spatiale avec les Français, l'échange de technologies avec la Corée du Sud, la participation de la Russie au programme ouest-européen Eurêka, la collaboration avec nos 20 millions de compatriotes à l'Occident, sont autant de chances qui nous sont données de survivre. Nos réalisations sont effectivement indiscutables dans le domaine de la photo spatiale, des lasers, de la soudure, des composites. Dans nombre de secteurs, nous avons obtenu des résultats considérables aux étapes précédant la production en série.

Les industriels étrangers n'ont jamais mis le pied sur une très grande partie du territoire de l'ex-URSS, du moins jusqu'en 1992, lorsque le régime de secret s'est relâché et que le complexe militaro-industriel s'est mis en quête de partenaires étrangers. Il faut qu'ils nous apprennent à réduire notablement les pertes en matériaux et en énergie par unité de production. Le duo maffieux constitué par l'industrie militaire et par les généraux avait toujours pu obtenir de l'État n'importe quelle quantité d'argent ou de main-d'œuvre. Le passage aux lois du marché va réduire en Russie la consommation de houille, de pétrole, de métal, d'énergie, de tissus, etc., de 50 %. Il deviendra réellement possible de fermer les centrales atomiques de Russie, « toutes ces bombes nucléaires qui donnent provisoirement de l'électricité ». La justesse de ce propos émis par une commission internationale chargée d'inspecter nos centrales atomiques a été confirmée dans les pages des Izvestia par A. Yablokov, conseiller d'État de la Fédération de Russie pour la politique en matière d'écologie et de protection de la santé. C'est que ces centrales atomiques ne fournissent que 12,5 % de l'énergie électrique, soit bien moins que la consommation du complexe militaro-industriel.

### **3. La reconversion est possible en Russie**

Au cours des quatre dernières années, la part de la production civile dans le complexe militaro-industriel a doublé, passant de 42 à 81 %. Ce sont les usines militaires qui produisent pratiquement tous les récepteurs radio, téléviseurs, appareils photos, magnétophones, magnétoscopes et frigidaires de Russie, ainsi que 72 % des aspirateurs, 66 % des machines à laver, et des fourneaux électriques, environ la moitié des motos et bicyclettes. Ajoutons-y plus des trois quarts des équipements technologiques de l'industrie légère et alimentaire, du commerce et de la restauration publique, plus de 80 % des équipements médicaux. C'est également l'in-

dustrie militaire qui produit 100 % des tramways, 95 % des ordinateurs, 88 % des moteurs à diesel, 33 % des wagons de marchandise, sans oublier les tracteurs, les machines-outils et les automobiles.

Le morcellement (démonopolisation) des monstres du complexe militaro-industriel et leur privatisation au moins partielle ne pourront qu'attirer chez nous les petits et moyens patrons occidentaux qui acceptent seulement de travailler avec les entreprises non étatisées. Les grandes firmes étrangères peuvent seules se permettre d'affronter notre appareil de bureaucrates.

La réduction de la puissance économique et du pouvoir politique du complexe militaro-industriel allégera considérablement le budget d'État. Les contribuables ne seront plus obligés, à leur insu, de payer l'aménagement et l'équipement à Moscou d'une véritable cité secrète et souterraine, inhabitée, qui occupe des dizaines d'hectares à proximité du haut édifice de l'Université Lomonossov, entre les avenues Vernadski et Mitchourine. Cette chose incroyable fut construite sous Brejnev, tandis que sous Staline, on avait entamé la construction de lignes de métro secrètes, inconnues du grand public, que l'on continue d'aménager aujourd'hui. Les dépenses pour ce métro-2 secret dépassent celles pour le métro ouvert au public. Ce métro-2 passe plus bas, sous les lignes radiales et circulaire du métro ordinaire, avec des sorties dans tous les établissements centraux de la capitale, dans les aéroports et dans les principales datchas des dirigeants du pays.

Tout cet exotisme fera la joie des touristes de demain. Et ce n'est d'ailleurs qu'une bagatelle en comparaison de l'envergure avec laquelle l'argent du peuple a été dilapidé et volé. Aucune commission parlementaire de la Fédération de Russie n'avait pu, jusqu'à l'été 1992, obtenir du ministère de la Défense, des données exactes sur les articles du budget militaire. Certes, c'est le Soviet suprême qui définit chaque année ce dernier, mais les militaires disposent également de revenus tout à fait ignorés de parlementaires.

Les archipels du commerce militaire, avec toutes les marchandises possibles et imaginables, les sovkhozes et entreprises de l'armée, la vente d'armes, de moyens de transport et de biens immobiliers rapportent des sommes nullement négligeables que les militaires préfèrent passer sous silence : il s'agit là d'un secret d'État qui n'est même pas révélé aux députés jouissant d'une confiance particulière. A peu près comme la liste des citoyens américains, qui travaille aujourd'hui pour notre espionnage. Une section tout à fait secrète, dite Parkovoïé, de la Banque d'État se trouve dans l'édifice du célèbre Aquarium (GRU, Service de renseignement de l'État-major général), au 73b, de la route Khorochevskoïe. Et même au Département financier central du ministère de la Défense, dont relève le Parkbank, seuls quelques responsables sont au courant des activités de cette « section n°2 du service des travaux spéciaux », comme on appelle le Parkbank dans la structure du renseignement militaire. Pas la moindre inspection n'est venue réviser les comptes de cette banque depuis quatorze ans qu'elle existe. Et c'est en profitant de son caractère secret que la firme dite Section boursière militaire, créée par onze dirigeants du commandement principal des Forces armées de la CEI, s'appropriait à mener ses activités financières en cherchant à monopoliser la vente des

biens de l'armée.

Les maréchaux et nombre de généraux de l'ancienne URSS dépassaient de beaucoup, par leurs privilèges, même les membres du Bureau politique. Ces derniers et leurs familles devaient vivre presque cachés, en veillant à ne pas offusquer leur entourage et l'opinion publique. Les enfants et petits-enfants des maréchaux se servaient d'avions personnels pour aller s'amuser à l'étranger et conservaient tous ces bienfaits même après la mort de leurs géniteurs influents. Lorsque les documents de ladite filiale de la Banque d'État seront demain divulgués, on apprendra des choses époustouflantes sur la façon dont les généraux dépensaient notre argent. Aucun doute que cela n'était pas destiné aux millions de soldats à moitié affamés et à leurs familles.

Mikhaïl Gorbatchev, s'étant quelque peu détendu au moment de prendre sa retraite, osa faire remarquer que toutes les difficultés auxquelles se heurtent les réformes en URSS avaient pour origine la résistance qu'opposent les responsables du complexe militaro-industriel, habitués à des crédits illimités. L'ex-président de l'URSS donna des chiffres stupéfiants à l'époque : alors que le douzième quinquennat prévoyait une augmentation de 22 à 24 % du revenu national, les sommes allouées à la « défense » devaient augmenter de 45 %.

Des centaines de millions de dollars furent dépensés par le KGB et le renseignement militaire afin de passer outre aux fameuses restrictions du COCOM pour la vente des technologies de pointe aux pays socialistes. Tous les systèmes d'armements tant soit peu perfectionnés qui virent le jour en URSS dans les années 1980, les célèbres MIG-29 et SU-27, les missiles, chars et sous-marins non moins connus purent être créés grâce au complexe informatique piraté à l'étranger.

Par l'intermédiaire de centaines de firmes prête-noms, mises sur pied à travers le monde avec l'argent de nos contribuables, nous étions à même de voler des dizaines de milliers d'ordinateurs de différents types et un nombre incalculable de périphériques, de logiciels et de pièces détachées. Nous avons appris à faire l'avion géant Mria, accumulé une énorme expérience de simulation de n'importe quelles constructions et situations.

Pourtant, même l'emprunt en masse de matériel et de technologies étrangers ne nous avait pas affranchis de notre analphabétisme en matière d'informatique. Les ressources scientifiques de nos centres d'aviation n'atteignent, par exemple, que 30 % de celle d'une firme comme Boeing. Même dans les entreprises de recherche les plus avancées du complexe militaro-industriel, ce n'est qu'un chercheur sur trois qui est muni d'un terminal graphique, contre un sur un là-bas. Et encore moins si l'on considère l'ensemble de notre industrie militaire : un sur dix. Seulement un sur mille pour tout le pays.

#### **4. L'espionnage industriel n'a fait ni notre richesse ni notre bonheur**

Nous ne disposons aujourd'hui ni d'ordinateurs concurrentiels, ni d'argent pour acheter des lots importants de matériel étranger. La Russie est désormais appelée à rejoindre le COCOM. Il est difficile d'imaginer que la CIA ait eu l'idée de voler la documentation du nouveau supersonique russe. A quel particulier ou à quelle compagnie privée la CIA la vendrait-elle ? Situation on ne peut plus absurde, étant donné qu'un tel vol n'a absolument aucun sens pour la CIA. Mais le chef des renseignements extérieurs russes, E. Primakov a, quant à lui, déclaré que l'économie serait désormais une de ses principales sphères d'activité. Il faut bien sûr défendre les intérêts du pays, mais rien ne sert de voler : c'est à la fois honteux et inutile. Peut-être notre complexe militaro-industriel le comprendra-t-il bientôt et se mettra-t-il alors, avec l'aide du COCOM, à défendre nos propres intérêts d'État.

Pour l'instant, en avril 1992, l'administration Bush a accusé la Russie de poursuivre ses activités d'espionnage contre les États-Unis. De hauts fonctionnaires du FBI ont affirmé que le GRU est plus dynamique qu'auparavant, qui s'emploie à voler les secrets militaires et technologiques de l'Amérique.

Il vaut mieux payer pour tout plutôt que de voler ou de recevoir l'aumône. Ainsi éviterons-nous des situations à la fois honteuses et comiques. Par exemple, lorsque Boris Eltsine, en juillet 1992, se rendit dans une station expérimentale du Kouban et y examina la moissonneuse-batteuse Don construite à Rostov-sur-le-Don, il s'entendit dire : « C'est une bonne machine, les cultivateurs voudraient bien l'acheter, mais elle coûte deux millions de roubles et son travail n'est garanti que pour 18 heures. » Or, si ces mêmes moissonneuses-batteuses avaient une garantie d'au moins de 300 heures, nous pourrions renoncer à acheter du blé en Amérique.

Au XIXe siècle, c'étaient des précepteurs français qui, en Russie, apprenaient à lire aux enfants des riches et leur inculquaient les bonnes manières tandis que des intendants allemands conduisaient les affaires de nos citoyens fortunés. De la même façon, à l'été 1992, c'est le professeur allemand Wolfgang Kartte qui est devenu conseiller du gouvernement russe à Moscou, en même temps que les managers de la firme britannique Braxton Associated et du Crédit commercial français ont pris la tête d'un consortium de compagnies occidentales devant conseiller le gouvernement de Russie pour mettre au point la stratégie et la tactique de la privatisation à venir. Il faudra bien que cela nous aide.

De décembre 1991 à juillet 1992, s'est déroulée la première étape de l'aide humanitaire accordée à la Russie par la Communauté européenne. L'assistance technologique est un processus plus long qui réclame une concertation au niveau intergouvernemental et sa concrétisation dans chaque entreprise. Avant d'accorder de l'argent pour la reconversion de notre industrie militaire, les « donneurs » occidentaux ont envoyé leurs experts en mission de longue durée dans nos principales usines militaires. A Moscou et dans d'autres grandes villes ont été créés des centres scien-

tifiques et technologiques internationaux qui procéderont au recyclage des chercheurs employés jusque-là dans l'industrie des armements.

## V. ...ET LES DROITS DE L'HOMME *Pas de vie digne de ce nom tant qu'existent censure et illégalité*

Les censeurs soviétiques ont sur la conscience des millions de morts.

La presse soviétique a toujours omis de parler de ceux qui sont morts de la main des communistes dans la guerre civile que Lénine anima.

Il était strictement interdit de mentionner dans la presse ou même dans la conversation la terreur déployée par Lénine et Staline contre les paysans, l'intelligentsia, les propriétaires, le clergé, les mécontents du régime.

La presse des années 1930 et 1940 s'est contentée de quelques procès publics qui avaient valeur de démonstration. Les parents de centaines de milliers de fusillés recevaient des autorités, après l'exécution, cette formule mensongère : « Votre frère (père, fils) est condamné à 10 ans de détention sans droit de correspondance ».

Quelqu'un chez nous savait-il seulement quelle ampleur réelle avaient le massacre des camps de travaux forcés des années 1920 à 1950, ou bien nos pertes de la Seconde guerre mondiale ?

Une censure impitoyable aidait à dissimuler à l'opinion publique nationale et mondiale tous les crimes du régime, toutes les erreurs de la politique économique. A l'époque de Lénine et Staline, aussi bien que celle de Khrouchtchev et Gorbatchev, toutes les statistiques étaient faussées. Même celles qui portaient la mention « Réserve au service » ou « Secret ». Très loin du réel se situaient les bulletins du KGB et des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense, et jusqu'aux rapports scientifiques des instituts de recherche en sciences humaines et comptes rendus optimistes des institutions soviétiques en tout genre, du ministère ou de l'école supérieure à la station épidémiologique ou au centre de recyclage des matériaux de récupération. Les responsables de tous les niveaux savaient exactement quel rapport officiel les supérieurs attendaient d'eux.

Le silence complet et l'inaction d'une presse obligeante et servile garantissaient à jamais les autorités de tout scandale public. La critique dans la presse a toujours été dosée et approuvée d'en haut. Notre société perdait des millions d'hommes dans les tranchées et sur les chantiers d'abattage, dans les bagnes des chantiers communistes et dans les chambres d'hôpital où les médicaments étaient absents. Nos citoyens respiraient à longueur d'années l'air vicié de villes-dépotoirs, mangeaient des aliments empoisonnés par des engrais nocifs, vivaient dans la promiscuité des logements communautaires et se dénonçaient mutuellement. La « guerre

froide » de la Russie contre l'Occident et le bon sens s'est poursuivie pendant soixante-dix ans au cours desquels les dirigeants du monde libre embrassaient volontiers les secrétaires généraux du PCUS, leur prêtant un semblant de légitimité et bénissant, pour ainsi dire, leur règne.

Sous Gorbatchev le Réformateur, la censure préliminaire des médias a existé jusqu'au 1er août 1990, date à laquelle elle a été abolie par la nouvelle Loi sur la presse.

## **1. Si la Loi sur la presse était tombée cinq ans plus tôt, il aurait été possible de sauver des millions de gens des effets de Tchernobyl**

Mais ainsi, à cause du silence de la presse, le transfert des populations des régions touchées par la radiation a été retardé de plusieurs années, et pendant ce temps-là, le pays tout entier se gavait de produits agricoles empoisonnés et les personnes irradiées touchaient 15 roubles d'indemnités par mois (à l'époque cela faisait trois dollars) ; personne ne les soignait à proprement parler ; les régions contaminées ne recevaient pas d'aliments « propres », etc. Ce n'est que cinq ans après la catastrophe que les autorités ont fait publier les cartes gardées secrètes pour tous (y compris les dirigeants locaux) de la Russie d'Europe, portant les énormes taches des zones contaminées par les pluies radioactives de Tchernobyl. Le sujet cessa dès lors d'être tabou pour la presse, et nous avons appris que dans la seule ville balnéaire de Sochi l'on avait relevé 800 secteurs radioactifs. Après cinq ans (!), on nous a dit que tout le thé provenant du littoral géorgien de la mer Noire était empoisonné et que l'URSS avait acheté et avait eu le temps de faire avaler à sa population des dizaines de milliers de tonnes de thé de Turquie qui contenait encore plus de césium et de strontium que le thé de Géorgie.

Ce n'est qu'avec l'abolition de la censure, en 1990, que nous avons appris qu'à l'avènement de Gorbatchev, la guerre d'Afghanistan s'est plus que jamais étendue, gagnant une intensité inédite. L'URSS s'est retirée de ce pays en 1989, ayant finalement acquis la conviction que la guerre ne pourrait être gagnée qu'en décimant les Afghans jusqu'au dernier.

En soi, l'abolition de la censure n'a pas changé grand chose dans un pays où le PCUS détenait de facto le monopole de la télévision, de l'impression, du papier et de la diffusion de la presse. L'URSS s'est émietlée à cause de l'éternel et ardent désir de toutes les républiques fédérées d'échapper à la presse inexorable du Kremlin. Pour s'en venger, celui-ci a monté de toutes pièces, vers la fin des années 1980, grâce aux efforts du KGB et des services d'espionnage, des conflits interethniques (entre Arméniens et Azéris, entre Géorgiens et Ossètes, entre Turcs de Meskhétie et Ouzbeks), brusquant l'oligarchie nationaliste en Ouzbékistan et au Kazakhstan, dans les républiques baltes et en Géorgie, en Arménie et en Moldavie.

Dans toutes les républiques fédérées, la presse appuyait ouvertement ou sous des formes dissimulées les nationalistes que tout le monde appelait

« démocrates », sans doute pour les distinguer plus facilement des communistes staliniens. Il est bien connu qu'on ne peut faire travailler les gens que sous une menace mortelle ou en les payant comme il se doit. Lénine et Staline, tyrans sanguinaires, étaient morts ; les pétrodollars de l'époque Brejnev-Gorbatchev s'étaient taris. Aussi fuyait-on Moscou, pour commencer les satellites d'Europe de l'Est, puis les républiques fédérées ; c'est le tour maintenant aux anciennes entités nationales autonomes de la Russie, sinon des régions économiques entières à l'Est de l'Oural.

La privatisation traîne en longueur en Russie. Ou plus exactement, elle n'a pas encore commencé, bien qu'aient cessé d'exister le marxisme-léninisme, l'URSS et le PCUS, bien que la glasnost ait fait son apparition, ainsi que les élections libres. Mais l'esprit du KGB est vivant, c'est-à-dire que le pouvoir n'a pas la culture politique et le bon sens nécessaires pour reconnaître les avantages évidents que présente une presse émancipée.

Quoi qu'il en soit, les médias russes disposent d'une plus grande liberté que toutes les autres institutions et couches de population. Depuis août 1990, tout citoyen de la Russie peut fonder un journal (une station de radio ou de télédiffusion, une maison d'édition), et beaucoup en ont profité. Et il n'y a rien d'étonnant à cela. La glasnost a été la première et unique acquisition réelle de la perestroïka gorbatchévienne. Le discours insolent de publications moscovites telles qu'Ogoniok, Novy Mir ou Les Nouvelles de Moscou strictement contrôlées par le CC du PCUS, a valu à Gorbatchev des crédits occidentaux en 1985-90, qu'il faut rembourser aujourd'hui. Il est vexant, bien sûr, que l'on ne nous ait pas offert le moindre dollar pour avoir cédé l'Afghanistan, la Pologne, la RDA, la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie. Gorbatchev et Eltsine ont offert à l'Occident une opportunité de mettre un terme à la course aux armements et, ce faisant, d'épargner des sommes mirobolantes. Quant à nous, nous n'avons rien vu du Plan Marshall. Parce que nous ne pouvons pas donner les preuves de ce que notre anticommunisme présent n'est point réversible. La privatisation de la majeure partie des biens d'équipement, des lois civilisées pour les investissements étrangers, le respect des droits de l'homme et une presse libre, voilà les conditions sine qua non de notre prospérité.

## **2. La presse russe n'est toujours pas libre**

Dans notre société, il y a le moyen de s'enrichir en consacrant un minimum à l'étude de l'opinion publique et à la publicité. Mais nous avons déjà des centres d'études sociologiques indépendants qui livrent une information fiable. Cela fait à peine un an qu'existent des agences privées de publicité qui remplissent nos médias d'annonces payantes. En 1992, la publicité est devenue pour les médias un poste majeur du budget, presque à l'égal de la presse occidentale.

Les associations de journalistes de Moscou et quelques autres rédactions se sont dotées de leur propre organisme bancaire, la Banque d'innovation pour la promotion des médias, autrement nommée Jourbank. Les éditeurs ont créé Izdatbank.

Les Izvestia, Les Nouvelles de Moscou, Argoumenty i fakty se sont mués en de puissants groupes indépendants au grand regret d'une partie du parlement, du gouvernement et du pouvoir judiciaire. Ne fût-ce que parce que chacun des trois pouvoirs susmentionnés a désormais aux yeux de la population de la Russie une cote de popularité inférieure à celle du quatrième pouvoir : les médias. De nombreux sondages ont confirmé cette confiance publique dont les journalistes jouissent. En 1991, il a été enregistré en Fédération de Russie deux mille périodiques indépendants, des dizaines de chaînes de télévision régionales.

Dans la Loi sur la presse, entrée en vigueur en février 1992, les parlementaires sains d'esprit n'ont pas réussi à faire passer le principal : il fallait interdire de façon catégorique à tous les organes du pouvoir — Soviets, parlements, gouvernements, administrations, mairies — d'intervenir en qualité de « fondateurs », c'est-à-dire propriétaires de journaux, de revues, de stations de télévision et de radio. C'est une ineptie d'obliger les contribuables à financer de tels médias. Et puis quel point de vue la Rossiïskaïa gazeta, par exemple, doit-elle défendre, elle qui est publiée par le Soviet suprême de Russie ? Ce parlement compte des dizaines de groupes : comment vont-ils se partager les pages ?

La presse russe a cessé de faire office de procureur bénévole. A chaque critique d'un journal, l'officiel local se devait de faire à la rédaction un rapport sur les mesures qu'il avait prises. C'en est fini de la « dénonciation en haut lieu ». Pour ce genre de choses, il existe des tribunaux. Mais nous voilà tombés dans l'extrême contraire. Les témoignages contre des politiciens ou des industriels n'ont aucune incidence sur leur carrière du fait de la déficience des structures de l'opinion publique. La malhonnêteté et l'incompétence élémentaires, la concussion et le vol seraient chez nous plutôt une norme de conduite pour le fonctionnaire qu'une exception à la règle. Avocats et journalistes ne sont pas encore, en Russie, les premiers défenseurs des droits de l'homme, mais ils se feront progressivement à ce rôle ; du moins si le prestige social de ces deux professions gagne en importance.

Un Fonds pour la défense de la glasnost a été institué en février 1991, juste après les fameuses opérations du KGB et du contre-espionnage à Vilnius et Riga. Des journalistes sont morts ou ont été persécutés, licenciés pour avoir osé critiquer. Mais le Fonds indépendant n'a pratiquement pas d'argent pour épauler les familles des journalistes et les publications en difficultés.

Au printemps 1992 a débuté une nouvelle offensive contre la liberté de la presse en Russie de la part des structures du pouvoir : parlement, gouvernement, administration des régions et des provinces. Le président Eltsine et le vice-premier ministre Poltoranine (qui est en même temps ministre de la Presse), sont parmi les rares personnages qui, en haut lieu, réfrènt encore l'offensive de la nouvelle cohorte des puissants contre la presse. En fait, la presse est chez nous incontrôlable, dans le meilleur sens du terme. Mais pas libre.

Elle a trop peu d'argent pour être indépendante. Il faut des bureaux, des appartements pour les collaborateurs (c'est-à-dire qu'il faut que les journalistes touchent suffisamment pour qu'ils puissent payer un fort loyer), des



équipements d'imprimerie, du papier, etc. Mais voilà l'État qui propose de financer tous les journaux et magazines. Et payer encore pour les feuilles les plus utiles. Les journalistes ont accepté en chœur et chaleureusement applaudi à cette initiative généreuse en février 1992. Ce qui a immédiatement donné au président du Parlement russe Khasboulatov le prétexte de s'exprimer comme suit devant les journalistes :

*« La presse ne doit pas se bercer de l'illusion qu'elle est un quatrième pouvoir. Vous ne signifiiez rien ! Quelqu'un d'entre vous aimerait peut-être que j'intente un procès ? Mais je me fous de ce quatrième pouvoir ! »*

La paupérisation de la population de la Russie ajoutée aux multiples erreurs des législateurs et du gouvernement fait naître chez ces derniers la tentation passionnée d'accuser... les journalistes de tous ces maux. En 1993, si l'on en juge d'après les projets de loi sur le Code pénal et les Conseils de surveillance qui ont la haute main sur les médias, les journalistes devraient retrouver leur condition de commis du parti (du PCUS ou d'un quelconque parti démocrate). C'en sera fini de la liberté. Ils ne pourront plus désormais, sans risque de se retrouver derrière les barreaux, parler des dilapidateurs des fonds publics qui, sous le régime des démocrates, ont fait pâlir de jalousie les aigrefins du PCUS.

### **3. La presse de Russie est sévèrement punie pour ses discours critiques**

Pour le seul mois de juillet, la tonne de papier est passée de 18 000 à 30 000 roubles. L'État s'accroche à son monopole de la production de papier et en fixe le prix. Les papeteries regorgent de produits finis que les éditeurs sans le sou ne peuvent acheter. Et néanmoins l'État a procédé à une nouvelle hausse à la veille de la campagne d'abonnement pour 1993, quasiment certain de la faire échouer. C'est ce même but que poursuit la politique pratiquée par les services publics postaux. En été 1992, on a appris que l'année suivante, et c'est là une première dans l'histoire, le prix de vente du journal, disons des Izvestia, sera moindre que le prix de sa livraison postale à Moscou. Cela alors que les Izvestia assument elles-mêmes le transport des piles de journaux jusqu'aux bureaux de poste. Si bien que l'abonné paiera pour recevoir les Izvestia pendant un mois 60 roubles, plus 80 roubles de frais postaux. Quel est le but poursuivi ? Mais faire en sorte que les journaux soient à portée d'un nombre de lecteurs encore moindre. En 1991, un abonnement d'un an à n'importe quel quotidien revenait environ à 7 roubles ; en 1993, il coûte quelque chose comme 1 700 roubles, soit 250 fois plus. Aucun article de consommation n'a enchéri de cette façon (100 fois est le maximum). Certes, il y a une solution. La mairie peut se charger de payer les postiers et par là-même faciliter la vie des journalistes et des lecteurs. La rédaction ainsi comblée prêterait sans aucun doute une oreille attentive à la voix de la mairie.

Au temps des tsars, Pouchkine, le grand poète, avait pour censeur l'empereur Nicolas Ier en personne, les films soviétiques recevaient l'im-

périale bénédiction de Staline. Quant au directeur du service idéologique du CC du PCUS, un certain Kapto, il a rédigé, en décembre 1988, sur proposition de la Direction littéraire de l'URSS, l'ordonnance du CC du PCUS sur l'équipement de la censure soviétique des moyens techniques nécessaires à l'interception des textes des journalistes étrangers envoyés de Moscou par fax ou ordinateur.

Dans une interview accordée aux Izvestia (30 juin 1992), le ministre des Affaires étrangères de Russie, Andreï Kozyrev, décrivait, avec une franchise tout à fait inhabituelle pour un diplomate, le mécanisme qui a mis en branle les conflits dans les points chauds en Russie et en URSS dans les années 1980-1990 :

*« Une situation incitant au recours à la force est créée en présentant l'information adéquate par le biais du KGB et des départements militaires. Non pas une information tout à fait faussée, mais avec une certaine coloration, tendancieuse ».*

Et Gorbatchev et Eltsine se sont plaints à plusieurs reprises d'avoir pris des décisions sur la foi d'une information erronée présentée par leur administration. Eh bien, c'est justement pour exclure des surprises de ce genre qu'il existe des médias occidentaux de qualité (dans le genre de CNN, du Monde, du Times ou de Time). Leurs monstres sacrés de la plume ou de la caméra TV ne laissent pas mentir. Ou plutôt, il est possible qu'au début on entortille le grand public, mais ces mystifications sont généralement dénoncées par ces mêmes médias. Sinon, s'ils ne s'arrêtaient pas de mentir, plus personne n'y ferait attention, et ils feraient faillite.

Deux correspondants d'ITAR-TASS à Bonn se sont mis en grève en juin 1992, après avoir annoncé par le réseau informatique mondial aux milliers d'abonnés de TASS qu'ils exigeaient la destitution du chef de leur centre régional pour l'Allemagne et l'Autriche : il n'était autre que le général du KGB à la retraite, Viatcheslav Kevorkov. L'hebdomadaire sarcastique *Commerçant* a fait état de cette querelle sous un titre ambigu : « Des trouffions ont vendu leur général ». Il était pratiquement impossible de travailler à l'étranger pour l'une ou l'autre agence de presse (revue, journal, chaîne de télévision) et ne pas être lié de quelque manière au KGB ou au contre-espionnage. Ceux-ci soit installaient leurs propres cadres, soit faisaient travailler les autres pour eux, tout ce qu'il y avait de plus « bénévolement », bien sûr. De même que le personnel du KGB et du contre-espionnage, les agents des médias soviétiques (russes) à l'étranger sont restés inchangés. Avec cette nuance que la plupart de correspondants russes à l'étranger, ne touchant plus de leurs rédactions moscovites un salaire assuré, ont refusé de collaborer avec elles et... sont restés à l'étranger pour de bon : comme réfugiés, personnes déplacées (ou envoyés spéciaux du KGB ?), etc. Les Occidentaux rigolent et acceptent parfois d'en prendre un en charge, comme par exemple, le correspondant à Bonn de la télévision de Moscou.

Quant à l'ex-KGB qui veille jalousement sur ses archives, il consent cependant à en ouvrir les portes à condition que la rétribution en vaille la peine. Et il vend aux Hollandais, aux Américains. Certaines choses sont dissimulées avec obstination, par exemple le dossier Wallenberg. Nous n'avons pas de loi sur les archives, ni sur le secret d'État ; aussi l'armée et le KGB en profitent-ils pour détruire des documents compromettant cer-

taines personnalités en vue, ou bien, plus simplement, refusent de les fournir à quiconque. Fût-ce au président Eltsine. Ce n'est que lorsque les archives des différents départements seront érigées au rang de patrimoine de l'État que les monopoleurs du secret d'État perdront une parcelle de leur pouvoir. Peut-être n'y a-t-il de privé qu'un demi pour cent de ce que l'on garde dans les archives secrètes, et tout le reste ne doit-il pas être vendu à l'étranger, mais conservé, étudié, publié, exposé ?

La Ve Direction du KGB de l'URSS a ordonné, le 6 septembre 1989, de détruire (brûler) 583 (!) volumes du dossier d'Andrei Sakharov et de sa femme Elena Bonner, dont quelques dizaines de kilos de précieux manuscrits de Sakharov. Quelques jours avant le putsch d'août, plusieurs camions de documents sont sortis du bâtiment des archives du CC du PCUS. L'ex-président de l'URSS, Gorbatchev, a lui-même extrait du Kremlin, lorsqu'il l'a quitté, une énorme partie de documents du plus grand intérêt se rapportant au CC du PCUS pour la période de 1990-1991.

Gorbatchev a perdu tous ses postes parce qu'il n'a pu se décider à dissoudre le PCUS et le KGB. Eltsine n'a pas proclamé criminelles ces deux organisations : la première a simplement été interdite, la deuxième rebaptisée, tandis que le parlement communiste avec ses soviets locaux sont demeurés inaltérés. La presse semblerait avoir acquis la liberté politique, mais en pratique, fort peu de rédactions, à Moscou et en province, peuvent en jouir. Le vide en matière d'information est rempli, au lieu de la presse et des sociologues, par l'ancien KGB, qui se perpétue sous l'enseigne du ministère de la Sécurité de Russie.

En été 1992, les agents du KGB s'employaient à établir le statut économique et financier réel des hommes d'affaires étrangers qui viennent à Moscou, ainsi qu'à sonder l'état d'esprit des travailleurs de la province russe à l'heure de la métamorphose des kolkhozes et des sovkhozes, à l'analyse des promesses de la récolte, etc. Le FBI fait peut-être sensiblement la même chose aux États-Unis, mais là-bas il y a des sources d'information concurrentes qui n'existent pas chez nous. Et comme pendant les 70 dernières années, la Tchéka-KGB-Ministère de la sécurité fait la leçon au pouvoir, et les citoyens ont tout juste le droit de faire des conjectures sur ce qu'on leur cache. A quoi bon sociologues, économistes, statisticiens et journalistes ? Le KGB est payé pour tout savoir, et ce qu'il nous cache, les Américains nous l'apprendront. Les services de recherche de la Bibliothèque du Congrès américain, les divisions analytiques de la CIA et du FMI peuvent être d'une grande utilité pour les Russes particulièrement curieux et qui ont le porte-feuille bien garni.

#### **4. La Russie ne saura pas bientôt ce qu'est l'État de droit**

La société reste pour le moment sur sa faim d'information. En juin 1992, le Présidium du parlement russe a décidé d'interdire ses séances et les conférences de presse des responsables du parlement à tous les journalistes accrédités, hormis les correspondants d'ITAR-TASS, de la RIA, d'Interfax et de la Rossiïskaïa gazeta. Les allées et venues des diplomates

et des journalistes étrangers sur le territoire de la Russie sont limitées comme par le passé. Cela malgré les déclarations réitérées des dirigeants russes qui reconnaissent la nécessité d'en finir avec cette honteuse discrimination.

On veut absolument passer au cou des journalistes russes le carcan du fonctionnaire pour qui informer c'est plaire aux autorités, ce qui, à son tour, permet de survivre. Pareille ignorance fait peur aux gens normaux, car sans une presse libre, la société ne peut se développer ni prospérer. Il y a, évidemment, des exceptions : un régime autoritaire peut étouffer sa presse, mais pas plus que pendant une ou deux générations, après quoi survient la dégradation complète de la société. Le parlement communiste de Russie (je dis communiste parce que près de 70 % des sièges sont occupés par l'ancienne nomenklatura communiste) a entrepris, en 1992, d'étouffer complètement la presse. Les aumônes font partie de la stratégie d'un pouvoir qui décide désormais de la dimension des subventions à décerner à telle ou telle rédaction. En réalité, il suffirait d'accorder aux journaux, aux maisons d'édition, aux fabricants de papier et aux postiers un régime fiscal allégé, comme cela se pratique dans bien des États démocratiques.

L'unique symptôme de notre prédémocratie est la liberté d'expression dans la presse. Les journalistes peuvent exposer leur credo en portant la responsabilité de leurs paroles. Toutefois, le duel entamé entre le Soviet suprême de Russie et les Izvestia, que le premier entend briser pour en faire un organe dépendant du Parlement, inspire de tristes réflexions. Ce journal a eu, pendant le dur exercice financier de 1992, trois millions d'abonnés dans toute la CEI. Et voilà qu'au début de la campagne d'abonnement pour 1993, l'existence de ce journal était mise en cause. Du moins pour le Parlement russe. Car le président Eltsine, le ministre de la Presse Poltoranine et la majorité des responsables des chaînes de télévision, des journaux et magazines de Moscou ont estimé qu'ils parviendraient à sauver l'indépendance des Izvestia et de toutes les autres grandes chaînes et sociétés travaillant pour l'information. Selon la loi de la Fédération de Russie sur les médias, seul le tribunal peut fermer un journal. Autrement dit, le Parlement n'a donc qu'à adresser une demande en justice, ou à modifier la Loi sur la presse.

En août 1991, les Izvestia ont défendu la Maison Blanche de Russie. Deux ans plus tard, dans ces mêmes murs, on s'efforce d'étouffer lentement ce journal. Mais ce n'est pas encore fait. Bientôt s'amorcera la discussion de la nouvelle Constitution russe où il n'y a pas place pour le Congrès des députés du peuple, ni donc pour le parlement modèle 1992. Et ceux qui envisagent de se lancer dans la lutte pour le pouvoir aimeraient contrôler l'élection du nouveau Parlement, et pour ce faire avoir à leur botte un ou deux des grands journaux, et une des principales chaînes de télévision. Et ainsi pouvoir dire aux gens comment et pour qui voter. Un influent Conseil de surveillance revêtu des plus larges pouvoirs serait pour la presse un garde-chiourme tout aussi zélé que l'ancien service de propagande du CC du PCUS.

Toute la presse démocratique a pris la catastrophe imminente très au sérieux et 14 rédactions de Moscou et de Saint-Pétersbourg ont fait

paraître conjointement, le 16 juillet 1992, l'Obchtchaïa gazeta (le Journal commun). On sait que le premier numéro en est paru le 20 août 1991, lorsque les putschistes ont interdit toutes les feuilles progressistes. Et le 27 juillet, les Izvestia et le fameux groupe de presse britannique Financial Times ont signé un accord prévoyant la publication en russe d'un hebdomadaire des affaires, d'abord comme encart dans les Izvestia, puis à partir de 1993, une publication indépendante était envisagée. Du genre du journal conjoint We/My que depuis quelques mois les Izvestia font paraître en russe à Moscou conjointement avec le groupe américaine Hearst. Le conflit des Izvestia avec le Soviet suprême n'a pas découragé ses partenaires occidentaux. Dans le pire des cas, c'est-à-dire s'ils étaient privés de leurs bureaux à la rédaction et des capacités d'impression, les journalistes des Izvestia publieraient n'importe où ailleurs, fût-ce hors de Moscou. D'après le Times de Londres (15 juillet 1992), les Izvestia sont ce qu'il y a de mieux en fait de journalisme russe. Le combat qui se mène autour de ce journal apparaît comme l'affrontement suprême entre la droite et la gauche pour le contrôle des médias et, au bout du compte, du pays.

L'étincelle qui a mis le feu aux poudres entre les députés et la presse a été la blessure d'amour-propre infligée par les journalistes à Rouslan Khasboulatov, le speaker du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Voici seulement deux épisodes de ce duel.

Les Izvestia racontent que Khasboulatov a pris des dispositions pour mettre à la porte des hôtels de Moscou ses compatriotes Tchétchènes qui sont, en plus, roués de coups. Du tac au tac, Khasboulatov inscrit les Izvestia parmi les feuilles subversives et véreuses. Le journal intente un procès à Khasboulatov qui pare le coup en persécutant le journal.

Le second épisode est également connu de toute la Russie. Sur la chaîne de télévision Ostankino, Khasboulatov jure ses grands dieux qu'il n'a jamais déclaré au journal italien Repubblica que les membres du gouvernement russe sont... des vers de terre, et pas des gens. On fait alors passer, devant les spectateurs abasourdis, l'enregistrement de l'interview pour le convaincre de mensonge. Khasboulatov cherche maintenant le moyen de causer des ennuis à Ostankino. Et il vogue toutes voiles dehors vers la censure.

L'Institut indépendant de sociologie du parlementarisme de N. Betaneli a procédé, le 23 juillet, au sondage hebdomadaire commandé par le programme de l'Agence d'information télévisé Bilan.

Ce sondage parmi les Moscovites a montré que la crise de confiance des électeurs ne frappe plus que les institutions du pouvoir, mais atteint également les partis et mouvements politiques. Ainsi, seulement 8 % des personnes interrogées estiment qu'il existe un parti ou un mouvement exprimant leur opinion, leur position civique personnelle. La majorité (67 %) pensent qu'il n'y en a pas et 25 % hésitent à répondre.

Ce même sondage montre que le « quatrième pouvoir » jouit à ce jour d'une confiance bien plus grande que les autres institutions : 44 % des gens ont mentionné les journaux, revues, émissions de radio et de télévision dans lesquels ils se reconnaissent ; 29 % ne s'identifient à aucun et 27 % hésitent.

Il était fait mention de 43 % journaux et revues et de 46 émissions de radio et de télévision. D'après les estimations de l'opinion, les leaders de Moscou seraient :

- *Moskovski komsomoletz, Argoumenty ifakty* (12 % et 8 %) ;
- *Izvestia, Troud, Kouranty* (5 %, 4 % et 3 %) ;
- *Vetcherniaïa Moskva, Komsomolskaïa pravda, Moskovskaïa pravda* (2 % chacun) ;
- *Commerçant, Pravda, Sovietskaïa Rossia* (1 % chacun).

Le climat politique russe est tellement instable que l'avenir des radios occidentales, qui émettent depuis la fin des années 1940 dans quelques dizaines de langues parlées en URSS, est parfaitement assuré en Russie. Ces Radio Liberty et Radio Free Europe, Deutsche Welle, Voice of America, BBC et des dizaines d'autres nous sont bien nécessaires, car nous en sommes seulement à nous initier à la liberté de la presse et à la responsabilité. Il nous manque le professionnalisme nécessaire pour pouvoir « vendre » l'information et les idées sans les ciseaux du censeur dans un climat de libre entreprise, et en plus gagner suffisamment pour payer les loyers. La presse russe devra encore apprendre auprès des collègues étrangers à sortir une production dont les gens ont besoin, à des prix que les lecteurs pourront payer et avec des tarifs publicitaires non prohibitifs.

Les matinées sont consacrées dans les bureaux à regarder les feuilletons occidentaux. A l'automne 1992, nous avons déjà « avalé » 70 épisodes du chef-d'œuvre mexicain Les riches pleurent aussi. Au total, il y en a 249. Nos spécialistes pensent très sérieusement que la fin du feuilleton montrant une vie de rêve baignée de larmes douces risque de coûter cher à notre société déstabilisée. Dieu soit loué, des émissions très sérieuses passent aussi sur d'autres chaînes. Depuis le début de l'année on peut voir Santa Barbara : on en a pour 2 000 soirées, sans compter que les réalisateurs tournent encore un épisode par jour sans se ménager. La troisième chaîne moscovite a lancé, en juillet 1992, les soixante épisodes de *Personne d'autre que toi*, une série mexicaine. Tout cela pour dire que les programmes TV, le cinéma récréatif sont des choses qu'il faut aussi savoir faire. Là encore, nous avons beaucoup à apprendre.

De même qu'à défendre notre télévision. En juin 1992, pendant toute une semaine, une foule arborant des slogans procommunistes et chauvins a fait de l'esclandre sous les fenêtres du siège de la chaîne centrale Ostankino. Les autorités de Moscou se croisaient les bras, et les opposants n'ont pas pris les studios par la force uniquement parce qu'ils ne le voulaient pas. L'incident a été clos lorsque le directeur d'Ostankino, Egor Yakovlev, a déclaré aux assiégeants et aux dirigeants du pays qu'il couperait les émetteurs si l'ordre n'était pas promptement rétabli. L'opposition réclamait une heure d'antenne journalière en début de soirée. Ce qu'ils avaient leur semblait insuffisant : Troudovaïa Moskva expose ses vues deux fois par mois pendant une heure sur la chaîne nationale. Et la presse de l'opposition représentée par les journaux Den, Pravda, Glasnost, Sovietskaïa Rossia, Litératournaïa Rossia, Nach Sovremennik, Rousski Vestnik et la station de radio Pamiat émettent journalièrement sur la chaîne de Saint-Pétersbourg. Jamais l'opposition n'a eu autant de moyens informationnels à sa disposition en Russie.

## 5. Nous avons besoin de la TV privée

Les démocrates au pouvoir ont compris, eux aussi, qu'il ne fallait pas mettre tous ses œufs dans un même panier. De nouvelles chaînes indépendantes apparaissent. Le Centre ne monopolise plus la TV. A la place de la télévision centrale de l'URSS ont surgi Ostankino, la chaîne nationale de Russie, Moskva, la chaîne de Moscou. La moitié du pays capte les émissions de la chaîne de Saint-Pétersbourg et de la CNN américaine.

D'autres sociétés indépendantes sont à l'origine d'émissions que les Russes connaissent : REN TV produit les Prévisions astrologiques, Pluie d'étoiles, les émissions d'Eldar Riazanov. TV progress met en onde Avant et après minuit, Rencontres télévisées animées par Urmas Ott, Videodigest. Le centre de télévision commerciale monte, montre et vend depuis novembre 1990 les émissions Télébourse, Bridge, Télémixt, La matinée de l'homme d'affaire et tourne dans les studios Mosfilm des téléfeuilletons sur les entrepreneurs et le business, à raison d'un film par semaine. La compagnie de télédiffusion indépendante de Moscou se propose d'inaugurer, très prochainement, avec la TBS américaine, la première station de télévision indépendante. Le tout est d'obtenir des autorités russes la licence nécessaire à l'exploitation de la sixième chaîne. Le directeur général et rédacteur en chef de la TV russo-américaine instituée en société anonyme, serait l'ancien directeur d'Ostankino, Edouard Sagalaïev.

La démonopolisation de la télévision sur le territoire de l'ancienne Union soviétique pourrait se terminer, dans un avenir assez éloigné, par la mise en place d'un système d'émission par satellite qui permettrait à chacun des États souverains issus de l'ex-URSS de diffuser l'ensemble de leurs programmes sur l'espace de la CEI. Du reste, les autres pays limitrophes d'Europe orientale, d'Asie et d'Extrême-Orient s'y connecteraient volontiers.

En n'importe quel point de l'ex-URSS et dans un rayon de 500 km de ses frontières, n'importe qui, en s'équipant d'une petite antenne satellite individuelle, ou par le câble serait en état de regarder les programmes télévisés de Tchétchnie et du Tatarstan, de Varsovie et de Sofia, Bakou et Tachkent, d'Erevan et de Tallinn. Il y aurait moins de tensions sociales, les gens seraient plus sereins s'ils avaient des contacts visuels permanents avec leur patrie ethnique. Ce n'est qu'à ces conditions de réciprocité et d'égalité que les peuples du camp socialiste d'hier voudront bien continuer d'écouter et de regarder Moscou, comme ils ont été contraints de le faire depuis déjà plusieurs décennies.

# APPENDICE

## I. FÉDÉRATION DE RUSSIE - RUSSIE

### Généralités. Division administrative

*Capitale* : Moscou.

*Superficie* : 17 075 400 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 20 républiques, 1 région autonome, 10 arrondissements autonomes, 6 territoires, 51 régions.

*Unité monétaire* : le rouble.

*Drapeau* : le tricolore russe, soit des bandes blanche, bleue et rouge horizontales et de même grandeur.

*Hymne* : la Chanson patriotique de M. Glinka (arrangement musical de A. Pétrov).

*Langue d'État* : le russe.

*Fête nationale* : le 12 juin, Jour de l'Indépendance.

*Loi Fondamentale* : la Constitution adoptée en 1978.

*Chef d'État* : le Président élu pour cinq ans.

*Organe suprême* : le Congrès des députés du Peuple de la Fédération de Russie et le Soviet Suprême composé de deux chambres : Soviet de la République et Soviet des Nationalités\*.

*Religions* : christianisme, islam, bouddhisme, judaïsme.

*Politique* : plus de 100 partis, mouvements, organisations, fondations et autres groupements sont enregistrés sur le territoire de Russie. 25 partis politiques, 16 mouvements politiques.

Les plus importants d'entre eux :

- Parti démocratique de Russie (sigle russe : DPR), fondé en 1990 ; préconise le développement de l'économie de marché, la démonopolisation et la désétatisation des moyens de production, l'élévation du niveau de vie. Président du DPR : Nikolaï Travkine.
- Parti social-démocrate de la Fédération de Russie (SDPR), fondé en 1990 ; favorable au rétablissement de la liberté d'entreprise. Président : Boris Orlov.
- Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), fondé en 1990 ; prône la désétatisation et la privatisation des biens publics qui devront être distribués à parts égales à tous les citoyens, gratuitement ou à un prix déterminé. Coprésidents : Vladimir Lyssenko, Viatcheslav Chostakovski, Piotr Filippov, Igor Yakovenko.
- Parti paysan de Russie (KPR), fondé en 1990 ; a pour objectif principal de mettre fin au monopole des kolkhozes et sovkhoses. Président : Youri Tchernitchenko.
- Mouvement démocrate chrétien russe (RKhDD), fondé en 1990 ; favorable à un État fort et uni, à une privatisation radicale, à une imposition minimale et à la protection du marché intérieur. Président de la Douma du parti : Victor Aksiouchtsits.
- Parti ouvrier communiste russe (RKRP), fondé en 1990 ; prône le rétablissement du pouvoir des Soviets à tous les niveaux ; constitue l'assise du



mouvement Troudovaïa Rossia (Russie Laborieuse). Leaders : Albert Makachov et Victor Anpilov.

- Parti démocrate constitutionnel (Parti de la Liberté du peuple), se considère comme l'héritier du Parti démocrate constitutionnel (k.d. ou « cadet »), fondé en 1905 puis rétabli en 1991 ; donne la priorité à la propriété privée, à l'orientation sociale du marché, à la séparation des pouvoirs politique et économique, à une Russie une et indivisible, constituée en fédération démocratique. Président du Comité Central : Mikhaïl Astafiev.
- Union nationale russe (ROS), fondée en 1991 à partir de la fraction parlementaire Russie ; préconise une économie de marché restreinte, sans la privatisation des terres et des grandes entreprises ; réclame la démission du gouvernement et l'« impeachment » du président B. Eltsine. Leader : Sergueï Babourine.
- Assemblée populaire russe (RNS), fondée en 1992 au Congrès des forces civiques et patriotiques en tant que mouvement anticommuniste et comme alternative au mouvement Russie Démocratique.
- Parti de la Liberté économique (PES), fondé en 1992 à l'initiative d'hommes d'affaires russes, partisan d'une économie de marché à orientation sociale. Coprésidents : Constantin Borovoï et Sviatoslav Fédorov.

*Population* (au 1er janvier 1992) : 148,8 millions d'habitants. Dont : environ 130 millions de Russes, plus de 5 millions de Tatars, près de 4 millions d'Ukrainiens, environ 2 millions d'Allemands, 1,7 million de Tchouvaches, près de 1,3 million de Bachkirs, plus de 1 million de Biélorusses, plus de 1 million de Mordves (au total, plus de 130 peuples et ethnies).

Population urbaine : 109 millions (1990).

Population rurale : 38,8 millions (1990).

Hommes : 69,4 millions (1990).

Femmes : 78,6 millions (1990).

*Matières premières* : Bois : 20 % des réserves mondiales ; Houille : 30 % ; Pétrole : 40 % ; Gaz : 45 % ; Schistes : 50 % ; Fer : 44 % ; Chrome : 30 % ; Manganèse : 74 % ; Minerais rares : 40 % des réserves mondiales. En outre, 28 % de l'extraction mondiale de diamants, 30 % de celles des pierres précieuses.

*Industrie* : Montant de la production industrielle en 1991 : 1029 milliards de roubles (97,8 % par rapport à 1990).

La Russie produit 17,9 % des constructions mécaniques dans le monde. Sa part dans la production mondiale : machines-outils pour usinage : 22 % ; moissonneuses-batteuses : 46 % ; équipements pour l'industrie alimentaire : 11,3 % ; pour le secteur énergétique : 63,2 % ; avions : 27 % ; matériel militaire : jusqu'à 50 % ; camions : 21 % ; voitures de tourisme : 4,8 % ; équipements pour le secteur de l'électricité : 16 % (le matériel russe équipe à 35 % les industries de base en Corée du Nord, à 36 % en Inde, 45 % en l'Iran, 65 % au Pakistan, 20 % en Turquie, 50 % en Egypte, 50 % en Lybie).

*Production en 1991* (en % par rapport à 1990) : Viande : 5,6 millions de tonnes (84 %) ; saucissons : 2,1 millions t (91 %) ; pain et articles de boulangerie : 19 millions t (104 %) ; boissons alcoolisées (82,2 millions de décalitres (104 %) ; cigarettes : 145 milliards d'unités (96 %) ; téléviseurs : 4,4 millions (94 %) ; réfrigérateurs et congélateurs : 3,7 millions (98 %) ; aspirateurs : 4,7 millions (105 %) ; voitures de tourisme : 1 029 000 (93 %) ; savon : 151 000 t (79 %).

*Salaires* : Le salaire mensuel moyen était de 1 994 roubles en février 1992, dont : 2 567 roubles dans l'industrie, 1 249 roubles dans les domaines de la santé publique, de la sécurité sociale et de l'éducation physique, 1 286 roubles dans l'enseignement, 1 000 roubles pour les employés culturels et artistiques.

Montant du « panier du consommateur » à Moscou : 3 800 roubles en mai 1992.

Niveau d'inflation : 1 % par mois (avril 1992).

*Exportations* (1991) : 64,2 milliards de roubles-devises (diminution de 29 % par rapport à 1990).

*Importations* (1991) : 44,7 milliards de roubles-devises (soit 46 % de moins qu'en 1990).

*Réfugiés* : 235 000 personnes officiellement enregistrées comme réfugiés en Russie (janvier 1992).

*Chômage* : plus de 61 000 chômeurs officiellement enregistrés, dont 12 000 ayant droit à une allocation (janvier 1992).

*Santé* : 697 700 médecins, soit 41 pour 10 000 habitants.

*Éducation* : On comptait en Russie au début de l'année scolaire 1991/92 : 6 800 écoles « à enseignement poussé » (3,9 millions d'élèves), 306 gymnases (219 000), 198 lycées (115 000), 85 écoles privées (au 1er décembre 1991), 519 établissements d'enseignement supérieur (2 861 000 d'étudiants), 2 600 écoles secondaires spécialisées (2,2 millions d'élèves). En outre, 8 millions d'enfants (64 % de cette classe d'âge) fréquentaient les établissements préscolaires.

## II. RÉPUBLIQUES FAISANT PARTIE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

### RÉPUBLIQUE DES ADYGHES

*Chef-lieu* : Maïkop.

*Superficie* : 7 600 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 2.

*Population* : 436 000 habitants (1990).

*Président* : DJARIMOV Aslan Aliévitch.

*Président du Soviet Suprême* : TLEOUJ Adam Khousséïnovitch.

*Président du Conseil des Ministres* : TLEKHAS Mougline Salikhovitch.

Située dans les contreforts et les monts du Grand Caucase. Rivières du bassin du Kouban.

Incorporée au territoire de Krasnoïarsk.

*Industries* : alimentaire, biens d'équipement, traitement du bois, constructions mécaniques, extraction du gaz.

*Principaux centres industriels* : Maïkop, Kamennomostski.

*Agriculture* : céréales, tournesol, betterave sucrière, tabac, légumes et cucurbitacées, viticulture, élevage, apiculture.

### RÉPUBLIQUE DE L'ALTAÏ

*Chef-lieu* : Gorno-Altaiïsk.

*Superficie* : 92 600 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 1.

*Population* : 194 000 habitants (1990).

*Président du Soviet Suprême* : TCHAPTYNOV Valéri Ivanovitch.

*Chef du gouvernement* : PETROV Vladimir Ivanovitch.

Située dans les monts de l'Altaï, baignée par les cours d'eau du bassin de l'Obi. Lac Teletskoïé. Les forêts occupent un quart du territoire.  
Fait partie du territoire de l'Altaï.  
*Industries* : traitement du bois, biens d'équipement, alimentation, matériaux de construction (y compris à base de minéraux), électrotechnique.  
*Agriculture* : élevage du bétail et de cerfs, rennes (marais), apiculture, céréales, chasse.

## RÉPUBLIQUE DU BACHKORTOSTAN

*Capitale* : Oufa. Maire : ZAITSEV Mikhaïl Alexeïevitch.  
*Superficie* : 143 600 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 54 districts, 17 villes.  
*Population* : 3 964 000 habitants (1990).  
*Président du Soviet Suprême* : RAKHIMOV Mourtaza.  
*Président du Conseil des Ministres* : KOPSOV Anatoli.  
Située en Cisaralie et sur les versants de l'Oural-Sud. Principaux cours d'eau : Belaya et Oufa.  
Fait partie de la zone économique de l'Oural.  
*Industries* : raffinage du pétrole, pétrochimie, constructions mécaniques (pour l'industrie pétrolière et chimique, machines-outils, moteurs), usinage des métaux, métallurgie, matériaux de construction, traitement du bois, biens d'équipement, alimentation ; extraction du pétrole, du gaz, du fer, du cuivre et du zinc.  
Principaux centres industriels : Oufa, Sterlïtamak, Salavat, Ichimbaï.  
*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tournesol, cultures maraîchères, élevage, aviculture, apiculture.

## RÉPUBLIQUE DE BOURIATIE

*Capitale* : Oulan-Oude. Maire : KOUKCHINOV Victor Kazanovitch.  
*Superficie* : 351 300 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 20 districts, 6 villes.  
*Population* : 1 049 000 habitants (1990).  
*Président du Soviet Suprême* : POTAPOV Léonide Vassilévitch.  
*Président du Conseil des Ministres* : SAGANOV Vladimir Bizyaévitch.  
Située en Transbaïkalie et dans les monts du Sayan-Oriental. Principaux cours d'eau : Selenga, Bargouzine, Verkhniaya Angara, Vitim. Lac Baïkal. 4/5 du territoire occupés par la taïga.  
Fait partie de la zone économique de Sibérie orientale.  
*Industries* : extraction du tungstène, du molybdène, de l'or, de la houille ; constructions mécaniques, usinage des métaux ; traitement du bois ; lignite, graphite, apatites.  
*Agriculture* : élevage, céréales, bêtes à fourrure (chasse et élevage).

## RÉPUBLIQUE DE CARÉLIE

*Capitale* : Petrozavodsk. Maire : KATANANDOV Sergueï Léonidovitch.  
*Superficie* : 172 400 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 15 districts, 12 villes.  
*Population* : 796 000 habitants (1990).  
*Président du Soviet Suprême* : STEPANOV Victor Nikolaïévitch. *Président du Conseil des Ministres* : BLINNIKOV Sergueï Petrovitch.  
Située sans le Nord-Ouest de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Kern, Vyg. Lacs Ladoga, Onga. Moitié du territoire couverte de forêts. Fait partie de la zone économique du Nord.

*Industries* : traitement du bois ; meubles, pâtes et papiers, constructions mécaniques, métallurgie, extraction du minerais de fer, du mica.

Principaux centres industriels : Petrozavodsk, Sortavala, Kem, Kondopoga, Medvejiégorsk, Béломorsk, Séguéja.

*Agriculture* : élevage du bétail et de bêtes à fourrure, aviculture, pêche.

## **RÉPUBLIQUE DU DAGHESTAN**

*Capitale* : Makhatchkala. Maire : BIIBOLOTOV Alimirza Apendiévitich.

*Superficie* : 50 300 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 39 districts, 8 villes.

*Population* : 1 823 000 habitants (1990).

*Président du Soviet Suprême* : MAGOMEDOV Magomedali.

*Président du Conseil des Ministres* : MIRZABEKOV Abdourazak.

Située dans la partie orientale du Caucase-Nord, baignée par la Caspienne. Principaux cours d'eau : Terek, Soulak, Samour.

Fait partie de la zone économique du Caucase-Nord.

*Industries* : extraction du pétrole, du gaz ; constructions mécaniques, usinage des métaux, alimentation, biens d'équipement, artisanats (ciselage, tapis) Principaux centres industriels : Makhatchkala, Derbent, Kaspiïsk, Izberbach, Khassaviourt, Kizliar, Kiziliourt, Bouïnaksk.

*Agriculture* : céréales, vignobles.

## **RÉPUBLIQUE INGOUCHE**

Jusqu'en novembre 1990, faisait partie de la République socialiste soviétique de Tchetchéno-Ingouchétié. En juin 1992, le Soviet Suprême de la Fédération de Russie a adopté une Loi « Sur la formation de la République ingouche au sein de la Fédération de Russie ».

*Chef-lieu* : Nazran.

*Chef de l'Administration provisoire du Président de la Fédération de Russie* : CHAKHRAI Sergueï Mikhaïlovitich.

*Représentant du Président de Russie* : KOSTOYEV Issa.

*Délégué de l'Administration provisoire du Président de Russie* : AOUCHEV Rouslan.

## **RÉPUBLIQUE DE KABARDINO-BALKARIE**

*Capitale* : Naltchik. Maire : SIJJAIEV Valéri Khousseïnovitich.

*Superficie* : 12 500 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 8 districts, 7 villes.

*Population* : 768 000 habitants (1990).

*Président* : KOKOV Valéri Moukhamédovitich.

*Vice-président* : GOUBINE Guennadi Sergueïevitich.

*Président du Soviet Suprême* : KARMOKOV Khatchim Moukhamédovitich.

*Premier ministre* : TCHERKESSOV Guéorgui.

*Représentant du Président de Russie* : AKHMETOV Aziratali.

Située sur le flanc nord du Grand Caucase et dans la plaine de Kabarda. Principaux cours d'eau : Terek, Malka, Baskan.

Fait partie de la zone économique du Caucase-Nord.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage du métal, non-ferreux, alimentation, biens d'équipement, matériaux de construction ; extraction et traitement du tungstène et du molybdène.

*Principaux centres industriels* : Naltchik, Tyrnaouz, Prokhladny.  
*Agriculture* : céréales, tournesol, élevage, horticulture et viticulture.

## **RÉPUBLIQUE DE KALMOUKIE**

*Capitale* : Elista. Maire : SEKENOV Nikolai Konstantinovitch.

*Superficie* : 76 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 13 districts, 3 villes.

*Population* : 325 000 habitants (1990).

Président du Conseil des Ministres :

Située dans la partie occidentale de la basse Caspienne. Baignée au sud-est par la mer Caspienne.

Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, matériaux de construction, alimentation ; extraction du gaz et du pétrole.

*Principaux centres industriels* : Elista, Kaspiïsk.

*Agriculture* : céréales, élevage.

## **RÉPUBLIQUE KARATCHAI-TCHERKESSE**

*Chef-lieu* : Tcherkessk.

*Superficie* : 14 100 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 4.

*Population* : 422 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration* : KHOUBIEV Vladimir Islamovitch. *Président du Soviet régional* : SAVELIEV Victor Nikolaïevitch.

Située sur le flanc nord du Grand Caucase. Principal cours d'eau : Kouban. Fait partie de du territoire de Stavropol.

*Industries* : pétrochimie, chimie, biens d'équipement, constructions mécaniques, usinage des métaux, électrotechnique ; traitement du bois ; extraction du charbon. Principaux centres industriels : Tcherkessk, Zelentchoukskaya.

*Agriculture* : élevage, céréales, tournesol, betterave sucrière, cultures maraîchères.

## **RÉPUBLIQUE DE KHAKASSIE**

*Capitale* : Abakan.

*Superficie* : 61 900 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 5.

*Population* : 573 000 habitants (1990).

*Président du Soviet Suprême* : CHTYGACHEV Vladimir Nikolaïevitch.

*Président du Conseil des Ministres* : SMIRNOV Evgueni Alexandrovitch.

Située dans la partie occidentale de la cuvette de Minoussinsk, sur la rive gauche de l'Ienisseï, sur les versants est de l'Alatau Kouznetski et les versants nord du Sayan occidental.

Principaux cours d'eau : Ienisseï, Abakan. Fait partie du territoire de Krasnoïarsk.

*Industries* : extraction du charbon, du minerais de fer, des non-ferreux, du marbre ; biens d'équipement, constructions mécaniques, métallurgie non ferreuse, traitement du bois, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Abakan, Sorsk, Sayanogorsk, Tchernogorsk, Balyksa.

*Agriculture* : céréales, élevage.

## **RÉPUBLIQUE DES KOMIS**

*Capitale* : Syktyvkar. Maire : KARAKTCHIEV Anatoli Alexeïevitch.

*Superficie* : 415 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 16 districts, 10 villes.

*Population* : 1 265 000 habitants (1990).

*Président du Soviet Suprême* : SPIRIDONOV Youri Alexeïevitch.

*Président du Conseil des Ministres* : KHOUDIAYEV Viatcheslav Ivanovitch.

Située dans le Nord-Ouest de la Russie, sa partie orientale étant occupée par les monts de l'Oural septentrional, prépolaire et polaire. Principaux cours d'eau : Petchora, Vytchegda. Fait partie de la zone économique du Nord.

*Industries* : énergie et combustibles, traitement du bois, pâtes et papiers, matériaux de construction, usinage des métaux, alimentation, biens d'équipement ; extraction de la houille, extraction et raffinage du pétrole et du gaz. Principaux centres industriels : Syktyvkar, Oukhta, Sosnogorsk.

*Agriculture* : élevage du bétail et de rennes.

## RÉPUBLIQUE DES MARI EL

*Capitale* : Yochkar-Ola. Maire : MINAKOV Youri Alexandrovitch.

*Superficie* : 23 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 14 districts, 4 villes.

*Président* : ZOTINE Vladislav Maximovitch.

*Vice-président* : GALAVTEIEV Victor Alexandrovitch.

*Président du Soviet Suprême* : MINAKOV Youri Alexandrovitch.

Située dans l'Est de la plaine d'Europe orientale, sur le cours moyen de la Volga. Près d'une moitié du territoire couverte par les forêts. Fait partie de la zone économique de Volga-Viatka.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, pâtes et papiers, traitement du bois, biens d'équipement.

*Agriculture* : élevage, lin, céréales.

## RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE MORDOVIE

*Capitale* : Saransk. Maire : SALIMOV Abdoulkhak Abdoulgafourovitch.

*Superficie* : 26 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 21 districts, 7 villes.

*Population* : 964 000 habitants (1990).

*Président* : GOUSLIANNIKOV Vassili Dmitriévitch.

*Vice-président* : NAREJNY Vladimir Pavlovitch.

*Président du Soviet Suprême* : BIRIOUKOV Nikolaï Mikhaïlovitch.

Occupe une partie de la plaine Oka-Don et des collines volgiennes. Principal cours d'eau : Mokcha. Les forêts couvrent un quart du territoire. Fait partie de la zone économique de Volga-Viatka.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, chimie, biens d'équipement, alimentation, matériaux de construction,

*Agriculture* : céréales, betterave à sucre, chanvre, élevage, aviculture, apiculture.

## RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'OSSÉTIE-NORD

*Capitale* : Vladikavkase (Ordjonikidze jusqu'en 1990).

*Maire* : CHATALOV Mikhaïl Mikhaïlovitch.

*Superficie* : 8 000 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 8 districts, 6 villes.

*Population* : 638 000 habitants (1990).

*Président du Soviet Suprême* : GALAZOV Akhsarbek.

*Président du Conseil des Ministres* : KHETAGOUROV Sergueï Valentinovitch. Chef de l'Administration provisoire du Président de la Fédération de Russie : CHAKHRAI Sergueï Mikhaïlovitch.

Située sur le flanc nord du Grand Caucase. Principal cours d'eau : Terek. Fait partie de la zone économique du Caucase-Nord.

*Industries* : métallurgie des non-ferreux, constructions mécaniques, traitement du bois, biens d'équipement, chimie, verre.

*Principaux centres industriels* : Vladicaucase, Mozdok, Beslan.

*Agriculture* : cultures maraîchères, céréales, horticulture, viticulture, élevage.

## **RÉPUBLIQUE D'OUDMOURTIE**

*Capitale* : Ijevsk. Maire : SALTUKOV Anatoli Ivanovitch.

*Superficie* : 42 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 25 districts, 6 villes.

*Population* : 1 619 000 habitants (1990).

*Président du Soviet Suprême* : TOUBYLOV Valentin Kouzmitch. *Président du Conseil des Ministres* : MIRONOV Nikolai Efimovitch.

Située dans la Haute-Kama. Principaux cours d'eau : Kama, Viatka. Près de la moitié du territoire couverte de forêts.

Fait partie de la zone économique de l'Oural.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, métallurgie, traitement du bois, extraction du pétrole ; chimie, verrerie, biens d'équipement, alimentation ; tourbe.

*Principaux centres industriels* : Ijevsk, Sarapoul, Glazov.

*Agriculture* : élevage, céréales, lin.

## **RÉPUBLIQUE DE SAKHA (YAKOUTIE)**

*Capitale* : Yakoutsk. Maire : BORODINE Pavel Pavlovitch.

*Superficie* : 3 103 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 32 districts, 10 villes.

*Population* : 10 999 000 habitants (1990).

*Président* : NIKOLAIEV Mikhaïl Efimovitch.

*Vice-président* : CHTYROV Viatcheslav Anatoliévitch.

*Président du Soviet Suprême* : IVANOV Kliment Egorovitch.

Située en Sibérie orientale. Principaux cours d'eau : Léna, Olenek, Yana, Indiguirka, Kolyma. La taïga couvre les 4/5 du territoire. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.

*Industries* : extraction de l'or, des diamants, de l'étain, du mica, de l'antimoine, de la houille; traitement du bois, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Yakoutsk, Mirny, Nerioungui, Aldan, Lensk. Port maritime de Tiksi.

*Agriculture* : élevage du bétail, de rennes et de bêtes à fourrure, chasse, pêche.

## **RÉPUBLIQUE DU TATARSTAN**

*Capitale* : Kazan. Maire : ISKHAKOV Kamil Chamiliévitch.

*Superficie* : 68 000 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 39 districts, 18 villes.

*Population* : 3 658 000 habitants (1990).

*Président* : CHAIMIEV Mentimer.

*Vice-président* : LIKHATCHEV Vassili Nikolaïévitch.

*Président du Soviet Suprême* : MOUKHAMETCHIN Farid.

*Premier ministre* : SABIROV Moukhammat.

Située dans l'Est de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Volga, Kama. Les forêts couvrent 1/5 du territoire. Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : extraction du gaz et du pétrole, chimie, pétrochimie, constructions mécaniques, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Kazan, Naberejnyé Tchelny, Zélénodolsk, Nijnékamsk, Almétievsk, Tchistopol, Bougoulma.

*Agriculture* : céréales, élevage du bétail et de bêtes à fourrure, aviculture, apiculture, horticulture.

## RÉPUBLIQUE TCHÉTCHÈNE (TCHÉTCHNIE)

*Capitale* : Grozny. Maire : BAIMOURAZOV Maïrbek Elsiévitch.

*Président* : DOUDAIEV Djokhar Moussaïévitch.

*Président du Parlement* : AKHMADOV Khoussan Saïdalimovitch.

*Vice-premier ministre (temporaire)* : MAMODAIEV Yaragui.

## RÉPUBLIQUE DE TCHOUVACHIE

*Capitale* : Tcheboksary. Maire : CHALIMOV Stanislav Vladimirovitch.

*Superficie* : 18 300 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 21 districts, 9 villes.

*Président du Soviet Suprême* : KOUBARAIEV Edouard Alexeïévitch.

*Président du Conseil des Ministres* : VIKTOROV Valérian Nikolaïévitch.

Située dans la plaine d'Europe orientale, sur le cours moyen de la Volga. Principaux cours d'eau : Volga, Soura. Un tiers du territoire couvert de forêts.

Fait partie de la zone économique de Volga-Viatka.

*Industries* : constructions mécaniques, chimie, biens d'équipement, traitement du bois, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Tcheboksary, Novotcheboksarsk, Kanach, Alaty, Choumerlya.

*Agriculture* : céréales, horticulture, houblon, chanvre, tabac, élevage.

## RÉPUBLIQUE DES TOUVAS

*Capitale* : Kyzyl. Maire : KARA-OOL Victor.

*Superficie* : 170 500 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 14 districts, 5 villes.

*Population* : 314 000 habitants (1990).

*Président* : OORJAK Cherig-ool.

*Vice-président* : MELNIKOV Alexeï Alexandrovitch.

*Président du Soviet Suprême* : BITCHELDEI Kaadyr-ool.

Située dans le Sud de la Sibérie orientale. Une moitié du territoire est occupée par les forêts.

Presque tous les cours d'eau appartiennent au bassin de l'Enisseï. Fait partie de la zone économique de Sibérie orientale.

*Industries* : extraction de l'amiante, du cobalt, de la houille, du mercure ; traitement du bois ; biens d'équipement, matériaux de construction, usinage des métaux, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Kyzyl, Ak-Dovourak.

*Agriculture* : élevage, chasse aux bêtes à fourrure.



### III. RÉGION ET ARRONDISSEMENTS NATIONAUX

#### RÉGION AUTONOME JUIVE

*Chef-lieu* : Birobidjan.

*Maire* : BOLOTNOV Victor Vladimirovitch.

*Superficie* : 36 000 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 2.

*Population* : 218 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration régionale* : VOLKOV Nikolai Mikhaïlovitch.

*Représentant du Président de Russie* : NEKHINE Iossif Davydovitch.

*Président du Soviet régional* : SKATCHKOV Alexandre Afanassiévitch.

Située dans le bassin du fleuve Amour. Plus d'un tiers du territoire couvert de forêts. Fait partie du territoire de Khabarovsk.

*Industries* : constructions mécaniques, traitement du bois, matériaux de construction, biens d'équipement, alimentation ; extraction de l'étain.

*Principal centre industriel* : Birobidjan.

*Agriculture* : céréales, élevage, apiculture, chasse, pêche.

#### ARRONDISSEMENT AUTONOME DES BOURIATES D'AGUINSKOIE

*Chef-lieu* : bourg Aguinskoïé

*Superficie* : 19 000 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 4 bourgs.

*Population* : 77 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : TSEDACHIEV Gourodarma.

Situé dans le sud-est de la Transbaïkalie. Principal cours d'eau : Onon. Les forêts couvrent près d'un tiers du territoire. Fait partie de la région de Tchita.

*Industries* : extraction minière, traitement du bois, alimentation. *Agriculture* : élevage, céréales.

#### ARRONDISSEMENT AUTONOME DES BOURIATES D'OUST-ORDYNSK

*Chef-lieu* : bourg Oust-Ordynsk.

*Superficie* : 22 400 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 4 bourgs.

*Population* : 137 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration* : BATAGAIEV Alexei Nikolaïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : IMEDOIEV Pavel Mikhaïlovitch.

*Président du Soviet de l'arrondissement* : KHOUTANOV Léonide Alexandrovitch.

Situé dans la partie méridionale du plateau des fleuves Léna et Angara. Principal cours d'eau : Angara. Fait partie de la région d'Irkoutsk.

*Industries* : extraction du charbon, du gypse ; traitement du bois ; alimentation.

*Agriculture* : céréales, élevage.

#### ARRONDISSEMENT AUTONOME DES EVENKS

*Chef-lieu* : bourg Toura.

*Superficie* : 767 600 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 1 bourg.

*Population* : 25 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : YAKIMOV Anatoli Mikhaïlovitch.  
*Président du Soviet de l'arrondissement* : NOVOSSELTsov Valéri Ivanovitch.  
Situé sur le plateau de Sibérie centrale. Principaux cours d'eau : Toungouska Inférieure (Nijniaïa Toungouska) et Toungouska Moyenne ou Pierreuse (Sredniaïa Toungouska). Fait partie du territoire de Krasnoïarsk.  
*Industries* : extraction du graphite et de la spath d'Islande ; alimentation.  
*Agriculture* : pêche, élevage de rennes, chasse et élevage de bêtes à fourrure.

## **ARRONDISSEMENT AUTONOME DES KHANTYS-MANSIS**

*Chef-lieu* : Khanty-Mansiïsk.  
*Superficie* : 523 100 km<sup>2</sup>.  
*Villes* : 11.  
*Population* : 1 301 000 habitants (1990).  
*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : FILIPENKO Alexandre Vassilévitch.  
*Représentant du Président de Russie* : AIPINE Ereméï Danilovitch.  
*Président du Soviet de l'arrondissement* : TCHOURILOV Valéri Andreïévitch.  
Situé dans la plaine de Sibérie occidentale, dans le bassin de l'Obi et de l'Irtych. Fait partie de la région de Tioumen.  
*Industries* : évtraction du pétrole et du gaz ; raffinage du gaz ; traitement du bois, alimentation.  
*Agriculture* : pêche, élevage de rennes, chasse et élevage de bêtes à fourrure, cultures maraîchères.

## **ARRONDISSEMENT AUTONOME DES KOMIS-PERMIKS**

*Chef-lieu* : Koudymkar.  
*Superficie* : 32 900 km<sup>2</sup>.  
*Villes* : 1.  
*Population* : 160 000 habitants (1990).  
*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : POLOUYANOV Nikolaï Andreïévitch.  
*Représentant du Président de Russie* : DELIDOV Viatcheslav Nikolaïévitch.  
*Président du Soviet de l'arrondissement* : TCHETINE Ivan Vassiliévitch.  
Situé en Cisouralie, sur le cours supérieur de la Kama. 4/5 du territoire couverts de forêts.  
Fait partie de la région de Perm.  
*Industries* : traitement du bois, chimie du bois, alimentation, biens d'équipement.  
*Agriculture* : céréales, élevage, bêtes à fourrure (chasse).

## **ARRONDISSEMENT AUTONOME DES KORIAKS**

*Chef-lieu* : bourg Palana.  
*Superficie* : 301 500 km<sup>2</sup>.  
*Villes* : 5 bourgs.  
*Population* : 39 000 habitants (1990).  
*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : LEOUCHKINE Sergueï Guennadiévitch.  
*Représentant du Président de Russie* : OINVID Grigori Mikhaïlovitch.  
*Président du Soviet de l'arrondissement* : DELIANSKI Anatoli Ivanovitch.  
Situé dans le Nord de la presqu'île du Kamtchatka et sur la partie continentale attenante.  
Baigné par les mers de Behring et d'Okhotsk. Fait partie de la région du Kamtchatka.  
*Industries* : alimentaire ; extraction de lignite. *Agriculture* : pêche, élevage de rennes et de bêtes à fourrure, chasse.

## ARRONDISSEMENT AUTONOME DES NENETS

*Chef-lieu* : Naryan-Mar.

*Superficie* : 176 700 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 1.

*Population* : 55 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : KOMAROVSKI Youri Vladimirovitch.

*Représentant du Président de Russie* : VYOUTCHEISKI Alexandre Ivanovitch.

*Président du Soviet de l'arrondissement* : SLEZKINE Boris Fédorovitch.

Situé dans le Nord de la Russie. Baigné par les mers Blanche, de Barents et de Kara.

Principal cours d'eau : Petchora. Fait partie de la région d'Arkhangelsk.

*Industries* : traitement du bois, alimentation.

*Ports maritimes* : Naryan-Mar, Amderma.

*Agriculture* : élevage de rennes, pêche, chasse (en mer) et élevage de bêtes à fourrure.

## ARRONDISSEMENT AUTONOME DE TAIMYR (DOLGANO-NENETS)

*Chef-lieu* : Doudinka.

*Superficie* : 862 100 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 1.

*Population* : 55 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : NEDELININE Guennadi Pavlovitch.

*Président du Soviet de l'arrondissement* : MAIMAGO Guennadi Nikolaiévitch.

Situé dans la péninsule de Taïmyr.

*Principaux cours d'eau* : Ienisseï, Piassina, Khatanga. Fait partie du territoire de Krasnoïarsk.

*Industries* : extraction d minerais polymétalliques, du charbon et du gaz ; alimentation.

*Ports* : Doudinka, Dikson, Khatanga. *Agriculture* : pêche, élevage du bétail, de rennes et de bêtes à fourrure, chasse.

## ARRONDISSEMENT AUTONOME DE TCHOUKOTKA (TCHOUKOTIE)

*Chef-lieu* : Anadyr.

*Superficie* : 737 700 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 2.

*Population* : 156 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : NAZAROV Alexandre Viktorovitch.

*Représentant du Président de Russie* : EREGUINE Youri Anatoliévitch.

*Président du Soviet de l'arrondissement* : ETYLEN Vladimir Mikhaïlovitch.

Situé dans la presqu'île de Tchoukotka et sur la partie continentale attenante. Baigné par les mers de Sibérie orientale, de Tchoukotka et de Behring. Principal cours d'eau : Anadyr.

Fait partie de la région de Magadan.

*Industries* : extraction des non-ferreux et de la houille ; alimentation.

*Ports maritimes* : Pevek, de la Providence (Providénia), Anadyr, Egvékinot, Behringovski.

*Agriculture* : pêche, élevage du bétail et de rennes, chasse de bêtes à fourrure (sur terre et en mer).

## ARRONDISSEMENT AUTONOME YAMALO-NENETS

*Chef-lieu* : Salekhard.

*Superficie* : 750 300 km<sup>2</sup>.

*Villes* : 5.

*Population* : 495 000 habitants (1990).

*Chef de l'Administration de l'arrondissement* : BAYANDINE Lev Sergueïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : YAR Sergueï Piyakovitch.

*Président du Soviet de l'arrondissement* : KOUZINE Alexandre Ivanovitch.

Situé dans la plaine de Sibérie occidentale, sur le cours inférieur de l'Obi. Principaux cours d'eau : Obi, Nadym, Taz, Pour. Fait partie de la région de Tioumen.

*Industries* : extraction du gaz et du pétrole ; traitement du bois ; alimentation.

*Agriculture* : pêche, élevage de rennes, chasse et élevage de bêtes à fourrure.

## IV. TERRITOIRES

### TERRITOIRE DE L'ALTAÏ

*Chef-lieu* : Barnaoul. Maire : BAVIRINE Vladimir Nikolai'evitch.

*Superficie* : 261 700 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 65 districts, 12 villes.

*Population* : environ 3 000 000 habitants .

*Chef de l'Administration du territoire* : RAIFIKECHT Vladimir Fédorovitch.

*Président du Soviet territorial* : SOURIKOV Alexandre Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : CHOUBA Nikolai Mikhaïlovitch.

Situé pour l'essentiel dans la plaine de Sibérie occidentale. Principaux cours d'eau : l'Obi et ses affluents. Lac Teletskoïé. Près d'un tiers du territoire couvert de forêts. Fait partie de la zone économique ouest-sibérienne.

*Industries* : constructions mécaniques, chimie, pétrochimie, biens d'équipement, alimentation ; extraction de minerai polymétallique, or, mercure, sel commun et de Glauber.

*Principaux centres industriels* : Barnaoul, Biisk, Roubtsovsk, Novoaltaïsk, Slavgorod.

*Agriculture* : céréales, lin, betterave sucrière, horticulture, élevage, aviculture, apiculture, bêtes à fourrure (chasse).

### TERRITOIRE DE KHABAROVSK

*Chef-lieu* : Khabarovsk. Maire : TEVELEVITCH Victor Mikhaïlovitch.

*Superficie* : 824 600 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 21 districts, 9 villes.

*Population* : près de 2 millions d'habitants .

*Chef de l'Administration du territoire* : ICHAIEV Victor Ivanovitch.

*Président du Soviet territorial* : TSVETKOV Igor Nikolaïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : DESSIA TOV Vladimir Mikhaïlovitch.

Situé en Extrême-Orient. Baigné à l'est par la mer d'Okhotsk et le détroit de Tartarie.

Principal cours d'eau : Amour. Plus de la moitié du territoire couverte de forêts. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, sidérurgie, traitement du bois, pâtes et papiers ; extraction de la houille, des minerais, des non-ferreux ; raffinage du pétrole, poissonneries.

*Principaux centres industriels* : Khabarovsk, Komsomolsk-sur-Amour, Sovietskaïa Gavan, Nikolaïevsk-sur-l'Amour, Amoursk.

*Ports* : Vanino, Okhotsk (maritimes), Nikolaïevsk-sur-l'Amour.

*Agriculture* : céréales, élevage, aviculture, apiculture, chasse.

## **TERRITOIRE DE KRASNODAR**

*Chef-lieu* : Krasnodar. Maire : SAMOLEIKO Valéri Alexandrovitch.

*Superficie* : 83 600 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 44 districts, 28 villes.

*Population* : plus de 5 000 000 habitants .

*Chef de l'Administration du territoire* :

*Président du Soviet territorial* : JDANOVSKI Alexandre Mikhaïlovitch.

*Représentant du Président de Russie* : TETERINE Vassili Nikolaïevitch.

Situé dans la partie occidentale du Grand Caucase et dans la plaine basse de Kouban-Azov. Principal cours d'eau : Kouban. Fait partie de la zone économique du Caucase-Nord.

*Industries* : alimentaire, biens d'équipement, constructions mécaniques, usinage des métaux, ciment, traitement du bois ; pétrole et gaz.

*Principaux centres industriels* : Krasnodar, Armavir, Novorossiisk, Kropotkine, Tikhoretsk, Eisk.

*Ports maritimes* : Novorossiisk, Tuapse.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tabac, plantes à parfum, chanvre, horticulture, viticulture, thé, élevage.

## **TERRITOIRE DE KRASNOIARSK**

*Chef-lieu* : Krasnoïarsk. Maire : POZDNIAKOV Valéri Alexandrovitch.

*Superficie* : 2 401 600 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 55 districts, 27 villes.

*Population* : environ 4 000 000 habitants .

*Chef de l'Administration territoriale* : VEPREV Arkadi Filimonovitch.

*Président du Soviet territorial* : NOVIKOV Viatcheslav Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : MOSKVITCH Youri Nikolaïevitch.

Le territoire s'étend des côtes de l'Océan Glacial Arctique aux monts de la Sibérie du Sud. Principal cours d'eau : Ienisseï. La taïga couvre la majeure partie du territoire. Fait partie de la zone économique de Sibérie orientale.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, extraction du charbon, du minerais de fer, des non-ferreux et des métaux rares, de l'or, du graphite ; chimie, traitement du bois, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Krasnoïarsk, Abakan, Tchernogorsk, Minoussinsk.

*Agriculture* : céréales, lin, chanvre, élevage du bétail et de rennes, bêtes à fourrure (élevage et chasse).

## **TERRITOIRE DU PRIMORIE**

*Chef-lieu* : Vladivostok. Maire : EFREMOV Vladimir Vassiliévitch. *Superficie* : 165 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 24 districts, 9 villes. *Population* : plus de 2 millions d'habitants.

*Chef de l'Administration du territoire* : KOUZNETSOV Vladimir Sergueïevitch.

*Président du Soviet territorial* : GRIGOROVITCH Dmitri Nikolaïevitch. *Représentant du*

*Président de Russie* : BOUTOV Valéri Pavlovitch.

Situé dans le sud de l'Extrême-Orient russe. Baigné par la mer du Japon. Principal cours d'eau : Oussouri. Lac Khanka. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.

*Industries* : poissonneries, métallurgie non ferreuse ; extraction de la houille, des polymétaux ; traitement du bois ; constructions mécaniques, usinage des métaux, chimie.

*Principaux centres industriels* : Vladivostok, Oussouriisk, Nakhodka, Dalnégorisk, Lessozavodsk, Dalnoretschensk, Partizansk.

*Ports maritimes* : Vladivostok, Nakhodka, Vostotchny.

*Agriculture* : céréales, soja, élevage du bétail, de bêtes à fourrure et de rennes, apiculture.

## **TERRITOIRE DE STAVROPOL**

*Chef-lieu* : Stavropol. Maire : KOUZMINE Mikhaïl Vladimirovitch.

*Superficie* : 80 600 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 34 districts, 22 villes.

*Population* : environ 3 000 000 habitants.

*Chef de l'Administration du territoire* : KOUZNETSOV Evgueni Sémionovitch.

*Président du Soviet du territoire* : GONTCHARENKO Youri Andréïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : KOULAKOVSKI Alexeï Viktorovitch.

Situé dans la partie centrale de Ciscaucasie et sur le flanc nord du Grand Caucase.

Principaux cours d'eau : Kouban, Kouma, Egorlyk. Fait partie de la zone économique du Caucase-Nord.

*Industries* : alimentaire, biens d'équipement, constructions mécaniques, chimie ; extraction du gaz naturel, du pétrole, des non-ferreux, du charbon.

*Principaux centres industriels* : Stavropol, Nevinnomyssk, Tcherkessk, Gueorguievsk, Boudennovskaï.

*Agriculture* : céréales, tournesol, betterave sucrière, horticulture, viticulture, cultures maraîchères, élevage.

## **V. RÉGIONS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

### **RÉGION DE L'AMOUR**

*Chef-lieu* : Blagovechtchensk. Maire : LIACHKO Youri Gavrilovitch.

*Superficie* : 363 700 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 20 districts, 9 villes.

*Population* : 1 058 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : KRIVTCHENKO Albert Arkadiévitch.

*Président du Soviet régional* : BELONOGOV Anatoli Nikolaïevitch.

Située dans le Sud de l'Extrême-Orient russe. Principal cours d'eau : Amour. Plus de la moitié du territoire couverte de forêts. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.

*Industries* : extraction de l'or, de la houille ; traitement du bois, constructions mécaniques, électrotechnique, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Blagovechtchensk, Belogorsk, Raïtchikhinsk, Zeïa, Chimanovsk, Svobodny, Tynda.

*Agriculture* : céréales, élevage du bétail, de rennes et de bêtes à fourrure.

### **RÉGION D'ARKHANGELSK**

*Chef-lieu* : Arkhangelsk. Maire : BRONNIKOV Anatoli Avérianovitch.

*Superficie* : 587 400 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 19 districts, 13 villes.

*Population* : 1 570 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : BALAKCHINE Pavel Nikolaïevitch.

*Président du Soviet régional* : GOUSKOV Youri Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : KRIMNOUS Valéri Samouflovitch. Située dans le nord de la plaine d'Europe orientale. Baignée par les mers Blanche, de Barents et de Kara.

*Principaux cours d'eau* : Dvina Septentrionale (Severnaya Dvina), Onega, Mezen, Petchora. Environ 2 500 lacs. Fait partie de la zone économique du Nord.

*Industries* : traitement du bois, pâtes et papiers, constructions mécaniques, alimentation. Principaux centres industriels : Arkhangelsk, Kotlas, Sévérodvinsk, Novodvinsk. Ports (maritimes, fluviaux) : Arkhangelsk, Onega, Mezen, Naryan-Mar.

*Agriculture* : élevage du bétail, de rennes et de bêtes à fourrure, chasse (sur terre et en mer).

## RÉGION D'ASTRAKHAN

*Chef-lieu* : Astrakhan. Maire : CHTCHERBAKOV Vladimir Romanovitch.

*Superficie* : 44 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 11 districts, 5 villes.

*Population* : 998 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : GOUJVINE Anatoli Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : VINOKOUROV Valéri Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : ADROV Valéri Mikhaïlovitch. Située dans la Basse-Caspienne. Baignée au sud par la mer Caspienne. Lac Baskountchak.

Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : biens d'équipement, alimentation, constructions mécaniques, usinage des métaux, traitement du bois, pâtes et papiers, chimie ; extraction du pétrole et du gaz. Principaux centres industriels : Astrakhan, Akhtoubinsk.

*Agriculture* : céréales, cultures maraîchères, curcubitacées, élevage.

## RÉGION DE BELGOROD

*Chef-lieu* : Belgorod. Maire : SELIVERSTOV Youri Ivanovitch.

*Superficie* : 27100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 18 districts, 9 villes.

*Population* : 1 381 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : BERESTOVOI Victor Ivanovitch.

*Président du Soviet régional* : BESKHMELNITSYNE Mikhaïl Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : MELENTIEV Nikolaï Ivanovitch.

Située dans le Sud-Ouest du plateau de Russie centrale. Principaux cours d'eau : Donets du Nord (Severski ou Severny Donets), Oskol. Fait partie de la zone économique du Tchemozémié central.

*Industries* : extraction du minerais de fer, constructions mécaniques, usinage des métaux, chimie, matériaux de construction, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Belgorod, Chtchébékino, Alekseïevka, Valouïki.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tournesol, plantes à parfum, horticulture, élevage.

## RÉGION DE BRIANSK

*Chef-lieu* : Briansk. Maire : VOKHROUCHENKOV Anatoli Egorovitch.

*Superficie* : 34 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 24 districts, 15 villes.

*Population* : 1 475 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : BARABANOV Vladimir Alexandrovitch.

*Président du Soviet régional* : SIDORENKO Vladimir Porfirévitch.

*Représentant du Président de Russie* : IGNATKOV Nikolaï Viktorovitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Desna.

Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, matériaux de construction, biens d'équipement, alimentation, traitement du bois.

*Principaux centres industriels* : Briansk, Klinty.

*Agriculture* : céréales, cultures maraîchères, élevage.

## RÉGION D'IRKOUTSK

*Chef-lieu* : Irkoutsk. *Maire* : GOVORINE Boris Alexandrovitch.

*Superficie* : 767 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 27 districts, 22 villes.

*Population* : 2 831 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : NOJIKOV Youri Abramovitch.

*Président du Soviet régional* : IGNATENKO Victor Vassilévitch.

*Représentant du Président de Russie* : CHIROBOKOV Igor Innokentiévitch.

Située en Sibérie orientale, au sud-est du plateau de Sibérie centrale. Principaux cours d'eau :

Angara, Toungouska Inférieure (Nijniaia Toungouska), Vitim, Kirenga. Lac Baikal. Les forêts couvrent 4/5 du territoire. Fait partie de la zone économique Est-Sibérienne.

*Industries* : extraction du charbon, du minerais de fer, de l'or, du mica, du gypse, du talc, du sel; constructions mécaniques, chimie, pétrochimie, traitement du bois, pâtes et papiers, chimie à base de bois.

*Principaux centres industriels* : Irkoutsk, Bratsk, Oust-Ilimsk, Angarsk, Oussolié-Sibirskoïe.

*Agriculture* : céréales, élevage du bétail et de rennes, bêtes à fourrure (élevage et chasse), pêche.

## RÉGION D'IVANOVO

*Chef-lieu* : Ivanovo. *Maire* : KROUGLOV Sergueï Viatcheslavovitch.

*Superficie* : 23 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 17 villes.

*Population* : 1 317 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : LAPTEV Adolf Fédorovitch.

*Président du Soviet régional* : TIKHOMIROV Vladislav Nikolaïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : TOLMATCHEV Vladimir Ilitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Volga.

Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : biens d'équipement, constructions mécaniques, chimie, alimentation, traitement du bois, artisanats (miniatures laquées de Palekh et de Kholouï).

*Principaux centres industriels* : Ivanovo, Kinechma, Chouï'a, Vitchouga, Fourmanov, Teïkovo, Rodniki.

*Agriculture* : céréales, lin, cultures maraîchères, élevage.

## RÉGION DE KALININGRAD

*Chef-lieu* : Kaliningrad (ex-Koenigsberg). *Maire* : CHIPOV Vitali Valentinovitch.

*Superficie* : 15 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 13 districts, 22 villes.

*Population* : 871 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : MATOTCHKINE Youri Sémionovitch.



*Président du Soviet régional* : SEMIONOV Youri Nikolaïevitch.  
*Représentant du Président de Russie* : POLOUEKTOVA Tamara Alexandrovna.  
Située à l'extrême-ouest de la Russie. Baignée par la mer Baltique et ses golfes. Principaux cours d'eau : Niémen, Prégolia. Fait partie de la zone économique de la Baltique.  
*Industries* : constructions mécaniques, électrotechnique, pâtes et papiers, alimentation, gaz, biens d'équipement ; extraction et travail de l'ambre.  
*Principaux centres industriels* : Kaliningrad, Goussiev, Sovietsk, Tcherniakhovsk, Niéman.  
Ports maritimes : Kaliningrad, Baltiisk.  
*Agriculture* : élevage, cultures maraîchères, élevage de bêtes à fourrure, pêche.

## RÉGION DE KALOUGA

*Chef-lieu* : Kalouga. Maire : TCHERNIKOV Vitali Alexeïevitch.  
*Superficie* : 29 900 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 23 districts, 17 villes.  
*Population* : 1 067 000 habitants (1989).  
*Chef de l'Administration régionale* : DERIAGUINE Alexandre Vassiliévitch.  
*Président du Soviet régional* : SOUDARENKOV Valéri Vassiliévitch.  
*Représentant du Président de Russie* : SAVTCHENKO Oleg Vitaliévitich.  
Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Oka.  
Fait partie de la zone économique Centrale.  
*Industries* : constructions mécaniques, traitement du bois, biens d'équipement, matériaux de construction.  
*Principaux centres industriels* : Kalouga, Lioudinovo, Kirov, Maloyaroslavets, Soukhinitchi, Borovsk.  
*Agriculture* : élevage, cultures maraîchères, céréales, lin.

## RÉGION DU KAMTCHATKA

*Chef-lieu* : Petropavlovsk-Kamtchatski. Maire : DOUDNIKOV Alexandre Kouzmitich.  
*Superficie* : 472 000 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 11 districts, 3 villes.  
*Population* : 466 000 habitants (1989).  
*Chef de l'Administration régionale* : BIRIOUKOV Vladimir Afanassévitch.  
*Président du Soviet régional* : PREMIAK Piotr Grigorévitch. Représentant du Président de Russie : SIDORTCHOUK Igor Andréïevitch.  
Située dans l'Extrême-Orient russe. Principaux cours d'eau : Kamtchatka, Avatcha. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.  
*Industries* : traitement du bois, alimentation ; extraction de la houille.  
*Ports maritimes* : Petropavlovsk-Kamtchatski, Oust-Kamtchatsk.  
*Agriculture* : pêche (poissons et crabes), élevage du bétail et de rennes, aviculture, bêtes à fourrure (chasse et élevage).

## RÉGION DE KEMEROVO

*Chef-lieu* : Kémérov. Maire : MIKHAILOV Vladimir Vassilévitich.  
*Superficie* : 95 500 km<sup>2</sup>. *Division administrative* : 16 districts, 19 villes.  
*Population* : 3 175 000 habitants (1989).  
*Chef de l'Administration régionale* : KISLIOUK Mikhaïl Borissovitch.  
*Président du Soviet régional* : TOULEIEV Aman.  
*Représentant du Président de Russie* : MALYKHINE Anatoli Vladimirovitch.  
Située dans la cuvette de Kouznetsk. Fait partie de la zone économique Ouest-Sibérienne.

*Industries* : extraction du charbon, du minerais de fer, des minerais polymétalliques ; sidérurgie, métallurgie des non-ferreux, chimie, constructions mécaniques, usinage des métaux, alimentation, biens d'équipement, traitement du bois.

*Principaux centres industriels* : Kémérovo, Novokouznetsk, Prokopievsk, Kissélevsk, Leninsk-Kouznetski, Anjéro-Soudjensk, Bélovo.

*Agriculture* : cultures maraîchères, élevage, apiculture, bêtes à fourrure (chasse).

## RÉGION DE KIROV

*Chef-lieu* : Kirov. Maire : MIKHEIEV Anjéli Mikhaïlovitch.

*Superficie* : 120 800 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 39 districts, 19 villes.

*Population* : 1 694 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : DESSIATNIKOV Vassili Alexeïevitch.

*Président du Soviet régional* : KOSTINE Alexandre Yakovlévitch. Représentant du

*Président de Russie* : SOUMAROKOV Véniamin Mikhaïlovitch.

Située dans l'Est de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Kama, Viatka.

Fait partie de la zone économique de Volga-Viatka.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, sidérurgie et non-ferreux, chimie, traitement du bois, biens d'équipement, alimentation. Extraction de phosphorites.

*Principaux centres industriels* : Kirov, Slobodskoï, Kotelnitch, Omoutninsk, Kirovo-Tchepetsk, Viatskié Poliany.

*Agriculture* : élevage, céréales, lin, cultures maraîchères.

## RÉGION DE KOSTROMA

*Chef-lieu* : Kostroma. Maire : KOROBOV Youri Alexeïevitch.

*Superficie* : 60 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 24 districts, 11 villes.

*Population* : 809 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : ARBOUZOV Valéri Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : KARTACHOV Rudolf Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : LITVINOV Youri Alexeïevitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Volga, Kostroma, Vetloug. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : biens d'équipement, traitement du bois, constructions mécaniques, alimentation, artisanats.

*Principaux centres industriels* : Kostroma, Charya, Nerekhta, Galitch, Bouï, Mantourovo, Krasnoïé-sur-Volga.

*Agriculture* : céréales, lin, cultures maraîchères, élevage.

## RÉGION DE KOURGAN

*Chef-lieu* : Kourgan. Maire : ELTCHANINOV Anatoli Fédorovitch.

*Superficie* : 71 000 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 23 districts, 9 villes.

*Population* : 1 105 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : GUERASSIMOV Valentin Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : BOGOMOLOV Oleg Alexeïevitch. Représentant du Président de Russie : GRANKTNE Véniamin Grigoriévitch.

Située dans le Sud de la plaine de Sibérie occidentale. Principaux cours d'eau : Tobol, Isset.

Fait partie de la zone économique de l'Oural.

*Industries* : constructions mécaniques, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Kourgan, Chadrinsk.

*Agriculture* : céréales, élevage.

## RÉGION DE KOURSCK

*Chef-lieu* : Koursk. Maire : IVANOV Youri Borissovitch.

*Superficie* : 29 800 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 28 districts, 10 villes.

*Population* : 1 329 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : CHOUTEIEV Vassili Ivanovitch.

*Président du Soviet régional* : LIKHATCHEV Vladimir Nikolaïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : KOURENINOV Alexandre Alexandrovitch.

Située sur le plateau de Russie centrale. Principal cours d'eau : Seïm. Fait partie de la zone économique du Tchernozémié central.

*Industries* : extraction et traitement des minerais de fer, constructions mécaniques, électrotechnique, chimie, alimentation, biens d'équipement, matériaux de construction.

*Principaux centres industriels* : Koursk, Jéleznogorsk.

*Agriculture* : betterave sucrière, céréales, horticulture, élevage.

## RÉGION DE LENINGRAD

*Chef-lieu* : Saint-Pétersbourg. Maire : SOBTCHAK Anatoli Alexandrovitch.

*Président du Soviet de la ville* : BELIAYEV Alexandre Nikolaïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : TSYPLIAYEV Sergueï Alexeïevitch.

*Superficie* : 85 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 17 districts, 26 villes.

*Population* : 6 603 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : BELIAKOV Alexandre Sémionovitch.

*Président du Soviet régional* : GOUSTOV Vadim Anatoliévitch.

*Représentant du Président de Russie* :

Située dans le Nord-Ouest de la plaine d'Europe orientale. Baignée par le golfe de Finlande (mer Baltique). Principaux cours d'eau : Neva, Volkhov, Svir, Vuoksa. Lacs Ladoga, Onega. Fait partie de la zone économique du Nord-Ouest.

*Industries* : constructions mécaniques, sidérurgie et métallurgie non ferreuse, chimie, raffinage du pétrole, traitement du bois, pâtes et papiers, biens d'équipement, alimentation, matériaux de construction ; extraction de bauxites, de schistes, de la tourbe.

*Principaux centres industriels* : Saint-Pétersbourg, Sestoretzsk, Vyborg, Kingisepp.

*Ports maritimes* : Saint-Pétersbourg, Vyborg.

*Agriculture* : élevage, cultures maraîchères.

## RÉGION DE LIPETSK

*Chef-lieu* : Lipetsk. Maire : SAVENKOV Anatoli Ivanovitch.

*Superficie* : 24 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 18 districts, 8 villes.

*Population* : 1 231 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : KOUPTSOV Guennadi Vassilévitch.

*Président du Soviet régional* : KOROLEV Oleg Petrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : KASSYMOV Ravil Akhmédovitch.

Située sur le plateau de Russie centrale. Principal cours d'eau : Don. Fait partie de la zone économique du Tchernozémié central.

*Industries* : sidérurgie, constructions mécaniques, usinage des métaux, électrotechnique, matériaux de construction, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Lipetsk, Elets, Dankov, Griazi.

*Agriculture* : céréales, élevage, betterave sucrière, tabac (makhorka), cultures maraîchères, horticulture.

## RÉGION DE MAGADAN

*Chef-lieu* : Magadan. Maire : DOROFIEV Guennadi Efimovitch.

*Superficie* : 1199 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 16 districts, 4 villes.

*Population* : 543 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : MIKHAILOV Victor Grigorévitch.

*Président du Soviet régional* : KOBETS Viatcheslav Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : PETRICHTCHEV Sergueï Sergueïévitch.

Située dans le Nord-Est de la Russie. Baignée par l'Océan Glacial Arctique et le Pacifique.

*Principaux cours d'eau* : Kolyma, Anadyr. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.

*Industries* : extraction de l'or, de l'argent, du tungstène, du mercure, de la houille ; alimentation, constructions mécaniques, usinage des métaux.

*Principaux centres industriels* : Magadan, Sousouman, Pevek, Anadyr.

*Ports maritimes* : Nagaïevo, Pevek, Providénia, Anadyr.

*Agriculture* : pêche, élevage du bétail et de rennes ; bêtes à fourrure (chasse et élevage).

## RÉGION DE MOSCOU

*Chef-lieu* : Moscou. Maire : LOUJKOV Youri Mikhaïlovitch.

*Chef du gouvernement de Moscou* : LOUJKOV Youri Mikhaïlovitch.

*Président du Soviet de la ville (Mossoviet)* : GONTCHAR Nikolaï Nikolaïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : KOMTCHATOV Vladimir Fédorovitch.

*Superficie* : 47 000 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 71 villes.

*Population* : 6 686 000 habitants (sans Moscou).

*Chef de l'Administration régionale* : TIAJLOV Anatoli Stépanovitch.

*Président du Soviet régional* : POLIAKOV Andreï Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : VERETENNIKOV Guennadi Vladimirovitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale, entre la Volga et l'Oka. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, radioélectronique, chimie, biens d'équipement, sidérurgie, usinage des métaux, matériaux de construction, traitement du bois, artisanats (céramique, boîtes et plateaux peints).

*Principaux centres industriels* : Khimki, Podolsk, Volokolamsk, Noguïnsk, Serpoukhov, Orékhovo-Zouyévo, Egorievsk.

*Agriculture* : cultures maraîchères, céréales, élevage, aviculture.

## RÉGION DE MOURMANSK

*Chef-lieu* : Mourmansk. Maire : NAIDIONOV Oleg Petrovitch. *Superficie* : 144 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 5 districts, 11 villes.

*Population* : 1146 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : KOMAROV Evgueni Borissovitch.

*Président du Soviet régional* : EVDOKIMOV Youri Alexeïvitch.

*Représentant du Président de Russie* : MENCHIKOV Ivan Ivanovitch.

Occupe la péninsule de Kola. Baignée par les mers Blanche et de Barents. Principaux cours d'eau : Ponoï, Vargouza, Oumba, Niva, Toulona. Lacs Imandra, Oumbozérou, Lovozéro.

Fait partie de la zone économique du Nord.

*Industries* : extraction et traitement des non-ferreux ; chimie minière, métallurgie non ferreuse, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Mourmansk, Montchegorsk, Kirovsk, Zapoliarny, Apatity, Kandalakcha.

*Port maritime* : Mourmansk.

*Agriculture* : pêche, élevage du bétail et de rennes.

## **RÉGION DE NIJNI NOVGOROD (Jusqu'en 1990, région de Gorki)**

*Chef-lieu* : Nijni Novgorod. Maire : BEDNIAKOV Dmitri Ivanovitch.

*Superficie* : 74 800 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 47 districts, 25 villes.

*Population* : 3 713 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : NEMTSOV Boris Efimovitch.

*Président du Soviet régional* : KRESTIANINOV Evgueni Vladimirovitch.

*Représentant du Président de Russie* : NEMTSOV Boris Efimovitch.

Située sur le cours moyen de la Volga. Principaux cours d'eau : Volga, Oka, Soura, Vetloug.

Fait partie de la zone économique de Volga-Viatka.

*Industries* : constructions mécaniques, sidérurgie, chimie, traitement du bois, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Nijni-Novgorod, Dzerjinsk, Arzamas.

*Agriculture* : céréales, betterave, lin, oignons, cultures maraîchères, élevage, aviculture.

## **RÉGION DE NOVGOROD**

*Chef-lieu* : Novgorod. Maire : IVANOV Victor Nikolaïevitch.

*Superficie* : 55 300 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 21 districts, 10 villes.

*Population* : 753 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : PROUSSAK Mikhaïl Mikhaïlovitch.

*Président du Soviet régional* : GRAJDANKINE Nikolai Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : KOUZNETSOV Anatoli Mikhaïlovitch.

Située dans le Nord-Ouest de la plaine d'Europe orientale.

*Principaux cours d'eau* : Msta, Lovât. Lac Ilmen. Moitié du territoire couverte de forêts. Fait partie de la zone économique du Nord-Ouest.

*Industries* : constructions mécaniques, radioélectronique, chimie, traitement du bois, verrerie et porcelaine, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Novgorod, Staraiïa-Roussa.

*Agriculture* : lin, élevage.

## RÉGION DE NOVOSSIBIRSK

*Chef-lieu* : Novossibirsk. Maire : INDINOK Ivan Ivanovitch.

*Superficie* : 178 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 30 districts, 14 villes.

*Population* : 2 782 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : MOUKHA Vitali Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : SYTCHEV Anatoli Pavlovitch.

*Représentant du Président de Russie* : MANOKHINE Anatoli Nikolaïevitch.

Située dans le Sud-Est de la plaine de Sibérie occidentale, entre l'Obi et l'Irtych. Principaux cours d'eau : Obi, Om. Lacs Tchany, Sartlan, Oubinskoïé, Ourioum. Près d'un tiers du territoire couvert par des marais. Fait partie de la zone économique de Sibérie occidentale.

*Industries* : extraction de la houille, du pétrole, du gaz naturel, de la tourbe, du marbre, du calcaire, de l'argile ; constructions mécaniques, sidérurgie et métallurgie non ferreuse, chimie, biens d'équipement, alimentation, matériaux de construction.

*Principal centre industriel* : Novossibirsk.

*Agriculture* : céréales, cultures maraîchères, lin, tournesol, élevage, aviculture.

## RÉGION D'OMSK

*Chef-lieu* : Omsk. Maire : CHOIKHET Youri Yakovlévitch.

*Superficie* : 139 700 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 31 districts, 6 villes.

*Population* : 2 140 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : POLEJAIEV Léonide Konstantinovitch.

*Président du Soviet régional* : LEONTIEV Anatoli Pavlovitch.

*Représentant du Président de Russie* : MINJOURENKO Alexandre Vassilévitch.

Située dans le Sud de la plaine de Sibérie occidentale, sur le cours moyen de l'Irtych.

Principaux cours d'eau : Irtych, Ichim, Om, Tara. Les forêts couvrent un quart du territoire. Fait partie de la zone économique de Sibérie occidentale.

*Industries* : constructions mécaniques, raffinage du pétrole, chimie, biens d'équipement, alimentation.

*Principal centre industriel* : Omsk.

*Agriculture* : céréales, lin, tournesol, cultures maraîchères, élevage, bêtes à fourrure (élevage et chasse).

## RÉGION D'OREL

*Chef-lieu* : Orel. Maire : KISLIAKOV Alexandre Grigorévitch.

*Superficie* : 24 700 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 19 districts, 7 villes.

*Population* : 891 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale (p.i.)* : YODINE Nikolaï Pavlovitch.

*Président du Soviet régional* : VOLODINE Nikolaï Andreïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : EVDOKIMOV Valéri Iossifovitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale et sur le plateau de Russie centrale. Principal cours d'eau : Oka. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, métallurgie, chimie, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Orel, Livny, Mtsensk.

*Agriculture* : céréales, chanvre, betterave sucrière, élevage, aviculture.

## RÉGION D'ORENBOURG

*Chef-lieu* : Orenbourg. Maire (p.i.) : SOLDATOV Guéorgui Petrovitch.

*Superficie* : 124 000 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 35 districts, 12 villes.

*Population* : 2 174 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : ELAGUINE Vladimir Vassiliévitch.

*Président du Soviet régional* : GRIGORIEV Valéri Nikolaïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : CHAPOVALENKO Vladislav Alexandrovitch.

Située dans les contreforts de l'Oural-Sud. Principal cours d'eau : Oural. Fait partie de la zone économique de l'Oural.

*Industries* : sidérurgie et métallurgie non ferreuse, constructions mécaniques, usinage des métaux, raffinage du gaz, chimie, biens d'équipement, alimentation ; extraction du pétrole, du minerai de fer, de cuivre et de nickel, de l'amiante, du sel commun.

*Principaux centres industriels* : Orenbourg, Orsk, Novotroïtsk, Mednogorsk, Bouzoulouk, Bougourouslan, Gaï.

*Agriculture* : céréales, élevage.

## RÉGION D'OULIANOVSK

*Chef-lieu* : Oulianovsk. Maire : ERMAKOV Sergueï Nikolaïévitch.

*Superficie* : 37 300 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 20 districts, 6 villes.

*Population* : 1 400 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : GORIATCHEV Youri Frolovitch.

*Président du Soviet régional* : RAZOUMOV Vladimir Loguinovitch.

Située sur la Volga. Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : constructions mécaniques, biens d'équipement, matériaux de construction, traitement du bois.

*Principaux centres industriels* : Oulianovsk, Melekess. *Agriculture* : céréales, élevage, tournesol, betterave.

## RÉGION DE PENZA

*Chef-lieu* : Penza. Maire : DOUBINTCHOUK Féodosi Fédorovitch.

*Superficie* : 43 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 28 districts, 10 villes.

*Population* : 1 502 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : KONDRATIEV Alexandre Andreïévitch.

*Président du Soviet régional* : LYTCHAGUINE Alexandre Rodionovitch.

*Représentant du Président de Russie* : DIDITCHENKO Guéorgui Ivanovitch.

Située sur le plateau de la Volga. Principal cours d'eau : Soura. Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : constructions mécaniques, biens d'équipement, alimentation, traitement du bois, pâtes et papiers, matériaux de construction.

*Principaux centres industriels* : Penza, Kouznetsk.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tournesol, chanvre, élevage.

## RÉGION DE PERM

*Chef-lieu* : Perm. Maire : FIL Vladimir Emélianovitch.

*Superficie* : 160 600 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 37 districts, 25 villes.

*Population* : 3 100 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration de la région de Perm et de l'Ouest-Oural* : KOUZNETSOV Boris Yourévitch.

*Président du Soviet régional* : BYSTRIANTSEV Mikhaïl Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : KALIAGUINE Sergueï Borissovitch.

Située sur les versants ouest de l'Oural moyen et septentrional, ainsi que sur les confins orientaux de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Kama, Tchousovaïa, Kosva, Vichéra. Fait partie de la zone économique de l'Oural.

*Industries* : extraction de la houille, du pétrole, du gaz, du sel commun et de potasse ; constructions mécaniques, électrotechnique, chimie, pétrochimie, raffinage du pétrole, pâtes et papiers, traitement du bois, sidérurgie, métallurgie non ferreuse, typographie.

*Principaux centres industriels* : Perm, Bérezniki, Solikamsk, Tchousovoï, Krasnokamsk, Tchaïkovski.

*Agriculture* : élevage, céréales, cultures maraîchères.

## RÉGION DE PSKOV

*Chef-lieu* : Pskov. Maire : PROKOFIEV Alexandre Vassilévitich.

*Superficie* : 55 300 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 24 districts, 14 villes.

*Population* : 847 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : TOUMANOV Vladislav Nikolai'evitch.

*Président du Soviet régional* : POUCHKAREV Vitali Nikolaïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : KHRITONENKOV Dmitri Konstantinovitch.

Située dans la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Vélikaïa. Lacs Pskovskoïé, Tchoudskoïé. Fait partie de la zone économique du Nord-Ouest. *Industries* : constructions mécaniques, biens d'équipement, alimentation, traitement du bois.

*Principaux centres industriels* : Pskov, Vélikié Louki. *Agriculture* : céréales, lin, cultures maraîchères, élevage.

## RÉGION DE RIAZAN

*Chef-lieu* : Riazan. Maire : RIOUMINE Valéri Vassilévitich.

*Superficie* : 39 600 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 25 districts, 12 villes.

*Population* : 1 346 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : BACHMAKOV Lev Polievktovitch.

*Président du Soviet régional* : PRIKHODKO Victor Vladimirovitch.

*Représentant du Président de Russie* : MOLOTKOV Nikolai Vassilévitich.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Oka et ses affluents. Fait partie de la zone économique Centrale. *Industries* : constructions mécaniques, raffinage du pétrole, chimie, matériaux de construction, biens d'équipement, alimentation ; extraction de la houille et de la tourbe.

*Principaux centres industriels* : Riazan, Skopine, Kassimov, Sassovo. *Agriculture* : céréales, cultures maraîchères, horticulture, élevage.

## RÉGION DE ROSTOV

*Chef-lieu* : Rostov-sur-le-Don.

Maire : POGREBCHTCHIKOV Youri Borissovitch.

*Superficie* : 100 800 km<sup>2</sup>.



*Division administrative* : 41 districts, 22 villes.  
*Population* : 4 304 000 habitants (1989).  
*Chef de l'Administration régionale* : TCHOUB Vladimir Fédorovitch.  
*Président du Soviet régional* : POPOV Alexandre Vassilévitch.  
*Chef du gouvernement régional* : ANPILOGOV Victor Nikolaïevitch.  
*Représentant du Président de Russie* : ZOUBKOV Vladimir Nikolaïevitch.  
Située dans le Sud de la plaine d'Europe orientale et en Ciscaucasie. Baignée par le golfe de Taganrog (mer d'Azov). Principaux cours d'eau : Don, Donets du Nord. Fait partie de la zone économique du Caucase-Nord.  
*Industries* : constructions mécaniques, alimentation, biens d'équipement, chimie, sidérurgie et métallurgie non ferreuse ; extraction du charbon.  
*Principaux centres industriels* : Rostov-sur-le-Don, Taganrog, Novotcherkassk, Chakhty, Kamensk-Chakhtinski, Novochakhtinsk, Volgodosk.  
*Ports fluviaux* : Rostov-sur-le-Don, Oust-Donetski.  
*Agriculture* : céréales, tournesol, coriandre, moutarde, cultures maraîchères, cucurbita-cées, vignobles, horticulture.

## RÉGION DE SAKHALINE

*Chef-lieu* : Youjno-Sakhalinsk. Maire : FARKHOUTDINOV Igor Pavlovitch.  
*Superficie* : 87100 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 17 districts, 19 villes.  
*Population* : 709 000 habitants (1989).  
Chef de l'Administration régionale (gouverneur de Sakhaline) : FEDOROV Valentin Petrovitch  
*Président du Soviet régional* : AXIONOV Anatoli Petrovitch.  
*Représentant du Président de Russie* : GOULU Vitali Valentinovitch.  
Occupe l'île de Sakhaline et les Kouriles. Fait partie de la zone économique d'Extrême-Orient.  
*Industries* : pêche et poissonneries ; extraction du pétrole, du gaz, de la houille ; traitement du bois, pâtes et papiers.  
*Principaux centres industriels* : Youjno-Sakhalinsk, Kholmsk, Okha, Nevelsk, Dolinsk, Korsakov, Ouglégorok, Poronaïsk.  
*Ports maritimes* : Kholms, Korsakov, Alexandrovsk-Sakhalinski.  
*Agriculture* : cultures maraîchères, élevage du bétail, de rennes et de bêtes à fourrure.

## RÉGION DE SAMARA (Jusqu'en 1990, Kouïbychev)

*Chef-lieu* : Samara. Maire : SYSSOUIEV Oleg Nikolaïevitch.  
*Superficie* : 53 600 km<sup>2</sup>.  
*Division administrative* : 25 districts, 10 villes.  
*Population* : 3 266 000 habitants (1989).  
*Chef de l'Administration régionale* : TITOV Konstantin Alexeïevitch.  
*Président du Soviet régional* : ANICHTCHIK Oleg Nikiforovitch.  
*Représentant du Président de Russie* : FEDOROV Anton Yourévitch.  
Située dans le Sud-Est de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Volga. Fait partie de la zone économique de la Volga.  
*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, raffinage du pétrole, pétrochimie, électricité, matériaux de construction.  
*Principaux centres industriels* : Samara, Togliatti, Syzran, Novokouïbychevsk.  
*Agriculture* : céréales, tournesol, élevage.

## RÉGION DE SARATOV

*Chef-lieu* : Saratov.

*Superficie* : 100 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 38 districts, 17 villes.

*Population* : 2 690 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : BELYKH Youri Vassilévitich.

*Président du Soviet régional* : MAKAREVTTCH Nikolai Sidorovitch.

*Représentant du Président de Russie* : GOLOVATCHEV Vladimir Guéorguievitch.

Située dans le Sud-Est de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Volga. Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : constructions mécaniques, raffinage du pétrole, chimie, matériaux de construction, traitement du bois, biens d'équipement, alimentation ; extraction du pétrole et du gaz.

*Principaux centres industriels* : Saratov, Engels, Balakovo.

*Agriculture* : céréales, tournesol, betterave sucrière, élevage.

## RÉGION DE SMOLENSK

*Chef-lieu* : Smolensk. Maire : ZYSMANOV Mikhaïl Gavrilovitch.

*Superficie* : 49 800 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 25 districts, 14 villes.

*Population* : 1 158 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : FATEIEV Valéri Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : SEMIONOV Mikhaïl Igorévitch.

*Représentant du Président de Russie* :

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Dniepr. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, chimie, biens d'équipement, alimentation ; extraction de la houille et de la tourbe.

*Principaux centres industriels* : Smolensk, Roslavl, Safonovo, Viazma, Yartsévo, Gagarine, Verhknédnieprovski.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tournesol, élevage.

## RÉGION DE SVERDLOVSK

*Chef-lieu* : Ekaterinbourg (jusqu'en 1991, Sverdlovsk).

Maire : TCHERNETSKI Arkadi Mikhaïlovitch.

*Superficie* : 194 800 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 30 districts, 44 villes.

*Population* : 4 721 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : ROSSEL Edouard Ergartovitch.

*Président du Soviet régional* : GREBENKINE Anatoli Viktorovitch.

*Représentant du Président de Russie* : MACHKOV Vitali Vladimirovitch.

Située sur les versants Est et en partie Ouest de l'Oural central et septentrional. Principaux cours d'eau : bassins de l'Obi et de la Kama. Fait partie de la zone économique de l'Oural.

*Industries* : sidérurgie, métallurgie non ferreuse, constructions mécaniques, chimie, traitement du bois, pâtes et papiers, biens d'équipement, alimentation ; extraction des minerais de fer et de cuivre, des bauxite, de l'amiante, de la houille.

*Principaux centres industriels* : Ekaterinbourg, Nijni Taguil, Pérououralsk, Krasnoouralsk, Sérov, Alapaïevsk, Kamensk-Ouralski.

*Agriculture* : céréales, élevage.

## RÉGION DE TAMBOV

*Chef-lieu* : Tambov. Maire (p.i.) : KOVAL Valéri Nikolaïevitch.

*Superficie* : 34 300 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 23 districts, 8 villes.

*Population* : 1 320 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale (p.i.)* : BABENKO Vladimir Dmitriévitch.

*Président du Soviet régional* : RIABOV Alexandre Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : DAVTTOULIANI Valentin Vladimirovitch.

Située dans la partie centrale de la plaine Oka-Don. Fait partie de la zone économique du Tchernozémié central.

*Industries* : constructions mécaniques, chimie, biens d'équipement, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Tambov, Mitchourinsk, Morchansk, Kotovsk, Rasskazovo.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tournesol, élevage, cultures maraîchères, horticulture.

## RÉGION DE TCHELIABINSK

*Chef-lieu* : Tchéliabinsk. Maire : TARASSOV Viatcheslav Mikha'flovitch.

*Superficie* : 87 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 24 districts, 27 villes.

*Population* : 3 626 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : SOLOVIEV Vadim Pavlovitch.

*Président du Soviet régional* : SOUMINE Piotr Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : SELEZNEV Vladimir Valentinovitch.

Située dans l'Oural-Sud et en Transouralie. Principaux cours d'eau : Oural, Miass. Lacs Ouvildy, Tourgoïak. Fait partie de la zone économique de l'Oural.

*Industries* : sidérurgie, métallurgie non ferreuse ; industrie minière (ferrugineux et non-ferrugineux, magnésite, houille) ; matériaux de construction.

*Principaux centres industriels* : Tchéliabinsk, Magnitogorsk, Miass, Zlatooust, Kopeïsk, Korkino, Troïtsk.

*Agriculture* : élevage, céréales, cultures maraîchères, horticulture.

## RÉGION DE TCHITA

*Chef-lieu* : Tchita. Maire : GUENIATOULINE Ravil Faritovitch.

*Superficie* : 431 500 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 31 districts, 10 villes.

*Population* : 1 378 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : FVANOV Boris Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : EPOV Alexandre Fadeïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : SAMOÏLOV Sergueï Nikolaïevitch.

Située en Transbaïkalie. Principaux cours d'eau : bassins du Baïkal, de la Lena et de l'Amour. Plus d'une moitié du territoire couverte de forêts. Fait partie de la zone économique de Sibérie orientale.

*Industries* : industrie minière (or, molybdène, étain, plomb, zinc, houille) ; sidérurgie, constructions mécaniques, traitement du bois.

*Principaux centres industriels* : Tchita, Nertchinsk, Darassoun, Oloviannaya, Tarbagataï.

*Agriculture* : élevage du bétail et de rennes ; bêtes à fourrure (chasse).

## RÉGION DE TIOUMEN

*Chef-lieu* : Tioumen. Maire : RAIKOV Guennadi Ivanovitch.

*Superficie* : 1 435 200 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 37 districts, 20 villes.

*Population* : 3 083 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : CHAFRANIK Youri Konstantinovitch.

*Président du Soviet régional* : OULIANOV Vladimir Ilitch.

*Représentant du Président de Russie* : SELEZNEV Stanislav Vitaliévitich.

Située dans la plaine de Sibérie occidentale. Principaux cours d'eau : Obi, Taz, Pour, Nadym. Fait partie de la zone économique de Sibérie occidentale.

*Industries* : extraction et raffinage du pétrole et gaz naturel ; constructions mécaniques, usinage des métaux, chimie, traitement du bois, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Tioumen, Tobolsk, Sourgout, Nijnéartovsk, Nadym.

*Agriculture* : élevage, céréales, lin, cultures maraîchères, élevage de rennes ; bêtes à fourrure (chasse et élevage).

## RÉGION DE TOMSK

*Chef-lieu* : Tomsk. Maire : PILIAVINE Youri.

*Superficie* : 316 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 16 districts, 5 villes.

*Population* : 1 001 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : KRESS Victor Melkhiorovitch.

*Président du Soviet régional* : CHAMINE Grigori Andreïevitch.

*Représentant du Président de Russie* : SOULAKCHINE Stépan Stépanovitch.

Située dans le Sud-Est de la plaine de Sibérie occidentale. Principaux cours d'eau : Obi, Tom, Tchoulm, Vassiougan. Les forêts couvrent plus de la moitié du territoire. Fait partie de la zone économique de Sibérie occidentale.

*Industries* : extraction du pétrole ; constructions mécaniques, usinage des métaux, électrotechnique, traitement du bois, chimie, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Tomsk, Kolpachévo, Assino, Stréjévoï.

*Agriculture* : élevage, céréales, cultures maraîchères, lin, pêche, bêtes à fourrure (chasse et élevage).

## RÉGION DE TOULA

*Chef-lieu* : Toula. Maire : TIAGLIVY Nikolaï Egorovitch.

*Superficie* : 25 700 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 23 districts, 21 villes.

*Population* : 1 868 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : SEVRIOUGUINE Nikolaï Vassilévitich.

*Président du Soviet régional* : LITVINTSEV Youri Ivanovitch.

*Représentant du Président de Russie* : KOUZNETSOV Victor Guéorguievitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale et dans le Nord du plateau de Russie centrale. Principaux cours d'eau : Oka, Oupa, Ossetr. Fait partie de la zone économique Centrale. *Industries* : constructions mécaniques, chimie, sidérurgie, matériaux de construction, biens d'équipement, alimentation ; extraction de la lignite.

*Principaux centres industriels* : Toula, Novomoskovsk, Chtchekino, Aleksine, Ouzlovaïa, Efrémov.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, élevage.

## **RÉGION DE TVER (Jusqu'en 1990, région de Kalinine)**

*Chef-lieu* : Tver. Maire : BELOUSSOV Alexandre Petrovitch.

*Superficie* : 84 100 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 36 districts, 23 villes.

*Population* : 1 670 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : SOUSLOV Vladimir Antonovitch.

*Président du Soviet régional* : CHESTOV Mikhaïl Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : BELOV Victor Ivanovitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Volga, Mologa, Tvertsa. Plus de 500 lacs, dont le Séliguère. Un tiers du territoire couvert de forêts. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, biens d'équipement, chimie, traitement du bois, typographie, verrerie, porcelaine et faïence.

*Principaux centres industriels* : Tver, Vychni Volotchek, Rjev, Torjok, Kimry.

*Agriculture* : lin, élevage, cultures maraîchères.

## **RÉGION DE VLADIMIR**

*Chef-lieu* : Vladimir. Maire : CHAMOV Igor Vassilévitch.

*Superficie* : 29 000 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 16 districts, 21 villes.

*Population* : 1 654 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : VLASSOV Youri Vassilévitch.

*Président du Soviet régional* : KALIAGUINE Vladimir Alexandrovitch.

*Représentant du Président de Russie* : EGOROV Nikolaï Sergueïevitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Oka, Kliazma. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, biens d'équipement, chimie, verrerie, artisanats (broderie, orfèvrerie, miniatures laquées).

*Principaux centres industriels* : Vladimir, Kovrov, Mourom, Alexandrov, Koltchouguino, Viazniki, Gous-Khroustalny.

*Agriculture* : élevage, cultures maraîchères, horticulture.

## **RÉGION DE VOLGOGRAD**

*Chef-lieu* : Volgograd. Maire : TCHEKHOV Youri Viktorovitch.

*Superficie* : 113 900 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 33 districts, 18 villes.

*Population* : 2 593 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : CHABOUNINE Ivan Petrovitch.

*Président du Soviet régional* : MOROZOV Alexandre Gavrilovitch.

*Représentant du Président de Russie* : KOUZNETSOV Evgueni Stépanovitch.

Située dans le Sud-Est de la plaine d'Europe orientale. Principaux cours d'eau : Volga, Don. Fait partie de la zone économique de la Volga.

*Industries* : raffinage du pétrole, chimie, pétrochimie, constructions mécaniques, usinage des métaux, sidérurgie et métallurgie non ferreuse, matériaux de construction, traitement du bois, biens d'équipement, alimentation ; extraction du pétrole et du gaz naturel.

*Principaux centres industriels* : Volgograd, Voljski, Kamychine.

*Agriculture* : céréales, tournesol, moutarde, cucurbitacées, horticulture, élevage.

## RÉGION DE VOLOGDA

*Chef-lieu* : Vologda. Maire : OUPADYCHEV Boris Valériévitch.

*Superficie* : 145 700 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 26 districts, 15 villes.

*Population* : 1 354 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : PODGORNOV Nikolai Mikhaïlovitch.

*Président du Soviet régional* : KHRIPEL Guennadi Timofeïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : SOUDAKOV Gouri Vassilévitch.

Située dans le Nord-Ouest de la plaine d'Europe orientale.

*Principaux cours d'eau* : Soukhona, Youg, Cheksna, Mologa. Fait partie de la zone économique du Nord.

*Industries* : sidérurgie, traitement du bois, constructions mécaniques, verre, biens d'équipement, alimentation, artisanats (dentellerie, argent, tapis).

*Principaux centres industriels* : Vologda, Tchéropovets, Véliki Oustioug, Sokol.

*Agriculture* : élevage, lin, cultures maraîchères, aviculture.

## RÉGION DE VORONEJ

*Chef-lieu* : Voronej. Maire : TCHERNOV Youri Sérafimovitch.

*Superficie* : 52 400 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 32 districts, 14 villes.

*Population* : 2 470 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale (gouverneur)* : KOVALEV Alexandre Yakovlévitch.

*Président du Soviet régional* : CHABANOV Ivan Mikhaïlovitch.

*Représentant du Président de Russie* : DAVYDKINE Victor Alexeïévitch.

Située sur le plateau de Russie centrale. Principaux cours d'eau : Khoper, Bitioug. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, usinage des métaux, chimie, matériaux de construction, alimentation.

*Principaux centres industriels* : Voronej, Borissoglebsk, Georghiu-Dej, Rossoch, Kalatch.

*Agriculture* : céréales, betterave sucrière, tournesol, cultures maraîchères, élevage.

## RÉGION DE YAROSLAVL

*Chef-lieu* : Yaroslavl. Maire : VOLONTCHOUNAS Victor Vladimirovitch.

*Superficie* : 36 400 km<sup>2</sup>.

*Division administrative* : 17 districts, 10 villes.

*Population* : 1 471 000 habitants (1989).

*Chef de l'Administration régionale* : LISSITSYNE Anatoli Ivanovitch.

*Président du Soviet régional* : VESSELOV Alexandre Nikolaïévitch.

*Représentant du Président de Russie* : VAROUKHINE Vladimir Guennadiévitch.

Située dans la partie centrale de la plaine d'Europe orientale. Principal cours d'eau : Volga. Lacs Néro et Plechtcheïevo. Fait partie de la zone économique Centrale.

*Industries* : constructions mécaniques, chimie, raffinage du pétrole, biens d'équipement, alimentation, traitement du bois ; extraction de la tourbe.

*Principaux centres industriels* : Yaroslavl, Rybinsk, Toutaïev, Ouglitch, Pereslavl-Zaleski, Rostov, Gavrilov-Yam.

*Agriculture* : cultures maraîchères, élevage, lin, céréales.

**F**inances agonisantes, catastrophes nucléaires gardées secrètes, maffias et trafics en tout genre, violence des conflits nationaux... Centre naguère omnipotent d'un empire aujourd'hui disloqué, la Russie se trouve en position d'accusée. Géorgui Vatchnadze, universitaire et journaliste, explique pourquoi le bilan semble si accablant sur le plan humain, économique et écologique.

Ce livre étonnant n'est pas un manuel pour la faculté, ni un grand reportage ou un essai politique. Inclassable, il est pourtant tout cela à la fois. Ce qui, grâce au talent de l'auteur, n'appauvrit pas l'ouvrage mais lui confère au contraire une densité peu commune.

Par son statut de chercheur, Géorgui Vatchnadze, a eu accès à des sources inédites dans les archives de l'administration, de l'armée et de la presse. Il y a puisé des informations neuves sur l'incroyable désorganisation de l'ancienne deuxième puissance mondiale et les dangers que fait courir au reste du monde son délabrement.

Géorgien passionné, l'auteur adopte aussi avec brio le ton du pamphlétaire. Il dénonce alors vigoureusement ce qui lui apparaît comme les tares du système, notamment l'incompétence et la corruption ambiante qui, protégées par l'arbitraire politique, ont mené, selon lui, ces peuples à la guerre civile et à la ruine.

*Géorgui Vatchnadze a obtenu un doctorat en histoire à l'Université de Moscou. De 1962 à 1970, il a travaillé comme correspondant à l'agence Tass puis à l'agence Novosti. Actuellement, il est chercheur à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie et enseigne à l'École de journalisme de Moscou. A son actif, on dénombre une vingtaine d'ouvrages, principalement sur les médias, qu'il a écrits ou dirigés, dont certains sont déjà traduits en français, en anglais et en allemand.*

**Illustration de couverture** : photo de Hernan PODESTA

**ISBN 2-7298-4327-2**